

VIVE TENSION AU PENDJAB

Les extrémistes sikhs défient New-Delhi

Les déboires de M. Gandhi

L'état de grâce semble terminé pour le jeune premier ministre, qui avait accédé au pouvoir, voilà quinze mois, à la suite de la tragique disparition de sa mère, dont les assassins viennent d'être condamnés à la pendaison. Celui qui avait su, avec habileté, apaiser les passions à l'intérieur et séduire à l'étranger doit, aujourd'hui, accepter une évidence : il faut davantage que de la bonne volonté pour triompher du fanatisme et réduire des tensions profondément ancrées dans la société.

Certes, l'ensemble du tableau est loin d'être négatif. Dans le domaine économique, une relative libéralisation contribue à favoriser une relance. Sur le plan extérieur, tout en restant fidèle à son alliance avec Moscou, M. Rajiv Gandhi a jeté les bases d'une coopération plus sereine avec les États-Unis et d'un dialogue assez chaleureux avec l'Europe de l'Ouest. Surtout, il est parvenu à détendre l'atmosphère entre New-Delhi et Islamabad en accueillant le président Zia Ul-Haq et en relançant le commerce bilatéral entre les deux « frères ennemis ».

Mais, depuis quelques mois, plusieurs crises qui paraissent s'apaiser ont resurgi. Des élections ont pu se tenir en Assam, mais au prix d'un effondrement du Congrès-Indira, le parti du premier ministre, et de l'accession au pouvoir de jeunes politiciens très hostiles à la présence d'une forte minorité d'immigrés bengalis, dont ils réclament le renvoi.

La médiation indienne dans le conflit sr-lankais n'a pas produit les effets escomptés, puisque le président Jayewardene s'est, le dimanche 26 janvier, prononcé, pour la première fois explicitement, pour une solution militaire. « J'appliquerais une solution militaire à ce que je pense être un problème militaire, et, après cela, je m'occuperai de l'aspect politique », a-t-il déclaré, tuant l'espoir mis dans le cessez-le-feu imposé en juin dernier par New-Delhi à Colombo et aux séparatistes tamouls.

Mais c'est encore une fois au Pendjab que les risques, pour le premier ministre indien, sont les plus pressants. Non seulement les extrémistes sikhs ne désarment pas, mais, en occupant le Temple d'or d'Amritsar ce week-end, ils signifient qu'ils souhaitent l'épreuve de force avec New-Delhi. Pour M. Gandhi, le danger est d'autant plus grand qu'il ne peut laisser ainsi bafouer l'autorité du gouvernement local du Pendjab, formé par l'élite modérée des sikhs à la suite d'un scrutin qui s'était relativement bien déroulé. Tout se passe donc comme si, au Pendjab, on en revenait à la case départ. Faudra-t-il recourir une seconde fois à la force pour chasser les extrémistes du Temple d'or ?

Ces derniers développements ne sont guère réjouissants pour le premier ministre indien. L'Inde, qui reçoit Jean-Paul II à la fin de la semaine, traverse une nouvelle phase délicate, la crise du Pendjab en particulier va continuer de miner la « plus grande démocratie » du monde.

La tension est à nouveau très vive au Pendjab, où les extrémistes sikhs — défiant New-Delhi — ont repris, le dimanche 26 janvier, le contrôle du Temple d'or d'Amritsar.

De notre correspondant

New-Delhi. — « A bas Rajiv Gandhi ! », « A bas le président de la République ! », « A bas le pouvoir hindou ! », « Bhindrawale et le Khalistan (État sikh) indépendant ! ». C'est reparti. Vingt mois après l'assaut de l'armée indienne contre le Temple d'or d'Amritsar et le massacre d'au moins six cents jeunes sikhs, les extrémistes ont repris le contrôle du sanctum sanctorum de leur religion.

Ils étaient au moins quinze mille, le dimanche 26 janvier, sur le parvis blanc du temple pour entendre la nouvelle déclaration de guerre des ultras et soutenir le véritable pronunciamiento opéré par eux contre les autorités religieuses modérées et légitimes de la secte.

PATRICE CLAUDE.
(Lire la suite page 4.)

LES « RESTAURANTS DU CŒUR » A TF1

Droite et gauche cohabitent autour des « nouveaux pauvres »



La campagne électorale suit son cours : les socialistes continuent d'affirmer qu'une victoire de l'opposition conduirait à la « pagaille » ; et l'opposition réplique que le seul moyen d'éviter la pagaille, c'est un gouvernement RPR-UDF.

Mais ces échanges ont été éclipsés par l'événement créé sur TF1 par Coluche, qui a rassemblé, le dimanche 26 janvier, des personnalités politiques de droite

et de gauche afin de promouvoir les « restaurants du cœur ».

A sept semaines des élections législatives, au moment où se cristallise le phénomène de bipolarisation, les uns et les autres ont laissé leurs discours au vestiaire et se sont rassemblés pour une cause commune. Seuls le PCF et le Front national protestent, mais parce qu'ils ont été, disent-ils, exclus de l'émission.

(Lire page 8 l'article de JEAN-YVES LHOMEAU.)

Election présidentielle au Portugal : second tour Amaral-Soares

Largement en tête au premier tour du scrutin présidentiel (46 % des suffrages), le candidat conservateur affrontera le 16 février le dirigeant du PS (25,5 %), qui a bénéficié de la remontée de son parti.

PAGE 4

Le dollar à 7,38 francs

Déclenchée à la veille du week-end à Tokyo, la baisse de la devise américaine s'est poursuivie lundi en Europe, retrouvant son niveau du 2 mai 1983.

Un sommet des religions à Assise

Jean-Paul II invite toutes les confessions à prier pour la paix.

PAGE 15

Le coup de force de M. Murdoch

Le magnat de la presse britannique publie ses journaux malgré la grève des syndicats de l'imprimerie.

PAGE 17

Les élections dans le Nord

Le PS menacé dans son fief ?

PAGE 12

Un nouveau front de Seine

Entre les gares de Lyon et d'Austerlitz, les grands travaux commenceront l'an prochain.

PAGE 13

L'observation d'Uranus

La sonde « Voyager 2 » révèle une chaleur polaire et un froid tropical.

PAGE 13

Le Monde

ÉCONOMIE

- Le malaise des éleveurs.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 39 à 42

Débats : Extrémisme (2) • Étranger (3 à 6) • Politique (8 à 12) • Société (13 et 15) • Culture (19) • Communication (17) • Économie (43 à 47)

Programmes des spectacles (20) • Radio-télévision (21) • Informations services : Mots croisés, Loterie nationale, Loto, Carnet (18) • Météorologie (21) • Annonces classées (22 à 38)

Le mythe des socialistes

Que faire avec 30 % ?

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Quel est l'objectif des socialistes pour le 16 mars ? Obtenir le plus de voix possible, bien entendu, mais encore ? Un démocrate simpliste pourrait croire qu'il s'agit de recueillir une majorité absolue de députés décidés à gouverner avec le PS. La dernière élection présidentielle de Lionel Jospin invite à persévérer dans cette naïveté, puisqu'elle se contente de la formule curieusement peu mobilisatrice : « Le 16 mars, on continue ».

Pourtant, cet objectif — continuer — apparaît hors d'attente. Ni le RPR et l'UDF, ni le Front national, ni les communistes ne valent gouverner avec les socialistes en 1986. A eux seuls, ces derniers n'ont aucune chance d'obtenir la majorité absolue des sièges, et ce ne sont pas les deux ou trois non-inscrits récupérables ou l'éventuel élu écologiste qui suffiraient pour porter les socialistes au-dessus de la barre.

(*) Professeur de droit public à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université Paris X-Nanterre. Directeur de la revue *Panoptique*.

des deux cent quatre-vingt-huit députés nécessaires à une majorité.

La gauche paraît ainsi condamnée à la défaite électorale, ne serait-ce que par la réforme du mode de scrutin, qui a mis en bière le cadavre de l'union de la gauche et empêché la réminiscence du mourant entre deux tours — comme en mars 1978. Tel n'est pas le moindre paradoxe du choix de François Mitterrand pour la proportionnelle : sous prétexte d'éviter la déroute des socialistes en cas de succès RPR-UDF, il empêche toute possibilité de victoire de la gauche en mars prochain.

On comprend alors qu'il faille inventer un objectif. Comment se battre sans autre perspective que la défaite, et ne pas l'aggraver de ce seul fait. L'invention du mythe des 30 % remplit d'abord cette fonction.

Il s'agit bien d'un mythe, non qu'il soit impossible que le PS parvienne à recueillir 30 % des voix, mais parce qu'on ne gagne évidemment pas des élections sous prétexte que l'on convainc un petit tiers du corps électoral. Surtout, si vos adversaires obtiennent la ma-

(Lire la suite page 10.)



LES FONDATIONS DE LA PSYCHOHISTOIRE

Par Lloyd de Mause

Peut-on psychanalyser l'histoire ?

Collection "Perspectives critiques" dirigée par Roland Jaccard, 280 pages - 150 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

débats

Un appel des Européens à la vigilance

Contre le fascisme et le racisme rampants

par NICOLE FONTAINE (*)

Le débat qui s'est déroulé le 15 janvier à Strasbourg, en assemblée plénière du Parlement européen, fera date. Il s'agissait d'examiner les suites opérationnelles qui pouvaient être données au rapport que M. Dimitri Evrigenis (député grec démocrate chrétien) avait présenté sur la montée du fascisme et du racisme en Europe.

Sujet grave et, s'agissant plus particulièrement du racisme, d'une brûlante actualité. Il tend, dans certains de nos États, à être abusivement exploité comme un enjeu électoral. La montée du racisme suscite de légitimes inquiétudes dans l'opinion publique en raison des souvenirs proches et terribles qu'il évoque. Dès lors, il était essentiel que le travail du Parlement européen se dégage des éléments passionnels qui paralysent trop souvent les confrontations sur cette question. Ce n'est pas le moindre mérite du rapport que d'être parvenu à dépasser les clivages politiques traditionnels et à recueillir l'unanimité de la commission compétente.

Son second mérite est d'avoir évité les amalgames excessifs ou sommaires et fait apparaître la réalité, dans sa diversité et sa complexité. Ainsi, le fascisme et le racisme ne sont pas délimités par les clivages traditionnels gauche-droite. Ils sont, avant tout, les fruits pervers de tous les régimes autoritaires, des dictatures qui, pour se maintenir, exarcent le sentiment nationaliste, désignent les étrangers comme des boucs émissaires d'où viendraient tous les maux, et tentent de conduire leur peuple d'une xénophobie latente à un racisme déclaré.

De même, le terrorisme international, qui choisit souvent ses

cibles en fonction de critères raciaux, se réclame tantôt d'une idéologie de gauche, tantôt d'une idéologie d'extrême droite. Entre tous ces mouvements existent, on le sait, non seulement des dénominateurs mais aussi de puissants moyens d'action communs. Leur convergence objective vise notamment à déstabiliser nos démocraties. Mais la commission d'enquête du Parlement a surtout examiné les moyens de contribuer à lutter contre le fascisme et le racisme rampants.

A cet égard, le racisme ne doit pas seulement être combattu par la répression, il doit d'abord être prévenu, et le rapport comporte une série de recommandations constructives. L'Assemblée européenne a rappelé le devoir de contribuer à régler positivement le sort des minorités culturelles, religieuses, politiques et raciales qui vivent dans un état de tolérance plus ou moins précaire au sein de la Communauté et qui sont, de ce fait, plus particulièrement vulnérables, lors des poussées racistes.

Cinq axes

La ligne de conduite dégagée est à la fois raisonnable et générale. Je retiens pour ma part cinq axes, essentiels, me semble-t-il, parce qu'ils sont particulièrement opérationnels et tracent la voie d'une véritable politique de la Communauté dans ce domaine :

- l'intégration sociale des immigrés dans leur pays d'accueil ;
- la ratification des conventions internationales contre le

racisme et la mise en place de mesures réellement contraignantes qui obligent les pays signataires ;

- la révision et l'adaptation des législations nationales relatives à la lutte contre l'extrême droite, le racisme et la discrimination raciale ;

- la généralisation de l'éducation contre les préjugés raciaux ;

- la déontologie de l'information face aux problèmes de la violence et du racisme.

(*) Député au Parlement européen, membre de la commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme en Europe.

D'ores et déjà, une première réponse a été apportée par la Commission des Communautés européennes. La rédaction d'une déclaration commune des trois institutions (Commission-Parlement-Conseil) est envisagée. Dans l'attente de l'adoption de mesures plus concrètes, elle sera un appel solennel de l'Europe unie à la vigilance de tous les démocrates, de ceux pour qui les hommes sont tous égaux en droit et constituent une même communauté universelle dans laquelle la diversité des races et des cultures doit être reconnue comme une richesse et non comme une source de discrimination.

EXTRÉMISMES

Les ennemis de la liberté préfèrent porter un masque, même en démocratie. Nicole Fontaine attire l'attention sur l'importance d'un rapport du Parlement européen sur le sujet. De son côté, Paul Giniewski souligne les risques d'extension d'un mal plus voyant : le terrorisme.

Kadhafi et les leçons de l'histoire

N'oublions ni les Barbaresques ni Munich

par PAUL GINIEWSKI (*)

On dit communément qu'il faut retenir les enseignements de l'histoire, sous peine de se condamner à répéter sans cesse les mêmes erreurs.

Dans l'affrontement du monde civilisé avec le terrorisme, nous voyons l'Occident négliger cette « loi » de l'histoire, une négligence qui risque, à terme, de lui coûter excessivement cher. Même si la complaisance envers les acheteurs de Mirage et les fournisseurs de pétrole explique les calculs à court terme des gouvernements occidentaux.

La première leçon est celle des Barbaresques.

Jusqu'au dix-neuvième siècle, Tripoli, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, menaient en Méditerranée une guerre de piraterie, prenant des dizaines de milliers d'Européens en otages pour les rançonner ou les réduire en esclavage, détournant leurs bateaux.

Les Européens, comme aujourd'hui, prenaient des résolutions pour « réprimer efficacement les pirateries exercées par les Barbaresques », comme au Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818. Leurs tentatives se soldaient par des échecs. Ce n'est qu'en 1933, après l'adoption en 1963 à Tokyo, en 1970 à La Haye, en 1971 à Montréal, sur la punition et l'extradition des pirates, et récemment par les Nations unies (où siègent des gouvernements pirates !) pour interdire d'accorder des sanctions aux terroristes et condamner les enlèvements.

Mais les textes les mieux inspirés demeurent inobservés. Les pays arabes accueillent les pirates. Les pays occidentaux, dont on assassine les citoyens, se désolidarisent des mesures de rétorsion économique américaines et ne songent pas même à inquiéter les États terroristes ou à s'en prendre à leurs valises diplomatiques truquées. Les représentants du terrorisme international continuent de jouir d'un statut quasi-diplomatique, et leurs bureaux,

comme ceux de l'OLP à Paris, demeurent ouverts.

Or, il y a un siècle et demi, l'Europe ne mit fin aux menées des pirates qu'en utilisant la force contre la barbarie. Thomas Jefferson envoya la flotte des États-Unis devant Tripoli, comme aujourd'hui Reagan. Et, en 1816, les flottes anglaise et hollandaise bombardèrent Alger.

On n'apaise pas Moloch

La deuxième leçon est celle que devrait nous inspirer le précédent du nazisme.

Le monde occidental pratique la même politique suicidaire qu'après 1933 envers Hitler : la politique de l'apaisement. Elle avait culminé en 1938 avec Munich, avec le sacrifice de la Tchécoslovaquie au Moloch nazi. Mais on n'apaise pas Moloch. On ne fait qu'aiguiser son appétit. Et les démocraties ont eu la guerre de 1939, dans des conditions infiniment plus désastreuses que si elles avaient fait barrage en 1933 ou en 1936.

Sommes-nous aujourd'hui en 1933 ou déjà en 1936 ? Il est difficile de le dire. Mais, quand les démocraties seront obligées d'agir, comme elles y ont été accoutumées il y a près de cinquante ans, l'effort sera infiniment plus difficile. L'attente leur aura coûté des centaines, des milliers de morts.

Et elles payeront pour leur pusillanimité (comme elles ont eu à payer pour celle de Daladier et celle de Chamberlain) dans la même monnaie qu'en 1939-1945 : avec les hécatombes de Dunkerque et de Stalingrad, la honte de Vichy. Le peuple juif a payé à Auschwitz.

Comme le disait Churchill, les démocraties n'auront pas évité la guerre. Elles auront eu, en plus, le déshonneur.

(*) Escrivain et journaliste.

COURRIER DES LECTEURS

Affaires et diplomatie

M. Roland Dumas déplore le petit nombre de Français de l'étranger intéressés à l'économie, ce qui interdit d'envoyer une grande diaspora (Le Monde du 10 janvier).

Notre association s'est particulièrement intéressée aux commerçants et industriels français installés au Zaïre. Ces derniers ont été totalement spoliés de leurs biens en 1973 lors de mesures dites de « zairianisation » de l'économie.

Depuis treize ans le gouvernement français s'est toujours refusé à signer un protocole d'accord d'indemnisation et propose une indemnisation en monnaie convertible. Par contre l'aide française au Zaïre au titre de la coopération s'élève à 400 millions de francs en 1985.

Si depuis treize ans les services du Quai d'Orsay à Paris ont régulièrement les dossiers de spoliation, les négociations à Kinshasa sont confiées à un représentant du ministère du commerce extérieur. Deux ministères sur un même dossier, double problème. Affaires et relations extérieures ne peuvent faire bon ménage. (...)

PIERRE DUBOIS, secrétaire général de l'Association française des rapatriés industriels, commerçants et artisans (La Grande Motte).

L'emploi en URSS

Le Monde daté du 15 janvier. Un titre m'attire : « Des centaines de milliers de Soviétiques sont au chômage ».

Ma première réaction est de m'en étonner, car je croyais l'URSS devant avoir toutes les manières de main-d'œuvre qu'il y a un surplus de travailleurs. Ma seconde réflexion est que, rapporté à la population soviétique, le taux de chômage est dérisoire. Désireux d'en savoir plus, j'aborde la lecture de l'article. J'y apprendrais que la plupart des chômeurs soviétiques ont quitté leur travail volontairement. Par décision douce, et non par licenciement. (...)

Concept étranger à la définition du chômage retenue par le Bureau international du travail, qui ignore que le chômage puisse ne pas être imposé et que, dans les sociétés totalitaires, on peut être volontairement inactif. (...)

Gorbatchev, entre autres mérites, vient d'inventer le « bureaucrate licencié », qui sera tout de même rémunéré. (...) En outre, le chômage est tel en URSS que les licenciés se gardent bien de se présenter devant les commissions ad hoc (en russe ANPE) qui leur proposent du travail. (...) Je n'en saurais guère plus. De l'avis de l'auteur, « l'essentiel est sans doute ailleurs ».

Le problème de l'URSS n'est pas le chômage, mais le manque de main-d'œuvre. (...)

JEAN-LOUIS PERU (Paris).

[Deux raisons m'ont fait écrire à l'éditeur du Monde de l'URSS : 1) La volonté de M. Gorbatchev de réduire le rôle des échelons intermédiaires de l'administration centrale des distributions d'effectifs - comme dans les départements chargés de l'agriculture - dont le redressement pose problème ; 2) Il est de notoriété publique que si l'on peut parler d'un « manque de main-d'œuvre » en URSS, c'est en grande partie parce qu'elle souffre d'une productivité trop faible et qu'elle est contrainte d'employer en compensation, pour une tâche donnée, un nombre excessif d'ouvriers. Cette réalité risque d'être mise en évidence si les efforts consentis pour accroître la productivité du travail sont vains d'office. A fortiori, si tous les chefs volontaires devaient alors faire valoir leur droit au travail.]

Les droits des « dhimmis »

Dans son « offensive de charisme », le chef de la communauté musulmane de France, tout en se déclarant partisan de « l'amputation de la main du voleur » (ce supplice pire que le délit), s'est montré assez charitable envers les dhimmis, chrétiens et juifs, en leur offrant la tolérance islamique (Le Monde du 10 janvier 1986). Mais comment, donc, peut-on me tolérer chez moi ? Les dhimmis, assure-t-il, ont accès à tous les droits, sauf au titre d'immans. C'est méconnaître que l'islam, à mesure qu'il se renforce, traite la plupart des gens du Livre (1) de « pervers » (Coran, 3, 110 ; 5, 59) et les voue au feu de l'enfer (voir entre autres 2, 39). Dès l'émigration du Prophète à Médine en 622, le non-musulman est devenu un impur (9, 28), un impie (3, 98 ; 9, 30), indigne de la convivialité des musulmans (5, 51 ; 3, 28), condamné à l'humiliation (9, 29).

MAGDI SAMI ZAKI, universitaire (Paris).

(1) Les juifs et les chrétiens.

L'Europe et la pizza

Je crois avoir compris que le Monde n'aime guère M. Berlusconi. Pour autant, il ne lui est pas permis de publier à l'importe quelle indigestion (...) (de l'un de ses lecteurs) sans préciser que l'Europe existe, avec une liberté de circulation et d'établissement, et sans rappeler à M. Jean Vincent (Le Monde du 21 janvier), que la pizza, hier plus cosmopolite qu'italienne, ne confère pas automatiquement la qualité de « ressortissant d'état membre ».

Norbert BASTON-OLSAK (Saverne, Bas-Rhin).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sèze.

Imprimeur : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-16

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,25 \$; Grèce, 120 dr. ; Israël, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,200 DA ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leur demande au moins quinze jours avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capital d'impression.

Imprimeur : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-16

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,25 \$; Grèce, 120 dr. ; Israël, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,200 DA ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 din.



KARINE BERRIOT

PRIX SPECIAL DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

Erudit et ensorcelant.

Téléphone : (1) 25 71

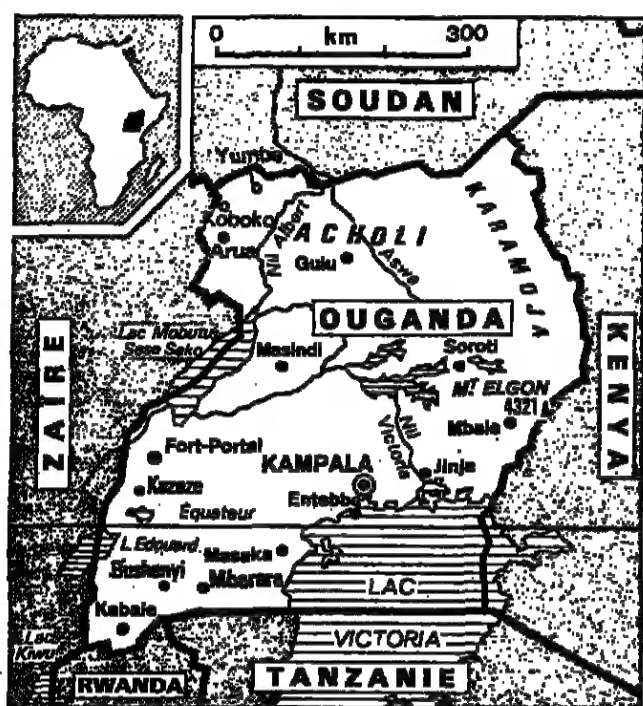
Louise Labé

La Belle Rebelle et les Français nouveaux

Oeuvres complètes

S E U I L

كتاب



leur commandant en chef. Qu'avaient gagné en définitive les Ougandais à ce changement de régime, hormis la libération de plusieurs centaines de prisonniers politiques ? La sécurité des biens et des personnes n'était pas mieux garantie qu'avant le putsch du 27 juillet. Chacun avait fini par se rendre compte que le général Okello se maintenait artificiellement au pou-

« Ils [la NRA] arrivent ! » : ce bruit suffisait à vider les rues de la ville. « Qu'on en finisse une bonne fois pour toutes », souhaitaient beaucoup d'Ougandais, qui ajoutaient : « Vivement demain qu'on y vole un peu plus clair. »

La NRA ne semblait pas pressée de précipiter les choses, c'est-à-dire de s'emparer de la capitale, alors que celle-ci paraissait prête à tomber sans grande résistance. M. Museveni préférait se donner le temps de la réflexion et consolider ses positions dans l'ouest et le sud-ouest du pays en créant même, début novembre, dans ces zones libérées, une « administration provinciale ».

La comédie des négociations d

La comédie des négociations de paix, suspendues à plusieurs reprises, ne trompa personne. Il fallut toute l'insistance de M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat kényan en quête d'un succès diplomatique, pour faire asséoir à la même table deux adversaires qui n'en avaient guère envie, se suspectant mutuellement des pires arrière-pensées, non sans raison.

Et pourtant, l'accord de paix fut signé le 17 décembre dernier, permettant à M. Arap Moi de sauver les apparences. Les « durs » de la NRA n'étaient, à l'évidence, pas prêts à en respecter les clauses. Le général Okello avait dû lâcher beaucoup de lest, au point de faire de M. Museveni le numéro deux du régime, au grand dam de ceux qui, au sein de son équipe, voyaient ainsi le lion entrer dans la bergerie.

Les « iougs » sont maintenant centrés dans Kampala. S'il parvient au faîte du pouvoir, M. Museveni devra, nécessairement, pour s'y maintenir, le partager avec les autres « tombereaux » de M. Obote. Il ne semble pas que l'Ouganda puisse être gouvernable autrement. Le chef de la NRA, qui n'a pas, à première vue, le profil d'un homme de compromis, réussira-t-il à refaire l'unité d'un pays malade du tribalisme, à éviter que sa victoire ne se présente comme une revanche tant attendue du Sud contre le Nord ?

JACQUES DE BARRIN

[illegible]

דלית?




 L'An
l'hé
BE
 397
 10 centres dans Paris et
 parler vraiment la la
 Entretien privé

--	--

לך אבנ
זה עב

our vous

glais c'est de
reux ? Alors...

RLITZ

3 75 00

région parisienne pour
votre choix.

de France

EUROPE

Portugal

Le second tour de l'élection présidentielle opposera M. Soares à M. Freitas do Amaral

De notre correspondant

Lisbonne. — Euphorie chez les supporters de M. Freitas do Amaral. A l'annonce des premiers résultats, les grandes avenues de Lisbonne ont été envahies par des groupes de jeunes gens en liesse qui brandissent les drapeaux du CDS (Centre démocratique et social) et du PSD (Parti social-démocrate), célèbrent par anticipation la victoire de leur leader. Pour eux, pas de doute : ayant recueilli plus de 46 % des suffrages, M. Amaral sera élu au deuxième tour président de la République.

Moins enivrants, les socialistes ne cachent pourtant pas leur joie : M. Mario Soares venait de gagner la première bataille. Celle qu'il a livrée contre les autres candidats de la gauche. Avec 25,5 % des voix exprimées, il devance de 5 % M. Zenha, soutenu par les communistes et le PRD (Parti rénovation démocratique), alors que M. Pintasilgo, véritable outsider de cette élection présidentielle, a enregistré le score modeste de 7,4 %.

Le premier tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le dimanche 26 janvier au Portugal, n'a donné la majorité absolue à aucun des quatre candidats. Un second tour opposera donc, le 16 février, le candidat conservateur, M. Freitas do Amaral, arrivé en tête, à l'ancien premier ministre socialiste, M. Mario Soares.

On attendait mieux de la candidature de M. Pintasilgo, qui pendant plusieurs mois avait figuré en tête de tous les sondages. Succès décevant dénotant par le général Eanes, par le PRD et par le PCP, elle a néanmoins déclenché une vague d'enthousiasme dans le pays.

« Votez avec le cœur », « décidez par vous-même », lisait-on sur ses autocollants. Mais l'adhésion populaire n'a pas été confirmée le jour du vote. La logique des partis l'a finalement emporté.

Tous les observateurs considèrent que la chute de M. Pintasilgo favoriserait inévitablement l'autre candidat qui se réclamait de la même inspiration politique, c'est-à-dire M. Salgado Zenha. Le scrutin de dimanche montre pourtant que M. Mario Soares en a lui aussi bénéficié.

Sans avoir atteint son objectif principal, celui d'écarter M. Soares, le Parti communiste ne sort pas battu. L'écrasante majorité de son électeurat a en effet suivi la consigne donnée par le comité central de voter pour M. Zenha. A Setúbal, à Évora et à Beja, bastions du PCP situés dans la région de la réforme agraire, M. Zenha recueille respectivement 43,3 %, 52,7 % et 54,8 % des votes.

La remontée du PS

Au début, la tâche du PCP semblait pourtant difficile. Il fallait surmonter l'obstacle posé par le « phénomène Pintasilgo », c'est-à-dire le seul candidat susceptible de battre les « représentants de la droite ». Ce même argument a été maintes fois développé à la radio et à la télévision. Mais le résultat d'un tel engagement s'est révélé contradictoire : les militants communistes ont répondu à l'appel ; en revanche, d'éventuels électeurs modérés de M. Zenha ont pris la clé des champs.

Aussi les rénovateurs démocratiques apparaissent-ils comme les grands vaincus de la consultation. L'optimisme sans doute exagéré manifesté par les amis du général Eanes au lendemain des élections législatives d'octobre avait déjà été retenu par les résultats médiocres obtenus lors des municipales de décembre. L'heure est désormais à la réflexion. Certains considèrent que le parti, n'ayant pas consolidé ses structures ni approfondi son projet politique, risque de se pulveriser. On s'attend à ce que, par ses intentions du général Eanes : assumerait-il, après avoir terminé son mandat présidentiel, la direction du PRD ? Prendrait-il ses distances à l'égard d'une formation politique dont l'avenir paraît déjà quelque peu compromis ?

Le PRD n'a été qu'un épiphénomène, soulignent de leur côté les dirigeants du PS. Statistiquement à l'appui, ils expliquent dimanche soir qu'une partie importante des socialistes, agitée depuis par l'expulsion du gouvernement de M. Soares et séduits par les promesses « économicistes », étaient revenus à leur parti.

Pour les stratèges de la campagne de M. Soares, tout n'est pas encore perdu. La remontée du PS est à leurs yeux un fait indéniable. Le pourcentage d'abstentions relativement élevé (24,4 % contre 15,6 % à la présidentielle de 1980) aurait atteint en particulier l'électorat découragé par les divisions.

Enfin, arithmétiquement du moins, la gauche reste majoritaire. Sans perdre de temps, M. Zenha et M. Pintasilgo ont déjà appelé à voter pour M. Soares. Au quartier général socialiste, on assure que le PCP sera contraint d'en faire autant. « A partir de ce moment », dit M. Soares dans une brève communication à la presse, « je suis le seul candidat des forces progressistes, le seul représentant des pauvres, des humbles de ce pays ».

JOSÉ REBELO.

Tchécoslovaquie

Le prix Jan Palach. — Le prix Jan Palach, du nom de l'étudiant tchèque qui s'était immolé par le feu le 16 janvier 1969 pour protester contre l'occupation de son pays par l'armée rouge, a été décerné pour 1985 à l'écrivain Josef Volný, interdit de publication à Prague, a annoncé le Comité international pour le soutien de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. Le Comité veut récompenser Josef Volný pour « l'ensemble de son œuvre et pour son inlassable dévouement dans le domaine des publications en « samizdat ».

URSS

Un « refusnik » condamné à quatre ans de camp. — Un médecin géorgien qui cherche à quitter l'URSS, M. Edouard Gudava, a été condamné lundi 20 janvier, à Tbilissi, à quatre ans de camp à régime sévère pour « hooliganisme criminel ». M. Gudava avait été arrêté en novembre dernier après avoir suspendu au balcon de son appartement une pancarte accusant le KGB de barceler sa famille. Son frère Tengiz a lui-même été arrêté en mai dernier. — (UPI, AFP.)

ASIE

Inde

Les extrémistes sikhs défient New-Delhi

(Suite de la première page.)

Des jeunes en majorité, saffron clair et turban saffron — la couleur du « sacrifice », — le symbole de la réouverture des hostilités.

En quelques heures, les militants ont quasiment réduit à néant les efforts de paix entrepris depuis un an par le premier ministre indien et les sikhs modérés du Pendjab.

Les armes à feu ont refait leur apparition dans le saint des saints, et des troupes paramilitaires ont repris position autour du complexe religieux. Une nouvelle opération de police à l'intérieur du temple n'est pas à exclure.

Deux groupes, fidèles à la mémoire de Bhindrawale, le grand prêtre extrémiste tué avec plusieurs centaines de ses partisans, il y a deux ans, conduisent la révolte. Il s'agit de la faction autoproclamée de la Fédération des étudiants sikhs (AISSF) et du Dandami Takal, le « séminaire », le « convent » dont Bhindrawale était en quelque sorte le « père spirituel ». Ils sont soutenus par Baba Joginder Singh, le propre père du « prêtre fon » disparu, qui dirige à soixante-dix-huit ans une petite organisation en perte de vitesse parce que jugée « trop molle » par les séparatistes.

Après avoir qualifié les dignitaires modérés de « traîtres à la cause sikh », les extrémistes ont fait huer les noms d'une quinzaine de personnalités hindoues, militaires, politiques et journalistiques, jugées hostiles à leur mouvement et dont il faudra désormais renforcer la protection. A propos des trois sikhs — dont deux policiers et un fonctionnaire civil — condamnés la semaine dernière à la peine de mort pour l'assassinat d'Indira Gandhi, les extrémistes ont fait savoir que s'ils étaient pendus, ils deviendraient des « martyrs », et qu'une « réponse appropriée » serait apportée à leur « sacrifice ».

La parole donnée

Le coup d'Etat religieux qui a eu lieu peu après s'est déroulé en deux temps. Premièrement, sous prétexte de lancer l'opération « reconstruction » du siège temporel de l'autorité sikh (1), les extrémistes ont convoqué un *sarbat khalsa*, une grande congrégation religieuse comme il n'y en a pas eu depuis deux siècles. Théoriquement, seul le *sarbat* est autorisé à réformer l'organisation hiérarchique de la secte.

Deuxième temps : encouragés par les vociférations des spectateurs, trois représentants du « Dandami Takal » assénent des coups de marteau symboliques sur le balcon du bâtiment sacré. La « sainte démolition » commence et se poursuivra lundi, des volontaires, armés de masses et de marteaux, s'attaquant alors au monument qui avait été reconstruit sans l'accord des autorités religieuses après les graves dommages subis en 1984. Puis un porte-parole annonce au public les décisions prises par la congrégation (et fait seules quelques dizaines d'extrémistes ont participé à la rédaction du document).

En cinq minutes, le tout-puissant comité de gestion des temples (SGPC), contrôlé par les modérés du Parti Akali Dal, est dissous, les cinq « prêtres suprêmes » de la religion sont démis de leurs fonctions et remplacés au pied levé par des hommes moins susceptibles de « collaboration avec le pouvoir hindou ». Parmi eux, un neveu de Bhindrawale, actuellement en prison. Le pronciement religieux est consommé. Mais la bataille est loin d'être terminée car les autorités religieuses légitimes de la secte (il n'y a sept ans) refusent leur mise à l'écart. Une assemblée extraordinaire du SGPC qu'on appelle aussi le « Parlement des sikhs » a été convoquée pour mardi 28 janvier. « Ridicule », dira l'un des dirigeants, le *sarbat khalsa* ne peut être convoqué que par nous. Si on les laisse faire, demain ces gens vont carrément dissoudre le gouvernement du Pendjab.

Et, de fait, jamais depuis sa victoire électorale ; fin septembre, l'avenir du gouvernement de l'Akali Dal n'avait paru aussi compromis. M. Rajiv Gandhi et les électeurs pendjabistes, qui espèrent qu'un gouvernement légal dominé par les sikhs ramènerait la paix dans la région, découvrent cent jours après qu'il n'en est rien. Après une courte période d'accalmie, les attentats ont repris au rythme de deux ou trois morts par jour et, depuis une semaine, les extrémistes tiennent à nouveau le haut du pavé dans la ville sainte du sikhisme.

La journée de dimanche, qui devait être celle de la fête et des réjouissances — la République indienne a célébré son trentième anniversaire par des défilés militaires — s'est terminée par une « sans doute » elle pour toute l'Inde du Nord la plus pénible et la plus dangereuse depuis longtemps. Des milliers de policiers, dans les rues de la capitale et sur les routes du Pendjab et de l'Haryana ; tous les trains entre les deux régions (l'une à majorité sikh, l'autre essentiellement hindoue) ; suspensions, une surveillance sans précédent dans tous les grands aéroports.

La première secousse a eu lieu samedi. Une commission spéciale constituée dans l'idée de régler une fois pour toutes la délicate question de l'attribution de Chandigarh (capitale commune au Pendjab et à l'Haryana) au seul Pendjab annonçait son échec. Les quatre-vingt-trois villages qui devaient être alloués à l'Haryana pour compenser la perte de sa « demi-capitale » resteraient jusqu'à nouvel ordre, sous administration pendjabiste. L'échange, « historique », n'a pas eu lieu, et le premier ministre, qui l'avait pourtant solennellement promis, a raté son rendez-vous avec les sikhs. Fice sans doute : le manquement à la parole donnée a placé le gouvernement sikh modéré du Pendjab dans une situation tout à fait périlleuse face aux extrémistes.

La question du transfert de Chandigarh n'est pas seulement le prétexte numéro un à la révolte sikh de ces trois dernières années, mais elle — est — évidemment l'élément-clé de l'accord du 15 août qui avait permis le retour à une certaine paix civile et la tenue d'élections au Pendjab. Certes, tout n'est pas perdu, affirme-t-on à New-Delhi. L'accord du 15 août prévoit en effet que les villages du Pendjab à prédominance linguistique hindoue (par opposition au pendjabie parlé par les sikhs) ne pourraient être rattachés à l'Haryana que s'ils lui sont contigus. Or les quatre-vingt-trois localités réclamées par cet Etat lui sont géographiquement séparées par les villages sikh (Kandukhara) de langue pendjabie, aux confins occidentaux des deux régions.

M. Barnala, chef du gouvernement sikh du Pendjab, propose à son collègue bharanyasi (hindou) de lui donner en échange d'autres villages à l'est du Pendjab, mais celui-ci refuse. M. Bhajpal, qui tient à ses quatre-vingt-trois villages — situés dans une riche région cotonnière — suggère au contraire à son homologue sikh de lui abandonner Kandukhara en échange de quoi il lui offrirait quatre autres localités, qu'il reste à trouver. M. Barnala rejette encore, lundi matin, ce compromis. « Le transfert de Kandukhara n'est pas négociable », ajoutait-il, tandis que, de son côté, le chef de l'Haryana promettait à ses administrés que, « en aucun cas, Chandigarh ne sera abandonnée si nous n'avons pas ces quatre-vingt-trois villages ». Dangereuses empêchements en perspective.

PATRICE CLAUDE.

(1) L'Alak Thakti, situé à 100 mètres du Temple d'or proprement dit, avait été en partie détruit par l'armée au cours de l'assaut de juin 1984. Il avait été reconstruit en un temps record avec des fonds publics, sur ordre d'Indira Gandhi, qui craignait à juste titre la réaction des sikhs moyens. Mais les autorités de la secte s'étaient juré de redéfinir le bâtiment pour le rebâtir dans les règles à l'aide de bras et de fonds « purs », c'est-à-dire sikhs. Suite à une parole de bras de fer entre les modérés et les extrémistes, ce sont des « grands prêtres » du séminaire de feu Bhindrawale qui furent désignés pour diriger les « saints travaux ».

Cambodge

Incident à la frontière thaïlandaise. — Trois soldats thaïlandais ont été tués et trois autres blessés dans un affrontement, vendredi 24 janvier, avec des soldats vietnamiens à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, s'est-on appris dimanche de source militaire thaïlandaise. L'affrontement a duré près de deux heures, ponctué de tirs à l'arme lourde, et les soldats vietnamiens, qui étaient entrés en territoire thaïlandais, ont été contraints de battre en retraite, précise le communiqué militaire thaïlandais. Aucune information n'a été fournie sur les pertes dans les rangs vietnamiens. Cet incident frontalier est intervenu au lendemain du bombardement par les troupes vietnamiennes d'une base navale thaïlandaise, à l'extrême sud-est, au cours duquel quatre marins thaïs ont été tués et trois autres blessés. — (AFP.)

La minutieuse « mise en scène » du candidat conservateur

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Comment transformer un professeur d'université plutôt tarte, dépourvu de charme personnel, au physique très quelconque de cinquante-neuf ans, en un gagnant ? Jusqu'à cette campagne présidentielle M. Freitas do Amaral était un politicien fort ordinaire n'ayant ni le métier de M. Mario Soares, ni l'épaisseur historique du secrétaire général du PC, M. Alvaro Cunhal, ni même la chaleur affective, communicative de M. Pintasilgo. L'ascenseur du « nouveau Freitas do Amaral », qui « pèse » maintenant 46 % de l'électorat portugais, s'appelle Daniel Proença de Carvalho. Ancien ministre de l'information du gouvernement de M. Sa Carneiro, il mit en scène plutôt qu'il n'organisa la campagne du candidat conservateur.

Il s'agit d'abord de « lier » le personnage, d'en gommer toutes les aspérités, presque de l'aseptiser. Il fallait en faire un candidat acceptable par tous et non pas simplement le porte-parole d'une droite portugaise

agressive et revancharde. L'affaire a failli mal tourner lors d'une réunion publique dans le nord du pays, lorsque le mandataire local du candidat commit l'énorme lapsus de lui donner la parole en l'appelant : « Le professeur Oliveira Salazar ! »

Mais l'incident fut vite oublié et la campagne de M. Freitas do Amaral se poursuivit dans des bains de foules enthousiastes.

Les observateurs de ce premier tour de l'élection présidentielle n'ont pu qu'être frappés par le nombre de jeunes, en particulier de lycéens, qui se sont donnés sans compter pour assurer le succès de ce candidat. Jeunes gens et jeunes filles parcourant les rues de Lisbonne dans des automobiles sonorisées, assistant les passants d'un « tube », composé tout exprès pour la campagne, intitulé : *En avant Portugal !*... Lorsque l'on l'a entendu, il ne vous lâche plus de la journée, on se prend même à le fredonner sans y prendre garde.

Cet engagement d'une partie de la jeunesse en faveur de M. Freitas do Amaral a été, lui aussi, soigneusement pro-

grammé. Des projections interrompues de clips vidéo américaines dans les permanences électorales ont attiré les jeunes lycéens sortis de cours. Une fois le spectacle terminé, les affiches étaient collées et les tracts distribués dans une ambiance sympathique et décontractée.

Le contenu du discours de M. Freitas do Amaral enfin se distingue de celui de ses concurrents par l'originalité du message. Alors que, comme le veut la tradition, les autres candidats déclamaient sur tous les tons : « Je suis le meilleur, votez pour moi », M. Freitas do Amaral disait en substance : vous êtes les plus beaux, et si vous m'élevez, nous serons encore plus beaux ensemble !

Ainsi s'est-il payé la luxe de n'utiliser lors de sa dernière adresse électorale aux électeurs que quatre des dix minutes accordées à chacun des candidats. Le reste du temps on voyait sur l'écran un simple carton : « Mes vœux au Portugal ! Diogo Freitas do Amaral. » Du grand art !

LUC ROSENZWEIG

Lundi 27 Janvier

Ste Angèle

18 h

18 h 30

19 h

19 h 20

Dîner

Ecouter JACQUES CHIRAC

19 h 20

"FACE AU PUBLIC"

France inter

مكتبة القرآن

PROCHE-ORIENT

...istes sikhs
...ew - Delhi

La journée de dimanche, qui devait être celle de la fête et des réjouissances - la République indienne a célébré son trentième anniversaire par des festivités militaires sans des défilés - a sans doute été pour tous la plus dangereuse depuis longtemps. Des milliers de policiers, dans les rues de la capitale et sur les routes de Pondichéry et de l'Andhra Pradesh, ont dû faire face à une série d'attentats, dont l'un a entraîné la mort d'un policier. Les attentats ont été perpétrés par des membres de la milice sikh, qui ont été précédés dans tous les grands centres.

La première secousse a eu lieu samedi. Une commission spéciale a été constituée dans l'après-midi pour enquêter sur les attentats. Les membres de la commission ont été nommés par le président. Les membres de la commission ont été nommés par le président. Les membres de la commission ont été nommés par le président.

La question du transfert de la capitale a été soulevée. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi.

Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi.

Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi.

Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi. Le président a déclaré que la capitale restera à Delhi.

LES NÉGOCIATIONS DE PAIX « On ne peut pas parler de progrès » estime M. Shimon Pérès

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a estimé, ce lundi 27 janvier, une visite de trois jours en RFA, dernière étape d'un voyage européen qu'il a déjà conduit en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Durant son séjour en RFA, le premier ministre doit, notamment, se rendre sur le site du camp de concentration de Bergen-Belsen et s'entretenir, à deux reprises, à Bonn, avec le chancelier Helmut Kohl. M. Pérès a profité de son passage à Londres pour rencontrer à plusieurs reprises le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy, en visite dans la capitale britannique. Il a cependant estimé qu'il n'était pas en mesure, à la suite de ces entretiens, de « faire état de progrès concrets » quant à d'éventuelles négociations de paix dans la région. Dans une déclaration publiée dimanche par le *Jerusalem Post*, et faite peu avant son départ de Londres pour Bonn, M. Pérès souligne qu'« il existe une

énorme quantité de détails techniques à préparer très soigneusement et que nous mettons au point ». « On ne peut donc parler de progrès », poursuit-il, « mais [seulement] de comparaison attentive entre les positions d'Israël, de la Jordanie et celles des Etats-Unis ».

Les entretiens Husseïn-Arafat

Le roi Hussein de Jordanie, a estimé M. Pérès, « se rend compte que les délais dont il a disposé à ce jour sont en train de s'épuiser et qu'il doit très rapidement décider de négocier avec Israël, même si l'OLP et la Syrie refusent de se joindre à lui [...] ». Nul doute qu'il s'agisse d'une décision historique.

Cette question a été au centre des deux entretiens qu'ont eus, dimanche à Amman, le roi Hussein et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Le souverain jordanien demande à l'OLP qu'elle reconnaisse publiquement les résolutions 242 et 338 de l'ONU sur le conflit du Proche-Orient (qui valent reconnaissance implicite d'Israël).

C'est à cette seule condition que les Etats-Unis accepteraient que des membres de l'OLP fassent partie d'une délégation jordanienne chargée d'entamer des pourparlers de paix. A plusieurs reprises, et pas plus tard que la semaine dernière, la centrale palestinienne a fait savoir qu'elle ne concéderait ce geste qu'à la condition d'obtenir, en échange, la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Plusieurs personnalités palestiniennes, modérées, susceptibles de faire partie d'une éventuelle délégation jordanienne-palestinienne, se trouvent actuellement à Amman, de même que deux assistants de M. Murphy, MM. Rocky Sudders et Walt Cluverius. — (AFP, Reuters.)

MINISTRE ISRAËLIEN SANS PORTEFEUILLE

M. Weizman a tenté de débloquent au Caire les négociations sur l'enclave de Taba

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Ezer Weizman, ministre israélien sans portefeuille et « grand ami » de l'Égypte, devait repartir Tel-Aviv ce lundi soir 27 janvier après un voyage surprise de deux jours au Caire. Accompagné de M. Avraham Tamir, directeur général de la présidence du conseil, M. Weizman a eu dimanche un premier entretien d'une heure et demie avec le président Mubarak et le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Elmar Abdel Maguid. Une seconde rencontre était prévue pour lundi.

M. Weizman s'est fixé pour principal objectif, indique-t-on dans son entourage à Jérusalem, de convaincre le président Mubarak d'accepter le principe d'une rencontre avec M. Shimon Pérès « dans un très proche avenir ». L'Égypte a récemment fait savoir qu'elle ne saurait en aucun cas ne pourrait avoir lieu

avant la signature du compromis concernant le règlement par arbitrage du litige frontalier de Taba. Or les négociations à ce sujet pourraient bien prendre encore plusieurs mois.

Une marge de manœuvre étroite

MM. Pérès et Weizman craignent qu'en attendant les rapports égypto-israéliens ne continuent de se détériorer. Le récent refus du Caire de transmettre à Jérusalem un rapport circonstancié sur l'assassinat début octobre de sept touristes israéliens dans le Sinaï n'a pu que renforcer leurs craintes. D'où leur souci de porter un coup d'arrêt à une telle évolution par une initiative spectaculaire. M. Weizman a donc saisi l'occasion d'une invitation adressée par le chef de l'Etat égyptien.

Le secret du voyage a été bien gardé. Parmi les ministres, seuls

MM. Pérès, Rabin et Shamir étaient dans la confidence. Compte tenu de la méfiance notoire entre MM. Weizman et Shamir et de la méfiance du second envers l'« activisme » diplomatique du premier, il est à noter que, cette fois, le chef du Likoud a soutenu et même encouragé le projet de voyage. Estimant-il que la démarche de M. Weizman est vouée à l'échec ?

Rien ne prouve, il est vrai, que le président égyptien soit prêt à faire une geste envers les travaillistes. Sa marge de manœuvre semble trop étroite sur le plan intérieur pour qu'il puisse se permettre de faire des concessions à Israël, et moins pas avant d'avoir réglé à son avantage la querelle de Taba. Là réside le danger pour M. Pérès. Car si son ministre rentre bredouille du Caire, le chef du gouvernement sera tenu pour comptable de ce pas de clerc.

J.-P. LANGELLIER.

YÉMEN DU SUD

La situation redevient normale à Aden, mais le président évincé regroupe ses forces en province

Le retour à la normale au Yémen du Sud s'est confirmé dimanche 26 janvier à Aden où, selon la radio officielle, le conseil des ministres a tenu sa première réunion depuis le coup de force du 13 janvier, sous la présidence du président provisoire du Yémen du Sud et premier ministre, M. Haydar Abou Bakr el Attas, rentré de Moscou samedi. Toutefois, selon l'agence d'information du Golfe, GNA, des poches de résistance subsistent à la périphérie d'Aden, où les dégâts sont « indécritibles », selon le correspondant de l'AFP dans la capitale sud-yéménite. On ignore tout de la situation dans les cinq autres gouvernorats du pays, mais, selon des informations rapportées par les journaux du Golfe, les partisans du président Ali Nasser se regroupent dans la province d'Abyan en vue d'une contre-attaque.

La première réunion du gouvernement sud-yéménite a été principalement consacrée, selon Radio-Aden, à l'examen des mesures de reconstruction à prendre après les combats acharnés de blindés et les bombardements de l'aviation qui

ont ravagé le quartier de Tawahi, dans la région du port et celui de Khomaksar, où se trouvent les ambassades. La radio officielle n'a pas nommé les participants à cette réunion et l'on ignore toujours quels sont les ministres du gouvernement Ali Nasser demeurant en fonctions. Radio-Aden s'est bornée à indiquer que le ministre de l'habitat, M. Fadel Mohsen a été désigné par le gouvernement à la tête d'un comité chargé de la reconstruction. M. Mohsen avait regagné Aden samedi venant de Moscou en compagnie du premier ministre et du ministre des affaires étrangères, M. Abdel Aziz el Dali.

L'incinération des milliers de victimes des combats a débuté dimanche à Aden où les bulldozers déblayaient les rues encombrées de chars et de véhicules incendiés. Les banques et les écoles demeuraient fermées, mais l'eau et l'électricité ont été rétablies ainsi que les communications téléphoniques avec l'étranger. Les transports en commun fonctionnent et les fonctionnaires se sont rendus normalement à leur travail. Des

travaux sont en cours pour rétablir les vols de nuit à l'aéroport, rouvert au trafic aérien.

Ces informations rapportées par les correspondants de l'AFP et de l'agence Reuters infirment les rapports de l'agence du golfe GNA selon lesquels de violents combats se dérouleraient depuis samedi à la périphérie d'Aden, le président destitué Ali Nasser n'ayant pas déclaré forfait et se considérant toujours comme le chef de l'Etat. Selon l'agence libyenne Jana, il aurait eu une conversation téléphonique samedi soir avec le colonel Kadhafi, pour l'assurer, en dépit de la situation, du « soutien » de son pays à la Libye.

Soutien soviétique

Sur le plan politique, l'homme fort de la nouvelle direction collégiale serait, selon certaines informations, M. Salem Saleh Mohamed, membre du bureau politique du parti et secrétaire du comité central chargé de l'idéologie. M. Salem Saleh Mohamed passe pour être un partisan de M. Abdel Fattah Ismail, ancien président de la République, qui serait actuellement hospitalisé à Aden à la suite de blessures reçues au début du coup de force du 13 janvier.

Le nouveau chef de l'Etat par intérim, M. Haydar Abou Bakr el Attas, a rencontré dimanche l'ambassadeur soviétique, M. Vladimir Joukov, avec qui il a discuté des moyens de stabiliser la situation. A la suite de cet entretien, il a affirmé que le soutien soviétique était « essentiel » pour développer le pays. De son côté, M. Abdel Aziz el Dali, ministre des affaires étrangères, après avoir rencontré l'ambassadeur de Koweït, a souligné qu'Aden poursuivait sa politique d'amélioration des relations avec les autres pays de la péninsule Arabique.

A Damas, M. Anis Yehya, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti socialiste yéménite, a dénoncé les récentes mesures prises par les « rebelles » au niveau du commandement du parti et de l'Etat, les qualifiant d'« illégales ». Dans un communiqué rendu public samedi à Damas, M. Yehya a, d'autre part, estimé que « ces mesures, entièrement contraires à la charte du parti, portent gravement atteinte à l'expérience révolutionnaire du pays et aux acquis de notre peuple, consacrant les divisions et fomentant la guerre civile ».

Embaissier du président Ali Nasser auprès des autorités syriennes, M. Yehya avait été reçu jeudi dernier par le président Assad. Il s'est ensuite rendu en Algérie où il s'est entretenu avec le numéro deux du FLN algérien, M. Mohamed Chérif Messaadia. — (AFP, Reuters.)

LE DÉBAT SUR L'ACCORD DE DAMAS

Le premier ministre libanais s'oppose à la convocation du Parlement

De notre envoyée spéciale

Beirut. — A peine annoncée, dimanche 26 janvier, la décision du président Gemayel de faire discuter l'accord interarmées de Damas — qu'il a lui-même refusé d'entériner — par le Parlement libanais a été rejetée par le premier ministre, M. Rachid Karame. « Si l'on cherche par cette convocation à envoyer la balle dans le camp d'autrui, c'est inadmissible et d'ailleurs vain », a-t-il déclaré. « La balle reste dans le camp du pouvoir, et c'est à lui qu'il revient de prendre une attitude positive en adoptant l'accord ».

L'initiative de M. Gemayel, la première depuis son retour de Damas le 14 janvier, est habile dans le principe : c'est une nouvelle tentative — après le communiqué des Forces libanaises et la déclaration du congrès maronite de Bkerké de montrer à la Syrie et à ses adversaires de l'intérieur que son hostilité à l'accord n'est pas totale.

En faisant appel au Parlement, le chef de l'Etat va en effet dans le sens de la déclaration du congrès maronite de Bkerké, qui, samedi, se disait « favorable aux objectifs de l'accord tripartite tout en soulignant que celui-ci devait être soumis aux institutions constitutionnelles, selon la règle ». Après des débats très houleux, les présents étant divisés à peu près par moitié entre partisans de la reprise du dialogue avec Damas et jusqu'aux-boutistes prêts à rejeter en bloc

l'accord interarmées, le congrès maronite avait publié une déclaration très modérée, demandant notamment à la Syrie de « poursuivre ses efforts » au Liban. En tentant de transférer le règlement de la crise au Parlement, le président Gemayel veut sans doute aussi prendre de vitesse ses adversaires, qui étudient la possibilité de le démettre par une procédure constitutionnelle consistant à s'assurer une large majorité au Parlement.

Toutefois, l'heure ne semble plus au jeu politique, et on voit mal le président du Parlement, qui, après sa visite à Damas d'allié au boycottage du chef de l'Etat, accepterait de convoquer l'Assemblée dans la situation actuelle. C'est d'ailleurs une proposition que le président Gemayel avait déjà faite à Damas, qui l'avait rejetée à ce stade. Coup politique ou fuite en avant, l'initiative du chef de l'Etat risque donc de faire long feu au moment où va se tenir à Damas — où se trouve toujours M. Hobeika — une réunion des trois signataires de l'accord.

La Syrie n'a pas répondu aux nombreuses tentatives de conciliation et d'apaisement venues du camp chrétien, hostile à l'accord. Sur le terrain, le canon s'est tu depuis quarante-huit heures sur le front de Bickfaya, où l'armée syrienne a considérablement renforcé ses positions face à la huitième brigade de l'armée libanaise.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'ASIE SUR LES AILES DU PARADIS.



Air Lanka assure, au départ de Paris, trois vols par semaine vers Colombo : mercredi, vendredi et dimanche en début d'après-midi. De Colombo, le réseau Air Lanka propose un éventail de onze destinations asiatiques : Bangkok, Hong Kong, les

iles Maldives, Kuala Lumpur, Singapour, quatre villes en Inde, et Karachi. Des vols pratiques en correspondance, desservant ces destinations, et tous ces vols offrent un service à bord exceptionnel, digne du Paradis. AIRLANKA. Un autre goût du Paradis.

Consultez votre Agence de Voyages ou AIRLANKA. Tél. (1) 42 97 43 44 - 9, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS.

Un livre bourré d'anecdotes réjouissantes. L'Express

Des mémoires qui feront parler.

Madame Figaro

Les militants les plus enragés font les meilleurs patrons.

Libération

Un récit passionnant.

La Croix

Ce livre écrit dans un style direct est le récit précis d'un parcours exceptionnel.

La Voix du Nord

Essel raconte tout.

Le Point

Stock



je voulais changer le monde

AMÉRIQUES

LA STRATÉGIE AMBIGUË DE M. REAGAN AUX PHILIPPINES

Washington prend ses distances à l'égard de M. Marcos sans vraiment s'engager auprès de l'opposition

Après des mois d'hésitations et de divergences internes, un consensus se serait fait jour récemment au sein de l'administration américaine pour estimer que le départ du président Marcos est la condition d'un régime non communiste et du maintien des intérêts des

De notre correspondant.

Washington. — Comme en Iran ou au Nicaragua hier, les États-Unis sont aujourd'hui confrontés aux Philippines à la difficulté de savoir rompre à temps, mais sans risques, avec une dictature aussi compromise que compromettante. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, M. Reagan éprouve, avec seulement beaucoup plus de discrétion, le même mal que M. Carter à faire de vrais choix.

A moins de deux semaines de l'élection présidentielle du 7 février, Washington s'efforce donc d'affaiblir — entre Ferdinand Marcos, le président sortant, et M^{me} Aquino, la candidate de l'opposition — une neutralité dont l'authenticité a la valeur de l'indécision. Parallèlement, l'évolution de cette campagne électorale et ses enjeux prennent une place chaque jour de plus en plus grande dans la presse et le débat politique américains. Si les Philippines n'ont ni l'importance stratégique de l'Iran ni la proximité géographique du Nicaragua, elles étaient jusqu'après la guerre une colonie des États-Unis, où résident un très grand nombre de leurs citoyens. Elles abritent surtout les deux bases sur lesquelles repose la présence militaire américaine dans le Pacifique.

Autant dire que le dossier philippin suscite autant d'attention au Pentagone que de réflexes émotionnels dans l'influente frange de l'opinion intéressée au monde étranger. Sont ainsi réunis, pour la Maison Blanche, tous les ingrédients qui font les crises majeures.

Jusqu'à il y a trente mois, les Philippines n'étaient pourtant pas un sujet qui se discutait dans le bureau ovale. Elu sur un arrière-plan de dénonciation des faiblesses américaines de son prédécesseur et fermement convaincu qu'une dictature pro-américaine est préférable à une instabilité dont pourrait profiter l'URSS, M. Reagan n'était aucunement porté à vouloir anticiper l'usure de M. Marcos. Seuls comptaient le maintien des bases

et leur éventuel agrandissement et il fallut, pour que les choses commencent à bouger, que le sénateur Aquino fût assassiné, en août 1983, sur l'aéroport de Manille, à son retour d'un long exil volontaire aux États-Unis.

Personnalité modérée, le sénateur Aquino était très lié aux milieux libéraux américains. Le scandale fut tel à Washington qu'il conduisit M. Reagan à faire officiellement souligner la nécessité d'une enquête indépendante et à annuler aussi, après un mois d'hésitation, l'escalade qu'il aurait dû faire à Manille à l'occasion d'une longue tournée en Asie.

Des pressions renouvelées

La Maison Blanche avait dès lors mis le doigt dans l'engrenage des prises de position publiques au moment même où la dégradation de la situation s'accroissait dans le pays sous les effets conjugués d'années de corruption, du renforcement de l'opposition légale, de l'élargissement spectaculaire des activités de la guérilla communiste et de l'inquiétude croissante des investisseurs. La période des pressions, de moins en moins discrètes, sur M. Marcos était ouverte, et elles allaient être contrées sur le besoin de réformer le commandement militaire (totalement inefficace contre la guérilla car les galons sont distribués comme des prébendes), de supprimer les monopoles économiques attribués aux parents et aux amis de la famille présidentielle, et de programmer enfin un retour à la démocratie sur quelques années.

M. Marcos fit d'abord la sourde oreille, car rien ne pouvait le convaincre qu'il s'agissait bien d'une politique soutenue par M. Reagan et non pas de simples gesticulations destinées à calmer la presse et le Congrès. Quand il fut enfin persuadé du contraire par le sénateur Laxalt, un ami personnel du président, connu comme tel et envoyé tout exprès à Manille, M. Marcos réagit en annonçant l'organisation d'une élection présidentielle anticipée destinée, tant

qu'il avait toujours les moyens de contrôler l'organisation du scrutin, à prouver sa popularité.

Washington, depuis, ne rate plus une occasion de se démarquer de ce dictateur déclinant. Il y a dix jours, c'était le porte-parole du département d'État qui était chargé de déplorer très directement le maintien en fonction du général Fabian Ver, chef d'État-major de l'armée, soupçonné d'avoir joué un rôle majeur dans l'assassinat du sénateur Aquino. Vendredi dernier, c'est le secrétaire d'État adjoint pour l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, M. Wolfowitz, qui déclarait devant le Sénat que, si M. Marcos ne permettait pas que les élections se déroulassent librement, « cela aggraverait sérieusement la situation [et conduirait] les gens à se tourner vers des solutions alternatives radicales, c'est-à-dire les communistes ». M. Wolfowitz dénonçait également « un climat d'intimidation croissant dans de nombreuses régions ».

La veille, le New York Times avait publié une série d'extraits de documents officiels de l'armée américaine démentant que M. Marcos ait jamais en le passé de résistant anti-japonais dont il s'est toujours prévalu. Activement recherchés depuis plusieurs années par l'opposition philippine, ces documents étaient jusqu'à présent demeurés inaccessibles, et seul un hasard véritablement prodigieux aurait permis au quotidien libéral de se les procurer.

Des biens immobiliers à New-York

Depuis plusieurs jours aussi, les détails s'accumulent sur la valeur des biens immobiliers possédés à New-York par la famille Marcos, et des voix très autorisées se sont élevées au Congrès pour demander si ces investissements n'avaient pas été réalisés avec l'argent des contribuables américains. Samedi, enfin, le président (républicain) de la commission sénatoriale des affaires étrangères, M. Richard Lugar, acceptait, à la demande de la Maison Blanche, de prendre la tête d'une équipe d'observateurs officiels américains chargés d'aller surveiller la régularité du scrutin. « Ce serait, expliquait-il, une sérieuse erreur pour les États-Unis de ne pas démontrer leur soutien à la démocratie aux Philippines... »

Pour autant, aucun officiel américain n'a, à ce jour, ouvertement

souhaité une défaite de M. Marcos ou marqué une sympathie quelconque à l'égard de M^{me} Aquino. La raison en est, d'abord, que le manque d'expérience politique de la candidate de l'opposition fait craindre aux dirigeants américains qu'elle ne puisse, une fois élue, être débordée sur sa gauche. L'équipe de M. Reagan, ensuite, veut à tout prix éviter à la fois de précipiter une crise difficile à contrôler en accueillant M. Marcos et de lâcher à la face du monde un ancien allié — ce qui reviendrait, estime-t-on, à un aveu de faiblesse beaucoup trop similaire à celui que l'Amérique s'était permis à la fin des années 70.

La ligne est donc de prendre position pour le respect de normes électorales démocratiques et d'espérer, en ne s'en cachant guère, que la grave maladie qui ronge de toute manière M. Marcos l'amènera à se retirer, après un vote dont on ne doute pas qu'il sera suffisamment manipulé pour lui assurer la majorité.

La démarche se veut habile et prudente. Elle pourrait bien, en fait, apparaître vaine pour ce qu'elle est : une absence de politique qui déstabilise un peu plus encore M. Marcos sans que l'opposition non communiste puisse se prévaloir d'un soutien de Washington. A ne prendre aucun risque, on court celui de les conjuguer tous.

BERNARD GUETTA.

Chili

VINGT-HUIT MORTS DANS L'EXPLOSION D'UNE USINE D'ARMEMENTS

Iquique (AFP). — Une colonne de fumée noire s'élevait le dimanche 26 janvier au-dessus de l'usine d'armements située dans le désert d'Atacama, dans le nord du Chili, où une violente explosion a fait au moins vingt-huit morts et onze blessés. Les premières informations non officielles font état de l'explosion d'une bombe de forte puissance, mais des responsables de l'usine de Cardón ont indiqué que la déflagration se serait en fait produite dans la section où sont fabriqués des explosifs moins puissants. Les attachés militaires de plusieurs ambassades étrangères à Santiago, qui montrent un grand intérêt pour les armements de cette usine, venaient de quitter Iquique au moment de l'explosion. Le directeur de l'usine n'exclut pas un sabotage.

A TRAVERS LE MONDE

BERLIN-OUEST

Le maire impliqué dans une affaire de corruption

Berlin-Ouest. — Le maire chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, a convoqué pour ce lundi 27 janvier une réunion d'urgence des représentants des principaux partis avec diverses notabilités locales. La ville est en effet aux prises avec un nouveau scandale : une affaire de corruption dans laquelle sont impliqués une trentaine de personnalités politiques et de promoteurs immobiliers, dont M. Kurt Franke, arrêté le 20 janvier, 500 000 DM (1,5 million de FF) auraient été versés sous forme de pots-de-vin aux partis politiques. Le scandale touche directement le maire, M. Diepgen, qui a reconnu, samedi, avoir reçu pour la CDU 75 000 DM du promoteur Franke. M. Wolfgang Antes, un conseiller municipal CDU, a été arrêté le mois dernier pour avoir touché des pots-de-vin en échange de la cession d'un marché de 2 000 logements de la ville à un promoteur. La liste Alternative (équivalent des Verts à Berlin) a refusé de répondre à la convocation de M. Diepgen et va demander la création d'une commission d'enquête parlementaire. Les sociaux-démocrates avaient perdu le pouvoir à Berlin en 1981 à la suite d'affaires comparables. — (AFP.)

CORÉE DU SUD

Pas de trêve politique jusqu'aux JO

Séoul. — Le plus important parti d'opposition au régime de Séoul a rejeté, samedi 25 janvier, une proposition du pouvoir d'instaurer une trêve politique jusqu'au lendemain des Jeux olympiques de 1988 prévus en Corée du Sud.

M. Lee Min-Woo, président du Parti démocratique pour une nouvelle Corée (NKDP), a déclaré lors d'une conférence de presse que la démocratisation du pays constituait un objectif prioritaire, « même si le parti au pouvoir prend prétexte d'événements sportifs internationaux ou d'impératifs de sécurité nationale pour tenter de maintenir le mode de désignation actuel du président ». Il a qualifié le système politique sud-coréen de simple « prolongement » du régime dictatorial de l'ancien président Park Chung-Hee dans les années 70.

Ces propos font suite à une proposition du président Chun Doo-Hwan de repousser à 1989, terme de son septennat, le débat sur l'amendement de la Constitution demandé par l'opposition. Le NKDP s'est prononcé en faveur d'une élection au suffrage universel du président, qui est aujourd'hui désigné de façon indirecte par un collège électoral. — (AFP.)

Haïti

Dissolution de la police politique et importantes mutations dans l'armée

Port-au-Prince (AFP). — Le président Jean-Claude Duvalier a dissous la commission d'enquête permanente des cas de harcèlement (la police politique haïtienne) et a procédé à d'importantes changements au sein de l'armée, a annoncé dimanche 26 janvier un communiqué officiel.

Deux officiers supérieurs ont été mis à la retraite par le président, qui a également remplacé les commandants de deux unités de combats des forces armées — le bataillon tactique des casernes Dessalines et le corps d'intervention antiterroriste des « léopards », — ainsi que les responsables de l'aviation et de la marine haïtiennes.

Un nombre des douze officiers supérieurs mis à la retraite figurent deux des plus importants responsables de la police politique, le colonel Albert Pierre (la brigade antiterroriste qu'il commandait a par ailleurs été dissoute) et le lieutenant-colonel Emmanuel Orsel, ainsi que les colonels Willy Gaillard (commandant de l'aviation), Francis Charles, Antoine Charles, les lieutenants-colonels Raymond Cabrol (commandant des « léopards »), Delmas R. Calixte (commandant des transmissions), Jean-Henock Clerisme, Reynold Demoyer, Samuel Jérôme et les majors Joffre Carré et Yonel Elvère.

Le président Duvalier a nommé le colonel Jean-Claude Paul à la tête de la police politique, des casernes Dessalines (cet officier était auparavant commandant en second de cette unité) et le colonel Fritz Romulus, responsable de la sécurité de M. Jean-Claude Duvalier au début des années 70, avait été mis à la retraite en septembre 1983, et a donc été réintégré dans l'armée à l'occasion de ces changements. La direction de l'aviation revient au colonel Cecilio Dorot, ancien attaché militaire haïtien à Washington, et celle de la marine au colonel Jean-Claude Laurenceau.

Trois autres officiers supérieurs mis à la retraite en septembre 1983 ont également été réintégré dans l'armée. Il s'agit des colonels Acedius Saint-Louis, nommé assistant du chef d'état-major ; de Louis Thony, nommé chef du service juridique de l'armée et de Gérard Lacroix, nommé attaché militaire naval et de l'air aux États-Unis.

Ces changements interviennent alors que le président doit faire face depuis le 28 novembre dernier à la plus grave crise politique intérieure que traverse le pays depuis son accession au pouvoir en 1971 et que les écoles et les universités du pays sont fermées depuis le 8 janvier par décision gouvernementale.

La police politique — qui n'a aucun rapport avec les « tonitons moutons », ou volontaires de la sécurité nationale — avait été créée au début des années 60 par le président François Duvalier (« Papa Doc ») pour éliminer toute opposition politique. Appelée à l'époque « haute police secrète d'État », elle était confiée à des civils. « Papa Doc » éprouvait pour les militaires une méfiance viscérale.

Disposant d'importants moyens financiers, la police politique haïtienne comptait un effectif de trois cents à six cents membres, militaires et civils, tous gradés, surnommés les « SD ». Sa mission consistait dans le quadrillage policier de la capitale et des villes de province, le renseignement, la filature et l'infiltration des éléments et des secteurs considérés comme subversifs. Les interrogatoires étaient effectués aux casernes Dessalines, où sont installées plusieurs cellules. Plusieurs cas de torture et des disparitions ont été signalés par la Ligue haïtienne des droits de l'homme.

Manifestation anti-Duvalier à Cap-Haïtien. — Cap-Haïtien (Reuter). — Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 26 janvier, dans les rues de Cap-Haïtien, petite ville touristique du littoral, et la police, armée de matraques, les a pourchassées jusque dans la cathédrale, mais on ne fait état d'aucun blessé grave. Des touristes étrangers, principalement des Américains, des Français et des Canadiens, ont été pris dans ces manifestations.

Colombie. — Trente guérilleros et onze soldats tués dans des affrontements. — Une trentaine de guérilleros et onze militaires ont trouvé la mort lors d'affrontements dans la province de Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie, a-t-on appris, dimanche 26 janvier, selon des radios, un millier de guérilleros appartenant à la coordination nationale de la guérilla, qui regroupent les mouvements opposés à la trêve avec le gouvernement, opéraient un mouvement de repli en direction de la cordillère pour échapper à l'offensive des forces armées. — (AFP.)

Pologne. — Du matériel d'imprimerie saisi dans un camion venant de France.

Varsovie. — Selon la télévision polonaise, du matériel d'imprimerie appartenant destiné à des éditeurs clandestins a été découvert le 23 janvier à un poste-frontière entre la RDA et la Pologne, dans un camion chargé de dons humanitaires envoyés par une mission de l'Eglise catholique française et destinés à une paroisse de Varsovie. Deux photocopies, un duplicateur, des matrices et des rames de papier avaient été dissimulés sous des paquets de sucre.

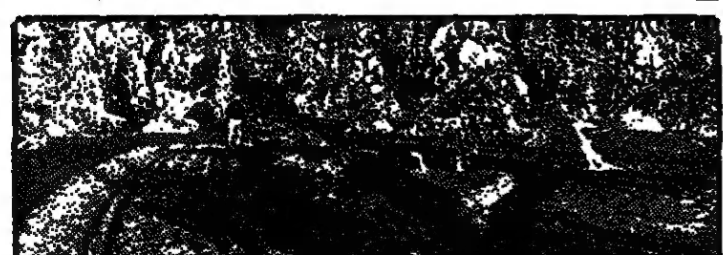
Par ailleurs, plus de huit mille personnes, massées à l'intérieur et autour de l'église Saint-Stanislas, en dépit de la neige qui tombait dru, ont assisté à Varsovie à la messe mensuelle « pour la patrie ». L'officiant s'est demandé « de quelle paix et de quelle liberté pouvait jouir une population qui n'a aucune garantie de participation à la vie publique, et qui est gouvernée par un parti unique identifiant ses propres intérêts à ceux de l'État ». La présence dans l'assistance d'étudiants de l'université Lomonossou de Moscou a été annoncée.

Enfin, dans un article écrit à l'intention de l'hebdomadaire clandestin Tygodnik Mazowiecki, le secrétaire général de la CGIL (le syndicat italien procommuniste), M. Luciano Lama, a apporté son soutien aux propositions de dialogue faites par les dirigeants de Solidarité aux autorités (de Varsovie) et a rendu hommage au « courage » des militants du syndicat interdit. — (AFP.)

Suisse. — Une gigantesque escroquerie financière.

Bâle. — Les mille trois cents victimes de l'escroquerie monstrueuse montée par le financier suisse André Plumey ne récupèrent probablement jamais leur argent. Elles vont apprendre ce qu'il en coûte de faire fructifier en Suisse de l'argent non déclaré : 80 % sont en effet des étrangers. André Plumey, un jurassien de cinquante-sept ans, après quelques déboires à Genève, avait monté en 1976 une société de placement à Bâle. Il offrait à ses clients des participations dans des mines d'or et des compagnies pétrolières dans l'État du Colorado. Mais André Plumey a utilisé illégalement une bonne partie des fonds qui lui avaient été confiés, soit environ 750 millions de francs français. Après quoi, il a disparu et court toujours. — (AFP.)

OLIVER
Homo
SOLDES
Collections Hommes
GRIFFES :
VALENTINO - ENRICO COVERI - HUGO BOSS
CORNELIANI - HENRY COTTON'S
LA SQUADRA
119, Bd Saint Germain Paris (6^e)



Finlande
le fin du fond.
Même si vous n'êtes pas né les skis aux pieds comme tous les lapons, n'hésitez pas à vous lancer dans le royaume du ski de fond en Laponie : vous découvrirez la grisaille des courses dans le désert blanc, une nature authentique, un espace irréel et... la chaleureuse hospitalité d'un peuple on ne peut plus accueillant.
Si vous vous sentez l'âme paresseuse, vous découvrirez l'hiver en Finlande, les joies vivifiantes du traineau tiré par des rennes, des promenades ensoleillées dans les bois de bouleaux et... du sauna traditionnel.
Découvrez nos différentes idées ski de fond : à la ferme chez l'habitant, à l'hôtel, en chalets de location, les randonnées et les raids.
Pour recevoir gratuitement les brochures de ski de fond en Finlande, retournez ce coupon à :
FINLANDIA 11, rue Auber 75009 PARIS - Tél. 47 42 33 33
Nom :
Adresse complète :

سكان العرب

Haïti

de la police politique
et mutations dans l'armée

Le président à disparu pendant la nuit. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées.

Tortures et disparitions
La police politique a été créée en 1975. Elle a été chargée de lutter contre le terrorisme. Elle a été chargée de lutter contre le terrorisme. Elle a été chargée de lutter contre le terrorisme.

Manoel Antonio...
Le président à disparu pendant la nuit. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées.

DIPLOMATIE

Le président à disparu pendant la nuit. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées.

primierie saisi
ministre de France

Le président à disparu pendant la nuit. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées.

microquerie financière

Le président à disparu pendant la nuit. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées. Les militaires ont pris le pouvoir. Les élections ont été annulées.

LA GRANDE MICRO A MICROBULL 2 DU 28 AU 31 JANVIER.

HÉLIPORT DE PARIS - PORTE DE SÈVRES



MicroBull 2

Présentez-vous muni de ce coupon-réponse complet, à l'héliport de Paris - Porte de Sèvres.

Nom : _____

Société : _____

Adresse : _____

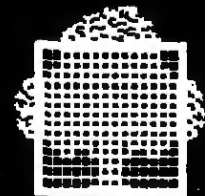
Secteur d'activité : _____

Des démonstrations sur le secteur de la Santé sont prévues le 28 janvier, l'Éducation le 29 janvier, les Collectivités locales le 30 janvier et l'Industrie le 31 janvier 1986.

INFORMATION GRATUITE

- Le rassemblement international annuel de la micro de BULL et de ses partenaires.
- La nouvelle gamme de micro-ordinateurs professionnels BULL Micral en démonstration.
- Toute la micro-informatique BULL d'aujourd'hui et de demain : logiciels, périphériques, connexions, réseaux locaux d'entreprise.
- Un grand choix d'applications pour les PME-PMI, professions libérales, artisans, commerçants et cadres d'entreprises.
- La rencontre avec des revendeurs agréés BULL et des S.S.I. spécialistes de la micro, qui vous proposeront des solutions adaptées à vos besoins spécifiques.

Bull



COLUCHE, LES « PAUVRES » ET LA POLITIQUE

Un week-end pas comme les autres

Bien annoncée à la télévision (TF 1, Canal Plus...), bien relayée par d'autres médias (Europe 1...), l'opération Coluche-Restaurants du cœur a atteint et même dépassé ses objectifs : récolter 20 millions de francs pour fournir encore des millions de repas d'hiver au 21 mars. Depuis l'ouverture fin décembre de cette opération, cinq cents restaurants du cœur se sont ouverts, contrôlés ou non par l'organisation mise en place par l'humoriste, qui ont distribué, selon Coluche, quelque 1 400 000 repas.

C'est l'actualité politique — celle qui touche la plus large partie de l'opinion — le week-end dernier, à sept semaines des élections législatives ? La jeune couturière au chômage qui a piqué sa colère vendredi soir à FR 3 face à M. Barre. Michel Piccoli, qui a donné un séminaire coup de main aux socialistes (le dimanche de la gauche, l'on se dit de plus en plus marxisse), à peu près au même moment sur TF 1, en répondant aux questions, très souvent politiques, du « Jeu de la vérité », et bouquet final, Coluche qui, un dimanche encombré de campagnes électorales, rassemble sur TF 1 le bon et l'arrière-ban de la classe politique afin d'alimenter, par appel au peuple, ses « restaurants du cœur ».

On a vu autour de Coluche, dans le désordre, Michel Rocard et Dominique Baudis, Alain Juppé et Lionel Jospin, Bernard Stasi, Jean Auroux et Henri Nallet. Et, enregistrés, Valéry Giscard d'Estaing et Gaston Defferre. « Il y a à boire et à manger » a remarqué Guy Bedos, dont le cœur paraît à gauche.

Il s'est produit en tout cas un phénomène rare, au-delà de cette réunion d'opinions habituellement contradictoires. Il y a eu contact, rencontre même fugitive, entre

des hommes politiques professionnels, quelques autres qui souvenent le brocardent ou même les méprisent, et un public sollicité pour une entreprise commune et qui répond à l'appel.

Il y a eu, ce week-end, manifestation d'une rupture entre le discours politique et ceux qui n'y croient pas, ou qui n'y trouvent pas leur compte (la couturière et M. Barre) ; expression d'une curiosité, voire d'une passion, face à l'engagement politique d'un homme qui n'en fait pas profession (les questions adressées à Michel Piccoli) ; réunion pour une noble cause de personnalités qui avaient laissé au vestiaire des discours impuissants à la servir (Coluche et le pauvre).

Un raccourci des contradictions

En trois événements, la télévision a offert un raccourci des contradictions de la société française face à la politique. La politique agace, mais elle passionne ; elle est rejetée parfois pour cause, pense-t-on, d'inutilité — Coluche a été le héros de ce projet, mais le recours à ceux qui en sont les représentants est jugé nécessaire.

depuis un mois. La Société française de production et TF 1 avaient mis au place de gros moyens pour cette émission, qui a dépassé le temps d'antenne prévu et s'est poursuivie jusqu'à 18 h 45. Plus de quatre heures d'antenne, des dizaines de milliers d'appels, des chèques allant de 20 francs à plusieurs milliers de francs, un spectacle politique et de variété... La télévision a, une fois encore, démontré sa puissance.

Ceux-là ont continué, hors plateau télévisé et plus discrètement qu'à l'ordinaire, à se disputer les suffrages pour un scrutin législatif dont dépend — catégorie par catégorie, si l'on examine à la loupe les programmes des partis — le sort quotidien de millions de Français. M. Bérégovoy affirme qu'une victoire de l'opposition conduirait tout droit à « le désordre social ». M. Pasqua tonne contre M. Barre qui prétend faire campagne pour l'opposition et voter contre elle lorsqu'elle aura gagné. M. Jospin, après avoir tenté d'inspirer les voix communistes, fait porter l'essentiel de ses efforts à détourner des Français de voter RPR-UDF, afin que l'opposition tombe au-dessous de 43 %, seul qui lui donnerait une majorité absolue à l'Assemblée nationale. M. Chevènement, appliquant en cela le principe des vases communicants, estime que le 18 mars doit marquer une étape de l'envoie des socialistes vers les 40 %.

En gros, les socialistes relaient le thème lancé par M. Mitterrand au Grand Quevilly : on ne change pas une équipe qui gagne et la pleine forme de l'opposition c'est « le programme des riches contre les pauvres ». Mais qui, en dehors de Coluche, a un programme pour les pauvres ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

EN GUADELOUPE

Patrick Thimalon aurait eu des contacts avec des indépendantistes

Pointe-à-Pitre. — « Le soir de son arrestation par les fonctionnaires de la police judiciaire, Patrick Thimalon avait rendez-vous avec un individu se réclamant de la mouvance indépendantiste », a déclaré à Pointe-à-Pitre, un fonctionnaire bien placé dans la hiérarchie judiciaire. Selon ce fonctionnaire, Patrick Thimalon, assesseur du procureur Guy Haussy (le Monde du 24 janvier), serait passé aux aveux sur tous les points, ou presque, niant seulement sa participation à l'un des hold-up pour lesquels il était recherché. Armé d'un col Pyrex chargé et possédant dans son blouson quelque soixante-dix cartouches de 357 mm lors de son arrestation, le « Robin des bois » du ghetto de Pointe-à-Pitre a fait, selon cette même source, des « aveux circonstanciés » aux policiers qui l'ont interrogé dans l'après-midi du 22 janvier. Patrick Thimalon, vingt-six ans, devait donc se rendre, accompagné de deux acolytes, à un endroit précis du ghetto

de Pointe-à-Pitre où un rendez-vous avec « un individu se réclamant de la mouvance indépendantiste » (dont l'identité n'a pas été révélée par ce fonctionnaire) lui avait été donné. Ce rendez-vous, si tant est qu'il ait existé réellement, devait avoir pour but « dans un premier temps », indique-t-on, de « procurer à Patrick Thimalon une planque ».

Toutefois, en fin de semaine, dans les milieux indépendantistes, l'on considérerait que ces aveux participaient d'une « cabale montée par le SRPJ dans un but purement politique ». Dans le ghetto de Boissard, on indiquait même que l'un des deux hommes qui l'accompagnaient Patrick Thimalon le soir de son arrestation, et qui ont pris la fuite, un Guadeloupéen avait bizarrement déserté le ghetto depuis ce soir-là. Seul l'autre individu, un Dominicain, auquel le repris de justice aurait indiqué au moment de sa capture qu'il avait été

« donné », se trouve encore dans le bidonville.

La manœuvre, en apparence habile, des policiers de la PJ pour capturer celui que le procureur général Jean Dupuis considérait récemment comme l'ennemi public numéro 1 en Guadeloupe, pourrait donc, dans un avenir très proche, se retourner contre eux, en commençant, déjà, par la perte plus que probable d'un informateur.

Quant aux aveux de Patrick Thimalon, bien que contestés, ils inspirent une certaine réserve. L'aveu multirécidiviste cherchant généralement à se faire une « publicité personnelle », et n'ayant jamais mis en cause qui que ce soit jusqu'à présent, dans des procédures importantes.

Enfin, pour ce qui concerne les conditions de l'arrestation de Patrick Thimalon, il semblerait que, contrairement à la « version officielle » donnée à la presse par le parquet de Pointe-à-Pitre, les policiers du SRPJ auraient ouvert le feu les premiers lorsque le repris de justice descendait de la voiture dans laquelle il se trouvait. Selon plusieurs témoignages recueillis dans le bidonville, ce serait donc Patrick Thimalon qui aurait répliqué au tir nourri des policiers qui venaient de le blesser aux jambes de trois balles. Cette version est contestée dans les milieux judiciaires.

ALAIN GILLES.

Nouvelle-Calédonie

M. JOXE ÉCRIT A M. WIBAUX

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, s'est félicité, dans une lettre adressée le vendredi 24 janvier au député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, de la mise en place des institutions régionales inscrites dans le nouveau statut du territoire.

Il a également affirmé sa « confiance, dans le travail accompli » par les représentants de l'Etat. Cette lettre est interprétée localement comme une réponse négative à la lettre que les trois présidents des régions contrôlées par les indépendantistes avaient envoyée quarante-huit heures auparavant au ministre de l'intérieur pour réclamer le départ de M. Wibaux (le Monde du 24 janvier). Pour sa part, M. Wibaux a estimé, le 25 janvier, dans un entretien avec l'AFF, que le souhait des dirigeants indépendantistes était « légitime mais non justifié ». « La mise en place de la régionalisation sur le territoire en l'espace de deux mois tient du record, alors que la décentralisation en France n'a pu être mise en œuvre qu'après six ans d'application », a-t-il ajouté. « Je reste dans le droit fil de la mission qui m'a été confiée ».

Au « Grand jury RTL-le Monde »

M. CHEVÈNEMENT : un gouvernement de minorité n'est pas à exclure

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, invité du « Grand jury RTL-le Monde », le dimanche 26 janvier, a fixé deux objectifs au PS :

« Le premier, c'est d'être la solide rempart de la démocratie et de la justice sociale de notre pays contre le retour éventuel de la droite, qu'on ne peut pas tout à fait exclure. »

« Le deuxième, c'est de se bâtir lui-même comme le pôle d'une majorité de progrès. »

« Notre objectif, c'est d'aller — mais peut-être pas le 16 mars — à plus de 40 %, c'est de faire un grand Parti socialiste qui rassemble toute la gauche, qui soit le grand parti du monde du travail, qui soit le parti héritier de toute la gauche et de toute la tradition républicaine avancée. C'est cela qu'il s'agit de faire, et je pense que mars 1986 peut être une étape décisive sur ce terrain. »

« Je dis que la droite n'est pas majoritaire, loin de là, dans le pays. Elle n'est pas attirante. Elle n'offre pas de perspective sérieuse. Sa plate-forme est très inquiétante (...). Elle ne respecte pas les acquis sociaux de la gauche. Je pense, premièrement, que la droite n'est pas majoritaire ; deuxièmement, que son programme amènerait la pagaille ; troisièmement, qu'elle élargirait. »

M. Chevènement précise :

« Le premier objectif, c'est d'être un rempart contre le retour de la droite. Il se peut que, le 16 mars au soir, la droite ne soit pas en mesure de constituer un gouvernement. C'est même, pour ne rien vous cacher, notre objectif. »

« L'hypothèse d'un gouvernement de minorité n'est pas à exclure. »

M. Mitterrand candidat

M. Chevènement a poursuivi : « M. Mitterrand pourrait, s'il le décidait, abréger son mandat. Il pourrait, par exemple, se représenter, car on ne peut pas exclure que, pour poursuivre l'œuvre entreprise, François Mitterrand décide de se représenter. C'est une hypothèse, je n'ai pas de confidences, mais il faut l'avoir à l'esprit. Il serait bien que François Mitterrand, ayant la personnalité que nous lui connaissons, place les Français devant un choix clair, qui est le choix de continuer sur la voie où nous nous sommes engagés. » Le ministre de l'éducation nationale indique que son « conseil serait de mettre en application avant 1988 », par référendum, la proposition 45 des 110 propositions du candidat Mitterrand (« le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois, ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé »).

Il ajoute : « Pour ma part, je n'ai jamais dit : « Je suis candidat ! ». Et cela même si, par ailleurs, je n'ai jamais exclu et je n'exclus pas que je pourrais un jour me porter candidat. Mais, à mes yeux, ce jour n'est pas arrivé. Je considère qu'il n'y a pas aujourd'hui dans le Parti socialiste, pour une échéance présidentielle rapprochée, d'autres bons candidats que François Mitterrand capables de rassembler largement et incarnant la continuité de l'effort que nous devons poursuivre. »

« La CGG : non en texte du Sénat sur la flexibilité. Le comité confédéral de la CGC, réuni le samedi 25 janvier, a estimé que les amendements adoptés par la majorité de la commission sénatoriale sur le projet d'aménagement du temps de travail « dénaturaient complètement l'esprit du texte que la CGC a approuvé ». Refusant, particulièrement, la possibilité d'accord d'entreprise, la CGC explique, que les sénateurs « n'ont pas su, ou voulu voir les réelles chances de relance de la politique contractuelle qu'offre aux partenaires sociaux le projet de loi ». Ce communiqué de la CGC cité « Des dénutritions aveugles et sourdes » se conclut par cette phrase : « Décidément dans notre pays, il y en a encore trop, hélas, qui semblent ne rien avoir appris ni compris... ».

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Séminaire de formation ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE, FONDÉ EN 1963 12, rue Saint-Pierre - B. 3 - Dépt. LM 94220 CHARENTON Tél. : (1) 43-78-72-01

Préparation à la profession de graphologue Conventions de formation permanente Inscriptions reçues toute l'année Documentation gratuite Analyses et collections par professionnels

Propos et débats

M. Chirac : caméléon

« Les Français doivent se méfier de ce parti caméléon qu'est le PS », a déclaré M. Jacques Chirac, le dimanche 26 janvier, au Mans (Sarthe) devant quelque deux mille personnes. Le président du RPR a appelé les militants de l'opposition à la mobilisation « pour répondre à la campagne de propagande mensongère menée par le gouvernement et les socialistes », considérant qu'il faut « convaincre nos concitoyens que nous ne pouvons pas avoir confiance dans les représentants d'un parti qui cherche à s'adapter aux circonstances du terrain ». Enfin, le maire de Paris a estimé que voter pour le Front national serait faire « le seul jeu de M. Mitterrand » et faire « prendre le risque à l'opposition parlementaire de ne pas être demain en mesure de gouverner ».

M. Bérégovoy : pagaille

Si la droite l'emporte aux élections législatives de mars prochain, ce sera la « pagaille » sur le plan économique. Tel est le jugement que M. Pierre Bérégovoy a porté au micro de Radio-Monte-Carlo le dimanche 26 janvier, invité au « Forum » de RMC, le ministre de l'économie et des finances a estimé que « les conditions sont remplies pour que l'économie française se porte bien en 1986 » en évoquant notamment la baisse du dollar et celle des prix du pétrole. Mais pour que la France avance, « a-t-il ajouté, « il faut une économie qui fonctionne bien, la cohésion sociale, et il ne faut pas de désordre politique ». Or, selon M. Bérégovoy, la plate-forme UDF-RPR est « un programme de revanche sociale » qui « ne peut que créer le désordre social ».

M. Pasqua (RPR) : contradictions

Commentant la déclaration de M. Raymond Barre selon laquelle l'ancien premier ministre irait jusqu'à censurer un éventuel gouvernement de cohabitation, M. Charles Pasqua a affirmé, le samedi 25 janvier aux Andelys (Eure) que « chacun de nous doit gérer ses propres contradictions ». Pour le président du groupe RPR au Sénat, « il y aurait contradiction à faire campagne pour l'opposition et voter contre le gouvernement issu de ces élections ». M. Pasqua a, par ailleurs, dénoncé « les tentatives de manipulation de l'opinion à l'aide de sondages, à la veille de chaque décision ».

M. Soisson (UDF) : pour ou contre M. Mitterrand

« Le président prend la responsabilité d'un affrontement, bloc contre bloc. La défaite du PS sera d'abord le sienne », a déclaré M. Jean-Pierre Soisson (UDF, berniste), le vendredi 24 janvier à Auxerre. Considérant que M. Mitterrand « s'engage comme le général de Gaulle en 1967 et Georges Pompidou en 1973 » mais « plus fortement que ne l'avait fait Valéry Giscard d'Estaing en 1978 », l'ancien ministre note que « l'élection de 1986 se jouera pour ou contre François Mitterrand ».

M. Marchais : sans limite

M. Georges Marchais a affirmé, le samedi 25 janvier à Bâges, dans le barreau de Bordeaux, que son parti ne limite pas ses ambitions à 10 % aux prochaines législatives, contrairement à ce que lui font dire, selon lui, « la presse liée à la droite, la presse liée au Parti socialiste, la radio et la télévision gouvernementales ». Le secrétaire général faisait allusion aux commentaires qui ont suivi son passage à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, la semaine dernière (le Monde daté des 24 et 25 janvier). « Notre ambition », a souligné M. Marchais, « ce n'est pas de tomber plus bas qu'aujourd'hui, jusqu'à 10 % c'est de progresser, c'est de rassembler plus largement que nous ne l'avons fait aux élections présidentielles ». Pour le leader communiste, « c'est un objectif réaliste », car « la droite marque le pas » et le PS « ne parvient pas à récupérer les lourdes pertes qu'il a enregistrées depuis 1981 ».

M. Herzog (PCF) : match truqué

« J'ai l'impression que le match droite-Parti socialiste est un match truqué et que sur le ring il y a deux poids du CNPF », a déclaré, le samedi 25 janvier, à Lille, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF. « Quand j'entends M. Gattaz donner une certaine reconnaissance au PS pour la politique qu'il a menée », a-t-il ajouté, le responsable du secteur économique du Parti communiste au cours de l'émission « Franc parler », de Radio-France Fréquence Nord, « ou M. Barre dire qu'il fonde M. Delebarre serait pas mal dans une équipe ministérielle de droite, je considère que le CNPF a actuellement deux poutres ». Selon l'économiste du PCF, « celui qui va voter socialiste, dans une certaine mesure, va voter éventuellement son propre licenciement, ou le chômage de ses enfants, ou encore la dégradation du pouvoir d'achat des retraités ».

M. Le Pen : la légion des cocus

« Le programme de l'opposition, qui est déjà le troisième, aura encore changé avant les élections. Les cocus vont être légion mais ils ne pourront pas dire que nous ne les avons pas eus ». C'est en ces termes que M. Jean-Marie Le Pen a réitéré la plate-forme UDF-RPR, le dimanche 28 janvier, à Reims (Marne). Parlant devant six cents personnes environ, le président du Front national a expliqué que, « sous la pression de la gauche, c'est-à-dire le CDS », l'opposition a rédigé un programme largement en retrait par rapport à ses précédentes déclarations, que ce soit en matière d'économie, de sécurité ou d'immigration. « Un socialisme peut en cacher un autre », a poursuivi M. Le Pen, qui a estimé également que « M. Chirac commence à prendre peur de devoir gouverner ».

L'ABC DES ELECTIONS
demain on vote

LE GUIDE PRATIQUE
QUI VOUS DIT TOUT SUR LES ELECTIONS:

- comment voterez-vous le 16 mars?
- quel est le rôle du bureau de vote?
- comment déceler les fraudes?
- peut-on contester une élection?
- quel est le rôle du député? du conseiller régional?...

39F chez votre libraire
Chez le même éditeur
LE CODE ELECTORAL 1986

Editions Prat/Europa

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX:

• ENA - ENM
• Banque de France:

Adjoint de Direction

JANVIER à MAI + AOÛT

AUTREUIL 6 av Léon-Henry 75016 Paris
Tél. : 42.24.10.72

Un nouveau grand dossier électoral de l'AFF

LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES 86

Tome I : Données générales (230 p) déjà paru
Tome II : Vade-Mecum départemental (450 p) déjà paru
Tome III : Les résultats complets (300 p) fin mars

Rem. : M. Merle - Tél. 42-33-44-66 - Prix : 1 284 F TTC

Ariana Import-Export

TAPIS FAITS MAIN D'ORIGINE, CREVETTES, PRODUITS ALIMENTAIRES, etc.

Vente en gros pour tous pays :
86, avenue Habib-Bourguiba, Ariane (Tunisie)
Tél. : (1) 711020 et (1) 710174

ébats

rac : caméléon

Le milieu de ce parti caméléon qu'est le RPR, le dimanche 26 janvier, a été le théâtre de mille personnes. Le président du RPR, M. Chirac, a affirmé que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ». M. Chirac a assuré que voter pour le RPR, c'est voter pour la France, pour la démocratie et pour la liberté.

govoy : pagaille

Les élections législatives de mars prochain ont été annoncées. Tel est le message que M. Chirac a adressé à la presse. Le ministre de l'Économie, M. Pons, a déclaré que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ».

RPR) : contradictions

M. Raymond Barre, selon les médias, a affirmé que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ».

UDF) : pour ou contre Mitterrand

Le RPR a affirmé que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ».

ais : sans limite

Le RPR a affirmé que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ».

CF) : match truqué

Le RPR a affirmé que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ».

légion des cocus

Le RPR a affirmé que le RPR n'est pas un parti de circonstance, mais qu'il faut « convaincre nos concitoyens qu'il faut avoir confiance dans les hommes et dans le système ».

grand dossier électoral de l'AFP

ACTIVÉS ET RÉGIONALES 86

1985-86
1986-87
1987-88

1988-89
1989-90
1990-91

1991-92
1992-93
1993-94

1994-95
1995-96
1996-97

1997-98
1998-99
1999-00

2000-01
2001-02
2002-03

2003-04
2004-05
2005-06

2006-07
2007-08
2008-09

2009-10
2010-11
2011-12

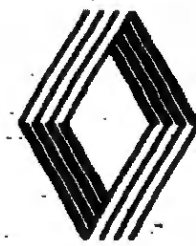
2012-13
2013-14
2014-15

L'USINE.

**LA CONCURRENCE
EST DURE, TRÈS DURE.
AUJOURD'HUI,
POUR RÉUSSIR, IL FAUT
TRAVAILLER PLUS ET MIEUX.**

Nos usines changent. Elles deviennent plus souples, plus rapides. Pour mieux répondre aux demandes individuelles de nos clients. Et gagner sur les délais de livraison et les coûts de stockage. Pour les tâches répétitives mécaniques, nous accélérons notre programme de robotisation. Les robots font leur travail de robot. Pour produire plus. Les hommes peuvent faire leur travail d'homme. Pour le faire mieux. C'est ainsi que nous poursuivons le combat pour la performance. Combat dans lequel nous sommes déterminés à vaincre.

RENAULT. DÉTERMINÉS.



NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT.

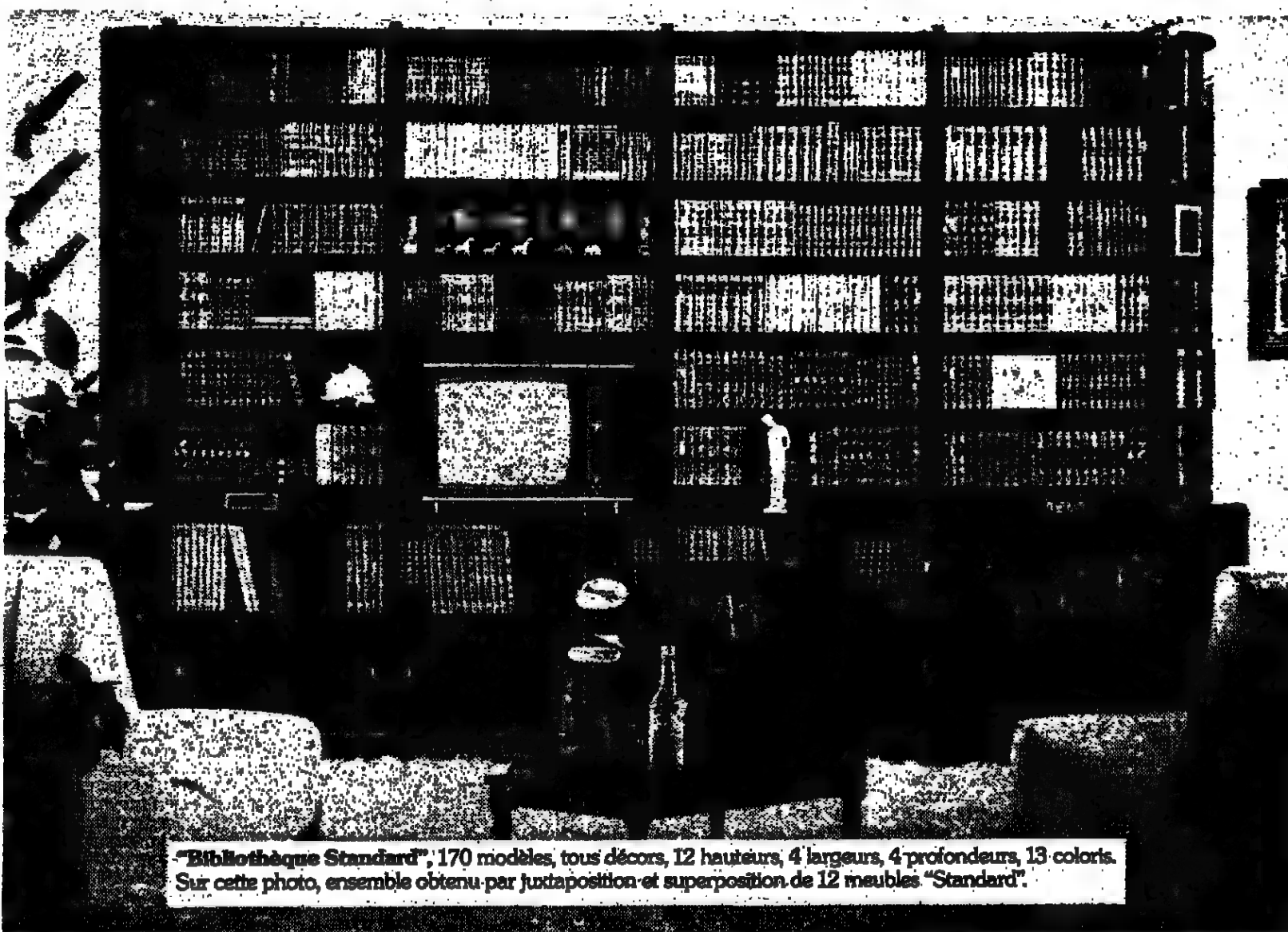
La maison des BIBLIOTHEQUES

20 Magasins en France.

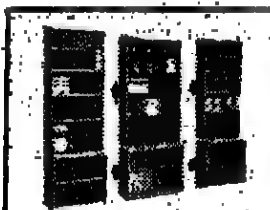
PARIS • BRUXELLES • GENÈVE • MILAN • VIENNE

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

DU MEUBLE INDIVIDUEL... AUX GRANDS ENSEMBLES



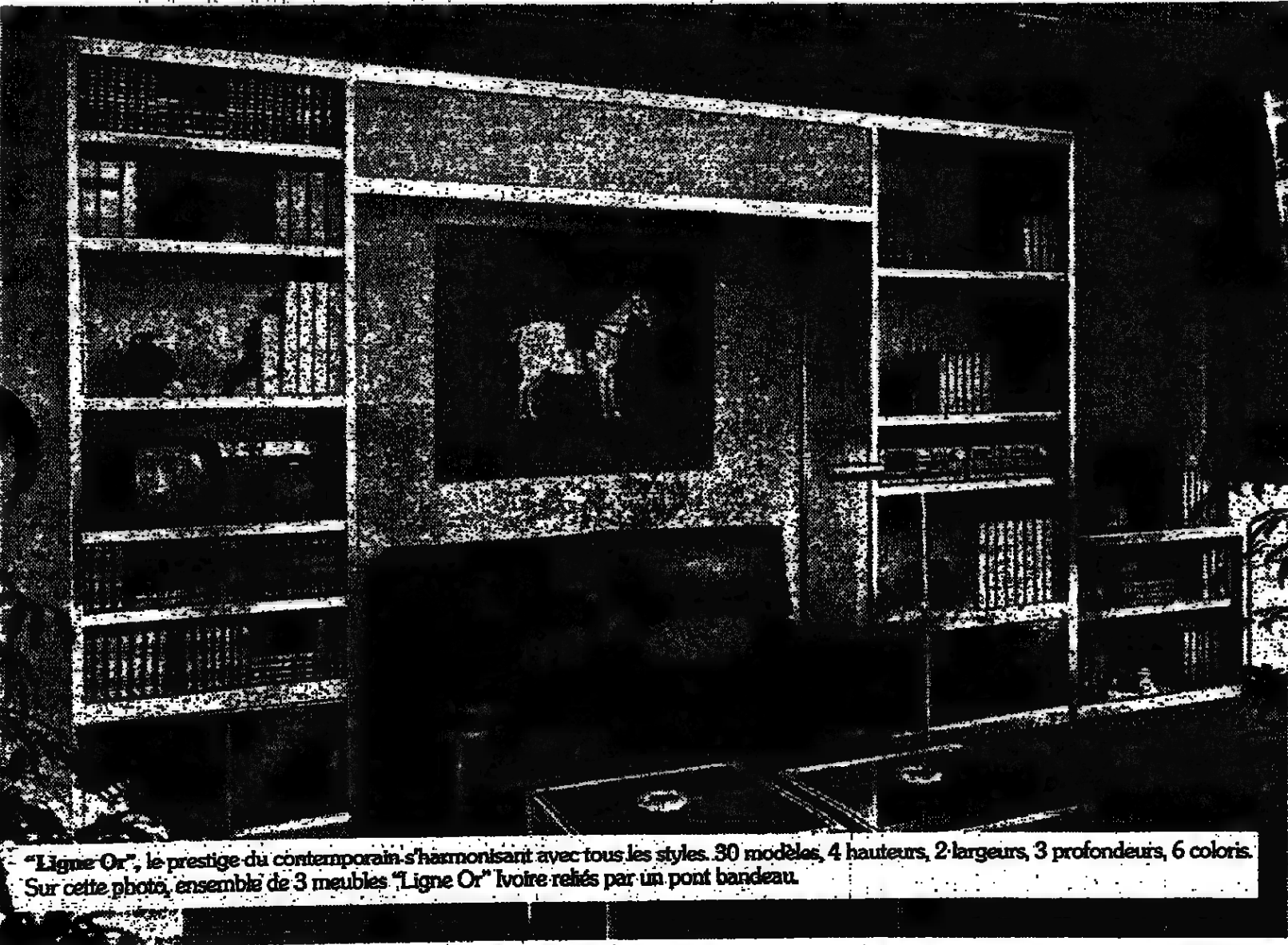
"Bibliothèque Standard": 170 modèles, tous décors, 12 hauteurs, 4 largeurs, 4 profondeurs, 13 coloris. Sur cette photo, ensemble obtenu par juxtaposition et superposition de 12 meubles "Standard".



450 modèles vitrés ou vitrifiés, juxtaposables sans aucune fixation murale, démontables, démontables.

Ces 2 très beaux ensembles ont été réalisés par la simple juxtaposition de meubles individuels figurant dans notre catalogue (450 modèles - 12 lignes et styles - 53 coloris, teintes ou essences de bois). Pour composer leurs bibliothèques, nos clients ont chacun choisi leurs meubles parmi l'infinité des possibilités offertes, en fonction de leurs besoins précis: nombre et format des ouvrages à ranger - dimensions et disposition des emplacements à aménager - harmonie de décoration - intégration d'appareils audiovisuels - protection par fermetures de certaines parties de leur bibliothèque.

Projets d'implantation gratuits et immédiats. Crédits et plans de financement, Expéditions Franco. Reprise en cas de non convenance. LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES vous offre dans ses magasins ou par correspondance, tous les conseils et les services du grand spécialiste européen du meuble bibliothèque depuis plus de 30 ans, et un choix incomparable pour installer vous-même... une vraie bibliothèque, comme vous le voulez, telle que vous la voulez... à des prix imbattables.



"Ligne Or", le prestige du contemporain s'harmonisant avec tous les styles. 30 modèles, 4 hauteurs, 2 largeurs, 3 profondeurs, 6 coloris. Sur cette photo, ensemble de 3 meubles "Ligne Or" reliés par un pont bandeau.

PARIS
61, rue Froidevaux, Paris 14e

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. RER: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-Rochereau - Gatte - Edgar-Quinet - Autobus 28-38-58-68 - SNCF: Gare Montparnasse.

BONNEVILLE 10, rue Bouffard.

tél. 56443942.

CLERMONT-FERRAND

22, rue G. Clemenceau, tél. 73939706.

DIJON 100, rue Monge, tél. 80450245.

GRENOBLE 59, rue Saint-Laurent.

tél. 76425575.

LILLE 88, rue Esquemoise.

tél. 20556939.

LIMOGES 57, rue Jules-Norcia.

tél. 55791542.

LYON 9, rue de la République

(métro Hôtel de Ville Louis Pradel).

tél. 78283851.

MARSEILLE 109, rue Paradis

(Estrangin), tél. 91976054.

MONTPELLIER 11, rue Sévère (près gare).

tél. 67581932.

NANCY 8, rue Piétonne St-Michel.

(face St-Epvre).

tél. 83328484.

NANTES 16, rue Gambetta.

(près rue Coulmiers).

tél. 40745935.

NICE 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville).

tél. 93801477.

POITIERS 12, rue du Moulin-à-Vent.

tél. 49416846.

RENNES 18, quai Emile-Zola (près Musée).

tél. 99795633.

ROUEN 43, rue des Charrettes.

tél. 56715622.

SAINT-ETIENNE 40, rue de la Montat.

tél. 77259146.

STRASBOURG 11, rue des Juifs.

tél. 85367374.

TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards

(près place St-Sernin).

tél. 61229240.

TOURS 5, rue Henri-Barbusse

(près des Halles), tél. 47610328.

ouverts du mardi au samedi inclus

Vente en magasins et vente directe par correspondance dans toute la France.



CATALOGUE GRATUIT

en renvoyant ce bon à:

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

75680 PARIS CEDEX 14

Veillez m'envoyer ☐ engagement

☐ catalogue complet ☐ le TARIF.

M. Mme Mlle

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

(facultatif) Tél.

Profession

Catalogue par téléphone 24 h sur 24

Répondeur Automatique

(1) 43207333

TROIS DEFIS, TROIS PARTAGES

LE DEFIS DU CHOMAGE: LE PARTAGE DU TRAVAIL

Le plein emploi n'est pas pour demain. Et l'intolérance gagne du terrain. Nous avons réhabilité l'entreprise mais le syndicalisme s'interroge. Le travail est plus rare. Il faudra le partager. Dure négociation.

LE DEFIS DE LA PAUVRETE, LE PARTAGE DES RICHESSES

De l'autre côté du monde, on meurt toujours de faim. Mais la pauvreté est aussi à nos portes. Les militants sont partis. Des artistes réaniment la solidarité. Pourtant, quoi de plus politique que le partage des richesses?

LE DEFIS DE LA COMMUNICATION, LE PARTAGE DES CULTURES

La communication fait éclater les horizons de la civilisation. Mais, après l'enchantement technologique, une formidable bataille s'engage pour le pouvoir des images. Les empires multimédias contre la république des radios libres. Assister au partage des ondes, ou choisir le partage des cultures?

IL FAUT QUE NOUS N'AYONS PLUS DE PROJET. POURTANT, NOUS SOMMES EN TRAIN DE REUSSIR. C'EST LA PREMIERE FOIS. NOUS AVONS ENCORE BEAUCOUP A FAIRE. VOUS AVEZ ENCORE BEAUCOUP A DIRE.

DEBAT LIBRE GAUCHE

Présidé par Hugnette BOUCHARDEAU
avec la participation de
Jean-Michel BELORGEY — Jean-Pierre COT
Michel DELEBARRE — Georgina DUFOIX — Edgard PISANI

qui répondront aux questions de
André CAMPANA et Albert DU ROY

Mardi 4 février 1986 (19 heures-22 heures) - Hôtel Méridien, Paris (Porte Maillot)

Contact • LIBRE GAUCHE • Téléphone 47.47.04.46

مکان ارجل

Jean-Paul II convoque un « sommet » de toutes les religions à Assise

Jean-Paul II vient de prendre une initiative sans précédent en invitant à Assise, dans la ville natale de saint François, les représentants de toutes les religions du monde, pour une réunion de prières en faveur de la paix. Ce « sommet » religieux aura lieu en 1986, année mondiale de la paix pour l'ONU — mais à une date qui reste à déterminer.

C'est le samedi 25 janvier à la basilique Saint-Paul-hors-les-Murs de Rome, où il présidera la célébration de clôture de la Semaine de l'unité des chrétiens, que le pape a rendu public son invitation. C'est dans la même église, le 25 janvier 1959, que Jean XXIII avait annoncé la convocation du concile Vatican II. Et l'an dernier, dans ce même lieu, Jean-Paul II avait convoqué un synode extraordinaire d'évêques.

« La guerre peut être décidée par quelques hommes : la paix exige un consensus de tous », a déclaré le pape, soulignant que le Saint-Siège désire « contribuer à susciter un mouvement mondial de prières pour la paix, qui, dépassant toute frontière nationale et incluant les croyants de toutes les religions, embrassera le monde entier ».

« Je lance un appel pressant, à tous, à tous les frères et sœurs de bonne volonté pour unir en 1986, dans une prière fervente implorant Dieu pour la grandeur de la paix... Le présent et l'avenir de l'humanité sont étroitement liés à ce problème devant lequel aucun chrétien, et même aucun humain

croient en Dieu créateur du monde ne peut rester indifférent ».

Le choix d'Assise pour une telle rencontre internationale de prières pour la paix s'explique par une double raison : réunir les autres responsables chrétiens et non chrétiens à Rome paraît inconvénient. En outre, au treizième siècle, saint François a transformé Assise en lieu de « universelle fraternité ». L'une des dates de cette rencontre aurait pu être le 4 octobre, jour de Saint-François, mais Jean-Paul II sera, ce jour-là, en visite à Lyon. Une autre date possible pourrait être le 10 octobre, jour anniversaire de la création des Nations unies.

Les détails de la réunion de prières devraient être réglés au cours de consultations qui ont commencé avec les différentes confessions chrétiennes et les autres religions. Le Conseil œcuménique des Églises s'intéresse à une telle initiative. Et l'archevêque de Canterbury, le docteur Runcie, aurait déjà fait part de sa réaction favorable.

Une réunion en « pèlerin de paix », a-t-il dit dimanche, que Jean-Paul II se rendra en Inde à partir du 1^{er} février, pour une visite de dix jours. Dans ce sous-continent où la catholicisme est une minorité, le pape entend montrer « du respect, de l'estime et de l'encouragement à tous ceux qui cherchent Dieu et s'engagent à la recherche de la perfection, travaillent au service de leurs frères pour construire la paix et la justice ».

MÉDECINE

La bataille perdue des opposants de l'ordre

De notre correspondant

Genève. — L'Union nationale des médecins pour la dissolution de l'ordre (UNAMODOR), créée en novembre 1984 à l'initiative de praticiens de la région Rhône-Alpes, a estimé, samedi 25 janvier à Grenoble, lors de son assemblée générale, avoir perdu « par KO » la bataille qu'elle voulait infliger à l'ordre des médecins. Les médecins de l'UNAMODOR, qui accompagnaient, avant la fin de la législature, la dissolution de l'ordre, comme l'avait annoncé en 1981 dans son programme M. François Mitterrand, entendent désormais mener « une guerre de position » : une institution doit être dissoute, mais surtout démantelée.

« Nous avons cru que le pouvoir de gauche respecterait ses engagements : aussi sommes-nous partis avec retard pour imposer la dissolution de l'ordre », regrette un membre de l'association. Selon l'UNAMODOR, 34 % des cent cin-

quante mille médecins ne cotisent pas à l'ordre, et ce pourcentage ne cessera de croître. Certes, parmi ceux-ci, un nombre élevé de médecins ne versent pas leurs cotisations pour des raisons humanitaires, mais la contestation de l'ordre, cependant, une enquête menée auprès de deux mille médecins de Rhône-Alpes, parmi les deux cents réponses reçues, a révélé que 28 % des médecins sont favorables à la dissolution pure et simple de l'ordre, 35 % sont favorables à des réformes profondes comme le hula ciao et le mode d'élection et 37 % sont favorables au maintien dans son état actuel de l'ordre.

« Le président de l'ordre, le professeur Villey, se défendait en affirmant à 1 % le nombre des opposants à l'ordre », souligne le professeur Pierre César, président de l'UNAMODOR. L'association, qui reconnaît le bien-fondé de la loi de juillet 1983 interdisant aux ordres nationaux (médecins, architectes, notaires, femmes...) de suspendre de leur exercice professionnel les personnes qui ne cotisent pas à leur ordre respectif, relève qu'à la suite du vote de la loi, l'ordre des médecins a jugé que sa légitimité avait été renforcée et a, de ce fait, multiplié les procès contre les non-cotisants. Au 1^{er} janvier 1986, deux cent cinquante médecins étaient poursuivis par leur ordre, selon l'UNAMODOR.

Conscient des difficultés que ne manquera pas de soulever son action pour obtenir la dissolution rapide de l'ordre des médecins, le président de l'UNAMODOR a indiqué qu'il était de la plus extrême urgence de supprimer le huis clos des débats ordinaires et d'introduire des magistrats professionnels dans les structures disciplinaires de l'ordre.

CLAUDE FRANÇILLON.

[Le professeur E. Villey, président du Conseil national de l'ordre des médecins, qui nous avait déclaré, sous contrainte, chiffres à l'appui, que 6 % des médecins ne cotisent pas à l'ordre. Sur ces 6 %, 1 % à 2 % seulement sont des « non-cotisants volontaires », les autres comptant les médecins dissidents dans le corps de l'ordre, ce qui est une charge d'indignité et de manque d'efficacité.]

M. Villey rappelle qu'un référendum national a indiqué que 70 % des praticiens sont favorables au maintien de l'ordre. Il précise aussi que les deux tiers des ordres départementaux ont voté de dissoudre les médecins qui ne cotisent pas, mais qu'en la loi de juillet 1983 rendant ces pouvoirs obligatoires devant les tribunaux d'instance ou recomposant le bien-fondé de l'obligation de cotisation. — Dr. E.-L.]

FAITS DIVERS

A Nice

M. JACQUES MÉDECIN HOSTILE A LA REPRISE DU CASINO RUHL PAR UNE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

M. Jacques Médecin, député de Nice (appartient RPR), s'est déclaré hostile, samedi 25 janvier, « à la reprise du casino Ruhl par une société étrangère ». M. Médecin, qui s'exprimait au micro de Radio Baie des Anges à l'indiqué qu'il avait « l'impression que depuis Paris, à travers les milieux politiques locaux et la télévision française, on est en train de vouloir imposer à la ville de Nice un Redoutable des casinos ».

M. Médecin a expliqué ensuite qu'il avait été contacté il y a quelques mois par une société qui est l'assemblée de Libanais résidant au Maroc, d'Anglais résidant aux Antilles néerlandaises et de Britanniques résidant à Londres (« le Monde du 1^{er} janvier »).

« Le conseil municipal n'a pas de raisons majeures pour donner son accord à une société étrangère », a déclaré M. Médecin, qui a ajouté : « Je ne veux pas avoir à Nice un casino étranger. Il y a assez de Nicole et de France en France pour que le casino de Nice soit entre les mains de Nîçois et de Français ».

DEUX PEINES PERPÉTUELLES ET UNE DE QUATORZE ANS POUR LES CRIMINELS DU BORDEAUX-VINTIMILLE

Une condamnation de la sauvagerie et du racisme

De notre envoyé spécial

Contre l'avis de l'avocat général, le jury a accordé les circonstances atténuantes à l'un des trois accusés. Mais le verdict ne risque guère d'être controversé.

Montauban. — L'arrêt rendu samedi 25 janvier par le cour d'assises de Tarn-et-Garonne, au terme d'un procès de quatre jours, ne court pas grand risque de controverse. Les déclarations de culpabilité des trois accusés du meurtre de Habib Grimi étaient attendues. La distinction faite, après une heure cinquante de délibérations, entre, d'une part, Asselmo Elviro-Vidal et Marc Béani condamnés à la réclusion perpétuelle (1) pour meurtre sans circonstances atténuantes et, d'autre part, Xavier Blondel, tenu seulement pour auteur de coups et blessures sans intention de donner la mort, qui, grâce aux circonstances atténuantes, lui valent quatorze ans de réclusion criminelle, est pes de nature à esquisser la critique.

Sans doute les réquisitions de l'avocat général, M. Jean-Louis Brignol, qui avait mis sur le même plan les trois jeunes gens et demandé contre eux le maximum de la peine, n'ont pas été suivies à la lettre. Ce n'est pas sans raison. Xavier Blondel était des trois celui qui trouvait le moins engagé dans le drame du Bordeaux-Vintimille. Certes, il avait montré, dès le premier moment de cette chasse à l'homme, un empressement certain. Mais il avait en sa faveur un mot de dernier instant, un cri qui lui a valu ce meilleur sort : alors que Béani avait déjà frappé Grimi d'un coup de couteau, il avait baissé le bras et son cri avait été : « Ah non ! Pas ça ». Ses avocats, M^{rs} Josephine Wotta et surtout Guy Debuissou, s'en sont évidemment rappelés avec toute l'insistance qui s'imposait. Les jurés en ont assurément conservé le souvenir, même si, ensuite, Blondel fut celui qui, sommé de la faire par Elviro-Vidal, avait finalement, non sans hésitation, ouvert la porte donnant sur la voie.

Les efforts de M. Jean-Louis Pelletier, pour obtenir de la cour que son client, Marc Béani, bénéficie d'une même mansuétude, furent vains et pathétiques à la fois. Pourtant, le démentir vain. C'est que celui dont son avocat pouvait dire sans risque d'être contredit qu'il avait « un petit poil dans la tête sur des épaules de démolisseur » se trouvait accablé par deux charges terribles : il était, avant que Blondel ait pu l'arrêter, celui qui porta à Grimi le coup de couteau dont les médecins légistes avaient dit qu'il fut domé avec une telle force qu'il perça l'omoplate. Il fut ensuite celui qui, ayant relevé sa victime, lui défenda le thorax d'un coup de pied — et l'avocat général l'avait rappelé — que Béani en eut lui-même l'ongle d'un ongle enfoncé.

Innocence

Si ces attentats doivent encore être rappelés, c'est qu'ils faisaient partie de l'affaire — surtout, qu'ils en expliquent le déroulement. Le dossier conjuguait racisme et sauvagerie. Les trois que l'on devait juger portaient assurément en eux une violence dont les psychiatres avaient tous indiqué la dangerosité. Il est fort possible que, en d'autres circonstances, elle ait pu s'exercer par un autre « passage à l'acte » sur une victime qui n'aurait pas été algérienne ni même forcément étrangère. Mais, du fait même de ce qui se passa le soir du 14 novembre 1983 dans le train 343, de ce qui fut dit à propos des Arabes par ce trio moins éméché qu'énervé et devant celui-là même qui en avait la charge — le capitaine-chef Logel — il ressortait qu'Elviro-Vidal d'abord, les autres ensuite, n'en avaient pas ce soir-là à l'importe qui.

Ainsi, contre une victime inattaquable, Algérien de surcroît, s'était déchaînée la violence la plus extrême, et, durant un temps qui n'en finissait plus, avec une volonté bien arrêtée. La supplication, entendue par des témoins : « Laissez-moi, laissez-moi, je ne vous ai rien fait » demeurait dans toutes les oreilles. La largeur des coulées de sang, le diamètre d'autres taches, rappelés par l'avocat général, ajoutaient encore à ce tableau terrible. Elviro-Vidal, qui jusqu'au bout a revendiqué « le crime déguisé » et approuvé l'avocat général dans sa demande contre lui et les autres de la réclusion criminelle à perpétuité, avait beau dire qu'il n'était pas raciste — non sans glisser que Béani lui n'était ni blanc et à 100 %, — il ne pouvait échapper à cette simple évidence : le garçon expédié d'un ultime coup de talon sur le ballast s'appelait Habib Grimi et pas autrement.

La défense soulignait tellement que c'était là un cas unique de Nessus, qu'elle se fut fait autrement que rejoindre, sur la question du racisme, les parties civiles. Elles-mêmes, que ce soit la famille, que ce soit les cinq associations qui étaient intervenues. Des avocats comme M^{rs} Georges Catala, Jean-Hilire Wotta, Guy Debuissou et Jean-Louis Pelletier n'avaient pour cela pas besoin de forcer leur nature. Ils furent sincères, autant qu'ils pouvaient l'être, au moment d'être utiles. Car ce ne sont pas, en cette

circonstance, les avocats ordinaires du Front national que l'on a vu prendre en charge Elviro-Vidal et ses deux compagnons. Si bien que, pour les avocats du MRAP, de la LICRA, de la Ligue des droits de l'homme, de l'Association Franco-Algérienne et de l'Association de solidarité aux travailleurs immigrés, l'adversaire en cette circonstance n'était pas celui qu'ils rencontrent et auxquels ils s'opposent dans le combat quotidien. Ainsi furent-ils quelque peu en porte-à-faux. Autant ils s'étaient montrés ardents le premier jour contre les trois accusés, dont en fait ils ne connaissent encore que les déclarations reproduites par les procès-verbaux, autant, à mesure qu'ils découvraient la triste réalité, charnelle et intellectuelle de chacun d'eux, ils démontrèrent le sentiment de reconnaître leur attitude, pouvant difficilement se faire à l'idée d'une alliance sans réserve ni retenue avec le ministère public.

Du moins leurs plaintes, auxquelles la défense affirmait de s'en prendre, démontrèrent un argument au ministère public. L'avocat général, M. Brignol, voulait d'avance écarter l'argument consistant à dire que le garçon avait été victime de ceux qui dissident, par la parole et les cris, les idées de racisme et de xénophobie. « Ces idées, dit-il, on les adopte librement. Car s'il est vrai qu'elles circulent, il est non moins vrai qu'elles circulent aussi autour de celles de l'antiracisme. Ainsi, les deux se font face et quand ils conduisent à donner une mort atroce et violente à un garçon de vingt-six ans, il n'y a plus d'échappatoire ».

Maintenant, tout est donc achevé. Ceux qui furent aux derniers instants de ce procès gardèrent longtemps en mémoire le spectacle de Marc Béani au moment de la lecture de l'arrêt qui le condamnait à la peine perpétuelle. Il demeura d'abord hébété, stupide comme s'il n'avait pas compris. Peu à peu, l'idée de la condition qui venait de lui être faite prit corps. Alors, ses dents s'entrechoquèrent, son corps si

puissant se ramassa et se détendit comme celui d'un animal voulant échapper au piège. Les gardes ordinaires furent insuffisants à le contenir. Il fallut cinq ou six policiers pour l'emmener. Chacun en fut saisi de pitié et d'effroi mêlés. Pitié pour ce malade, car il l'est ; effroi parce que, en cet instant, l'image était bel et bien celle du Béani que le docteur Grimi eut en face de lui. La scène ne fut pas pour rien dans cette réflexion finale de M. Roland Rapoport, avocat de MRAP, sollicité de donner son sentiment. « Je souhaite seulement, devait-il dire, qu'il

n'y ait plus d'affaires qui donnent l'occasion de pareil jugement ».

Pour autant, en cette soirée, le racisme n'a pas été jugé, muselé, mis hors de vue parce que Béani l'a été. Ceux qui se battent contre lui le savent parfaitement. Les autres émeutes d'un caporal-chef Logel amnésique ou de ces voyageurs peureux et restés passifs, malgré le nombre, vont s'empêcher d'oublier ce qu'ils voudraient tellement n'avoir été qu'un « fait divers ».

JEAN-MARC THÉOLLEVEY.

(1) La peine de sûreté n'a pas été ordonnée. Les deux condamnés sont donc soumis au régime normal. Ils peuvent, à ce titre, bénéficier éventuellement d'une mesure de grâce ramenant leur peine à vingt ans. Dans ce cas, au bout de dix ans, ils peuvent obtenir une réduction de peine.

DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE TOURS

Grève de la faim pour une indemnisation

De notre correspondant

Tours. — Il a été reçu à l'Élysée et au ministère de la justice. Mgr Honoré, archevêque de Tours, lui a rendu visite. Mais, pour l'instant, rien n'y a fait ; et, ce lundi 27 janvier, un habitant du Grand-Pressigny (Indre-et-Loire), M. Jacques Clérisy, entame son vingt-troisième jour de grève de la faim dans un volute, face au palais de Justice de Tours.

M. Clérisy attend depuis dix ans de la justice une indemnisation de 490 000 francs. Celle-ci devait lui être versée après l'assassinat de son épouse par un individu qui avait été surpris en train de s'emparer du contenu du tiroir de son tabac-épicerie à La Putsaye (Eure-et-Loir).

Cette indemnisation devait être prise sur le produit de la vente de la maison du meurtrier qui avait mis fin à ses jours, mais la seule immobilière n'a jamais pu avoir lieu à cause de la

mésentente entre les héritiers. M. Clérisy a fait, en 1984, un recours devant la commission d'indemnisation des victimes de Châtou. Mais celui-ci s'est soldé par un jugement déclarant sa demande irrecevable. En clair, la commission estimait que ce n'était qu'après la vente de la maison que le dossier pourrait être examiné.

M. Clérisy, qui vit avec sa femme d'allocation-chômage par mois et deux enfants — sa seconde femme s'est donnée la mort — ne peut plus attendre. Il a décidé, il y a trois semaines, d'entamer une action spectaculaire avec l'aide d'un comité de soutien et d'une association de consommateurs. Mais M. Clérisy devra tenir encore au moins une semaine, car le juge qui préside la commission d'indemnisation des victimes à Tours n'a. D'attendre de prendre une ordonnance que le 31 janvier.

ALEXIS BODDAERT.

REUNION-TELEPHONE: PASSEZ A L'ACTE

Introduisez la Réunion-Téléphone dans votre entreprise. Réservez dès maintenant vos Réunion-Téléphone au

NUMÉRO VERT 05 300 300

Pour diriger, orchestrer, et bien réussir votre Réunion-Téléphone, envoyez directement votre carte de visite à BP 34 75012 PARIS. Vous recevrez gratuitement le guide de la Réunion-Téléphone.

REUNIONTELEPHONE

Tous sur la même ligne

TELECOMUNICATIONS

sports

FOOTBALL

Les Girondins en coupe réglée

Hierarchie bousculée, tradition respectée. Les Girondins de Bordeaux, qui voient les 25 et 26 janvier l'entrée en lice des équipes de première division, ont provoqué leur lot de surprises.

L'exploit a été réalisé par les promotionnaires d'Evry, vainqueurs 1 à 0 d'une équipe toulonnaise à la dérive. En se qualifiant pour les seizièmes, les Girondins parisiens sont entrés dans la légende : depuis trente ans, aucune équipe de leur niveau n'était parvenue à ce stade de la compétition (El-Biar avait sorti le grand Reims en 1957). Mais Evry doit partager la vedette avec Limoges, équipe

deuxième division, qui a réussi à éliminer Nantes l'Européenne grâce à l'épreuve des coups de pied au but (2-2 après prolongations). Enfin, Le Havre, promu cette saison en première division, a terrassé le tenant de la coupe, Monaco, pour un nul en forme (2-1). Au total, six clubs de première division ont été éliminés dès leur apparition en Coupe. D'autres, comme Bastia, Marseille et Lille ont éprouvé les pires difficultés à se qualifier face à Rodez, Montauban et Melun.

Deux titans de seconde division, Aja et Le Puy, ont également plié face aux petits clubs du Cers et de Pont-Saint-Espirit (division d'honneur).

De notre correspondant

Bordeaux. — Assisté qui veut aux séances d'entraînement des Girondins, sur la plaine des sports Haillan, mise à la disposition du club par la ville de Bordeaux. Samedi matin, il n'y avait qu'une centaine de personnes, c'est-à-dire une toute petite assistance à la veille d'une confrontation au sommet, Bordeaux-Toulouse, sur le terrain neutre du Mont-de-Marsan, pour les 32^e de finale de la Coupe de France. Aucun n'a pourtant manqué à ce stade de la compétition, l'antique rivalité entre les deux clubs.

C'est un spectacle, en effet, d'un match de championnat (défaite 9-0) comme aujourd'hui le stade était pratiquement vide. Loin de l'ambiance des tribunes, un jour de derby, on se sent plutôt cru au rond de présentation d'un champ de courses ou au moment de l'apartado. Les joueurs dans un silence presque religieux, jaugeant l'adversaire comme s'il s'agissait d'un cheval ou d'un adversaire. Les Girondins, capables de tout, Toulouse ? Avant le match de Monaco, ils auraient dû plusieurs fois poser la question. Samedi matin, personne n'accompagnait les joueurs vers les vestiaires. Tigana s'est mis de suite esquivé. « Le pépin du Monaco, disait

Rohr, ce n'est pas d'autre qu'un enchaînement fatal. Lorsque nous étions mécontents, il nous posait la question de savoir quoi faire. Mais pour perdu, nous n'avons pas voulu fermer le jeu. Cinq buts de plus. » Mais ne faut-il pas y voir le signe d'un quelconque malaise, d'une latence ? Quelle est l'incidence, par exemple, des transferts de joueurs effectués à Toulouse ? Rien de tout cela, répond Rohr. Je ne suis pas en quoi cela peut provoquer une déviation. Six joueurs ont en fin de compte joué, c'est plutôt leur meilleur jour, mais pour nous courir le risque d'une blessure. Mais n'oubliez pas que la situation est la même dans toute équipe.

C'est la vie

Vendredi soir, à Biarritz, Tigana, présenté pour Marseille, a rencontré Bernard Tapie et Michel Hidalgo. Les joueurs auraient préféré ne pas l'apprendre par les journaux, la veille d'un grand match. Tigana joue actuellement son avenir, commente Alain Ghisla. Il lui arrive de se passer quand on est libre. C'est la vie ! S'il est à ce niveau, c'est qu'il a fait ses preuves sur le terrain, c'est le jeu de beaucoup d'hommes de Bordeaux. Aimé Jacquet, entraîneur, mais résolument confiant : « Bor-

deaux a été assommé, mais ne peut pas ne pas se relever. Au bout de quatre ans de travail, d'ambitions, de vie commune, je suis sûr d'un succès. Nous avons eu des coups durs. Nous les avons toujours digérés. Et même si nous perdions contre Toulouse, en Coupe de France, tout est possible, je resterais optimiste. » Quant au président Claude Bezi, il veillait sur tout cela avec des yeux de doug de Bordeaux. « Pas de commentaires. La coupe de plomb est tombée sur le club. Je sais qu'on nous le reproche. C'est comme ça », disait-il, même si cela ne devait pas l'empêcher d'aller quelques jours plus tard déclarer au micro d'Europe 1 que le mal qu'il pensait de Bernard Tapie et son intention d'interdire toute venue à Bordeaux de Michel Hidalgo.

Une crise aux Girondins ? Je ne la vois pas. Vous pouvez aller parler aux joueurs. Ils ne vous répondraient pas. Ce sont des citoyens. Ils sont libres de parler ou de se taire. Mais je leur ai demandé de se taire. Tout le monde voudrait tirer du lingon, de laver le Bordeaux. Monsieur, il n'y a pas de lingon sale. Seulement une équipe qui travaille et qui va gagner demain.

Bordeaux a gagné dimanche après-midi. Lundi, on attendait beaucoup de supporters sur la plaine des sports de Haillan.

PIERRE CHERRUAU.

ATHLÉTISME

L'avenir derrière la haie

Précédant de quelques minutes l'inauguration officielle par M. Laurent Fabius, Suzanne Grischbach a été élue à sa façon la nouvelle stade de Liévin (Pas-de-Calais), samedi 25 janvier, en battant la meilleure performance française du 300 mètres haie en 14 m 41 s 54/100. La marcheuse alsacienne

avait été la première à franchir le « haie » à la championnats de France en salle d'un bon niveau, conclus le lendemain par un phénomène dénommé Stéphane Caristan sur 60 mètres haie. En réalisant 7 s 55/100, il pulvérisait son propre record de France (7 s 63/100), établissant la meilleure perfor-

mance mondiale de tous les temps, à 7/100 seulement du record du monde de l'Allemand de l'Est Thomas Munkelt. Sur 60 mètres plat, Antoine Richard a égalé la meilleure performance française en 6 s 62/100, que Olivier Gui battait le record du 400 mètres en 46 s 96/100.

De notre envoyé spécial

Nettement devancée par Anne Piquereau dans la finale du 60 mètres haie, Laurence Elloy arborait un grand sourire à sa descente du podium. « Déjà, moi ? » La jeune femme était la question d'un haussagement d'épaules. « Anne, si moi, il y a longtemps que j'ai dépassé ce problème de supériorité nationale, dit-elle : ce qui compte, c'est notre progression à toutes les étapes sur le plan international. »

Depuis qu'elle court, Laurence Elloy a toujours connu les bienfaits de la concurrence. Au début, sa rivale a été Mario-Noëlle Savigny. Puis ce fut Michèle Chardonnet, médaillée de bronze à la retraite, qui a été sa rivale à Los Angeles. Et, depuis l'an dernier, elle est menacée par Anne Piquereau, avec qui elle partage son entraînement quotidien à l'INSEP, mais aussi les victoires. « Sans cette émulation, je ne pourrais pas encore à 13 s 30/100 », reconnaît-elle. Au lieu de cela, elle a couru un 100 mètres haie en 12 s 79/100 le 12 juin 1985 à Joinville, soit la meilleure performance mondiale de l'année.

Renvie dans l'air

Ce fut le signal de sa résurrection morale, après la terrible déstabilisation de Los Angeles. Pour avoir trébuché sur une haie, elle était éliminée en série, privée d'un espoir de médaille par une erreur de quelques millimètres dont elle a bien failli ne pas se relever.

A vingt-sept ans, Laurence Elloy ne tire plus de plans sur le passé. « En 1980, à Moscou, j'étais trop jeune (cinquième en demi-finales). Alors, j'avais misé sur la jeunesse. Pour Séoul, je serai peut-être trop vieille. Je prends donc les saisons comme elles viennent. Mon objectif, cette année, est de bien figurer en demi-finales des championnats d'Europe, fin à Stuttgart.

afin d'espérer une place en finale. » Tout le reste, y compris un titre de championne de France en salle, ne serait-il que péripétie ? Anne Piquereau n'est pas convaincue par l'apparente indifférence de sa rivale et néanmoins rivale : « A chaque fois, l'une des deux est forcément déçue. Comment faire abstraction de ça ? Même à l'entraînement, on se surveille du coin de l'œil. » Pour la jeune Clermontoise, dont les progrès en deux saisons ont été fulgurants, l'objectif est une place en finale à Stuttgart. Mais elle ne fera pas l'impasse sur les championnats d'Europe en salle à Madrid, fin février : « En compétition, on ne se passe pas de question. On se bat dedans. Et puis, entre Laurence et moi, il y aura de la revanche à l'air. »

Cette rivalité réjouit leur entraîneur, Fernand Urtebise. En tant que responsable du sport de haut niveau, il plus particulièrement des haies au sein de la Fédération française d'athlétisme. Il aime même en voyant arriver « des jeunes aux dents acérées » comme la jeune Kaftandjian, Christine Sallaz, et même celle que l'on appelle « la femme de la hauteur », qui a pulvérisé à deux reprises à Liévin le record junior sur 60 mètres haie (8 s 12/100 au lieu de 8 s 36/100). Avec le retour possible de Michèle Chardonnet à son meilleur niveau, Fernand Urtebise dispose d'un six athlètes pour atteindre son objectif de la saison : « placer cinq filles en moins de 13 secondes au 100 mètres haie. »

« C'est là que je pourrais venir lorsque je suis arrivé en 1978, se souvient l'entraîneur national. Ne pas se laisser aller à un bel arbre qui cache la forêt. C'est un groupe pour favoriser l'élévation vers le haut niveau. » Pour cela, l'homme a un secret, bien dissimulé à ses élèves : sourcil permanent : « Je suis sourcil permanent. Ça le déçoit, j'ai eu une carrière rugueuse. Il fallait

gourmand pour gagner sa place dans le groupe. » Pour lui, les Piquereau, vingt-deux ans, éduquée en kinésithérapie, est la plus « professionnelle ». Cette mentalité, ajoutée à des qualités musculaires exceptionnelles, devrait lui propulser au premier rang. « A Madrid, je vois Anne à la première place, la seule qui compte », pronostique Fernand Urtebise.

L'affaire de deux ou trois saisons

Pour cet été, il est plus évasif : « Les haies sont une épreuve élastique. La moindre imperfection peut coûter le podium. » Mais il veut mettre toutes les chances de son côté. Tous les « burlers » français se retrouveront bientôt en stage à Karl-Marx-Stadt pour se frotter aux méthodes des entraîneurs allemands Klaus Eidan et Peter Dost. En retour, les athlètes de RDA pourraient venir faire un séjour à Font-Romeu.

Les échanges devraient être fructueux, non seulement pour les 100 mètres haie, mais aussi pour Olivier Gui sur 400 mètres haie, auteur d'un « chrono » prometteur sur le plat à Liévin, voire pour

Philippe Omnès déjoue la botte italienne

Dix ans après Bernard Tapie, désormais entraîneur national, un Français, Philippe Omnès, a inscrit son nom au palmarès du plus prestigieux des tournois internationaux de fleuret, le Challenge Martini. Qualifié avec sept Italiens dans le tableau final, ce futur professeur de sports, âgé de vingt-cinq ans, s'est imposé dans l'ultime assaut par 10 touches à 3 contre Numa, qui défend les titres européens, mondial et olympique.

Sept fleuretistes d'un même pays qualifiés pour le tableau final d'un grand tournoi international : de mémoire d'escrimeur on n'avait jamais vu pareille démonstration de force. Pourtant, des trois tournois italiens qui avaient posé le pied, samedi 25 janvier au petit matin, sur le plancher du stade Combertin pour le marathon des qualifications du Challenge Martini, il en restait bien sept, dimanche 26, à 14 heures, avant les assauts du tableau final.

Cette réussite n'étonnait qu'à demi les familles des pistes électrifiées. Depuis une dizaine d'années, la Fédération transalpine a investi en profondeur dans le sport olympique — grâce à l'aide financière apportée au Comité national olympique italien par le Totocalcio — avec des résultats probants. Les mousquetaires de la Squadra azzurra ont réussi le grand chelem du fleuret, c'est-à-dire ont gagné les championnats d'Europe et du monde, les Jeux olympiques et la Coupe du monde.

A partir d'une technique de base très orthodoxe, les maîtres d'armes de la botte ont laissé leurs tireurs donner libre cours à leur tempérament. Les uns sont sobres, comme Numa, les autres exubérants, comme Dal Zotto, mais tous gagnent à tour de rôle.

Cette collection d'individus brillants ne constitue pas à proprement parler une école italienne. Mais elle n'a pas été un handicap, car celles de Hongrie, de Pologne, de Roumanie, d'Union soviétique et même d'Allemagne fédérale ont mal passé de leur côté le cap des années 80. En fait, les fleuretistes italiens, s'ils sont de plus en plus forts, ont aussi occupé à propos le terrain abandonné par les autres équipes. La France, en particulier, n'a plus une « garde de fer » comme celle qui formait naguère les Revem, Tapie, Noël et Boucherie. Seuls des isolés résistent encore à la vague italienne.

Numa crispé

De tous ceux qui avaient été sélectionnés pour ce challenge par la Fédération nationale, il ne restait d'ailleurs en piste, dimanche après-midi, que Philippe Omnès. Contre sept Italiens, pouvait-il espérer faire mieux que la troisième place déjà acquise ces deux dernières années ? « D'habitude, le Martini est une compétition très éprouvante pour les Français. Les cinq mille spectateurs qui remplissent le stade d'attente à la voir passer. La pression est dure à supporter. Aujourd'hui, un revanche, je n'ai rien à perdre, alors que les Italiens, qui étaient en nombre, se sont crispés au fur et à mesure des combats », a expliqué Omnès après sa victoire.

Il connaissait particulièrement bien son ultime adversaire, Numa, contre lequel, la saison passée, il avait lutté jusqu'au dernier tournoi sans parvenir à lui ravir la Coupe du monde. Celui-ci est un spécialiste des retours fulgurants, dont l'Allemand de l'Ouest Behr, menant 8-3 en finale olympique pour finir battu, a notamment fait les frais. Connais-

sant les santes d'humeur du Français, on pouvait donc nourrir les plus vives inquiétudes lorsqu'il a eu à toucher à 0 en sa faveur. « Numa a alors essayé d'accélérer. Habituellement, dans ces situations, il se déplace de plus en plus rapidement, en raccourcissant le bras pour tromper son adversaire sur la distance. De la sorte, il a pu revenir à 4-2, mais il n'a pas réussi à prendre l'ascendant. Philippe, qui ne s'est pas laissé tromper, a repris le commandement jusqu'au bout », a remarqué Jean-Michel Oppenack, le directeur technique national de la Fédération française d'escrime.

En fait, une fois passé le premier obstacle — Borella battu 10-4 — le Français a gardé, contre le jeune Rossi (10-3), puis l'expérimenté Numa (10-3), une cadence qui témoignait de la maturité atteinte ces derniers mois. Depuis 1981, Omnès avait régulièrement échoué aux premiers des podiums mondiaux et olympiques par manque de maîtrise nerveuse. L'ancien champion Bernard Tapie, qui est en charge de l'entraînement national, l'a convaincu de mieux utiliser ses qualités athlétiques pour aller « piquer » l'adversaire plus loin devant lui. Cette amélioration de son registre s'est accompagnée d'une plus grande maîtrise émotionnelle. C'est ce qui lui manquait pour remporter une grande victoire.

En empêchant Numa de gagner le seul challenge qui manquait encore à son palmarès, Omnès a définitivement pris rang parmi les meilleurs. Comme la préparation du professeur de sport l'empêchera de s'aligner dans les prochains épreuves de la Coupe du monde, de laquelle il est provisoirement le leader, il a reporté ses ambitions sur les championnats du monde de Sofia. Mais, là, il aura besoin d'aide pour tenir en échec les Italiens.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MEILLEURES PERFORMANCES MUNDIALES

Samedi 25 janvier, à Albuquerque (Nouveau Mexique), le perchiste américain Billy Olsen a égalé sa meilleure performance mondiale en sautant franchissant 5,89 m à son premier essai. La semaine dernière, l'Américain avait franchi 5,88 m à Los Angeles. Le samedi 26, à Berlin-Est, l'Allemand de l'Est Heide Drechsler a battu la meilleure performance mondiale du saut en longueur en sautant avec 7,29 m, soit 4 cm de plus que le record de la Soviétique Galina Christakova. Sa compatriote Cornelia Ochsenknecht a égalé sa meilleure performance mondiale sur 50 m haie en 6 s 73, soit un centième de moins que l'Allemande de l'Est Erhardt et la Polonaise Blonska.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingt-troisième journée)

Antibes b. Villeneuve 92-80
RCP Paris b. Limoges 97-96
Cen b. Metz 84-91
Vichy b. Chalon 120-70
Orléans b. Angoulême 96-72
Stade Français b. La Marse 121-90
Classement : 1. Villeneuve, 36 pts ; 2. Orléans, 34 ; 3. Metz, 33 ; 4. Limoges et Antibes, 32.

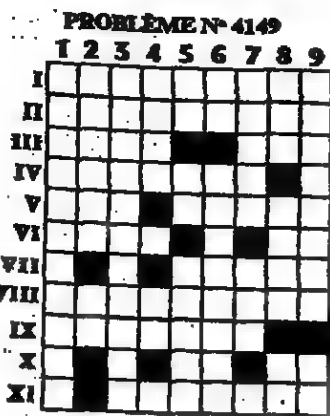
Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DU MONDE (A Limoges, Belgique)

Professionnels. — 1. Richard (Sui.), 1 h 16 m 33 s ; 2. Richard (Sui.), 1 h 16 m 38 s ; 3. Stamsnijder (P-B), 1 h 16 m 15 s ; 4. Groenendaal (P-B), 1 h 16 m 16 s ; 5. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 6. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 7. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 8. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 9. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 10. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 11. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 12. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 13. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 14. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 15. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 16. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 17. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 18. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 19. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 20. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 21. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 22. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 23. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 24. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 25. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 26. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 27. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 28. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 29. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 30. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 31. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 32. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 33. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 34. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 35. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 36. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 37. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 38. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 39. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 40. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 41. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 42. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 43. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 44. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 45. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 46. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 47. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 48. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 49. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 50. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 51. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 52. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 53. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 54. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 55. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 56. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 57. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 58. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 59. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 60. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 61. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 62. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 63. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 64. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 65. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 66. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 67. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 68. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 69. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 70. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 71. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 72. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 73. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 74. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 75. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 76. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 77. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 78. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 79. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 80. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 81. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 82. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 83. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 84. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 85. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 86. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 87. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 88. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 89. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 90. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 91. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 92. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 93. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 94. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 95. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 96. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 97. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 98. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 99. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 100. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 101. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 102. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 103. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 104. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 105. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 106. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 107. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 108. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 109. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 110. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 111. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 112. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 113. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 114. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 115. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 116. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 117. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 118. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 119. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 120. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 121. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 122. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 123. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 124. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 125. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 126. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 127. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 128. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 129. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 130. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 131. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 132. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 133. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 134. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 135. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 136. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 137. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 138. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 139. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 140. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 141. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 142. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 143. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 144. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 145. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 146. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 147. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 148. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 149. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 150. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 151. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 152. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 153. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 154. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 155. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 156. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 157. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 158. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 159. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 160. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 161. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 162. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 163. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 164. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 165. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 166. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 167. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 168. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 169. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 170. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 171. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 172. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 173. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 174. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 175. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 176. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 177. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 178. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 179. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 180. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 181. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 182. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 183. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 184. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 185. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 186. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 187. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 188. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 189. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 190. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 191. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 192. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 193. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 194. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 195. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 196. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 197. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 198. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 199. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 200. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 201. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 202. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 203. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 204. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 205. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 206. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 207. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 208. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 209. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 210. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 211. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 212. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 213. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 214. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 215. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 216. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 217. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 218. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 219. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 220. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 221. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 222. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 223. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 224. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 225. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 226. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 227. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 228. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 229. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 230. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 231. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 232. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 233. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 234. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 235. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 236. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 237. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 238. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 239. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 240. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 241. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 242. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 243. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 244. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 245. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 246. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 247. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 248. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 249. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 250. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 251. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 252. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 253. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 254. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 255. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 256. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 257. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 258. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 259. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 260. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 261. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 262. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 263. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 264. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 265. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 266. Gavett (Fr.), 1 h 16 m 44 s ; 267. Gavett (Fr.), 1 h 1

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Homme d'Etat. - II. Conduit sous les ponts quand on est au bas de l'échelle. - III. Un art dans la de jouer. Abréviation universitaire. - IV. Peut faire quelques mètres mais manque visiblement de souffle. - V. Entraîne l'apparition d'un petit creux. A apprécie ou s'est déprécié. - VI. Est donc « décrit » dans son ensemble. Synonyme. - VII. Spécialité de glace. - VIII. Vieille arme à base de silex. - IX. Recours inapte pour le service. - X. Nouveau, il fait donc suite à une période de travail. Note. - XI. Arrêt de travail entraînant une période d'attente.

VERTICALEMENT
1. Comme une compagnie qui peut nous mener loin. - 2. Un mot à plusieurs sens. Sur une carte routière. - 3. Démentir, bonne mine. - 4. Nettoyé ou lessivé. Note. - 5. Degré. Abréviation. Se prend en payant ou entraîne un certain abatement. - 6. Participe passé. Que l'on peut donc facilement amener à la rupture. - 7. Un homme de la terre. - 8. Froid ou trite. - 9. Que l'on a appelé en le nommant. Place au trône. Préposition. - 10. Rampe dans un rétroviseur. Forme de bec.

Solution du problème n° 4148
Horizontalement
1. Obésisme. Peu. - II. Saut. Et! Unanime. - III. Entourage.

Unel. - IV. Inuit. Bép. R. - V. Lire. Lino. Al. - VI. Les. Militaire. - VII. Eres. Platinde. - VIII. Es. Epel. Elise. - IX. Pré. Est. Ec. - X. Potager. Ri. - XI. Fina. Amphibien. - XII. Osmat. Enu. V. - XIII. St. Cécath. - XIV. Ev. Huisier. Doe. - XV. Sévère. En. Amère.

Verticalement
1. Oseille. Opposé. - 2. Banière. Olive. - 3. Souterrain. Tra. - 4. Troie. Panché. - 5. Ut. Ergoteur. - 6. Ter. Lippé. Unie. - 7. Rhahille. Rares. - 8. Géniale. Mousse. - 9. Quenottes. Tin. - 10. Un. Ai. Hé-bé. - 11. Eau-forte. Limera. - 12. NS. Iule. Bus. - 13. Pia. Asdic. Ide. - 14. Emérites. Réveur. - 15. Uglé. Estrime. Ce.

EN BREF

CONCOURS
INSTITUTEUR. - Un concours spécial de recrutement d'instituteurs est organisé par le département de Paris. Trente-cinq postes sont offerts aux jeunes de moins de trente ans (sauf dérogation) titulaires d'un diplôme de fin de premier cycle universitaire. Les épreuves écrites auront lieu le mardi 29 janvier. Les épreuves d'admission sont à retirer au Service interacadémique des examens et concours, 7, rue de Valenciennes, 75004 Paris, du 14 au 17 janvier, de 11-19 heures, avant le vendredi 17 janvier, à 17 heures.

DÉBAT
LA VIE SANS LES FEMMES ? - Bien que représentant la majorité du corps électoral, les femmes ne sont qu'une faible minorité dans les instances dirigeantes des partis politiques et parmi les élus. Pour « obtenir une plus juste représentation des femmes », l'Association des femmes journalistes (AFJ) organise un débat public : « La Vie République sans les femmes ? », le mardi 28 janvier, à 19 heures, au PLM, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris-13^e, avec la participation de M^{me} Edwige Avoine (PS), Huguette Bouchard (Libre gauche), Nicole Chouraqui (RPR), Laurence Durvin (PR), Alix de la Broetche (UDF), Gisèle Moreau (PC) et Mariette Sineau (écologiste). Renseignements 42-97-47-81.

TRANSPORTS AÉRIENS

La « Bible » s'informatise

Sources indispensables d'informations sur les déplacements aériens, les guides bleu et rouge de l'ABC Airways Guide étaient considérés jusqu'à présent comme la bible des professionnels du voyage et des hommes d'affaires. Diffusés depuis 1977 à raison de 100 exemplaires par mois, ils n'étaient cependant ni à manier ni à remettre à jour. D'où le lancement, en janvier 1985, de l'ABC Electronique, sous-titré en France sur Minitel par Télédiff. En avril 86, il dépassera la capacité des guides actuels, avec en plus de 11 millions de tarifs (normaux et spéciaux) et les horaires de 620 compagnies aériennes, informations remises à jour très rapidement.

Pour un abonnement annuel, il en coûte près de 3 000 F pour 1 000 messages, ce qui, précisons, répond aux besoins moyens d'une agence de voyages.

★ ABC Electronique, c/o EPC, 30, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. : (1) 42-68-18-40.

FORMATION
ANIMATEURS RADIO-TÉLÉVISION. - L'école de reportage des Amateurs de Paris organise, du 3 au 10 février prochain, un stage de trente heures (une heure trente par semaine) de formation aux techniques de l'animation radio et télévision. La participation est de 2 050 francs. Renseignements : inscriptions aux Amateurs de Paris, 110, rue Amateurs, Paris. Tél. 43-66-41-17.

EXPOSITION
L'ANNÉE DE LA COMÉTÉ. - Le Centre scientifique d'Orsay, université de Paris-Sud, organise jusqu'au 2 février inclus une exposition « Halley 86, une recherche internationale ». Thèmes traités : la comète et ses divers passages ; son étude scientifique par sondes spatiales et observation au sol ; la coopération internationale France-Europe, URSS, Etats-Unis et Japon, l'intérêt de ces recherches ; les aspects spectaculaires des divers pays ; la participation aux missions spatiales de l'institut d'Orsay.

★ De 9 heures à 19 heures, en semaine, et de 14 heures à 19 heures le dimanche. Accès par la N10, R, gare Orsay-Ville, et par la N118, Renseignements : tél. 69-41-77-30.

CARNET DU Monde

Naissances

- Jérôme JAFFRÉ et Claire VERRY ont la joie d'annoncer la naissance de Alice.
Paris, le 12 janvier 1986.

- M. Guy SORMAN et M^{me} Marie-Dominique DENIAU, heureux du 1^{er} part de la naissance de Marie-Liesse.
Paris, le 14 janvier.

Fiançailles
- Christine AUBALE GERSCHER et Peter LLOYD DAHL ont l'honneur d'annoncer leur mariage.
Le mariage sera célébré, en août, à Aspen, Colorado (Etats-Unis).
P.O. Box 2985, Aspen Colorado, 81612 (Etats-Unis).

Mariages
- Filar GARCIA GAOS et Henri-François REY ont l'honneur d'annoncer leur mariage, célébré à Paris le 17 janvier 1986.

Décès
- M^{me} Albert Arthaud, son épouse, M. et M^{me} Philippe Arthaud, M. François Arthaud, M. et M^{me} Jacques Arthaud, ses enfants, M. et M^{me} Jean-François Arthaud, M. et M^{me} Henri Boulier, Christophe, Isabelle Arthaud, Catherine, Laurence, Julien Arthaud, Rodolphe Arthaud, Véronique, Stéphanie Arthaud, ses petits-enfants, Nicolas, Mathieu, Boulier, ses arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Marcel Arthaud et leurs enfants, M. et M^{me} René Arthaud et leur fille, ses frères, et leur famille, ont le deuil de faire part du décès de M. Albert ARTHAUD, élève de l'Ecole polytechnique (promotion 1932), survenu le 21 janvier 1986, à l'âge de soixante-trois ans. L'inhumation a eu lieu le 29 janvier 1986 à Arcachon, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
17, rue des Abondances, Boulogne.
- Le conseil d'administration, la direction générale, et les collaborateurs de la SITB, ont le regret de faire part du décès de M. Albert ARTHAUD, fondateur et président d'honneur de la Société. SITB, 38, rue des Joazeurs, 75002 Paris.
- Berlin, Paris.
Karl-Heinz et Inge Frowald, Jürgen Drowald, Reinhold et Sabine Drowald, Ricarda et Sabrina Drowald, ont le triste de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M^{me} Walter DROWSK, née Frieda Drowald, survenue en son domicile à Berlin, le 21 janvier 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année. La famille religieuse a le regret de faire part du décès de M^{me} Camille Todd, née Laure Todd, ex David, Olivier Todd, Henriette Nizza, Patrick et Maud Nizza, Florence, Jean-Marie et Marianne, Jean-Pierre Cerquani et Marion, Jean-Paul et François Alpha, Corinne et Frédéric, ont le triste de faire part du décès de M^{me} Anne-Marie TODD, survenue le 23 janvier 1986. Les obsèques auront lieu le 29 janvier, à 11 heures, au cimetière de Montmartre. On se réunira à la porte principale, avenue Rachel, à Paris-18^e. Cet avis tient lieu de faire-part.
21, rue Hallé, 75014 Paris.

(Publié)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de **COMMERCE** BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX aliment, cafés, librairies, div., gérances dans le journal spécialisé depuis 41 ans : **LES ANNONCES** En vente 100 F et 30, rue de Valenciennes, 75011 Paris - Tél. (1) 42-68-18-40

Remerciements

- M^{me} veuve Henri Bensadoun et sa petite-fille, Albanie, M. et M^{me} Jean Bensadoun et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Sorignet et leurs enfants, remercient les nombreuses personnes qui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de leur fille, mère, sœur, belle-sœur, nièce.

Renée BENSADOUN, ravie à leur affection, en sa jeunesse, le 10 janvier 1986.

Soutenances thèses
DOCTORATS D'ÉTAT
- Université Paris-II, jeudi 30 janvier, à 17 h 30, salle des Commissions, M. François Ghannagham : « Les aspects de l'arbitrage ».

LA MORT
DE JACQUES TRÉMOLIN

Du PCF au monde animal
Jacques Trémolin, le grand spécialiste des histoires de bêtes, est mort, vendredi 24 janvier, d'un cancer. Il était âgé de soixante-neuf ans (le Monde, daté 26-27 janvier).

Né le 1^{er} novembre 1910 à Lyon, Jacques Trémolin, de son vrai nom Jacques de Suppy, appartenait à une vieille famille de l'Arèche qui remonte, dit-il, à la première croisade. Au vie il aura été une suite d'aventures et d'engagements qui ont fait de lui un homme discret, cultivé, doué d'un humour et d'un courage, n'ayant jamais laissé connaître à ses auditeurs - en majorité des enfants et des adolescents pour qui il était devenu une véritable vedette : « chez les écoliers, puis devenu directeur de banque, le jeune vicomte avait rompu avec les idées de sa jeunesse et adhéré au Parti communiste en 1936. Pendant la guerre d'Espagne, il avait milité dans les milieux de la résistance, sous le nom de Loyola, un des chefs des maquis FTP pendant la libération. Il sera chef de cabinet de François Billaud-Moussé, divers cabinets ministériels jusqu'à son départ des ministères en 1947, puis secrétaire de la presse communiste (l'Humanité, Ce soir, les Lettres françaises, etc.), et membre du bureau de la Fédération de la presse jusqu'en 1954, date à laquelle il quitta le PCF.

En 1959, sous le pseudonyme de Jacques Trémolin, il commence à écrire des livres sur les bêtes pour l'Écho de la mode, dont la rédactrice en chef est Françoise Verry, puis à soixante ans passés, il entreprendra une nouvelle carrière à la radio et à la télévision dans des émissions pour enfants qui en feront un des personnages les plus populaires et les plus écoutés. De l'hôpital de Bicêtre, il y a deux semaines, il s'était fait transporter à la Maison de la radio pour enregistrer ses dernières émissions.

Un ami, Jean Dominique, qui lui avait écrit un sur-nom qui lui convenait parfaitement : Cheval, car de tempérament, de courage, il était vraiment un pur-sang. Il avait publié plusieurs livres sur le monde animal qu'il aimait profondément : Mes plus belles histoires d'animaux (Grasset, 1977, Hachette, 1979) ; le Monde animal (Hachette, 1981) ; Des animaux pas si bêtes (Hachette, 1981) ; le Chien d'accueil (Hachette, 1982) ; la Vie privée des dinosaures (Hachette, 1984). Sous le nom de Jacques de Suppy, il avait également publié albums aux Éditions Rencontre : la Hollande et la Belgique. N. Z.

JEU GAGNANT N°23

LOTO SPORTIF

Équipe 1	Équipe 2	Équipe 1	Équipe 2	
1. HERCULES SEVILLE	XN2	9. AVELINO MILAN A.C.	1M2	
2. BARCELONE ATLÉTICO BILBAO	XN2	10. COME SAN	1M2	
3. CAZOR	OSASUNA	XN2	11. INTER MILAN VERONESE	XN2
4. VALLADOLID ATLÉTICO MADRID	XN2	12. JUVENTUS VERONE	XN2	
5. REAL MADRID SARAGOSSA	XN2	13. LECCO FIORENTINA	XN2	
6. ELGIN	ESPANOL	1M2	14. PSE ATLANTA BERGANE	1M2
7. REAL SOCIEDAD VALENCE	XN2	15. ROMA NAPLES	XN2	
8. BETIS	LAS PALMAS	1M2	16. SAMPODIA TORINO	1M2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 24 Janv. 1986 : 2 3 6 7 11 14 5

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ÉCHUS

CLASSEMENT DES BILLETTS D'APRÈS LES RÉSULTATS DE LA COURSE :

TERMINAL	FINALES ET NUMÉROS	SERIE 6	SERIE 8	SERIE 2	AUTRES NUMÉROS
1	1 001	20 000	10 000	4 000	2 000
2	0 002	20 000	10 000	4 000	2 000
3	1 003	20 000	10 000	4 000	2 000
4	0 004	20 000	10 000	4 000	2 000
5	1 005	20 000	10 000	4 000	2 000
6	0 006	20 000	10 000	4 000	2 000
7	1 007	20 000	10 000	4 000	2 000
8	0 008	20 000	10 000	4 000	2 000
9	1 009	20 000	10 000	4 000	2 000
0	0 010	20 000	10 000	4 000	2 000

(1) Les lots de 200 F sont attribués aux billets de la série 6 et au billet de la série 2.

TRANCHE DU PRIX D'AMÉRIQUE
86

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel de la République Française :
DES DÉCRETS
- N° 86-111 du 20 janvier 1986 complétant le décret n° 84-455 du 14 juin 1984 fixant la liste des institutions administratives spécialisées de l'Etat prévues au 3^e de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.
- N° 86-112 du 23 janvier 1986 portant modifications du code des pensions civiles et militaires de retraite (troisième partie : décrets).
- Du 8 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les marteaux piqueurs ou les brico-bétons.

LOTO N° 4 TIRAGE DU SAMEDI 26 JANVIER 1986

10 23 29 39 40 45 42

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE : 11

PROCHAINES TIRAGES : MERCREDI 29 JANVIER 1986 ET SAMEDI 1^{er} FEVRIER 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI 28 JANVIER 1986

LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE BILLETTS GAGNANTS	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	4 2 201 135,00 F
5 BONS N° + complémentaire	26 158 030,00 F
5 BONS N°	1 461 8 835,00 F
4 BONS N°	86 759 145,00 F
3 BONS N°	1 633 411 11,00 F

TIRAGE DU SAMEDI 145 489

3 BONS NUMÉROS + COMPLEMENTAIRE, 11,00 F x 2 = 22,00 F

FRANÇOIS BILGER
Professeur à l'Université Louis-Pasteur de Strasbourg

L'EXPANSION DANS LA STABILITÉ
Une nouvelle analyse - Une nouvelle politique pour assurer simultanément le plein emploi et la stabilité des prix

ÉCONOMICA

340 p. 120 F

LA CHASSE EN QUESTIONS

par F. du Boisrouvray
illustrations de Jean Marcellin

Tout l'humour de la chasse pour tous ceux qui en ont l'amour.

100 F

LA CHASSE EN QUESTIONS

par F. du Boisrouvray
illustrations de Jean Marcellin

Tout l'humour de la chasse pour tous ceux qui en ont l'amour.

100 F

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Les Français aiment les armes

Réponses à une insécurité que l'on dit grandissante ? Succès triomphants dans les compétitions internationales ? Influence croissante des Américains à travers leurs films et leurs séries télévisées ? Toujours est-il que les Français n'ont jamais tant aimé les armes. Et n'en déplaient au charisme Rensu, les Français aussi. Elles étaient nombreuses, porta de Versailles, à Paris, samedi et dimanche, au Salon international de la chasse, de l'arme et du tir, l'une des vingt expositions annuelles de plus en plus courues, ouvertes dans notre pays.

Curieux, tout de même, dans une France où le règlement sur les armes est chaque année

de plus en plus contraignant et dont les textes de base restent ceux de 1939, l'année de toutes les craintes. Un règlementation qui fait dire à un armurier parisien : « Quand toutes les armes seront hors la loi, sous les horreurs de la loi, les armes, »

De fait, la majorité des fusils et des carabines détenus par les Français - 12 millions, dit-on, contre 7 millions en 1970 - le sont en toute légalité. Pourtant, avec les chasseurs - ils sont 1 800 000 - les tirailleurs sportifs - ils sont 135 000 (dont 12 000 femmes) - les collectionneurs - ils sont une dizaine de milliers - en sachant que chacun d'entre eux possède plusieurs armes, on

n'arrive pas à faire le compte. Qui les a ? La question à laquelle l'émission de Richard Michel tentera de répondre, mardi après-midi, sur Antenne 2. Un commissaire (M. Mansini), un champion olympique de tir (Philippe Hebert), le directeur technique de la Fédération française de tir (Jean-Richard Gernont), une étudiante (Corinne Serra-Tosio) et des responsables de l'enseignement du tir à la Fédération nationale participent à cette émission qui risque de faire du bruit.

CLAUDE LAMOTTE.
* - Aujourd'hui la loi sur les armes, Antenne 2, mardi 28 janvier, 14 heures.

Lundi 27 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 L'avenir du futur : la médecine de catastrophe.

Emission de J.-P. Hulin, présentée par R. Charlier.

20 h 35 Cinéma : Le Toubib.

Film français de Pierre Gascar-Deferre (1979), avec A. Delon, V. Janssen, B. Giraudou, F. Bergé.

A la suite d'une grave déception, un chirurgien va servir dans une armée au cœur de l'Europe pendant la troisième guerre mondiale. Arrive une belle infirmière. Etude de caractère et de sentiments.

22 h 5 Débat.

Avec le professeur Huguenard, chef du service de SAMU à Créteil, président de la Société française de médecine d'urgence, et R. Noto, médecin-chef de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ; le professeur Petit, du Centre des brûlés à Lyon ; M. M. Martinez, chef de travaux des universités à l'hôpital Necker. La médecine de catastrophe. Le SAMU a été inventé pour les urgences : accidents de la route, attentats, etc.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Elle Island, les portes de l'espoir.

La saga, romanesque, de l'émigration, sur la grande vague d'immigration aux États-Unis au début du siècle.

22 h 20 Série : Pays d'octobre, choses vues dans le Mississippi.

Réal. Bertrand Tavernier et Robert Parrish.

Le quartier général des fédérés sur la petite ville d'Orléans - lieu de prédilection de William Faulkner - évoque une époque qui, dans la petite ville, en 1962 lorsqu'un Noir, James Meredith, fut refoulé de l'université. Comment est parvenu, cet événement aujourd'hui ?

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

Mardi 28 janvier

20 h 35 Les grands écrivains de TF1 : le Commissaire Moulin.

Téléfilm de G.-A. Lefranc, scénario et dialogues de J. Chateau. Avec Y. Renard, M. Montagné, M. Delon.

Le commissaire Moulin est victime d'un attentat.

22 h Contre-enquête.

d'Anne Hoang. Au sommaire : Retour de la nouvelle (un jeune tué à coups de marteau) ; une bombe pour l'histoire (une histoire d'amour qui tourne mal) ; le prix de la souffrance (grèvement blessé lors d'une explosion dans un restaurant, François R. attend toujours son indemnité). Dernier épisode (des villageois se mobilisent pour empêcher la fermeture de leur dernier cinéma).

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Cinéma : Le Bon plaisir.

Film français de Francis Girod (1983), avec C. Denoux, J.-L. Trintignant, M. Serrault, M. Audier.

Un petit voleur dérobe le sac à main d'une jeune femme. Il y a dans ce sac une lettre compromettante pour l'actuel président de la République, jadis amant de la dame. Comédie d'espionnage (de François Giroud) sur les jeux, le rituel de la classe politique.

22 h 20 Mardi cinéma.

Avec Alexandra Stewart, Pauline Lafont, Jean Rochefort, Roger Hanin.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Tremblement de terre.

Film américain de Mark Robson (1974), avec C. Huston, A. Garfield, G. Kennedy, L. Greene, G. Boyd.

Une violente secousse sismique ébranle Los Angeles. Des effets spéciaux qui font vraiment frémir.

22 h 40 Journal.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Tremblement de terre.

Film américain de Mark Robson (1974), avec C. Huston, A. Garfield, G. Kennedy, L. Greene, G. Boyd.

Une violente secousse sismique ébranle Los Angeles. Des effets spéciaux qui font vraiment frémir.

22 h 40 Journal.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Tremblement de terre.

Film américain de Mark Robson (1974), avec C. Huston, A. Garfield, G. Kennedy, L. Greene, G. Boyd.

Une violente secousse sismique ébranle Los Angeles. Des effets spéciaux qui font vraiment frémir.

22 h 40 Journal.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Tremblement de terre.

Film américain de Mark Robson (1974), avec C. Huston, A. Garfield, G. Kennedy, L. Greene, G. Boyd.

Une violente secousse sismique ébranle Los Angeles. Des effets spéciaux qui font vraiment frémir.

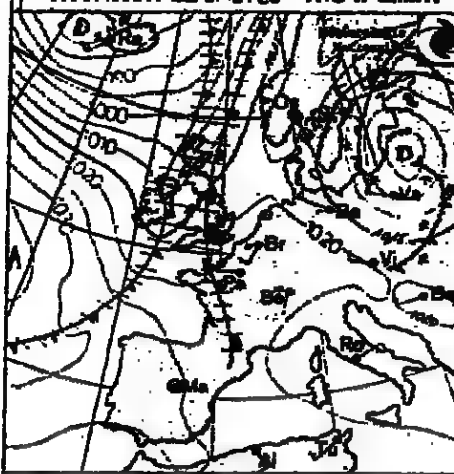
22 h 40 Journal.

23 h 10 Journal.

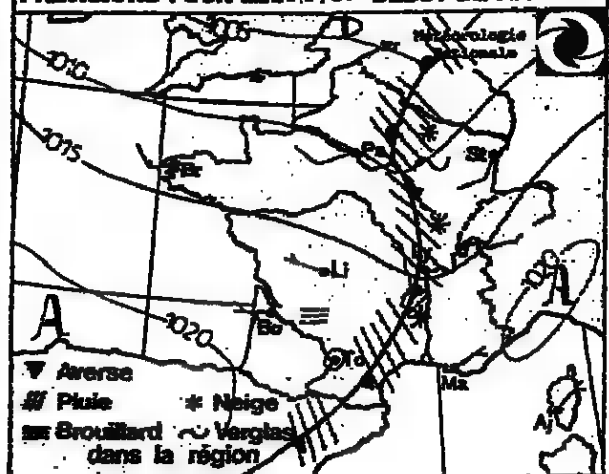
23 h 25 C'est à dire.

23 h 40 RFE.

SITUATION LE 27-01-86 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 28-01-86 DÉBUT DE MATINÉE



Évaluation probable du temps en France entre le lundi 27 janvier à 6 heures et le mardi 28 janvier à minuit.

Une perturbation de faibles activités traversera la France de la Bretagne jusqu'à l'est du pays mardi soir. Elle sera suivie d'une traînée modérée localisée surtout au nord de la Seine. Une seconde perturbation abordera mardi après-midi les côtes de Bretagne en s'accompagnant d'un renforcement important du flux de sud-ouest.

Mardi matin, une large bande de temps couvert et faiblement pluvieux recouvrira le Sud-Ouest et la moitié est du pays, s'accompagnant de chutes de neige en de plus fortes vergesures sur le Massif Central, le Morvan, les Vosges et les Ardennes. Les précipitations éparpillées toutefois l'Alsace, l'est des Alpes, la Côte d'Azur et la Corse où soufflera un temps très mouvant. Partout ailleurs, régnera un temps nuageux avec des éclaircies. Des averse se produiront le matin sur le Nord.

En cours de journée, la zone de temps couvert gagnera les régions de l'Est. Des averse de neige se produiront sur les Alpes et les Vosges, des averse de pluie en Corse. A l'arrière se développeront des éclaircies. Cependant une aggrégation nuageuse touchera le quart nord-ouest du pays dans l'après-midi avant l'arrivée en soirée d'une zone pluvieuse sur la Bretagne et le Cotentin. Elle sera précédée de vents forts de sud-ouest soufflant en rafales jusqu'à 60 km/h, notamment à l'heure de la Manche.

Les températures minimales seront légèrement positives sur la moitié ouest, atteignant toutefois 4 à 6 degrés près de la Manche et sur les côtes bretonnes, 6 à 8 degrés sur le littoral atlantique. Des gélées se produiront sur tout le quart nord-est, avoisinant - 3 degrés en Alsace - 6 degrés dans l'est des Alpes. Les températures maximales avoisineront 11 à 10 degrés sur le quart nord-ouest, 5 à 7 degrés dans l'intérieur, 3 à 5 degrés dans le Sud-Ouest.

PARIS EN VISITES -

MARDI 28 JANVIER

• La disquette s'abaisse français (peinture, tapisserie, mobilier, porcelaine). 14 h 30, au Grand Palais, tél. 47-43-03-47.

• La Fête-Magasin, 15 h, 16, rue Cadet (M.C. Lander).

• La suite folk du dix-huitième siècle à la Belleville, 14 h 30, métro Belleville (M. Bessant).

• Le vieux quartier de la Chapelle, 15 heures, parvis Hôtel de Ville devant la poste (M. G. Botton).

• Histoire et fonctionnement du Palais de justice, un musée de l'histoire de la justice, 15 heures, métro Cité, (sortie marché aux fleurs) (M. Ragueneau).

• Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise, 15 heures, entrée principale (M. Polver).

• Monet et les impressionnistes au musée Marmottan, 14 h 30, 2, rue Bonaparte.

• Un quartier de retour Belleville et son cimetière, 14 h 30, métro Belleville (V. de Langlade).

• Histoires, légendes et ruelles du vieux Paris, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

• Images et paysages du faubourg Saint-Hippolyte, 14 h 30, métro Madeleine, sortie Trois-Quartiers.

• Un musée d'histoire d'architecture, 14 h 45, sortie métro Argentine.

CONFÉRENCES -

MARDI 28 JANVIER

Musée de l'Homme, 11 h 30, « Origine et évolution de l'Univers » (M. H. Reeves).

Musée du 17^e arrondissement, 16, rue des Batignolles, 17 h 30, « Fontainebleau vu par les voyageurs étrangers aux dix-septième et dix-huitième siècles » (M. J.-P. Samoyault).

IFRI, 6, rue Ferrus, 17 h 30, « Images et paysages du Sud Pacifique, un point de vue néo-africain sur la France » (M. Steve Hoadley) (en anglais).

62, rue Madame, 19 heures, « Le monde hellénistique ».

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 17 heures, « Images d'Apocalypse (l'Apocalypse de saint Jean) ».

26, rue Bergère, 19 h 30, « Au-delà des grandes religions, la vie par-delà la mort » (Père H. Blondin).

55, rue de Valenciennes, 17 h 30, « La France théocratique des siècles » (M. H. Guillemet).

Mairie du 1^{er} arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30, « Napoléon III et les chambres de commerce » (M. André Conquet).

LE MONDE diplomatique

JANVIER 1986

POLOGNE

L'INDICIBLE COMPROMIS

Pour apaiser les tensions, le général Jaruzelski a déclaré un cessez-le-feu avec l'Eglise et les syndicats. Mais il ne peut le dire au risque de laisser le « protecteur » soviétique.

Pour que la Pologne soit moins tributaire de l'URSS, les Occidentaux reprennent leur aile. Mais sans pouvoir le dire au risque de rendre leur allié politique inconscient.

DOSSIER

LES ENFANTS DANS UN MONDE DE CONFLITS

La délinquance partout se répand. Ici ou là, les enfants sont victimes de la drogue ou de la prostitution. Le tiers-monde continue de les exploiter. L'Europe au siècle dernier. En Iran, au Liban, ils sont les victimes - parfois les auteurs - des guerres. Un dossier complet en six pages.

LITTÉRATURE

LA GOUTTE D'OR

Par Michel Tournier

Extraits de son nouveau roman

ECONOMIE

LA SCANDALEUSE GUERRE AGRICOLE

L'Europe accumule les excédents. Le Monde Diplomatique montre comment on a cherché à protéger les revenus paysans mais sans parvenir à rationaliser les marchés agricoles. Et Edgar Pisani explique pourquoi la famine persiste dans le tiers-monde malgré la surproduction des pays du Nord.

TERRORISME

LE DROIT SUR LA GACHETTE

Le discours politique sur le terrorisme reste ambigu. Il ignore la part de l'ennemi à laquelle les Etats eux-mêmes ont recours dans leur stratégie militaire. Il fait un amalgame un peu simplificateur entre les attentats et les prises d'otages des groupes symboliques ou des attentats des groupes.

BRESIL

LA DESINTEGRATION DU FRONT DEMOCRATIQUE

Moins d'un an après la fin du régime militaire, le président Sarney voit sa base politique s'effriter devant les difficultés économiques du pays.

En vente chez tous les marchands de journaux.

AUJOURD'HUI

SANS DÉCODEUR

19 h 00 "ZENITH" : Bernard Giraudeau
est l'invité de Michel Denisot.

POUR LES ABONNÉS

20 h 30 Rire :
"MARCHE À L'OMBRE"
avec Michel Blanc et Gérard Lanvin.

CANAL+
Tout est spectacle

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,68

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	55,00	65,60
DEMANDES D'EMPLOI	16,00	19,12
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde



Seita

Société nationale employant 200 personnes dans 40 établissements, nous réalisons un CA HT de plus de 6 milliards de F. Leader du marché des cigarettes en France, nous recherchons, au sein de notre direction financière :

Responsable de la centralisation comptable

Vous êtes responsable de nos procédures de comptabilité générale. Vous préparez nos comptes annuels (bilans, résultats et annexes) et nous faites évoluer des publications semestrielles puis trimestrielles. Enfin, en parallèle, vous participez à la réflexion menée en matière d'applications informatiques de consolidation des comptes de notre groupe. Bien entendu, vous êtes soutenu par une équipe de 8 personnes que vous animerez.

La jeune trentaine, de formation supérieure plus DECS, vous avez une bonne expérience de comptabilité générale acquise par exemple dans une importante société. Vos qualités d'animateur et votre potentiel permettent d'assumer ces fonctions évolutives. Réf. 7312 M

Opérationnel de l'audit interne

Au sein d'une petite équipe, vous appréciez l'angle comptable et financier la qualité et le respect des procédures internes. Vous maîtrisez le système d'information et vérifiez l'application de la législation et des décisions de la Direction Générale. De plus, en tant que conseil vous intervenez très pratiquement dans les phases de diagnostic et de propositions.

Environ 28 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou maîtrise de gestion, complétée utilement par un DECS. Vos 3 années d'expérience en cabinet ou grande entreprise, votre sens de l'écoute et votre dynamisme font penser que vous pourrez imposer vos compétences dans ce poste aux activités diversifiées. Réf. 7313 M

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence choisie. Nous vous assurons confidentialité et réponse. 21 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julliet Psycom

Membre du Syndicat

AUDITEURS INTERNES

(audit financier et opérationnel)

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
DECS apprécié.

Débutants ou avec une première expérience (un ou deux ans).
Déplacements limités à envisager en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à PHILIPS - D.A.I. 9, cité Paradis, 75010 Paris.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

Un potentiel considérable par le schéma et la diversité des centres offerts, de la Recherche au Commerce, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées, PHILIPS FRANCE compte plus de 80.000 personnes et étale un CA de 172 milliards de francs.

En l'ouverture sur l'international, au niveau mondial, PHILIPS représente 343.000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des milliers cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.



L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS



VOTRE AVENIR EST AU PROGRAMME !

Vous jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4).

Vous voulez enrichir vos acquis universitaires.

Maintenant vous offrons aujourd'hui l'opportunité de vous intégrer dans une banque jeune et dynamique, la CASDEN Banque Populaire (300 personnes, 400 000 clients, plus de 10 milliards de total bilan), située dans un cadre agréable, à MARNE-LA-VALLEE (25 mn en RER depuis Châtelet).

Maintenant nous proposons une formation bancaire complétée par un tour de banque.

Si vous êtes adaptables et évolutifs, vous serez prêts à accepter notre challenge pour construire l'avenir.

Pour en savoir plus, appelez le 42.96.15.16 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 377).

Vous pouvez également adresser votre candidature, sous la réf. 377/LM, à ALLO-CARRIERES 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



CASDEN
BX Banque Populaire

42.96.15.16

Devenez NOTRE responsable

DE TRÉSORERIE
D'EXPLOITATION

Nous sommes une importante BANQUE située à MARNE-LA-VALLEE et nous recherchons notre Responsable de Trésorerie d'Exploitation.

VOUS AVEZ :

- une formation supérieure (type maîtrise de gestion, ESC),
- une bonne approche informatique,
- une expérience de gestion de trésorerie (2 ans minimum),
- des qualités d'organisation et d'adaptabilité.

VOUS AUREZ :

- une mission :
- de gérer la trésorerie courante (limitation des moyens de paiement...) et les différents comptes à vue, (contrôle

des dates de valeur...), d'optimiser cette trésorerie grâce à votre esprit d'analyse et de décision, et à terme, en fonction de votre réussite, de gérer et d'optimiser la trésorerie d'exploitation de nos établissements financiers et de nos filiales.

Si ce challenge vous passionne, appelez le 42.96.15.16 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 378).

Vous pouvez également adresser votre candidature, sous la référence 378, à :

ALLO-CARRIERES

9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 42.96.15.16

RESPONSABLE

DE CREDITS

250 000 F +

La filiale française d'un important groupe bancaire recherche pour son siège à PARIS son RESPONSABLE DE CREDITS (classe VII).

Vous avez : environ 30-35 ans ; 5 ans minimum d'expérience de crédits ; une solide formation bancaire ou d'école de gestion (ESSEC, HEC...) ; les qualités d'analyse et un sens affirmé de l'esprit d'équipe.

Vous aurez pour mission : de diriger et (sous l'autorité directe du Directeur Général) une équipe de spécialistes ; de préparer et de présenter les dossiers de crédits à la clientèle d'entreprise ; et d'en assurer la surveillance et le suivi.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et votre évolution sera liée à votre réussite (au sein d'une banque dynamique appartenant à l'un des plus grands groupes bancaires européens).

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo, sous la réf. 6410/LM, à : C.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la... - 75009 PARIS.



سكان العرب

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Attaché à la Direction Financière

Un Poste Prometteur

Animé par une Direction Innovatrice, dynamique, exigeante, notre Etablissement Financier connaît une croissance régulière.

Aussi notre Directeur Financier souhaite-t-il s'adjoindre un collaborateur direct pour lui confier des responsabilités opérationnelles portant principalement, dans un premier temps, sur les études et la gestion de trésorerie des sociétés du groupe, ainsi que la participation au montage de nouveaux produits financiers. La réussite dans ces missions doit le conduire à moyen terme à la fonction de Directeur de filiale.

Ce poste de confiance intéresse un jeune professionnel de la gestion d'entreprise, de formation Grande Ecole Commerciale, il a déjà 2 à 4 années d'expérience dans une fonction similaire, de préférence en entreprise, si possible une pratique de l'informatique en temps réel.

Sa personnalité, ses capacités à analyser, dialoguer, animer seront les critères déterminants du choix. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre dossier de candidature (sans référence 16 8304 M. à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité).



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portals 75008 PARIS

directeur financier

PARIS NORD

Le groupe britannique auquel nous appartenons fabrique et commercialise du matériel hydraulique et électromécanique, destiné à l'aviation, l'automobile et le secteur des mines.

En France, notre filiale (42 pers.) distribue nos produits avec un objectif de croissance de 20 %.

Vos missions : assurer notre comptabilité (générale, analytique, reporting...) ; gérer la trésorerie et les stocks ; adapter et développer les moyens informatiques existants (DPS 4) ;

Votre profil : une formation supérieure (ESC ou équivalent), vous êtes dans l'audace depuis 2-3 ans et vous avez une première expérience au sein d'une entreprise industrielle ; vous aimez proposer et mettre en place des solutions nouvelles au sein d'une société dynamique, au management à l'anglo-saxonne.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence HD 11 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

CONCEPT

2, rue Louis David - 75016 PARIS

RESPONSABLE ACHATS

IMPORTANTE BANQUE crée le poste de RESPONSABLE ACHATS pour son siège situé à MARNE-LA-VALLÉE.

VOTRE PROFIL : BAC + 2 et bonne formation générale ; 5 ans d'expérience similaire dans le secteur tertiaire ; vos qualités : bon gestionnaire, organisé et rigoureux.

VOTRE MISSION : sous la tutelle de la Direction des Services Généraux, répondre aux besoins des services utilisateurs (enregistrer et préciser les demandes) ; procéder aux appels d'offres ; choisir les fournisseurs ; documenter et tenir à jour leur catalogue ; vérifier la qualité des produits.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, sous la réf. 3940, à

MEDIA PA
9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

ANNAIRE

BANQUE, installée à LUXEMBOURG, crée, dans le cadre du fort développement de ses activités financières, un poste de GESTIONNAIRE DE PORTFOLLES INDIVIDUELLES.

Votre profil :

- 25-30 ans environ.
- 5 ans d'expérience des valeurs mobilières.
- Langue de travail : française ; anglais nécessaire (allemand souhaité).
- Vos qualités : impliqué et un sens relationnel affirmé.

Votre mission :

- Gérer et développer des portefeuilles personnels au sein d'une équipe.
- Assurer directement le suivi commercial auprès de vos clients.

Rémunération selon expérience et évolution de carrière (au sein de notre banque en pleine expansion) liée à votre réussite.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la réf. 3953, à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra. (Totale discrétion assurée.)

ANNAIRE

BANQUE, installée à LUXEMBOURG, crée, dans le cadre du fort développement de ses activités financières, le poste de GESTIONNAIRE DE PRODUITS COLLECTIFS.

Votre profil :

- 30-35 ans environ.
- 10 ans d'expérience dans la gestion de valeurs mobilières et de produits collectifs.
- Langue de travail : française ; anglais nécessaire (allemand souhaité).
- Vos qualités : imaginatif, impliqué.

Votre mission :

- Créer et développer un service de gestion collective.
- Animer la commercialisation de vos produits.

Rémunération selon expérience et évolution de carrière (au sein de notre banque en pleine expansion) liée à votre réussite.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la réf. 3952, à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra. (Totale discrétion assurée.)

TRESORIER «DEVICES»

200.000 F. +

PARIS
Agré-Alimentaire

Un des premiers groupes alimentaires français, employant plusieurs milliers de personnes et réalisant un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de francs, recherche UN TRESORIER «DEVICES». Sous l'autorité du Chef des Services Financiers, il sera chargé de mettre au point, avec les services commerciaux, l'aspect financier des contrats export. Il gèrera au jour le jour la trésorerie en devises de la Société et de ses filiales, en agissant sur les supports, les circuits et les procédures de financement. Il gèrera les en-cours en devises en fonction de l'évolution des techniques de couverture de risques. Il supervisera l'élaboration des prévisions de trésorerie et il en assurera le suivi avec analyse des écarts. Il entretiendra des relations avec les banques et il négociera les conditions des opérations sur contrats export. Ce poste pourra convenir à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure type E.S.C. et possédant plusieurs années d'expérience professionnelle acquise au sein du Service Trésorerie Internationale d'un groupe industriel ou d'un groupe bancaire.

Ecrire sous référence 823/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

Jeune Cadre Comptable

La Société EVIAN (4,4 milliard de F de CA, 1250 personnes, 2 usines, Marques : Evian, Badoit, Fritch, Adhelen) s'est dotée, pour accompagner sa croissance, de moyens de gestion et d'organisation efficaces. Dans le domaine de la comptabilité, cette politique se poursuit par la prochaine mise en place d'un nouveau progiciel très performant.

La Direction Administrative et Financière recherche le responsable de la section Consolidation-Filiales. Il est chef des services comptables, il réalise l'ensemble des opérations de consolidation et assure le contrôle et l'assistance des filiales françaises et étrangères (Europe, Grande-Bretagne, Belgique). Il participe aux actions d'organisation menées dans le service. Il anime une petite équipe.

Jeune diplômé ESC, option comptabilité-finances, vous bénéficiez d'une première expérience de 1-2 ans en cabinet et pratiquez professionnellement l'anglais. Vous souhaitez désormais approfondir votre connaissance de l'entreprise et vous engager plus personnellement dans son développement.

Si ce poste, vous valoriserez votre compétence, votre goût des contacts et votre ouverture sur l'international. Sa localisation à Evian vous garantit un cadre de vie de qualité.

Vos perspectives d'évolution sont à la dimension du Groupe, n° 1 de l'Alimentaire.

BSN

Merci d'adresser votre candidature sous référence P 13/M, en précisant votre situation actuelle, à : Service Recrutement Cadres, 7, rue de Tahar, 75011 PARIS Cedex 04.

ADJOINT CHEF COMPTABLE

La DIVISION TELECOMMUNICATIONS de THOMSON-CSF (2.800 personnes sur 2 sites) dispose d'une renommée internationale dans le domaine des équipements de radiocommunication et des grands systèmes avancés de télécommunications.

Adjoint direct du Chef Comptable du Centre de GENNEVILLIERS (1.400 personnes), personnellement responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous serez chargé de l'établissement et de la présentation des documents de synthèse périodiques pour les cinq domaines d'activité de la Division. Pour vous y aider, vous disposez du support informatique central de Groupe. Mais vous serez aussi à même de développer les outils et applications locales que vous jugerez nécessaires.

Diplômé d'études supérieures en gestion et comptabilité (ESC option finances comptabilité + DECS), votre première expérience réside dans une entreprise où un cabinet, vous encourage à développer votre compétence dans des responsabilités plus larges et plus exigeantes. La dimension de notre Groupe autorisera une évolution de carrière à la mesure de votre dynamisme et de vos qualités.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Dominique BAILLY, Emploi et Gestion des Cadres, THOMSON-CSF Division Télécommunications, 86, rue de Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATIONS

NOUS REINVENTONS LA RADIO

Jeune Contrôleur de gestion



Fille du groupe Publicis, cette société spécialisée dans plusieurs secteurs de la publicité est un des leaders sur ses marchés.

Directement rattaché au DAF, vous prenez en charge la fonction contrôle de gestion en création.

Vous participerez activement à la conception et à la réalisation d'outils que vous mettrez effectivement en place auprès des entités autonomes concernées. Vous assurerez une mission de contrôle et de conseil très opérationnelle aux plans gestion, procédures internes, comptabilité, trésorerie.

Sup de Co + DECS ou équivalent vous bénéficiez à 25/27 ans d'une toute première expérience.

C'est la valorisation effective de celle-ci, vos résultats, les outils que vous maîtriserez et surtout vos qualités de rigueur et d'implication qui seront évalués.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 1100 C A Olivier Chausse, OC conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris à qui nous avons confié la recherche.

OC conseil

Ressources humaines

Le contrôle de gestion, une fonction clé chez Schlumberger

FLONIC, filiale industrielle du Groupe Schlumberger, spécialisée dans la Mesure et la Régulation recherche pour sa Division Gaz un

Contrôleur budgétaire junior

Diplômé de l'enseignement supérieur, une expérience de 1 à 2 ans dans la fonction vous a permis de développer vos connaissances en coût accounting. Vous prenez en charge la gestion et l'analyse des stocks et des en-cours, le suivi des coûts de production et l'analyse des écarts.

Créatif, un bon potentiel professionnel allié à des facilités pour communiquer et à un esprit de synthèse vous permettront d'évoluer dans le Groupe.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Poste à pourvoir à Colombes (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV + photo + rémunération actuelle), sous réf. 3692, à Ph. ALBERT, FLONIC, Service du Personnel, 420 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

FLONIC

Schlumberger

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

contrôleur de gestion

BANLIEUE SUD OUEST DE PARIS

Filiale d'un très important groupe français, notre société au service d'un secteur de pointe du NUCLEAIRE connaît un fort développement : en 15 ans, une implantation nationale au travers de 7 agences en France, une progression constante de notre C.A. Avec des moyens accrus, notre force réside dans la diversité de notre potentiel humain. Rattaché à notre Directeur Financier, vous assistez l'ensemble des responsables de services, siège et agences, dans l'élaboration et le suivi des objectifs économiques et financiers. Chargé d'animer et de contrôler l'élaboration des budgets, vous avez également pour mission d'améliorer les procédures existantes afin d'optimiser l'outil de gestion. Utilisateur de l'outil informatique et familiarisé avec la micro, vous maîtrisez les différents aspects de la comptabilité générale, budgétaire et analytique. Homme de terrain et de communication, vous avez une formation supérieure en gestion et une expérience de la fonction acquise si possible dans un secteur industriel ou de type STP.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence LV 16 à notre Conseil, COCEPLAN - 2, rue Louis David - 75016 PARIS

COCEPLAN Finance

Une entreprise industrielle et commerciale, située dans l'est de Paris (200 M.F. de C.A.), connaît une forte croissance et une rentabilité élevée, recherche son Directeur de Gestion.

Il devra mettre en place un véritable état de gestion adapté aux deux divisions industrielle et distribution de la société : budgets, tableaux de bord, analyses financières et des coûts, gestion de la trésorerie, analyse des résultats, conseil de direction opérationnelle.

Rattaché au directeur financier et administratif, il aura une large autonomie et devra s'intégrer à une équipe de 12 personnes utilisant l'informatique.

Une formation supérieure est exigée (E.C.S.) ainsi qu'une expérience de 5 ans minimum.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et prétentions sous la référence 51001 (M.A. mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD-KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW YORK

Filiale d'un groupe bancaire international recherche pour PARIS

ANALYSTE

Classe IV - V, 30 ans environ. Ce poste requiert :
- une bonne connaissance de l'analyse financière et des techniques bancaires,
- une excellente présentation,
- un bon niveau d'anglais.
Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions, sous réf. 7203/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

service
VOUS ASSISTEZ DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Chef comptable : valorisez vos compétences dans une structure à taille humaine !

Diplômé grande école, DECS en poche, 3 ans d'expérience minimum, de bonnes connaissances comptables, une maîtrise de l'outil informatique... Notre société, une structure commerciale de plus de 500 personnes, une activité européenne, un CA de 526 millions de francs, vous offre aujourd'hui un poste à responsabilité complète :
- Comptabilité générale et analytique ;
- Etablissement des situations mensuelles, du bilan et reporting à la maison mère ;
- Evolution des méthodes comptables et analytiques du groupe ;
- Participation à l'élaboration et au suivi du budget.
Par votre dynamisme et votre sens de l'organisation vous saurez animer et former votre équipe (10 personnes). Si vous voulez associer le développement de votre carrière à la croissance de notre société, envoyez votre dossier complet sous réf. 8584, 2 rue de la République - 75009 Paris.

Cadre Comptable

Responsable Comptabilité Générale

Important Groupe d'Assurances

recherche pour prendre en charge le Service comptabilité générale, un Cadre d'une quarantaine d'années qui joigne à une formation supérieure (DECS ou équivalent) une expérience professionnelle au cours de laquelle il aura prouvé sa fiabilité, son dynamisme et son sens des responsabilités.

Directement rattaché au Secrétaire Général, il encadrera et animera une équipe de 15 personnes. Situation internationale et évolutive pour candidat qualifié et motivé. Poste à Paris.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous réf. 1838 à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre plan à 4 ans : doubler notre CA

Directeur comptable - 500 KF

Filiale d'un des plus importants Groupes US, 500 MF, notre croissance moyenne annuelle est de 50% depuis notre création en 1977. Outre la prise en compte de ce CA sur le plan comptable, et la gestion de la trésorerie qui en découle, vous serez associé à la gestion du Revenu en Amérique de l'administration des ventes.

Vous travaillerez également en collaboration avec notre Directeur Financier sur la mise en place du nouveau système comptable et préparerez notre prochaine organisation en matière de profit.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, DECS et familiarisé à la comptabilité anglo-saxonne, vous exercerez déjà des responsabilités dans un environnement similaire.

Vos succès nous donnent à présent l'envie d'offrir ce poste à un cadre, de développer son savoir-faire dans un environnement expansionniste, sur un marché technologiquement très en pointe. Vous souhaitez également intégrer un Groupe qui se caractérise toujours les moyens de réaliser ses politiques et offre à chacun de larges possibilités d'évolution.

Le poste est basé à Paris.

Didier LESUEUR, notre Conseil, assurera votre confidentialité et vous transmettra (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à lui adresser sous la réf. C/CIT/LM.

AFICOREM 1111



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75016 PARIS

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

PARIS
Agro-alimentaire

Une Société française (C.A. 250 M.F. - Effectif 370 personnes), qui occupe une position solide sur le marché des volailles fraîches et produits de découpe, et qui accorde une grande importance à la recherche de nouveaux produits et de nouveaux créneaux, recherche un Directeur des VENTES FRANCE. Sous l'autorité du Directeur Commercial et dans le cadre de la politique commerciale à la définition de laquelle il participera, il assurera la vente et la promotion de la gamme de produits auprès d'une clientèle de G.M.S. qu'il devra suivre et développer. Il planifiera le personnel placé sous son autorité et il recrutera et formera son équipe de vente. En liaison avec le siège il contrôlera, de façon rigoureuse, les livraisons aux différents points de vente. Il gèrera les budgets (fonctionnement, promotion, animation). Il sera régulièrement tenu au courant de ses résultats et il fera des propositions d'actions permettant d'améliorer la productivité de son Service. Dans un second temps, il assurera l'entretien de la Direction Commerciale les négociations avec les Centrales d'achat. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation type E.C.S. et possédant un minimum de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de produits vivants auprès des G.M.S. Compte tenu du développement de la Société, ce poste offre de nombreuses perspectives d'évolution. Des perspectives assez fréquentes sont à prévoir. Ecrire sous référence 817/M à :

GRH conseils

3, avenue de la République - 75007 PARIS. Discretion assurée.

AFICOREM 1111

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Région AMIENS recherche

MISSION

- Développer le chiffre d'affaires dans les pays où la Société est implantée et s'introduire dans d'autres pays et le développement
- Animer un réseau commercial et orienter la politique d'exportation
- Développer le négoce et l'exportation.

PROFIL

- Diplômé Ecoles Supérieures de commerce il doit maîtriser parfaitement les langues anglaise et allemande
- Quelques années d'expérience.

Rattaché à la Direction Commerciale de la Division, il assurera les liaisons fonctionnelles nécessaires au développement.

Adresser candidature avec C.V., prétentions et photo sous réf. 1192 à CONTESSA PUBLICTE 20, rue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

AMNESTY INTERNATIONAL

DIRECTEUR DES ÉDITIONS (H.F.)

L'association crée à Paris une structure pour développer les publications destinées à la France et aux associations des pays francophones (Europe, Afrique et Canada) et recherche celui ou celle qui en prendra LA DIRECTION. La première étape consistera à traduire, éditer et diffuser des ouvrages et documents d'information d'origine anglo-saxonne.

Ce poste suppose :

- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise ;
- La pratique de l'édition (écrite et audiovisuelle) ;
- Une expérience d'animation d'équipe et de gestion.

La rémunération prévue est de l'ordre de 160 000 F annuels. Les ressources d'A.I. proviennent des souscriptions de ses membres et des dons des sympathisants.

Prêt de manifester votre intérêt en écrivant à Denise BOYER, A.E.F.A.I., 22, rue de Dunkerque, 75010 PARIS.

Institution de retraite cadres,
recrute pour son siège situé à BLOIS

Directeur des Services Administratif, Financier et Technique

- Préférer l'autonomie, il prendra en charge :
- la gestion du personnel (environ 250 personnes)
- l'organisation et la gestion du centre administratif
- l'arbitrage du développement informatique
- la gestion financière
- l'établissement des tableaux de bord
- la gestion immobilière et mobilière.

Ce poste à larges responsabilités conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur ayant l'expérience confirmée de l'administration et des procédures financières et administratives. Le goût de la performance et de la responsabilité sont indispensables.

CV, photo et prétentions à Patrick NICOLAS CONSEIL, 42, square des Groves 92000 NANTERRE. Discretion assurée.

مکان العمل



emplois internationaux
et département Outre-Mer

emplois internationaux
et département Outre-Mer

emplois internationaux
et département Outre-Mer

AFRIQUE FRANCOPHONE

Notre client est une importante société industrielle d'origine anglo-saxonne. Nous recherchons pour son compte des

responsables financiers

afin de leur confier la totalité des responsabilités administratives et de leurs de leur du CAMEROUN, SENEGAL et COTE D'IVOIRE. Chacun de ces établissements emploie environ 800 personnes dans la fabrication et la distribution de produits de consommation courante.

Le Responsable Financier sera directement rattaché au Directeur Général et supervisera une équipe de 10 à 12 personnes. Il aura sous sa responsabilité la comptabilité générale et analytique, la gestion de trésorerie et le planning financier, la fiscalité et le reporting à la maison-mère ainsi que des responsabilités administratives.

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Gestion et/ou DECS) possédant 4 à 6 ans d'expérience dans la fonction. La connaissance de la langue anglaise serait un atout appréciable.

Le poste offre de très intéressantes possibilités d'évolution dans un réseau international. Une rémunération motivante s'ajoutant des avantages liés à la patriation (logement meublé, voyage annuel en France etc.).

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone où l'on puisse vous joindre, sous réf. 603 à MARIE JO MARTIAL, Tour Manhattan, 6 place de l'iris, 92095 Paris La Défense 2

**UNIVERSITY OF CAPE TOWN
CHAIR AND LECTURESHIP IN
CULTURAL HISTORY OF WESTERN
EUROPE**

Applications are invited for the above posts. Applicants for the Chair should be outstanding scholars in Cultural History and should have proven records of teaching and research. Applicants for both the Chair and the Lectureship may be specialised in any branch of the discipline and proficiency in English is essential. In the case of the Lectureship, preference will be given to applicants with teaching experience. Salary ranges: Professor R34 070 - R40 962, Lecturer R17 267 - R28 889 per annum, with an annual bonus and attractive staff benefits. Applicants should submit a full curriculum vitae and the names and addresses of three referees not later than 15 March 1986 to the Registrar (Attention: Appointments Office), University of Cape Town, Rondebosch, 7700, Republic of South Africa, quoting Ref.: 28 clearly on envelope and letter. Further information should be obtained from the above address. The University is opposed to apartheid and the University's long stand against racially discriminatory legislation is on record. Information on this as well as on the University's policy not to discriminate in the appointment of staff or the selection of students on grounds of sex, race, or religion, is obtainable on request.

CITIBANK

Libreville

Cadres débutants

de nationalité Gabonaise

Vos études en Europe ou aux U.S.A. (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise Universitaire...) font aujourd'hui de vous un jeune diplômé en position.

Conscient des données de l'économie contemporaine et intéressé par le secteur bancaire, vous êtes disponible et motivé, et vous saisissez les opportunités professionnelles pouvant se présenter au sein d'un Groupe aussi important que le nôtre.

Compte tenu de ces atouts et de votre valeur personnelle, nous vous offrons de développer une carrière dans les secteurs du Crédit, du Marketing, des Opérations, de la Trésorerie et du Contrôle Financier.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite et C.V.) à CITIBANK - Cécilier - Service des Ressources Humaines - Céciler 36 - 92078 Paris-La Défense.

**CONSEIL EN BREVETS
BRUXELLES**

recherche

DIRECTEUR

Ingenieur ou juriste, mandataire européen, il est trilingue et possède une excellente expérience de la propriété industrielle.

Adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) à : LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e. Confidentialité assurée.

**URGENT :
Action internationale
contre la faim**

recherche pour ses missions en
AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OUEST

CHEFS DE MISSION

(LOGISTIQUE - GESTION ET ANIMATION)
Anglais indispensable.
Première expérience souhaitée.

Envoyer C.V. + photo à : A.L.C.F., 156, rue de Rivoli, 75001 Paris.

**CONSEIL EN BREVETS
BRUXELLES**

recherche

INGÉNIEUR-CONSEIL

Diplômé de l'enseignement supérieur.
De préférence généraliste, débutant ou ayant une première expérience professionnelle.

Adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) à : LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e. Confidentialité assurée.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Agro-industrielle recherche

DIRECTEUR COMPTABLE

pour ses exploitations

Diplômé en Commerce ou DECS. Expérience professionnelle minimum d'une dizaine d'années dont une partie en AFRIQUE. Séjour isolé. Travail. Conditions habituelles aux expatriés.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 43926 à COFAP 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège leurs établissements situés hors France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Responsable de production

INDUSTRIE DE LA MODE

Notre société crée, fabrique et commercialise des chaussures Femmes, dites de "confort" (CA : 45 millions, effectif : 130 personnes). Nous bénéficions d'une très bonne image - sérieux et respect des livraisons - auprès de notre clientèle qui se compose de détaillants spécialisés : 1 700 sur la France. Pour faire face à notre développement, nous créons aujourd'hui le poste de RESPONSABLE DE PRODUCTION. A partir d'objectifs fixés en commun avec notre Directeur Général, ce nouveau collaborateur devra assurer la production en termes de quantité, qualité, prix et délais. Nous souhaitons recruter un ingénieur (Arts et Métiers par exemple), ayant exercé des responsabilités de production et connaissant la fabrication de moyenne série. C'est en fait notre numéro 2 que nous recherchons : il sera étroitement associé à la politique générale de l'entreprise. Ce poste est basé dans les Pays de Loire.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 560.85 M à notre conseil - 81 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

CB Chantal Baudron. s.a.

**Homme (ou femme)
de plans
pour l'écluse**

vous recherche de rejoindre le SOREPI (Société d'Azur, l'organisme financier régional chargé de conseiller les entreprises d'épargne).

Votre démarche est celle d'un travailleur sérieux et responsable. Vous serez en charge de l'établissement des plans de développement. En ce sens vous "faîtes passer" aux clients ce concept de plan, et vous savez convaincre vos interlocuteurs. Aider à concevoir, établir, rendre cohérent et appliquer sont les missions qui définissent votre rôle.

La formation est un diplôme de l'enseignement supérieur, une expérience dans la réalisation de la planification, la gestion prévisionnelle et le marketing financier. Homme ou femme d'écoute et de dialogue, vous êtes diplomate et convaincant. Constructif, proche du terrain, vous êtes aussi capable de recul et de hauteur de vue. Le poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser, lettre, CV + photo. Nous vous assurons confidentialité en réponse. Envoyez votre dossier à Paris ou place, Référence 1301 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

DES INGENIEURS

Important société française spécialisée dans la préfabrication, le montage de la tuyauterie industrielle, le chaudronnerie et la construction d'ensembles clés en main, recherche :

- **INGENIEURS EN CONTROL** réf. 159/CC. Il aura la responsabilité du contrôle et participera à l'élaboration des méthodes. Connaissances informatiques indispensables. Expérience de la fonction de 3 ans minimum.

- **INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES** réf. 159/CC. Mission : prendre en charge l'ensemble des problèmes (techniques, budget, humains et commerciaux) liés à la commercialisation d'importants chantiers en France ou à l'étranger.

- **INGENIEURS POUR DIRECTION D'ETABLISSEMENT** réf. 159/DE. Mission : adjoint au Directeur, il dirigera l'ensemble des services techniques, atelier de tuyauterie et chaudronnerie, service dessin, achats ; il mettra en place une organisation permettant d'optimiser la productivité.

Pour tous ces postes : - Diplômé A.M., mines, INSA ou équivalent - Français, écrit, parlé indispensable - Expérience 3 ans minimum - Age : 28-35 ans. - Postes basés à Lyon ou sur site France - étranger. Ecrire avec CV, photo et prêt., en précisant la réf. choisie à

MEYER
22, rue de la République, 69001 Lyon

**Ingénieur marketing-produits
Traitement de capteurs (anémobarométrie)**

Le responsable du marketing-produits de notre département "traitement de capteurs" recherche un ingénieur à qui seront confiés :

- la définition des lignes de produits adaptées aux besoins des aviateurs dans le domaine de l'anémobarométrie ;
- le plan de développement de ces produits ;
- la mise en œuvre d'actions commerciales et la recherche de modes de financement et de développements.

Ingénieur de formation aéronautique (ENSAE, SICA...) vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre expérience acquise dans un secteur exigeant. Votre éventuel complément de formation en management (ISA...) vous a donné le goût du management d'une gamme de produits dans ses aspects stratégie, rentabilité, prospective.

Ce poste est à pourvoir à Valence

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Vérines 26027 Valence Cedex en précisant la référence ANEM/LM.

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Productique automatismes industriels

Cette entreprise, filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne au 2^e rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Pour renforcer ses équipes, elle recherche :

● **Responsable service achats hors production - Midi-Pyrénées** - Dépendant du directeur des approvisionnements, il sera responsable de l'ensemble des achats hors production pour tous les établissements, agences et filiales étrangères de la société. En liaison avec la direction générale, il sera chargé de concevoir, développer, mettre en place une politique d'achats spécifique à ce type d'investissement. Il traitera un budget de plus de 150 millions de francs dont les travaux actifs et les investissements informatiques représenteront une forte proportion. Nous recherchons un candidat de formation supérieure, ayant une première expérience des achats en milieu industriel ou une forte motivation pour poursuivre sa carrière dans ce domaine. Réf. A/T 7087M

● **Ingénieur régulation - Rhône Alpes** - Au sein d'une équipe plus particulièrement centrée sur les applications de régulation et commande de process continus, il devra participer puis, progressivement, prendre en charge, concevoir et gérer des projets d'étude de développement de cartes à micro processeurs (spécification matériel et conception de logiciels d'application). Nous recherchons un ingénieur expérimenté, même débutant, mais pouvant justifier cette fois d'une compétence particulière en commande numérique. Réf. A/T 7112M

● **Ingénieur commandes numériques - Rhône Alpes** - Au sein d'une équipe spécialisée sur la commande numérique, il sera chargé de la conception et de la réalisation de cartes à micro processeurs (spécification matériel et conception de logiciels d'application). Nous recherchons un ingénieur expérimenté, même débutant, mais pouvant justifier cette fois d'une compétence particulière en commande numérique. Réf. A/T 7112M

● **3 ingénieurs électroniques - Midi-Pyrénées** - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude pour l'architecture de base d'automates programmables, ils seront chargés de concevoir des cartes à micro processeurs depuis les schémas jusqu'au prototype et pré-série. Ces postes conviennent à des ingénieurs type SUPÉLEC, ENSI, INSA motivés par une fonction à dominante matériel. Une orientation ou des compétences en télécommunication et/ou informatique et/ou analogique (alimentation), sont appréciées. Réf. A/T 7113M

● **Ingénieur mécanique - Midi-Pyrénées** - Au sein d'un bureau d'études, il participera à la conception et au suivi de la réalisation de tout ce qui touche à la mécanique et à l'enveloppe d'automates programmables. Il prendra en charge les projets complexes et pilotera des bureaux d'études extérieurs. Nous recherchons un ingénieur de formation mécanique ou généraliste avec d'importantes connaissances mécaniques. L'anglais ou l'allemand est vivement souhaité. Réf. A/T 7114M

Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

PA

71 bis, allée Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.78.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

BERTIN & CIE recherche pour sa Division OPTIQUE, OPTO-ELECTRONIQUE basée à AIX EN PROVENCE

DES INGENIEURS

Grandes Ecoles ou Doctorat dans les domaines suivants :

- **OPTIQUE SPATIALE :**
Conduite (technique et gestion) de projets.
- **TRANSMISSIONS OPTIQUES :**
Etudes, Développement de Technologies Fibres optiques.
- **LASER :**
Recherche et Développement de procédés avec éventuellement gestion de sous-traitance.

Une première expérience en recherche industrielle ou universitaire dans ces domaines serait appréciée. Des déplacements fréquents en Région Parisienne sont à envisager.

DES TECHNICIENS SUPERIEURS

- **BTS OPTIQUE ou DUT MESURES PHYSIQUES :**
Conception d'équipements de laboratoire et conduite de travaux.

La forte expansion de cette division, le dynamisme de ses équipes, les responsabilités confiées à chacun sont autant d'atouts pour une activité professionnelle riche et passionnante dans un environnement évolutif.

Merci d'écrire en précisant le domaine d'activité souhaité et les prétentions à M^{me} GUERMONT

BERTIN & CIE
BP 1 - 78373 PLAISIR Cedex

Rhône-Alpes

Ingénieur chef de produit échangeurs thermiques

Cette entreprise française, l'une des premières en Europe sur son marché, connaît un important développement grâce à ses installations d'innovation et d'adaptation. Elle propose le poste d'Ingénieur Responsable "Produits" au sein d'une unité. A la tête d'une quinzaine de collaborateurs, votre mission sera de faire vivre et évoluer toute une gamme de produits, depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre, jusqu'aux études de faisabilité industrielle et à la mise en fabrication. Rattaché au Directeur Général, vous serez en relation constante avec le réseau de clients industriels et la fabrication. Ce poste, basé à 30 km d'une ville universitaire, exige un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle. Il s'agit d'un ingénieur ENSAM possédant de bonnes connaissances en Thermique et désireux d'exercer une responsabilité associant recherche technique, animation d'équipe et approche technico-commerciale du produit. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 4085M à Guy PELLAE, 6461-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

séle
CEGOS

PREMIERE ENTREPRISE FRANÇAISE

dans son secteur (8000 personnes), notre établissement de LYON accroît ses activités de prestations de services techniques pour des secteurs industriels très avancés.

Le marché est prometteur et nous disposons de solides références en France et à l'étranger. Nous recherchons notre

RESPONSABLE EMPLOI

pour nos unités de maintenance, conçues par des hommes innovateurs et résolument entrepreneurs.

En contact permanent avec les différents services opérationnels et fonctionnels pour satisfaire tout au long de leur cycle de vie leurs besoins en personnel, il s'agit d'un poste à responsabilité dans le recrutement d'ingénieurs, de cadres et de techniciens d'intervention, ainsi que dans la mobilité interne.

Ayant acquis une bonne connaissance de la vie et de l'esprit d'entreprise, il sera responsable de la gestion prévisionnelle et jouer un rôle d'animateur. C'est un homme ou une femme d'expérience qui a envie de s'investir dans une gestion moderne et dynamique du personnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 79472 à HAVAS CONTACT, 1 place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

200.000 F+

BRETAGNE

Filiale d'un groupe privé leader sur le marché de l'agro-industrie, nous exportons 20 % de notre CA et connaissons une croissance de 50 % depuis 2 ans. Nous recherchons

jeune directeur administratif et financier

Vous avez le sens du challenge et vous êtes ambitieux. Vous avez au moins 2 ans d'expérience en comptabilité et/ou contrôle de gestion.

Vous avez une formation supérieure de type DECS - IAE - ESSEC - SUP DE CO.

Vous prendrez la responsabilité de la comptabilité analytique et générale du contrôle de gestion, des finances, du service juridique, des assurances et du personnel.

Intégré à une jeune équipe de direction, vous devrez faire la preuve de vos compétences et de votre sens de l'organisation pour assurer le suivi d'une gestion budgétaire performante.

Fonction évolutive dans une société en expansion. Rémunération motivante. Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, C.V. et photo sous référence 9143 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

Val de Rhône Développez votre carrière dans l'industrie nucléaire

Intégrez le service Entretien/Travaux Neufs de cette société, filiale d'un des premiers groupes français (820 personnes)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Cette société fabrique un produit de très haute technicité destiné à l'industrie nucléaire. Son développement lui conduit à renforcer les structures du service Entretien/Travaux Neufs et à créer un poste d'ingénieur-électronicien.

Il anime une équipe de 5 techniciens spécialistes et d'un dessinateur. Il a pour mission principale la conception, l'étude, le choix des matériels, le suivi des réalisations ou sous-traitance. Le maintien et l'amélioration des performances des matériels.

Nous espérons rencontrer un jeune ingénieur débutant, diplômé d'ES, ISI, INSA, ENSERG, ENSCM, ENSIC, spécialiste en électronique et automatique, ayant de bonnes bases en physique et informatique. La pratique de l'anglais est indispensable. L'évolution technologique de cette entreprise aux techniques de pointe, les perspectives de carrière, votre résidence dans une belle ville de la vallée du Rhône peuvent vous intéresser. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M12/S121, à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais - 129, rue Servant - 69431 LYON Cedex 03

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISBURG LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor



cette graine a nécessité 10 ans de recherche

VILMORIN

proposé à un

INGENIEUR HORTICOLE OU AGRONOME

Les fonctions diversifiées au sein du Centre de Recherche.

Dans le cadre de cette création de poste, il sera chargé d'assister le Directeur de la Recherche dans les domaines de l'organisation et de la gestion administrative du Centre. Il assurera également la responsabilité d'un programme d'amélioration d'espèces potagères.

Homme de contact, il aura acquis une expérience de 5 ans environ dans des fonctions techniques ou de gestion. La connaissance des espèces horticoles est une condition indispensable pour postuler à ce poste.

Les dossiers détaillés doivent être adressés, s/m, Lm à :

VILMORIN - La Motte - 42500 BEAUFORT-EN-VALLEE

Vilmorin

TOTAL COMPAGNIE MINIERE FRANCE recherche pour sa Division Unité de NORD MASSIF CENTRAL (Lyon - Nantes - Vienne)

INGENIEUR CHIMISTE adjoint au chef de laboratoire

qui participera :
- à l'élaboration de procédés de traitement,
- au développement des activités analytiques,
- à l'élaboration et à la validation des programmes d'analyse,
- à l'élaboration d'une équipe de techniciens.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure ou d'un institut de chimie.

Vous avez une expérience de chimiste, d'analyste, d'industriel ou de pilote de ligne ou de pilote de chasse.

Envoyez votre curriculum vitae, C.V. et photo et lettre de motivation sous référence 1490 à TOTAL, Division Nord Massif Central, Boîte Postale 1 - 87360 Limoges Les-Églises.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chef de service sécurité

Industrie nucléaire - Vallée du Rhône - Filiale de groupes français de tout premier plan, cette société (1500 personnes sur 3 sites) est leader mondial dans sa spécialité, la production de combustible nucléaire. Elle recherche, pour l'une de ses unités récemment créée, le chef de service sécurité. Rattaché au directeur de l'établissement, il aura pour mission, en animant une équipe de 8 personnes (ingénieurs, techniciens, administratifs) d'assurer la protection des personnes et de l'environnement. Il prendra personnellement en charge les relations avec tous les partenaires, organismes extérieurs et autres sociétés concernées par la protection du site. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 35 ans et ayant exercé soit une activité similaire, soit des responsabilités de production, contrôle, sécurité... dans l'industrie nucléaire, le pétrole, la chimie, l'armement... Une bonne connaissance des problèmes de radioprotection et la pratique de la langue anglaise constituent des atouts supplémentaires. La rémunération et les possibilités d'évolution du poste sauront motiver des candidats de valeur. Ecrire à P. GYSE-LINCK en précisant la référence A/3916M.

PA

11, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.11.11

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur bonneterie

adidas recherche pour son équipe de création textile un responsable du développement des matières dont la mission consistera à concevoir et réaliser des applications de tricot pour les collections commerciales et pour les collections spéciales liées aux grands événements sportifs. Il devra également participer aux études et recherches de nouvelles matières avec les fournisseurs. Nous recherchons des personnes de formation supérieure textile, âgées d'au moins 32 ans, ayant impérativement une bonne expérience de fabrication ou de développement de produits en bonneterie. Des compétences dans d'autres techniques (chaîne et trame, teinture et apprêts, impression) seront appréciées, ainsi que des connaissances en langues (allemand ou anglais). Le poste est basé au siège, près de Strasbourg, et requiert une grande disponibilité. La rémunération sera motivante. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6358M.

PA

3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.11.11

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ALSTHOM



recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques complexes, situés à Villeurbanne (500 personnes dont 100 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité. Notre activité nécessite des déplacements parfois importants, en France ou à l'étranger. Envoyer C.V. photo et lettre manuscrite à : ALSTHOM, service du personnel, 11-13, avenue du Bel-Air, 69627 Villeurbanne Cedex.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE recherche

pour son centre de vacances : CHATEAU DE GRANGE près de CAULDADE (63)

MATRE OU MAITRESSE DE MAISON

Ecrire avec C.V. (photo souhaitée) et prétentions financières à : M. L. D. G. L., 3, place des Victoires, 75008 PARIS CEDEX 08.

recherche 40 h/se

INFIRMIER(ÈRE) D.E.

- Spécialiste de l'ophtalmologie.

- Poste libre immédiatement.

- C.C.N. 1981.

Adressez candidature à : Monsieur le Directeur clinique Saint-Martin, 98, rue Jean-Jacques, 11300 LIMOLUX, Tél. : 88-31-00-78.

Chef de Production

Notre métier, la transformation des matières plastiques est un métier jeune, vivant, évolutif. Nous employons 1300 personnes et exportons près de 60% de notre CA. Chez nous, l'évolution technologique, l'amélioration de la productivité et le développement des ressources humaines qui accompagnent ces avancées techniques constituent l'un des axes stratégiques de notre développement. Dans notre métier, nous sommes compétitifs au plan des techniques de transformation des matières plastiques parmi les entreprises phares. Notre taux de croissance nous conduit à étoffer nos structures et à renforcer l'encadrement dirigeant de notre production. Rendant compte au directeur d'usine, le chef de production aura pour mission l'encadrement d'une unité d'injection employant près de 400 personnes et travaillant en 3x8. Ce poste s'adresse à un praticien de la production de biens en moyenne et en grande série. Agé de 30 ans, il aura une formation technique supérieure (AM, ENL...) et surtout une solide expérience de l'animation des hommes et de l'organisation acquise au sein d'une entreprise évoluée. Homme de terrain et de dialogue, il aura autorité sur ses équipes grâce à sa capacité d'engagement et son esprit de service. Homme de réflexion, il participera étroitement avec la direction technique aux évolutions technologiques de l'entreprise. Il aura une expérience en région RHONE-ALPES.

Merci d'adresser très confidentiellement à Hervé ZEBROWSKI un courrier rapide et concis.

CREACT

Conseil en Recherche et Evaluation de Cadres 6, rue Victorien Sardou 69007 LYON qui traitera très confidentiellement vos candidatures.

GROUPE INDUSTRIEL SUISSE DE TOUT PREMIER PLAN (CA 22 milliards de F, 10 000 personnes) et dans le cadre du développement d'une de nos usines **ALSACE** nous recherchons

Chef de production

Son sens de l'organisation, de la gestion et du commandement lui permet d'encadrer avec efficacité les 300 collaborateurs chargés de la production en grande série. (Ref. 9051 A)

Chef de fabrication

Cet ingénieur est responsable de l'encadrement d'une équipe de 180 personnes. (Ref. 9051 B)

Ingénieur méthode

Une expérience de la production en grande série et par lots unitaires lui est demandée. (Ref. 9051 C)

2 Ingénieurs recherche et développement

De formation agro-alimentaire ou maîtrise de chimie, biochimie... ils sont débutants ou ont une première expérience. (Ref. 9051 D)

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence du poste choisi à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SPICENTRE Boutique de Gestion recrute **ASSISTANT DE GESTION**

ALSTHOM

LYON

2 JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

HEC, ESSEC, ESCP...

Appelés à renforcer le Service de Gestion de la Division et notamment celui des Filiales étrangères.

Agés d'au moins 26 ans, ils auront une première expérience au sein d'un cabinet conseil en gestion ou dans le service de gestion d'une entreprise à vocation internationale.

Connaissance de l'Anglais souhaitée et de l'Allemand nécessaire pour l'un des deux postes. Réf. 4114 M

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE COMPREND 7500 PERSONNES, REALISE UN C.A. DE 4 MILLIARDS ET RESEDE DES FILIALES FRANCE ET ETATMONT. DANS LE CADRE DE L'ENTREPRISE DEVELOPPEMENTS LA DIRECTION GENERALE ETORFFE SON CONTRÔLE DE GESTION ET SON SERVICE AUDIT.

AUDITEUR INTERNE

Chargé d'assurer les missions d'Audit comptable dans les différents départements de la Division.

Agé d'au moins 26 ans, de formation Economique Supérieure, il aura une première expérience de l'Audit comptable soit au sein d'un cabinet, soit dans un groupe industriel.

La connaissance de l'Allemand est indispensable. Réf. 4115 M

Ces postes sont basés à VILLEURBANNE, ils comportent des fréquents déplacements. Merci d'écrire avec C.V. sous référence du poste choisi à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75011 Paris qui transmettra.

LYON

Pour faire face à son expansion, PME de 150 personnes, filiale d'un groupe important, concepteur et constructeur d'équipements pour le secteur textile (C.A. à l'export : 95%), attend impatiemment son

Ingénieur Responsable Pays Germanophones

Ce poste s'adresse à un jeune **INGÉNIEUR AM** ou équivalent, possédant éventuellement des connaissances en électronique et voulant valoriser par une action à l'export un acquis technique qui sera adapté à la spécificité de produits à l'aide d'une très solide formation complémentaire. Il pourra venir d'un BE, d'une unité de fabrication ou d'un service de biens d'équipements industriels. Il aura pour mission d'intervenir comme appui technique, commercial et relationnel auprès des unités de vente du Groupe, ce qui implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle de carrière pour un jeune ingénieur voulant s'ouvrir aux relations extérieures tout en développant sa technicité de base.

L'allemand oral est impératif. Poste basé à LYON. Ecrire au CABINET GATIER, 32, rue Barrême, 69004 LYON, sous réf. 270/M.

Cabinet Gatier

BERTIN & Cie

Dans le cadre de l'expansion de sa division **AUTOMATIQUE ET ELECTRONIQUE** située à AIX EN PROVENCE, la première société Européenne de Recherche et Développement Industriels sous contrats recrute :

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

ayant 5 à 10 ans d'expérience en

ELECTRONIQUE ANALOGIQUE.

Pour les postes de projets dans les domaines :

- du génie électronique de puissance,

- du génie biomédical,

- des télécommunications.

Envoyer C.V. et prétentions à : M. G. G. L., BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

Ecole d'architecture de Saint-Etienne recrute :

1 PROFESSEUR D'ARCHITECTURE P3

Adm. coord. avec C.V. au 7-2-85 à l'Ecole d'architecture de Saint-Etienne, 1, rue Buisson, 42000 Saint-Etienne.

D'EXPERTS COMPTABLES

COLLABORATEUR

niveau DEC ou plus. Lieu de travail : NEVERS. Ecrire sous le n° 314 741 M.

LE MONDE PUBLIQUÉ, 5, rue de Montreuil, Paris-7.

consultant HF MANAGEMENT DES HOMMES

LYON. Créée il y a 5 ans, notre société a su s'inscrire sur le plan national une notoriété dans le domaine du conseil en Management des Hommes auprès des entreprises de premier plan (cf. annuaire BP Communication). L'efficacité et l'originalité de notre approche résultent entre autres de l'adaptation de nos méthodes aux nouvelles réalités de l'entreprise. Notre philosophie est la communication comme outil privilégié d'optimisation de la performance du dirigeant et de l'équipe qu'il anime nous permet de nous engager chez nos clients à des résultats concrets. Nous proposons à un tel professionnel (et au conseil en Communication et Relations Humaines de nous rejoindre afin d'associer son activité à la nôtre. Il (elle) trouvera une équipe solidaire, ambitieuse et innovante et un climat très favorable au développement de sa performance et de sa créativité. Son rôle sera de participer à l'expression d'un nouveau métier et son souci d'excellence seront les meilleurs gages d'une collaboration de qualité. Nous lui demandons d'être diplômé (e) de l'enseignement Supérieur, âgé (e) d'au moins 30 ans, et d'avoir confirmé sa réussite de consultant au sein d'une période de 5 ans minimum. Très autonome, il (ou elle) conçoit, promeut et négocie auprès des Directions des services spécifiques et originales. Il maîtrise et conduit des interventions variées : pilotage d'actions de changement, animation de séminaires, harmonisation des hommes et des structures... Une expérience antérieure en entreprise que la pratique de l'Anglais sont des atouts complémentaires.

Merci d'adresser votre réponse sous référence 1147-M à Nello Bernard ABRAMOVIK qui vous garantira une totale discrétion (entretiens sur Lyon et Paris)

réclive

54 Cours Lafayette - 69005 Lyon

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



Emplois régionaux

**RHONE-ALPES
ÉTABLISSEMENT FINANCIER
SIÈGE LYON**

**CHARGÉ(E) D'ÉTUDES
ANALYSTE FINANCIER**

FORMATION :
Formation supérieure : ESSEC, IAE, HEC, Sciences économiques, DECS.

EXPERIENCE :
■ 3 ans d'expérience professionnelle, minimum, bonne connaissance des problèmes de financement dans l'entreprise.
Un fort potentiel commercial est indispensable.

MISSION :
Rattaché(e) au siège mais disposant d'une grande autonomie dans l'organisation de son activité. Son action s'exercera dans le cadre de responsabilités très motivantes, sur une zone géographique étendue (un ou plusieurs départements).

Placé(e) sous la responsabilité du directeur de l'exploitation, ses objectifs comprendront :

- La prospection et le développement d'un fonds de commerce constitué d'entreprises industrielles et commerciales ;
- L'instruction, le montage et la présentation pour décision finale de dossiers de financement.

Rémunération : motivante.

Adresser C.V. et présentations sous n° 314 829 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

CABELTEL

CABLE POUR L'ELECTRONIQUE
ET LES TELECOM.

210 MILLIONS DE F - 400 PERSONNES
FILIALE DU GROUPE C.G.E.

rech. pour son SIÈGE à USINE à
FUMAY (Ardennes)
près CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Jeune

**CONTROLEUR
DE GESTION**
Formation supérieure

Rattaché au D.A.P. en collaboration avec le D.G. il aura en charge l'ORGANISATION ADMINISTRATIVE, l'ÉLABORATION DES BUDGETS ET LEUR SUIVI, la réforme des TABLEAUX DE BORD. En objectif PRIORITAIRE, IL PILOTERA LE PROJET

Gestion de production
par ordinateur

- FORMATION SUPÉRIEURE INDISPENSABLE : ÉCONOMIQUE (ES-C) ou universitaire (IAE) OU INGÉNIEUR + I.A.E.
- 1^{re} EXPERIENCE (même courte) de C. de G. EN USINE de préf. ou DÉBUTANT

Poste évolutif

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. à

SC Impression conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe

IDATE

département économie et stratégies industrielles
recherche pour Montpellier

Jeunes économistes

- études d'économie industrielle,
- gestion de bases de données économiques,
- travaux de modélisation sur les industries et marchés de l'information et de la communication.

Envoyer candidature et prétentions à :
IDATE - Laurent GILLES
bureau du polygone, 34000 Montpellier

SOCIÉTÉ SUCRIÈRE

recherche

**INGÉNIEUR FABRICATION
(I.N.S.I.A. ou ÉQUIVALENT)**

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, il aura en charge :
• La fabrication avec l'ensemble de l'équipe technique ;
• L'entretien et les travaux neufs d'une partie de l'usine.

Il participera à la définition des programmes d'investissements et aux études nécessaires.
Une attention particulière sera portée aux qualités d'organisateur et d'animateur.

Expérience sucrière indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. et lettre manuscrite à :
SOCIÉTÉ SUCRIÈRE DE SAINT-GERMAIN-MONT,
08190 ASPEL.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MATÉRIAUX COMPOSITES

**Ingénieur de développement
haut niveau
Mines, ECP, AM...**

BOUSSOIS

La Société BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, développe des produits nouveaux à base de matériaux composites.

Pour participer à la réussite de projets ambitieux et pour s'intégrer dans une équipe performante, nous recherchons un Ingénieur diplômé d'une grande école généraliste.

Il aura de bonnes connaissances en résistance des matériaux et de préférence une première expérience professionnelle impliquant leur mise en œuvre.

Il s'agit d'un poste opérationnel, impliquant la capacité de mener complètement des projets de développement, en liaison étroite avec les clients, les fournisseurs et les services de fabrication.

Réelles perspectives d'évolution dans le groupe pour candidat dynamique, ayant le goût de la technique et le sens des réalités économiques.
Connaissance de l'anglais appréciée.

ville nord France.

Ecrire sous réf. BN 327 AM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Mines, ECP, ESE, AM...

Chef de projet gestion

Une carrière évolutive

Valeo

Premier fabricant français en équipements automobiles implantation mondiale - 28.000 personnes (12 milliards de CA), offre au sein de VALÉO ÉCLAIRAGE CBI, un poste de Chef de Projet Informatique de Gestion.

Ce secteur en développement étoffe et renforce sa structure informatique et recherche un Chef de Projet motivé par l'innovation et la réalisation.
Disposant d'une expérience de préférence 2 ou 3 ans en conception et réalisation de système de gestion de pointe, il participera à toutes les phases du projet auprès des utilisateurs France et étranger.

Les candidatures d'ingénieurs grandes écoles débutants seront prises en considération dans le cadre de ce développement.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. LX 336 CM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Responsable technico-commercial

UNE SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'INDUSTRIE solidement implantée et rattachée à un très important Groupe, recherche un Responsable technico-commercial.

Il sera chargé de prospecter de grandes sociétés industrielles dans la région parisienne, de négocier les contrats, de gérer sa clientèle.
Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur ou niveau équivalent, ayant environ 2 à 3 ans d'expérience commerciale (la candidature d'un débutant de fort potentiel peut être envisagée), dynamique, ayant qualités d'initiative et goût de la vente.

La réussite dans ce poste lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste : banlieue sud Paris.

Ecrire sous réf. DP 329 CM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

**Directeur
d'établissement**

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (700 personnes environ) de prestations de services techniques et commerciaux, filiale d'un puissant groupe du secteur tertiaire recherche un Responsable d'Etablissement.

Sa mission :
Le candidat doit assumer de façon autonome, dans le cadre d'objectifs précis, la gestion efficace et rentable d'une unité (50 à 100 personnes) ayant une activité de réparation automobile et de commercialisation de différents produits et services (vente voitures, pièces détachées, neufs ou d'occasion, location...).

Sa formation :
De formation ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce, il disposera d'une expérience d'animation et de gestion complète d'unité performante.
Intéresse simultanément par les activités techniques et la gestion, le candidat devra posséder des qualités de rigueur, de dynamisme allées à un réel sens commercial.

Possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Poste : région parisienne proche.

Ecrire sous réf. JV 334 AM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

**Responsable commercial
à fort potentiel**

NORSOLOR, leader de la chimie européenne, dans le domaine des acryliques (milliards de chiffre d'affaires dont 80% à l'exportation), renforce ses structures commerciales et recherche un candidat à fort potentiel.

De formation HEC, ESSEC, ESC ou ingénieur grandes écoles, il aura de préférence réussi une première expérience dans la vente de produits industriels et devra être en mesure à court terme d'assurer la commercialisation d'une ligne de produits représentant un CA important, en France et à l'exportation.
Anglais courant indispensable.

Poste à pourvoir à Paris.

Ecrire sous réf. GS 331 AM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Jeune X, ECP, Mines...

**Étude et réalisation
de projets industriels**

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS LEADER (12.000 personnes) réalisant des prestations de service auprès des collectivités publiques, recherche un Jeune Ingénieur débutant (formation complémentaire en gestion appréciée) ou ayant une première expérience dans l'étude ou le suivi de projets (Ingénierie, aménagement urbain, organisation industrielle...).

Après mise au courant, il étudiera, sur les plans technique et économique, des projets mettant en œuvre des techniques diversifiées et il participera à leur réalisation.
Poste très formateur, ouvrant de réelles et larges perspectives d'évolution de carrière, qui conviendrait à un candidat motivé, de bon contact, aimant voyager.

Le poste peut être basé à Paris ou au Mans.

Ecrire sous réf. M 333 CM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

Le Département Grands Systèmes de la DIVISION CONSEIL ET INGÉNIERIE (500 personnes, C.A. 240 MF, expansion 35%/an) recrute

**INGÉNIEUR COMMERCIAL...
...DÉVELOPPEZ NOTRE BUSINESS
(Formation supérieure)**

- Rattaché au Directeur du Département, vous vendrez auprès des Directeurs Informatiques, des prestations intellectuelles de haut niveau, conçues et réalisées par des ingénieurs et des consultants spécialisés.
- Professionnel du service, vous avez le sens de la rentabilité et une sensibilité technique.
- Votre expérience réussie de 2 ans vous permettra d'intégrer un poste évolutif où votre salaire à la hauteur de vos performances.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions), sous réf. 1880 LM, à notre Conseil F.M.L. recrutement 43, rue Lioncourt, 75014 PARIS - Tél. : 43.20.69.29.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

URGENT C.M.P.E. recrute des **CHARGÉS D'INFORMATION**

pour animer des
centres d'information régionaux

Nous recherchons :

- Connaissance des problèmes d'information locale (Bis, autorités administratives, presse locale, population, etc.).
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication.
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

Nous offrons :

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeunes, dynamiques et performants.
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe.
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné(e) par la communication

et libre immédiate

Ecrivez nous réf. : CTV/IRP
Marie-Josée BELLAUD, C.M.P.E.
11 rue des Petits-Champs - 75001 PARIS

Lafarge Coppée

Jeune professionnel de l'audit

Nous vous offrons une opportunité de carrière dans un puissant
Groupe Industriel international poursuivant sa diversification dans
des secteurs porteurs.

De formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po. ou équivalent (DECS
appréhé) vous disposez de 2 ou 3 années d'expérience acquise dans un cabinet
spécialisé ou au sein d'une direction de l'audit d'une importante société.
Dans un premier temps, vous valoriserez cette expérience tout en acquérant la
connaissance du Groupe, puis vous accablerez à de réelles responsabilités opéra-
tionnelles dans une filiale en France ou à l'étranger ou dans les services de la
société mère.

Bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. KZ 326 CM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Chef du service informatique

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (700 personnes) de prestations de
services techniques, filiale d'un puissant groupe du secteur tertiaire, et
sachant allier une expérience approfondie dans un secteur bien spécialisé à un
dynamisme innovateur, recherche un Chef du Service Informatique.

Sa mission :

- Rattaché au Directeur Général, il animerait un service et sera chargé :
- de la réalisation et du suivi d'un projet d'informatisation de gestion de
production dans les différents établissements de la société,
- d'une activité de recherche et de développement permettant la réalisation
d'une banque de données et de nouveaux systèmes informatiques en liaison
avec une SSI,
- d'initier et de développer la diffusion de nouveaux produits informatiques
à l'extérieur de la société.

Sa formation :

De formation ingénieur grande école, le candidat, informaticien généraliste,
devra disposer d'une expérience confirmée en gestion et animation de service et
de bonnes connaissances en statistiques. Il possèdera des qualités de rigueur, de
communication et de dynamisme afin de gérer l'activité de son service à l'intérieur
et à l'extérieur de la société dans un esprit de développement commercial.

Rémunération motivante.

Poste : banlieue est de Paris (SEIN)

Ecrire sous réf. KW 335 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Banque d'affaires internationale
recherche

ANALYSTES DE CRÉDIT CONFIRMÉS (niveau cadre)

Fonction :

Analyse technique et financière des données de
crédit avant présentation au comité de crédit. La
fonction comprend également l'étude des risques
pays et celle de l'industrie industrielle ou
commerciale.

Profil :

- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école
commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié
mais non exigé);
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession acquise de pré-
férence dans un département international;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrite/orale);
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Env. c.v. et prétentions
sous réf. 141

LE MONDE PUBLICITÉ,

5, rue de Montessuy, Paris-7.

ECP, Mines, AM... **une carrière évolutive chez un premier mondial**

Notre société est rattachée à un Groupe international pre-
mier mondial dans son domaine.

Pour participer à de nombreux projets de développement concernant de grands
clients internationaux, nous recherchons un ingénieur de haut potentiel, ayant de
préférence une première expérience professionnelle acquise dans un cabinet
ingénierie ou méthodes (secteur industrie lourde si possible). Dans un premier
temps, il dirigera la cellule investissements : étude technique et économique d'in-
vestissements importants faisant appel à des disciplines variées.

Puis il élargira rapidement ses responsabilités dans le développement de produits
nouveau.

La réussite dans ce poste implique de bonnes compétences techniques conjuguées
avec de solides qualités de rigueur, d'animation et de contact.

Longues perspectives d'évolution de carrière.

Connaissance de l'allemand appréciée.

Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. CO 328 CM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Ingénieurs chimistes postes opérationnels en usine

NORSOLOR, leader dans le domaine des acryliques,
recherche des Ingénieurs Chimistes pour des postes en usine, sur des
unités fonctionnant en continu.

Ces postes très formateurs, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de
responsabilités touchant les aspects techniques, humains et la gestion,
conviendront à des ingénieurs chimistes, diplômés de grandes écoles, ayant de
solides connaissances en génie chimique et quelques années d'expérience
débutantes.

Les postes à pourvoir sont situés :

- dans le Pas-de-Calais :
- et en Moselle :

réf. HT 332 AM

IU 333 AM

Longues possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

la seigneurie UN ATOUT POUR VOTRE CARRIÈRE

Jeune auditeur interne

LA SEIGNEURIE, Filiale du Groupe ELF AQUITAINE, a une vocation
industrielle d'avenir. Premier producteur français de peintures et revêtements
pour le bâtiment, elle réalise un chiffre d'affaires consolidé plus de
700 M et emploie 1 100 personnes.

Au sein de la Direction Financière, vous serez responsable de l'assistance et
de l'audit des filiales en France et à l'étranger, ainsi que de la consolidation.
Vous assurerez, dans l'ensemble du Groupe SEIGNEURIE des missions
ponctuelles d'analyse financière ou d'organisation.

■ Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP, ESSEC, HEC...) une
première expérience d'environ 2 ans en Cabinet de bien
maîtriser les techniques d'audit, de contrôle budgétaire, de

■ Vous diplomate, vous savez au contact, vos capacités d'organisation et
d'innovation seront nécessaires au bon accomplissement de votre mission.

Prédilection de l'anglais nécessaire, déplacements à l'étranger.

Jouez gagnant avec un Groupe qui réagit, vous bénéficiez de son image
de marque, de sa solidité financière et de ses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M 21E
à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

Directeur adjoint des ressources humaines

Groupe Financier de 1^{er} plan, très fortement implanté sur l'Est
de France, nous formons une vaste organisation à structures
décentralisées, employant près de 6 000 personnes. Notre Di-
recteur des Ressources Humaines prépare sa succession et re-
cherche dès maintenant un Directeur-Adjoint chargé de contri-
buer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de
Groupe en matière de Ressources Humaines.

Il s'agit d'imaginer l'avenir, en tenant compte de l'évolution des
esprits et des mutations technologiques et de répondre aux at-
tentes immédiates des structures qui réclament conseil et assis-
tance technique.

Cette mission suppose évidemment une parfaite maîtrise de la
fonction dans son ensemble : gestion prospective et quotidienne
du personnel et des cadres, définition d'un plan général de for-
mation, relations avec les partenaires sociaux.

Elle est le fruit d'une expérience d'une dizaine d'années auprès
d'organisations tertiaires ou au sein de grandes sociétés ayant
une politique sociale réputée. Et le Directeur qui l'assurera pos-
sède, en plus de sa compétence, assez de persévérance, de force
de conviction et de disponibilité pour se faire accepter autant
comme conseiller du Président que comme interlocuteur des
unités autonomes sur le terrain.

Merci de réfléchir à ces exigences en adressant votre dossier sous
réf. RH 110 M à SEFOP que nous avons chargé de cette re-
cherche.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTec

De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

**informatique - gestion commerciale
comptabilité - gestion du personnel**

■ VOUS SAVEZ

ECOUTER, COMPRENDRE, CONSEILLER, GUIDER.

■ Vous recherchez une entreprise moderne en pleine expansion qui vous confiera rapidement des responsabilités

Alors vous devez nous rencontrer d'urgence car vous êtes l'un de nos futurs

ingénieurs d'affaires



"SPI, Société de Services et d'Ingénierie en informatique, filiale de PECHINEY, c'est aujourd'hui près de 500 personnes.

La Division Progiciels connaît une très forte progression de CA en France et à l'étranger. Nos progiciels intéressent les plus grandes entreprises nationales et internationales. En 1986, nos perspectives sont ambitieuses, et je souhaite étoffer nos équipes commerciales et informatiques d'hommes et de femmes de qualité".

Daniel Pelletier
Directeur division progiciels

"Responsable Commercial de la Division Progiciels, ma conception de la vente est résolument tournée vers le dialogue, le conseil et l'accompagnement à la décision. Voici donc le projet que je vous propose : après une formation intensive et complète (technique et commerciale), je vous confierai un portefeuille d'entreprises que vous prendrez en charge au sein de notre équipe.

Par votre expérience d'informaticien, ou de gestionnaire ouvert à l'informatique, vous saurez conduire avec succès les négociations commerciales avec les Directions utilisatrices de ces entreprises.

Ce que j'attends de vous : le sens du dialogue et des capacités de synthèse qui vous permettront d'instaurer un climat de confiance et de coopération. Pensez toujours que, pour le prospect, vous êtes celui qui sait rassurer, conforter, et apporter la réponse la plus adéquate à toute question soulevée".



Olivier Chastenot de Gény
chef du département commercial



Services et Progiciels
Informatiques

Si ce projet vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite,
avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence AM, à
notre Responsable du Recrutement Eric Schlumberger - SPI
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



MEMBRE DE BYNTEC-Informatique

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Conseil Juridique et Fiscal
Neuilly/Sablons

offre des situations d'avenir à des

CONSULTANTS

de haut niveau

Fiscalistes

Vous avez complété votre formation en grande école ou université de gestion par un 3^e cycle de droit fiscal et après 5 à 10 ans de pratique en cabinet de conseil ou en entreprise, vous combinez efficacement votre compétence fiscale et votre expérience de la gestion des affaires.

Ecrire sous réf. 4925 M

Juristes en droit des sociétés

Votre formation de 3^e cycle a fait de vous des juristes de haut niveau en droit privé et vous avez 4 à 10 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet. Dotés de créativité et de sens pratique, vous privilégiez l'intelligence des situations et vous savez associer diagnostics et recommandations. Une expérience des entreprises en difficulté sera appréciée.

Ecrire sous réf. 4925 M

Juristes en droit social et du travail

Après une formation spécialisée, vous avez déjà une première expérience de 3 ans en cabinet ou en entreprise. Vous intervenirez auprès de nos clients dans le cadre général des rapports juridiques du monde du travail.

Ecrire sous réf. 4925 M

Expérience réelle de la vie de l'entreprise, connaissances juridiques très approfondies, capacité de sécuriser vos interlocuteurs, et sens aigu de l'organisation, pratique de l'anglais, sont les conditions nécessaires à la réussite de votre future mission dans notre cabinet.

Si vous pensez avoir le profil de l'un des personnes que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier, en précisant la référence, à Pierre Lemaître, Secrétaire, 87 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec



rejoignez une équipe qui gagne

SERETE recrute, pour consolider son avance sur le marché de l'ingénierie industrielle en France, un

Ingénieur d'affaires

maîtrisant la négociation de projets industriels complexes dans un ou plusieurs des domaines suivants :

pétrole, pétrochimie, chimie, éthanol

Vous prendrez en charge de manière autonome le développement commercial et tous les aspects de la négociation liés à votre activité. Le poste que nous vous proposons offrira à un candidat de valeur l'occasion de confirmer ses compétences commerciales et de faire valoir son expertise. Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 88, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la référence 86.02 M

Ingénieurs Ensia - Ensaia

des usines du futur pour l'Agro-Alimentaire

Serete (800 personnes) est leader sur le marché de l'ingénierie Agro-Alimentaire en France. Nos équipes conseillent et assistent nos clients dans la conception et la réalisation de leurs projets les plus diversifiés et les plus ambitieux :

études d'optimisation, plans directeurs industriels, restructurations ou constructions d'unités...

Pour consolider son avance, Serete renforce son potentiel de Technologies Agro-Alimentaires ayant acquis une première expérience de la production ou de la modernisation d'unités industrielles dans les domaines suivants :

boissons, laiteries, plats cuisinés...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et valoriser un savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Le poste que nous vous proposons correspond à vos aspirations. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 86.02 M à Serete, Service du Recrutement, 88, rue Régnault, 75013 Paris Cedex 13.



ASSIGRAPH
la CAO intelligente

Ingénieurs concevez et réalisez la CAO de demain

ASSIGRAPH, filiale d'un grand Groupe industriel international, développe et met sur le marché les applications les plus performantes de la CAO dans les domaines propres aux Bureaux d'Etudes :

schématiser, simulation, cartographie et réseaux urbains, planification de projets industriels...

Pour consolider son avance ASSIGRAPH renforce son potentiel d'ingénieurs ayant acquis une première expérience dans les domaines suivants :

RESEAUX, SGBD, UNIX, IA, MICRO, GRAPHIQUE, GENIE LOGICIEL, ...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus complexes sur des outils très performants au sein d'une Société dynamique et créative. ASSIGRAPH vous permettra de confirmer vos compétences et valoriser votre savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. 86.01-M à Patrick LECLERC, ASSIGRAPH, 72, Quai des Carrières, 94227 Charenton le Pont Cedex.

Nous recherchons pour notre SIEGE SOCIAL (PARIS 13^e)

contrôleurs de gestion

Au sein de la DIRECTION FINANCIERE, ils seront chargés d'un secteur commercial ou Après-Vente réalisant chacun de 600 à 900 millions de France de C.A.

Ils auront pour mission :

- l'élaboration et l'application des Procédures budgétaires
- l'établissement et la consolidation des prévisions
- l'analyse des résultats
- l'assistance et l'information de leur secteur.

PROFIL SOUHAITE :

Formation HEC, ESC ou équivalent.

Les candidats auront acquis une expérience de plusieurs années, de préférence dans le secteur Commercial de produits « professionnels », ou, à défaut, dans un secteur industriel à forte valeur ajoutée. Celle-ci leur aura permis de développer leurs capacités de communication et d'animation ainsi que leur autorité et leur compétence dans les aspects financiers et de gestion.

Une bonne connaissance de l'outil informatique et spécialement de la micro-informatique sera vivement souhaitée. Perspectives intéressantes d'évolution au sein du GROUPE.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel, 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

L'une des 1ères Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle

CONSULTANTS

HAUT NIVEAU

Notre dynamisme nous a permis, en quelques années, de nous classer parmi les premières sociétés de services en informatique : 620 collaborateurs et une croissance annuelle de 70 %.

L'important succès de notre département Conseil nous a permis de recruter un nombre élevé de consultants de haut niveau.

Vous êtes ingénieur Grande Ecole (X, Mines, Centrale, ...) et vous avez déjà une expérience en organisation et en informatique.

Nous vous offrons : un salaire attractif, de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe, des responsabilités à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence PF/CS, à ISI - 365, rue de Valenciennes - 75015 PARIS. (Réponse et discrétion assurées).

PRECISION MECANIQUE LABINAL

7 000 personnes, 20 usines en France, 12 filiales à l'étranger, C.A. : 2,2 milliards de francs recherche pour sa DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

CADRE ADMINISTRATIF

Formation BTS, DUT ou équivalent.

Rattaché au Directeur des Services Administratifs et Juridiques, le candidat devra traiter plus particulièrement les problèmes ayant trait à la fiscalité des collectivités locales et aux taxes diverses, fiscales et parafiscales.

En liaison avec le contrôle de gestion et les services comptables, il assurera également la préparation et le suivi des différents budgets de la Direction Administrative et Financière. Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire de posséder une expérience de quelques années en entreprise dans une fonction similaire.

Lieu de travail : MONTIGNY LE BRETONNEUX.



Adresser CV et prétentions à PM LABINAL Direction des Affaires Sociales BP 64 - 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

**EVOLUEZ
VERS L'AUDIT
INTERNATIONAL**

De formation supérieure (niveau Expertise Comptable), vous possédez une solide expérience en matière de comptabilité dans un environnement très international.

Vos audits porteront sur l'ensemble des activités de l'entreprise de notre Fédération Internationale : tous leurs aspects comptables et fiscaux tant au Siège que dans le réseau de nos Succursales à l'étranger. Si vous souhaitez participer à l'expansion des activités

internationales du Crédit Agricole, merci de nous envoyer votre lettre de candidature avec CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous réf. : FR/0103 à CNCA - Gestion des Personnes - 12 Boulevard des Chênes 78280 Guyancourt.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Juriste confirmé
Droit bancaire

Une importante banque française de dépôts, en fort développement, recherche pour sa Direction des Affaires Juridiques un JURISTE CONFIRME.

Au sein d'une petite équipe, il aura un rôle d'étude et de conseil auprès des différentes directions, filiales et succursales du groupe.

Ce poste basé à Paris conviendrait à un cadre justifiant d'une expérience de 5 ans environ, acquise dans le cadre du service juridique d'une banque commerciale. La taille et la volonté d'expansion de la banque permettant à un élément de valeur d'envisager à terme d'intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3744 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes une chaîne de grands magasins spécialisés en prêt-à-porter pour femmes, hommes, enfants. Poursuivant notre expansion (accueillant 30 magasins), nous recherchons de futurs ACHETEURS.

CADRES COMMERCIAUX

Jeunes diplômés d'une E.S.C.A.E. (ou équivalent), débutants, première expérience professionnelle, la gestion vous attire, vous avez aussi un tempérament commercial. Vous recherchez un travail en équipe, une large délégation de responsabilités, une formation continue, un environnement dynamique, une bonne maîtrise parlée et écrite de l'anglais et si possible l'allemand.

Vous recevrez une formation approfondie sur 2 ans qui vous permettra d'accéder progressivement à l'ensemble des missions de la fonction. Vous serez responsable de la constitution et du maintien de l'assortiment d'une ligne de produits en fonction des objectifs définis. Vous négociez directement au plus haut niveau avec les fournisseurs. Vous gérez ensuite vos produits pour l'ensemble de la chaîne.

Les conditions de travail et d'environnement sont très favorables, une formation approfondie et continue permettant l'évolution de votre carrière. Tout partie de l'entreprise est notre projet d'entreprise.

A partir de Paris-La Défense, des déplacements fréquents en France et à l'étranger sont à prévoir.

Les candidats intéressés sont invités à adresser une lettre manuscrite avec C.V. et photo à E. A. France, Direction du Personnel, B.B.M. CEDEX 12, 92081 PARIS LA DÉFENSE.



BANQUE REGIONALE D'ÉPARGNE ET DE DÉPÔTS
Famille Banque populaire française - 1 000 collaborateurs, 176 Agences

La BRED

Recherche pour sa filiale INTEREPARGNE

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Ce collaborateur sera chargé au sein de la Direction des Actions Financières de diriger, d'organiser et de coordonner l'activité d'une équipe assurant la gestion administrative et comptable des FCP.

Une expérience dans une fonction similaire d'au moins 2 ans est exigée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et présentations) à

BRED
PEO 8475
9 rue d'Argenson
75008 Paris.



Dans le cadre de l'expansion de notre département GÉNIE LOGICIEL, nous recherchons

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, maîtrise.

De 4 à 5 ans d'expérience.

Désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- traduction de langages
- systèmes d'exploitation (UNIX)
- moniteurs temps réel
- analyseur de complexité
- atelier logiciel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous réf.

M 27/PM à GROUPE SYSECA -

Direction du Personnel,

315, Bureaux de la Colline,

92501 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA
(200 MF)
C.A. 800 colla-
borateurs dont 85%
d'ingénieurs) est une
société de services et
d'ingénierie informatique,
porteuse d'un groupe indus-
riel de taille internationale.

f

fonciers.

les meilleurs à tout prix!

Vous voulez de réelles réalisations s'appuyant sur un diplôme de l'Enseignement Supérieur et une expérience confirmée de jeune professionnel acquise dans une société de promotion immobilière ou de lotissement.

Fasciné par votre métier, travailleur acharné, ambitieux, vous avez ces qualités précieuses de contact et de commandement qui font la différence. En bref, vous êtes ce spécialiste du foncier et de l'immobilier qui, chez nous à toutes les échelles d'aller loin.

Notre mission financière, notre expansion sont quelques uns des gages d'une carrière évolutive.

Venez compléter nos équipes régionales de la REGION PARISIENNE, LORRAINE et NORMANDIE.

Adressez votre candidature manuscrite avec C.V., photo et présentations en précisant la région qui vous intéresse, s/céf. 1498 à AXIAL Publicité, 27, rue Taillout 75009 Paris, qui transmettra.

Avec nous, vous irez au bout de vos idées

Nous aussi avons ressenti un jour en entreprise le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses, tout en gardant la passion d'entreprendre. Nous avons alors choisi le métier de consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseils qui assiste les entreprises dans la maîtrise de leur évolution, l'accroissement de leurs performances marketing et commerciales, le développement de leur potentiel humain.

Cette assistance, nous l'apportons tant au niveau de la réflexion qu'à celui de la mise en œuvre opérationnelle des solutions retenues par les entreprises, en étroite collaboration avec leurs hommes. Pour nous, c'est cela aller au bout de nos idées.

Notre quotidien : des études stratégiques, développement, des diagnostics du commercial ou du marketing, des réflexions sur la politique commerciale, sur l'organisation, sur les structures, la conception et la mise en œuvre de plans d'actions ou de lancement de produits. Et bien sûr la promotion de Bernard Julhiet Conseils, la recherche de nouveaux clients ou la recherche de nouvelles méthodologies d'intervention.

Nous sommes plutôt jeunes, ou un peu moins. Trente ans ou plus, un peu ou pas. Pour la plupart diplômés d'études supérieures commerciales, nous avons souvent réussi auparavant en entreprise dans des fonctions centrées sur le marketing ou le commercial, à des postes de responsabilités.

Notre développement repose sur ces dernières années (le groupe Bernard Julhiet compte à ce jour 10 sociétés et 200 personnes) nous conduits à rechercher de nouveaux consultants qui nous ressemblent :

« CONSULTANT SENIOR "INDUSTRIE" »

Réf. BJB6.1

L'industrie commence à s'ouvrir au marketing. Nous avons investi depuis plus de cinq ans dans ce domaine. Nous recherchons un "industriel" de haut niveau expérimenté ou un responsable développement marketing d'une entreprise à l'expérience diversifiée par notre métier.

« CONSULTANT "ETUDES-RECOMMANDATIONS" »

Réf. BJB6.2

Vous démontrez au-delà d'un minimum d'expérience d'études économiques, marché, statistiques etc... des qualités de synthèse et d'expression écrite et orale que les relations à haut niveau avec nos clients imposent. Votre formation supérieure généraliste économique ou littéraire ou sciences humaines s'allie à un intérêt net pour l'informatique. Votre expérience réussie dans l'industrie, les services ou en profession libérale a démontré votre sens de l'autonomie.

« CONSULTANT "GRANDES ORGANISATIONS" »

Réf. BJB6.3

Services publics, grandes administrations, institutions importantes font des efforts particuliers pour se rapprocher des consommateurs, acquiescent une démarche marketing, un état d'esprit d'entreprise. Nos références dans le domaine sont solides. Nous recherchons un "grand organisateur" marketing, votre goût des grandes structures, votre attachement pour le conseil, votre conviction dans la capacité des grands organismes à évoluer de manière dynamique font de vous l'homme ou la femme de la situation.

« CONSULTANT "PRODUITS GRANDE CONSOMMATION" »

Réf. BJB6.4

Les entreprises PGC font de plus en plus appel à des "conseillers opérationnels" d'entreprises pour les aider à s'adapter à leur environnement et pour appuyer leur démarche de techniques de plus en plus professionnelles dans les domaines qui sont les nôtres.

Notre expérience réussie dans une entreprise PGC depuis environ une dizaine d'années a démontré votre sens de l'autonomie et votre goût de convaincre.

Notre message vous a convaincu que le passage de l'entreprise au conseil est une ouverture redoutable. Si notre offre vous intéresse, nous vous remercions d'écrire un peu plus tôt suivant la référence indiquée en joignant à votre lettre un CV et une photo. (H.F.)

Bernard Julhiet Conseils est installé au 28 Boulevard Belle-Rive - 92500 Neuilly-Malmaison. Nos bureaux sont en bord de Seine. Notre effectif est de 50 personnes.



BERNARD
JULHIET
CONSEILS

RHÔNE-POULENC

recherche pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales

CHIMIE DE BASE, MINÉRALE FINE
ET SPÉCIALITÉS CHIMIQUES

Ingénieurs procédés

CENTRALE, ENSIC, ESPCI, ENSCP, ESCIL...

Il leur sera confié des postes de DÉVELOPPEMENT ou D'ASSISTANCE TECHNIQUE auprès d'unités de fabrication, dans des secteurs de hautes technologies. Différents niveaux de responsabilités sont offerts en fonction de l'expérience et du profil des candidats, CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS.

Les Divisions chimiques de RHÔNE-POULENC, en forte progression en C.A. et en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles installations, optimisation des procédés, nouveaux produits...) à travers le monde. Elles offrent de réelles opportunités de carrière, en France ou à l'étranger, à des candidats à fort potentiel, autonomes, voulant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 18C à notre Conseil :

ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chargés d'affaires

200 / 250.000 F

Financement d'entreprises - Un organisme spécialisé, réputé dans son secteur (convention collective des sociétés financières) et ayant pour vocation de concevoir et de vendre des produits financiers (prêt à long terme, crédit-bail, caution...) à une clientèle d'entreprises sélectionnées, recherche deux nouveaux chargés d'affaires. Basés à Paris, ils seront placés sous l'autorité du responsable du département production et chargés de la gestion et du développement d'un portefeuille clients. Responsables de la négociation et du suivi des contrats de financement, ils participeront également à l'évolution des produits existants et à l'élaboration des produits nouveaux. Ces postes qui supposent une réelle disponibilité, s'adressent à des cadres âgés de 29 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion (type ESC, Sciences Eco, Gestion...) et dotés d'un réel sens commercial. Ils doivent justifier d'une première expérience (2 ans minimum) qui leur ait permis de mettre en pratique leurs connaissances commerciales et financières, soit en tant qu'exploitant d'entreprises dans une banque ou un établissement financier, soit en tant que contrôleur financier ou de gestion dans une entreprise industrielle. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 250.000 francs + intéressement. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune contrôleur de gestion

Paris

Notre groupe (1 200 personnes) connaît depuis 3 ans une très forte activité. Le développement (grands projets) : chimie, agro-alimentaire, techniques avancées, production... justifie la création de deux postes de contrôleur de gestion auprès de la direction financière. Diplômé d'une grande école de gestion ou jeune ingénieur, vous confierez une première expérience ou débutez dans la vie professionnelle soit par la gestion et le suivi budgétaire de grands projets, soit par le contrôle de gestion des filiales. Dans les deux cas, vous participerez à l'évolution du système de gestion et utiliserez des outils bureautiques et informatiques performants. Le développement du groupe assurera à des candidats de valeur d'indépendantes perspectives de carrière. Ecrire en précisant la référence A/R.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Filiale (300 personnes) d'un très important Groupe Industriel International (8 000 personnes) exerçant son activité dans un domaine très spécialisé (métallurgie fine métaux non ferreux) la Direction Technique recherche

ingénieur de projet

Ce poste peut être confié à un débutant diplômé d'une ENSIC ou à un ingénieur possédant déjà une première expérience industrielle dans le domaine de la chimie ou de l'hydro-métallurgie.

Ce collaborateur devra étudier, évaluer et réaliser des équipements ou installations nouvelles en liaison avec les services de la Production.

Expérience souhaitée en ingénierie et technologie.

Cabinet Leconte

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS RM. 50270

Jeune cadre commercial

Chef de publicité

L'USINE

L'USINE NOUVELLE présente plus de 1800 pages de publicités d'offres d'emploi par an à 600.000 lecteurs décideurs dans les entreprises industrielles. Pour participer au développement d'un chiffre d'affaires global de plus de 70 millions de francs, la direction des annonces classées recherche un jeune cadre commercial - chef de publicité. Il sera responsable à part entière de la gestion de son activité comprenant prospection, négociation et suivi d'entreprises, de cabinets de recrutement et d'agences. Parallèlement, il participera à des actions de relations publiques. Le candidat doit justifier d'un bon niveau de formation de type école supérieure de commerce et, si possible, d'une première expérience professionnelle de la vente de services à ce type de clientèle. Le niveau de rémunération offert pour ce poste est évolutif et motivant dès le départ. Ecrire à G. MARECAUX, directeur des annonces classées, L'USINE NOUVELLE - 59, rue du Rocher - 75008 PARIS

Jeune diplômé ESC ou équivalent

Financement d'entreprises - Un organisme spécialisé, réputé dans son secteur (convention collective des sociétés financières) et ayant pour vocation de concevoir et de vendre des produits financiers (prêt à long terme, crédit-bail, caution...) à une clientèle d'entreprises sélectionnées, recherche un exploitant junior. Basé à Paris, il intégrera le département production et sera, dans un premier temps, chargé d'assurer un groupe d'exploitants confirmés dans le montage des dossiers et le suivi des contrats... avant de prendre progressivement son indépendance commerciale. Parallèlement à son rôle d'assistant, il assurera également, après avoir reçu une formation adaptée, la responsabilité de l'exploitation du système informatique de son département. Ce poste s'adresse à un cadre débutant, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion (type ESC, Sciences Eco, Gestion...) et désireux d'aborder une carrière commerciale dans le secteur financier. Il doit également justifier d'un intérêt réel pour la micro-informatique. Fonction des diplômes et des compétences offertes la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 150.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9129M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Une importante entreprise de transports à vocation internationale recherche pour la Direction Financière un jeune

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et JURIDIQUE

Il devra suivre juridiquement et administrativement les participations du groupe. Il participera aux décisions de structure des filiales.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce, DESS, etc.) possédant un Certificat Juridique ou Fiscal d'Expertise Comptable.

Une expérience minimum de 3 ans dans une fonction équivalente est indispensable. La pratique de l'Anglais est une compétence souhaitée.

Des possibilités d'évolution existent au sein du groupe pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions réf. 10011 à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 93100 VINCENNES CEDEX - O.T.

QUEST PARIS

RESPONSABLE FORMATION COMMUNICATION

Société de haute technologie avec une forte concentration de cadres recherche : A 35 ans environ, diplômé(e) d'études supérieures, votre expérience vous a permis de dominer la compréhension des politiques de gestion sociale des entreprises.

Déceler les réels besoins de formation, les positionner dans une politique prévisionnelle, assurer leur satisfaction en ayant recouru aux intervenants les plus adaptés, voilà l'un des aspects de cette fonction. L'autre aspect relève de votre expérience et de vos talents en matière de communication, car vous devrez participer à la mise en place de la politique de communication conçue pour rendre

encore plus performants les résultats et l'implication de chaque collaborateur de la société.

Vous serez soutenu dans votre mission par une Direction des Affaires Sociales dynamique et une rémunération importante s'ajoutant de nombreux avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre, C.V. et photo d'identité 1486 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui vous assure de la confidentialité et de la réponse à votre candidature.

N'hésitez pas à téléphoner pour être sûr que ce poste est une bonne opportunité pour vous. Tél. : (1) 42 96 14 00 poste 426.

Bougez, Vivez...

47% de croissance moyenne sur les dernières années. Ces résultats nous donnent raison, nous avons fait les bons choix stratégiques et attirer des candidats de valeur à la réalisation de nos projets.

Evoluer, s'adapter : la mobilité est une des clés du succès. Ainsi, pour anticiper les besoins du marché nous consacrons 11% de notre C.A. à la recherche et développement. Aux hommes et aux femmes qui souhaitent partager notre futur, nous demandons d'être animés du même esprit.

Spécialiste Marketing CAO

Ambassadeur de la CAO à l'intérieur et à l'extérieur Digital, vous participerez à la définition des besoins en applications CAO sur le marché français, assurerez la promotion des produits auprès de la Force de Vente, des technico-commerciaux et de nos clients.

Une formation Ingénieur (Electronicien ou Mécanicien), une expérience informatique de 3 à 5 ans dans un bureau d'études ou des méthodes et outils développés pour les produits CAO. Cette fonction nécessite impérativement la maîtrise de la relation avec l'extérieur, la qualité du coordinateur afin de gérer au mieux les relations humaines de Digital, l'esprit d'analyse, de synthèse et de décision et une ouverture d'esprit qui vous permettra d'évoluer au sein de la société. L'anglais est essentiel.

Merci d'adresser votre candidature réf. MON 1486 à Marie-Claire MANQUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 170 - 91004 EVRY Cedex.

N° 1 mondial de l'informatique

digital

Jeune manager VPC

130 000 +

Grand de la VPC, 45 millions de catalogues, 1 200 personnes, nous recevons chaque jour hors commande 3 000 commandes que nous traitons. Cela implique un outil très performant dont nous souhaitons vous confier la responsabilité.

Maintenir et faire évoluer le système informatisé de gestion automatique de courrier, intervenir qualitativement notre bibliothèque, soit environ 1 000 textes et réponses qu'il nous faut perpétuellement adapter, quelques-unes de nos responsabilités. Cette masse quotidienne de courrier nous porteuse de renseignements sur notre clientèle, qui nous est analysée et regroupée, vous, revêtent une importance stratégique. Il convient donc qu'avec notre direction informatique, vous mettiez sur pied un système d'information de l'ensemble de la société.

Environ 3 ans de diplôme de l'enseignement supérieur, vous un généraliste avec un sens commercial certain, interlocuteur compétent en informatique, vous aimez le travail en équipe vous permettrez de vous intégrer et d'évoluer.

Envoyez, lettre, CV et photo. Nous vous répondons sous 15 jours. Confidentialité et réponse. 7314 M. 24 rue Eugène - 75017 Paris



Bernard Julhiet Psycom

Membre Syntec

L'hygiène industrielle : un combat pour la qualité

L'objectif de notre jeune Société est de sensibiliser, conseiller et former les Entreprises à la prévention des risques responsables de la non-qualité. C'est une PME française leader sur le marché du service et de l'assistance en hygiène industrielle depuis 50 ans qui nous a lancés. Nous conseillons et maintenons le marché, nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux et nous les atteignons. Aujourd'hui nous recherchons des personnes qui nous rejoignent.

Responsable de projets

Rejoignant la Direction Générale, il assurera les responsabilités en matière de collaboration avec le spécialiste interne, choisira et animera des équipes pluridisciplinaires.

Des missions variées et diversifiées l'attendent :

- Développement commercial
- Etudes (bilan, diagnostic...)
- Création et actualisation d'outils destinés à la formation interne et externe, à la mise en œuvre des opérations préventives chez les clients
- Etudes de réimplantation/réorganisation (conception et agencement de locaux industriels)
- Animation des sessions de formation, réunions, de...

Le profil recherché est celui d'un Consultant Senior que l'expérience professionnelle a confronté à des responsabilités similaires. Il doit avoir une synthèse, la communication, la créativité, son professionnalisme reconnu et son tempérament est celui d'un "challenger". Une formation supérieure est souhaitée.

Le poste est basé à Paris.

Nous remercions les candidats d'adresser un dossier en précisant leurs prétentions et leurs coordonnées.

SOURCES

144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

مركز من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Télé-vente, télé-marketing... Nos vecteurs de développement

Grand de la VPC nous utilisons bien entendu le courrier mais aussi le téléphone, et avec un réseau de 34 BPCT (Bureaux de Prises de Commandes par Téléphone) nous couvrons l'ensemble du territoire national. Cet outil plutôt administratif (renseignements, réception des commandes...) nous avons décidé de lui donner un rôle actif de campagnes de ventes et nous recherchons aujourd'hui l'homme qui saura procéder à cette "mutation".

Animer un réseau, le dynamiser, en assurer la formation et en faire évoluer les mentalités... Voilà au quotidien le travail de fond que vous aurez à mener. Bien évidemment, 34 bureaux, 100 personnes, vous êtes aussi l'organisateur qui équilibrera notre nouvelle activité avec l'ancienne. Patron, ce n'est pas de profit, vous savez budgéter, gérer, rentabiliser. En parallèle, homme de marketing vous faites aussi partie chez nous de ceux qui ont la responsabilité de notre réflexion diversifiée.

30 ans environ, diplômé d'une école de commerce, votre expérience de marketing direct et si possible de vente par téléphone sera fortement appréciée. Votre tempérament de commercial et votre sens de la gestion, font de vous le responsable aux qualités de contact, dynamisme et mobilité intellectuelle que nous recherchons. Pour ce poste très évolutif, basé à Orléans, de nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV, photo. Nous vous assurons réponse et confidentialité, réf. 7315 M - 24 rue Eugène-Flachat - 92011 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CHEF DE PRODUIT

Vous êtes diplômé d'une Supérieure de Commerce, option Marketing. En vous avez acquis plusieurs années d'expérience en fonction identique ou d'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Vous êtes titulaire de :

- rassembler les données permettant de définir les besoins des utilisateurs,
- mener les actions permettant de parfaire l'adaptation des produits à ces besoins,
- définir les moyens promotionnels et publicitaires à mettre en œuvre pour optimiser les ventes ou lancer de nouveaux produits en France et à l'étranger.

Adresser lettre + C.V. + photo + prétentions à CECA S.A. - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.



Un patron au service des communes.

Rendre la ville plus belle et plus facile pourrait être la devise de la CGEA depuis plus de 70 ans. Notre groupe multiprovincial de services aux collectivités locales (collecte des déchets industriels et ménagers, transports urbains...) est filiale de la Compagnie Générale des Eaux.

Responsable d'une cinquantaine de personnes qui assurent un "patron" vous superviser la collecte des déchets sur des communes importantes de la grande banlieue parisienne. Une autonomie complète sur un centre de profit d'une vingtaine de millions de francs assurés. Vous maintiendrez les meilleurs contacts avec les élus locaux et garantiriez sur votre secteur une qualité de service sans faille. Ainsi, vous détiendrez la clé du renouvellement de nos contrats.

Nous vous laisserons sortir des schémas traditionnels pour augmenter la productivité de vos équipes et sur ce point vos études supérieures (Ingénieur ou école de commerce) vont largement contribuer. Les consultants de SIRCA qui nous assistent dans ce recrutement vérifieront vos qualités de commercial, de gestionnaire et surtout d'animateur. Ils vous expliqueront notre projet d'entreprise qui repose sur l'implication de chaque collaborateur dans la qualité du service rendu. Envoyez leur un CV sous référence 482 775 M - 64 rue la Boétie - 75008 Paris.



Membre de Syntec

Crédits aux Entreprises

Vous êtes jeune; votre intérêt pour la matière financière s'est déjà traduit par des études ou une expérience professionnelle dans ce domaine. Vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme.

Organisme privé de premier plan, nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises, après formation à nos techniques.

La fonction implique de mener avec une

grande autonomie la recherche et l'analyse d'informations permettant une mission de crédit.

Plusieurs postes sont à pourvoir rapidement dans nos services régionaux.

Ils offrent de réelles perspectives d'évolution en Province ou à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 3743 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

INGENIEUR CONFIRME

PONTS - TP

GERER, RENTABILISER, DEVELOPPER.

Telle est la mission principale que vous proposez, aujourd'hui, notre grand groupe industriel français pour différents centres de profit.

Dans ce cadre, nous vous offrons d'exercer des fonctions variées :

- Analyser la rentabilité des sociétés du secteur BTP et étudier la possibilité d'y prendre des participations.
- Mener à bien des négociations de rachat.
- Développer des activités nouvelles.

Pour réussir ce challenge, il vous faudra justifier d'une expérience du secteur BTP ou connexe, notamment dans le domaine des agrégats.

A 35 ans environ, si vous souhaitez valoriser cette expérience renforcée par de solides qualités de gestionnaire allées à un sens aigu des affaires, rejoignons-nous rapidement.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo (obligée) et prétentions, sous réf. 3950/LM, à



9, Bd des Capucins 75002 Paris qui transmettra

Applications Monétiques CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Paris

Le CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE représente, avec un effectif global de 7500 personnes, un des premiers organismes bancaires français. Forte de son développement, il crée, du sein du service Monétique de son département Informatique, le poste de Chef de Projet.

Rattaché au Responsable du service, et en étroite collaboration avec l'équipe d'élaboration et de supervision, il sera chargé de mener à leur terme les différentes missions qui lui seront confiées, dans la conception, la planification et la réalisation (analyse et programmation) de développement des applications "Carte Bleue" sur matériel IBM 3081 sous OS/VS. Il assurera par ailleurs les liaisons avec les différents services de la banque, impliqués dans ces projets.

Ce poste doit permettre d'acquiescer de bon niveau, de formation supérieure (Ingénieur, Maîtrise Informatique ou équivalent), âgé de 28 ans maximum, et possédant une expérience professionnelle de trois années ou moins, impérativement acquise à ce niveau de responsabilité, dans un environnement IBM/VS, sous CICS. La pratique d'une méthodologie d'analyse constituerait un atout. La lecture de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M1/8396 à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Bern - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Unité industrielle 700 personnes

JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE QUALITÉ

Notre industrie est exigeante (feu continu) et son processus est complexe : de nombreux secteurs techniques et sont mis en œuvre. Actuellement, chaque secteur important de production gère sa qualité. Nous voulons, dans une de nos usines, créer un poste de RESPONSABLE QUALITÉ.

Rattaché au Directeur de l'unité, il aura pour mission de rassembler tous les éléments liés à la fonction, les faire vivre et les développer au niveau global.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien, débutant ou ayant une première expérience industrielle (2 à 3 ans) acquise en fabrication, contrôle ou gestion de la qualité dans une entreprise produisant en grande série ou en 4/4.

Après un stage de formation à nos techniques spécifiques, il prendra son poste dans notre usine située à Paris. Après avoir tenu ce poste durant 2/3 ans, il évoluera à l'intérieur de notre Branche (10 usines, 8000 personnes) ou du Groupe.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4/212 A à :

EGOR TECHNOLOGIES

Département Industrie

19, rue de Bern - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



norelec

CHEF D'AGENCE

Paris

Notre entreprise, spécialisée dans le domaine de l'électrotechnique, de l'instrumentation et de l'automatisme, réalise, avec 1500 personnes, un C.A. de 600 millions de francs.

Nous sommes implantés dans la moitié nord de la France ainsi qu'en Guyane et aux Antilles. Notre développement et notre restructuration nous amènent à rechercher un chef d'agence.

Une agence est considérée comme un centre de profit. Le chef d'agence est chargé de développer et de gérer son agence. Il gère un courant d'affaires auprès des maîtres d'ouvrages publics et privés, fait les études de prix relatives aux appels d'offres ou aux marchés traités de gré à gré, oriente, dirige et contrôle l'activité du personnel de l'agence (travaux/études/administratif).

Ce poste concerne un ingénieur d'affaires ou chef d'agence dans le domaine des travaux, dont l'expérience professionnelle est supérieure à 5 ans. Il sera pourvu dans la région parisienne, mais le développement de l'entreprise autorise les postulants d'autres régions à faire acte de candidature.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M16/1216 A, à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais - 129, rue Servan - 69431 Lyon Cedex 3

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Responsable Administratif

Nous sommes un des premiers groupes français de services en mini-informatique, un C.A. de 280 millions de FF, une croissance régulière de 40 % par an, un effectif de 300 personnes. Nous créons le poste de Responsable Administratif.

Ce Responsable, de 35-40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur fera partie de l'équipe de la Direction Générale, sera membre du Comité.

Il aura, avec l'appui du Président, la charge de la gestion.

Pour cela, il doit être d'abord un organisateur, un homme de procédures qui a su maîtriser au départ de sa vie professionnelle tous les domaines comptables. Il mettra en œuvre nos circuits, assurera un contrôle de gestion (matrice, main et filiales).

Si votre personnalité s'accorde avec le dynamisme et la créativité de notre entreprise, merci d'adresser votre candidature, sous référence 31509 M, à Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier
75008 PARIS

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉVOLUANT DANS UN
SECTEUR DE POINTE
RECHERCHE POUR L'UNE DE SES DIRECTIONS UN :

Responsable des relations avec les pouvoirs publics

homme ou femme

MISSIONS : Rattaché(e) au Directeur, il est chargé de promouvoir la société auprès des pouvoirs publics et d'assurer les relations avec ceux-ci.

Il concevra et met en place une politique de communication avec les pouvoirs publics, politique qu'il anime au sein de la Direction et coordonne au sein de la société. Il assure des missions ponctuelles à la demande du Directeur.

PROFIL : 30-35 ans, de formation supérieure (ENA, IEP...) ce poste conviendrait à un professionnel des relations extérieures ayant une solide expérience du milieu informatique et de l'administration, ou à un Responsable commercial senior ayant assuré la diffusion de produits informatiques dans le secteur public.

Le poste offre des perspectives de carrière très intéressantes au sein d'un groupe à vocation internationale. Poste en région parisienne.

Merci d'adresser sous réf. AM38 : lettre manuscrite, CV photo et prétentions à notre conseil :

STANDARDATA - 128 Bd Haussmann

75008 Paris.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cegos

IPPSO

Formateur consultant

Psychosociologue niveau Doctorat
de culture française ou franco-américaine (USA)

CEGOS IPPSO Institut pour le Développement Psycho-sociologique des Organisations, crée un nouveau poste de formateur-consultant. Il recherche un titulaire des sciences de l'éducation ou de la psychologie, ayant une expérience de management et de responsabilités sociales. Les missions sont : l'analyse de l'ambiance de travail, la mise en conditions optimales de développement et d'efficacité au formateur-consultant, ayant l'expérience de l'entreprise, de la formation et du conseil, pour intégrer l'équipe. Adresser votre candidature, CV + lettre manuscrite, à Jacques TEBOUL, CEGOS IPPSO - Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Compagnie d'assurance sur la Vie
Service des assurances et actuariat recherche

Jeune diplômé BAC Mathématiques + 2

pour participer à la gestion administrative et technique de son service Réassurance et Actuarial. Longues possibilités d'évolution pour élément dynamique qui saura faire ses preuves.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, photo à Media Systems, sous réf. 8570, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Responsable haut niveau

DE L'UNE DE NOS SOCIÉTÉS

Important groupe industriel français, nos activités se situent dans un domaine au BTP.

Aujourd'hui, l'une des sociétés de notre Groupe recherche un Responsable.

A 40 ans environ, formation d'ingénieur, vos capacités de gestionnaire et votre sens commercial

font de vous un véritable patron de PME.

Si vous souhaitez valoriser votre expérience et relever un challenge difficile mais passionnant,

Communiquez
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (edgée) et prétentions, sous la référence 3949/LM, à

Secrétaire de rédaction

HÉBÉOMÉDIE d'audience nationale, nous recherchons un(e) secrétaire de rédaction. Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'une école de journalisme ou d'un diplôme d'études supérieures - C.F.I., et disposant d'une première expérience professionnelle.

Une solide culture générale, le sens de l'illustration (photos, graphiques, pictogrammes), et de la mise en page, de l'initiative et un goût réel pour l'actualité économique sont nécessaires.

Une connaissance du travail sur console système CERCII est souhaitée.

Adresser candidature avec CV et prétentions en toute discrétion sous référence 9007 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Valorisez votre expérience en statistiques médicales.

Société de recherche pharmaceutique du groupe Synthélabo, nous recrutons pour notre Département de Recherche Clinique un

CHARGE DE RECHERCHE EN STATISTIQUES MÉDICALES

Vous avez complété votre diplôme d'études supérieures par une expérience dans les problèmes relatifs à la statistique médicale.

De plus, vous avez des connaissances dans la méthodologie des essais cliniques.

Intégrez l'équipe statistique du groupe de Biométrie du Département de Recherche Clinique comprenant une dizaine de statisticiens, vos principales missions seront :

- le traitement des données recueillies au cours des essais thérapeutiques menés aussi bien en France qu'à l'étranger,
- la rédaction de la partie statistique des rapports concernant ces essais.

Familiarité avec les mini-ordinateurs, vous utiliserez de façon intensive les moyens informatiques importants mis à votre disposition.

Homme ou femme de contact et de dialogue, vous entretenez des relations permanentes avec les équipes biométriques du groupe Biométrie et les équipes de médecins cliniciens.

Le poste est basé à Paris.

Avantages sociaux, horaires mobiles, restaurant d'entreprise.

Adresser CV et photo, à Média-System (réf. 5127), 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

LERS

LABORATOIRES D'ETUDES ET DE RECHERCHES SYNDETABO.



COLGATE PALMOLIVE

(3000 personnes, C.A. 3,4 milliards de F.). Importante société française filiale d'un groupe international spécialisée dans la production et la distribution de produits de grande consommation (AXION 2, ULTRA-BRITE, DONGE, SOUPLINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, CADUM, GAMA...). recherche, pour son Siège Social situé à Courbevoie-La Défense, un(e)

Juriste d'entreprise

Au sein d'une équipe de trois juristes, sous la responsabilité du Directeur Général des Services Juridiques et des Relations Extérieures, il aura pour mission de conseiller la Direction et l'ensemble des services du groupe français.

Possédant un diplôme en droit : DESS, DICE ou DOCTORAT, le candidat a une expérience en entreprise ou en cabinet juridique, il maîtrise parfaitement la langue anglaise et possède un bon esprit d'analyse et le goût des contacts.

Si cette opportunité vous intéresse, adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.), sous réf. LM 27/1, à Colgate-Palmolive, Sec Central de l'Emploi et des Carrières - 55 bd de la Mission Merchand 92401 Courbevoie Cedex.



Bankers Trust Company

Département Trésorerie et Change

Vendre des obligations, des billets de trésorerie...

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce. Vous avez acquis une première expérience des marchés financiers et démontré de réelles qualités de vendeur. Vous maîtrisez parfaitement l'Anglais.

Après quelques mois de formation à Londres, vous aurez à faire vos preuves à Paris dans la vente de produits financiers français et internationaux, auprès d'une clientèle d'investisseurs institutionnels.

Votre progression sera liée à votre niveau de performance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle, sous référence MCC à : Bankers Trust Company, Direction du Personnel, 12-14 Rond Point des Champs-Élysées, 75386 Paris Cedex 08.



Filiale française du leader mondial de la bureautique (Christiane Dior, Danell, Playboy, Persico, Corvini...). Créance et modernisation nous ont conduits à faire largement appel à l'informatique (2 IBM 34, bientôt 36, 15 terminaux) et à la bureautique.

ORGANISATEUR - ANALYSTE

En coopération avec une petite équipe performante vous organisez les systèmes d'information de la société, déterminez les besoins des clients avec les utilisateurs, réalisez des analyses fonctionnelles. Vous participez à l'analyse organisationnelle, la programmation et l'exploitation pour concrétiser vos opérations.

ESCAE, maîtrise ou minimum bac + 4, vous avez ou souhaitez acquérir une expérience polyvalente en organisation, gestion et informatique. Vous maîtrisez la pratique d'un langage de programmation, l'anglais ou l'allemand seront appréciés. La connaissance du traitement de texte est souhaitable. Goût des contacts, capacité de rédaction et de synthèse, écoute et compréhension des utilisateurs, souplesse et esprit d'équipe vous permettront d'assurer des responsabilités motivantes.

Adresser lettre, CV, rémun., s/réf. 106 au Directeur Administratif et d'OPTYL 3, Chazay 75011 PARIS.

INGENIEUR EN INFORMATIQUE ? POURQUOI PAS LA FORMATION ?

Notre secteur : la mini et micro. Un secteur où nous excellons et qui nous vout une place de leader. Considérons que la formation de nos collaborateurs va dans le sens de l'expansion de notre entreprise, nous voulons en confier la responsabilité à un Ingénieur Informatique. Il peut être débutant, l'essentiel étant qu'il manifeste de réelles qualités de pédagogie. C'est précisément pour l'utilisation de nos outils bureautiques qu'il exercera ses talents.

A terme, de réelles possibilités d'évolution vers d'autres secteurs d'activités lui seront proposées.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 4947 IM à DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

CADRE de FORMATION PROFESSIONNELLE

Salaires : 150 000 à 175 000 francs/an

Le Centre Yves BODIGUEL

Recrute

SON RESPONSABLE DE FORMATION

sa maîtrise des outils et méthodes informatiques.

Le niveau D.U.T., 5 ans d'expérience professionnelle dans une ou plusieurs entreprises.

Une de travail MEUDON-LA-FORET.

Le travail consiste à participer en équipe à la formation professionnelle d'adultes dans les métiers de la maintenance soit en formation continue, soit en stage agréé d'un an.

La compétence technique et des aptitudes à l'enseignement seront appréciées par un essai professionnel, des tests et les entretiens.

Envoyer avec CV, photo à FORM/CPST, 5, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

مکان العمل

Assurance sur la Vie.
Actuariat recherche
diplôme
mathématiques + 2
administrative et technique
Larges possibilités
dynamique qui saura faire ses
propre et prévisions, photo à
70, 2 rue de la Tour-des-Dames

de rédaction
nationale, nous recherchons
sire de rédaction,
diplôme, d'une école de journalisme
CFJ, et disposant d'une première
professionnelle.
de l'illustration (photos, graphiques,
page, de l'initiative et un goût réel pour
sont nécessaires.
système CERCJ) est souhaité.
en toute discrétion
9001 2
et Publicité
PARIS qui transmettra.

équipe de trois juristes, sous la
direction d'un juriste, nous
des relations extérieures
mission de conseiller la
direction des services du groupe
en droit, DESS, DCE
candidat à une première
ou un cabinet
particulièrement à l'analyse et
un bon esprit d'analyse et
de synthèse.

une voix masculine, adressez
candidature, lettre manuscrite
1111 2711 à Cécile
Journel de l'Emploi et des
de la 17 rue de la République
à Cécile.

Company
Change
de trésorerie...
nous recherchons un
candidat à une première
ou un cabinet
particulièrement à l'analyse et
un bon esprit d'analyse et
de synthèse.

ALYSTE
nous recherchons un
candidat à une première
ou un cabinet
particulièrement à l'analyse et
un bon esprit d'analyse et
de synthèse.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Un Jeune Assistant au Directeur Financier
dans le secteur des assurances
recherche dans le cadre de son expansion
pour son siège social au Boulevard de la
Liberté, 109, rue de la République 75001 PARIS
Ce poste implique une connaissance approfondie de la
gestion, de la comptabilité et de la législation des assurances.
Le candidat devra être capable de gérer les affaires courantes
et de participer à l'élaboration des projets.
Nous recherchons un jeune homme dynamique, sérieux, capable
de travailler sous pression.
Envoyer lettre manuscrite, photo et références à :
Cabinet Panissod-Suhner
109, rue de la République 75001 PARIS

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
recherche
JURISTE
DEA ou DOCTORAT
• Ayant une formation en droit public et droit
des affaires.
• Pour réaliser des études en droit de la concurrence
et de la consommation et conseiller les
entreprises.
Première expérience (en entreprise) souhaitée.
Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae
détaillé, photo et références à :
Direction du Personnel et des Relations Sociales
8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

DIACON
CONSEIL
Agence conseil en développement recherche dans le cadre de son
expansion :
UN FORMATEUR/CONSULTANT
FUTUR DIRECTEUR
DU DÉPARTEMENT FORMATION
Vous êtes âgé d'au moins 30 ans, vous avez une formation supérieure
universitaire, vous avez une expérience acquise dans un cabinet ou en entreprise,
vous avez une bonne connaissance de la fonction commerciale et managère
et vous avez l'aptitude d'encadrer des équipes ayant trait à ces fonctions.
Vous serez sous l'autorité du directeur de division, vous aurez toutes
les possibilités de développement de carrière.
Envoyer lettre manuscrite, photo et références à :
Marc SMA
DIACON - 3, rue Vernier
75017 PARIS

apave
CONTRÔLE
CONSTRUCTION
L'APAVE est un important organisme de
vérification technique et scientifique.
L'ensemble des services techniques et la potentialité
technique de l'APAVE sont à votre disposition pour
tous les problèmes de contrôle et de certification.
Pour nos services CTC en développement, nous
recherchons un :
INGÉNIEUR H.F.
ETP, AM, INSA, ...
Sa mission consiste à :
- vérifier des plans et des calculs de structures.
- participer à la conception commerciale
(administrative, technique, ...).
- assurer les visites de chantier.
Une expérience de 4 à 5 ans est indispensable et le
diplôme CHERPAP est apprécié.
Merci d'adresser votre C.V., détaillé, photo et prêt,
sous réf. à : APAVE - Service Recrutement
17, rue Saligny - 75004 PARIS Cedex 17.

le connexion
HENRI POUYET
INGÉNIEUR B.E.
De la conception de nos produits,
la réalisation de votre carrière...
tout peut aller très vite, dans un secteur de pointe et une structure
qui innove et se modernise sans cesse. Avec nous, vous pouvez
prévoir un important développement de carrière.
LEADER DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, nous comptons 400 personnes et sommes filiale d'un grand
groupe français.
Concevoir nos matériels de RACCORDEMENT, de PROTECTION et
FILTRAGE pour RESEAUX DE TERMINAUX, sera votre première mission.
Avec vos quelques années d'expérience en transmission dans le
domaine des réseaux téléphoniques, vos connaissances en raccordement
de terminaux (protection et protocole seront appréciées), vous vous
sentirez vite opérationnel. Vos fortes capacités à innover, votre sens de
l'initiative dessineront votre avenir. Votre poste est basé à PARIS.
Si notre proposition vous intéresse, adressez C.V. et références à :
Henri Pouyet - Service du Personnel - B.P. 63 - 44160 Pontchâteau.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE DE SERVICES
recherche
SPÉCIALISTE
EN DROIT DES SOCIÉTÉS
Pour son service de gestion des filiales (140 sociétés)
DOMAINE D'ACTIVITÉ
Constitution de sociétés, secrétariat juridique des
conseils d'administration et des assemblées générales,
publicités légales, services titres, restructurations,
etc...
Le candidat retenu sera appelé à court terme à
prendre la responsabilité du service.
Il sera âgé d'au moins 30 ans et disposera
d'une expérience acquise en secteur bancaire ou au
sein d'un service similaire d'un groupe de sociétés.
Lien de travail : banlieue sud de Paris.
Ecrire avec photo, C.V. et références à : CREORD
26, rue de Gramont - 75002 PARIS.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT
CABINET DE GROUPE
NOUS RECHERCHONS DES
fiscalistes confirmés
Expérience minimum 3 ans
(et plus, souhaitée) :
- soit dans l'Administration fiscale,
- soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,
- soit dans le service fiscal
d'une grande entreprise.
Situation comportant larges responsabilités
et autonomie.
Rémunération motivante.
Envoyer C.V. manuscrit avec références + photo
sous référence 3045 à
INTER P.A. - BP 808 - 75006 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion
Banque privée
recrute pour
ANNEXE - GENEVOISE - MONTPELLIER
DE JEUNES AGENTS COMMERCIAUX
chargés de gérer et développer
UNE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS
Des perspectives réelles d'évolution en fonction des résultats
concrets.
Une expérience dans la banque ou dans la vente de produits
financiers sera un atout certain.
La formation de base exigée sera au minimum Bac + 2
Adresser C.V., photo, lettre manuscrite à :
LE MONDE PUBLICITÉ
sous le n° 314.686 M. 5, rue de Montmoyen
75007 Paris, qui transmettra.

Cabinet de
Conseil en Organisation
Formation **INGÉNIEUR** indispensable
I. Ecoles, II. ou III.
Nous sommes ambitieux, optimistes...
Peut-être que vous aussi ?
Nous pouvons vous confier des projets importants en
tant qu'**INGÉNIEUR EN ORGANISATION**.
2 postes à pourvoir rapidement :
- PARIS
- LYON, avec une responsabilité d'agence.
Vous pouvez accéder aux résultats
de l'entreprise.
Envoyer C.V., photo, références à :
OBJECTIFS CONSEIL
160, rue de Ségur - 75002 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

Groupe de sociétés d'assurances IARD
(quartier Saint-Lazare)
RECHERCHE
RESPONSABLE HAUT NIVEAU (H/F)
SINISTRES TOUTES BRANCHES
Sous l'autorité du Directeur juridique du groupe, il sera
chargé, en liaison avec les directions concernées, de coordonner,
d'organiser et de contrôler l'activité des sinistres.
Interlocuteur du secteur informatique, il participera activement
à la recherche et à la mise en place de nouvelles
méthodes administratives.
QUALITÉS REQUISES :
- disponibilité, rigueur, dynamisme.
Les candidats titulaires d'un diplôme juridique de 3^e cycle,
devront justifier d'une pratique d'environ 10 ans
en règlement de sinistres (convention et hors convention),
dont 5 ans d'encadrement effectif d'un service.
Adresser candidature avec C.V., manuscrit, photo et références
à : MONDE PUBLICITÉ sous
le n° 314.681 M. 5, rue de Montmoyen, 75007 PARIS qui tr.

CENTRE NATIONAL DES
D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE
Chef de Réseau de 450 Caisses d'Épargne
et 21 sociétés régionales de financement.
La Direction Financière recrute
Cadre financier
et comptable
Au sein d'une équipe animée par un expert-comptable,
il sera chargé de définir et de faire appliquer la
réglementation comptable du réseau et d'organiser
les procédures et circuits financiers internes et de
proposer de nouvelles méthodes de gestion.
La fonction s'adresse à un candidat de formation
supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS, ou
ayant le niveau du certificat supérieur de révision
comptable), pouvant justifier d'une expérience de
trois ou quatre ans des problèmes financiers et
comptables, soit dans un cabinet d'expertise comptable,
soit à la direction financière d'une banque. La
connaissance de la réglementation bancaire serait
appréciée.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre
manuscrite, C.V., photo et prêt) au CENEP (sous
réf. M 27) - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

FABRICANT POMPES SPÉCIALES INDUS-
TRIELLES recherche pour son service
EXPORTATION en développement
TECHNICO-COMMERCIAL
- Niveau technique BTS Mécanique -
Hydraulique bilingue anglais, notions
d'allemand appréciées
- pour correspondance commerciale, devis,
suivi des affaires, rédaction de notices,
connaissance de l'administration des
ventes.
- poste sédentaire basé à PARIS.
- disponible rapidement.
Envoyer candidatures manuscrites avec C.V. et
références, sous le n° 8115 - 2 HYPERBOLE,
81, rue de Richelieu 75002 Paris.

AVIS
Le département de la Seine Saint-Denis
recrute
par voie de détachement
un fonctionnaire
de catégorie A qui aura en charge :
- la préparation du budget, l'établissement du
compte administratif ;
- la gestion de la dette départementale ;
- la réalisation des études financières.
Les candidatures sont à adresser à :
M. le Directeur général des services départementaux
Hôtel du Département
124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

Recherches
ANIMATEURS
Expér. dynamique de groupes,
haut niveau en psychologie et
bonne maîtrise du piano exigée.
Envoyer C.V. avec photo
au n° 314.606 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montmoyen, Paris-7.
Mégane Mardel
recherche
DIRECTEUR(Trice)
ARTISTIQUE
recherche :
- concevoir des images ;
- diriger des équipes de
graphistes et de la photo-
graphie ;
- occuper du suivi technique
de la conception et de la photo-
graphie.
Expérience adhésive de la
presse et du cinéma.
Tél. à M. M. FOREST
au 47-70-55-50.
CORA S.A.R.L.
CONSEIL ET INGENIERIE
EN C.A.D. ET INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE
recherche

INGÉNIEUR (H. ou F.)
Ayant et possédant 2 ans
d'expérience en C.A.D.
Pour conseiller nos clients
et participer avec
notre équipe de haut niveau
au développement de logiciels
en intelligence artificielle.
Ecr. à : CORA S.A.R.L.
22, rue Camille, 75008 Paris.
SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE
COMPTABLE
Paris-9 recrute
CHIEFS DE GROUPE
7 ans expér. min. Cabinet
DE ou équivalent
RESPONSABLE DE MISSION
8 ans expér. min. Cabinet
DECS ou équivalent
ASSISTANTS COMPTABLES
3 ans expér. min. Cabinet
DECS ou équivalent
Env. lettre C.V. et prêt à :
Paris-Sud 11, rue de la
Liberté, 75001 Paris.
URGENT
recherche MAQUETTISTE et infographiste
pour la conception et l'exécution
de maquettes et de documents
graphiques et éditoriaux.
Envoyer C.V. avec photo et références
à : SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE
COMPTABLE, 22, rue Camille,
75008 Paris.
Après important
pour l'élaboration d'études
dans le monde entier
recherche

général(e) expérimenté(e)
pour diriger et diriger
Bureau à Paris. Parfaitement
bilingue français-anglais.
Travailleur, sérieux, dynamique.
Envoyer C.V. détaillé à :
The Chairman
Hotel Boulogne International
Chippendale House, Kingsgate
Place London NW5 4HL, R.U.
Le département du Val-de-
Marne recrute par voie de
concours sur épreuves pour le
service des études et de la
planification.
UN INGENIEUR
SUBORDONNÉ
du cadre départemental
DANS UN CONCOURS
les 18, 19, 20, et 21-3-88.
DATE DE CLÔTURE
des inscriptions :
le vendredi 21 février 1988,
délai de rigueur, le cachet de la
poste faisant foi.
CONDITIONS :
- Être âgé de 18 ans au
moins et de 45 ans au plus au
1^{er} janvier de l'année du
concours (sauf dispense expé-
rience).
- Être de nationalité française.
- Être titulaire d'un diplôme
afférent au 1^{er} SÉRIE :
7 103, 13 F + prime
de technicien.
Pour tous renseignements
s'adresser à :
Hôtel du Val-de-Marne
Dir. du personnel, département
B.P. 403, 94000 CRETEIL
48-88-88, p. 24-03, 34-82.
Ses missions, produits de
laboratoire et appareils
scientifiques recherche
et développement.
Ses missions, produits de
laboratoire et appareils
scientifiques recherche
et développement.
Ses missions, produits de
laboratoire et appareils
scientifiques recherche
et développement.

OFFRES D'EMPLOIS

RECHERCHE
CHEF
DE COMPTABILITÉ
Quartier OPERA à PARIS.
45/50 ans. Libre de suite. Chef
de comptabilité pour orga-
nisme de prévoyance et de re-
traite. Sans de travail en équipe
avec la Direction ; de l'organi-
sation, du contrôle et de la di-
rection humaine d'une équipe
d'admission des tâches, néces-
saires. Connaissance en infor-
matique appréciée.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo,
préférence sous le n° 314.625 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montmoyen, Paris 7.
Tél. 47-23-54-10) qui prendra
rendez-vous s'il y a lieu.

ASSISTANTE-
RESPONSABLE
Mégane Mardel, 5, rue de Montmoyen, Paris 7.
Tél. 47-23-54-10) qui prendra
rendez-vous s'il y a lieu.
LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS
pour mieux vivre
RESPONSABLE DU
DÉVELOPPEMENT
200 000 +
Diplômé de l'enseignement su-
périeur, dans d'une énergie in-
terne, d'un sens aigu des
affaires et de la négociation,
d'un goût affirmé pour l'immo-
bilier et ayant une première
expérience du marché parisien.
Vous serez responsable de la
régulation et du montage des
affaires nouvelles (bureaux et
habitation) - neuf et rénové-
ment - dans une zone de
marché, relation avec les pro-
priétaires, négociation, fon-
dation, étude de faisabilité, re-
cherche des partenaires,
etc... une autonomie de
conception, placement sur le
marché immobilier.
Votre rémunération mensuelle
sera fonction de votre expé-
rience et de votre performance
et comprendra un intéressement.
Env. C.V. + lettre manuscrite +
préférences à : M. Amy Galt,
Les Nouveaux Constructeurs
Transactions, 30, rue de la
Liberté, 75001 Paris.
Paris cedex 18
ORGANISME DE FORMATION

CONSULTANTS
FORMATEURS
EXPÉRIMENTÉS
- Expérience de 400
- Management human
pour le n° 403
- Expérience de l'entreprise
indispensable
Adresser C.V. et références
en prélevant le n° 403
à CHAÏA - 1, rue de la
Liberté, 75001 Paris.
Solidité de Conseil en
organisation et information
recherche
INGÉNIEUR
H.F.
Grandes écoles
3 à 5 ans d'expérience en or-
ganisation administrative.
Connaissances informatiques
et maîtrise des technolo-
gies nouvelles de l'infor-
mation.
Connaissance de l'Anglais
sérieux.
Envoyer C.V. + références à
Bureau Marcel VAN DRIK
105 rue de la République
75008 PARIS.
CONSEIL EN ORGANISATION
recherche VACANTAIRES
en Gestion de Production ou
audit interne du Contrôle de
qualité. 3 à 5 ans d'expérience
sérieuse et possibilité d'inté-
gration.
Adresser lettre + C.V. à :
Média System, 2, rue de la
Tour des Carmes, 75005 Paris
sous enveloppe portant le
n° 7122, qui transmettra.

LE DIRECTEUR GENERAL
D'UN GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL
(Plus de 2.000 personnes en France) recherche sa
SECRETAIRE
Possédant une expérience professionnelle d'une dizaine d'années,
acquise dans une entreprise industrielle de plus de 1.000 person-
nes, ayant pratiqué le secrétariat de Direction, cette collaboratrice
de haut niveau sera parfaitement bilingue Anglais et Italien.
Ayant une position de cadre, elle assurera un secrétariat complet,
comportant notamment les liaisons avec les Directeurs du siège et
des usines, les actionnaires, les interlocuteurs extérieurs et leurs
grande importance à sa vie professionnelle, elle saura s'adapter à
des missions variées.
Les candidatures sont priées d'être (lettre manuscrite)
avec C.V. et photo en mentionnant sur l'enveloppe le
n° 6802 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert
Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

secretaires
secretaires
SOCIÉTÉ CONSEIL
EN IMMOBILIER
D'ENTREPRISE, Paris-9
recherche
JEUNE FEMME
minimum
POUR prise en charge de l'acti-
vité de documentation et la
suivi du marché des bureaux et
assurant les rapports par télé-
phone avec les propriétaires et
les clients de la profession
TRAVAIL très commercial :
- 50 % contacts téléphoniques ;
- 50 % administratifs et secré-
taires.
IL FAUT :
- disposer d'une bonne mé-
morisation ;
- être capable d'une bonne or-
ganisation ;
- esprit vif et rapide dans
l'action.
ADR. IMPÉRIATIVEMENT
C.V., références et photo à :
S.I.P. Publicité les R.S.M.
11, r. d'Ulm, 75002 Paris.

secretaires
secretaires
ORGANISME PROFESSIONNEL
Porte Dauphine
recherche
SECRETAIRE
STENOGRAPHE
EXPERIMENTÉE
Ad. lettre manuscrite +
C.V. + photo au n° 3.945
Boulevard 17, rue Labat
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.
representation
offres
RECHERCHONS
Représentants multinationaux
introduisant dans la distribution
d'articles industriels, pour
diffusion d'outillage de pol-
concre, grange, gâchette
pour charpente métallique
Pour tous renseignements
SOCIÉTÉ SOFRAMO
Téléphone : (1) 48-40-97-57.

formation professionnelle

CNAM
Conservatoire National des Arts et Métiers
Formation de Techniciens et d'Ingénieurs informatiques du CNAM

On peut encore s'inscrire pour les unités de valeur dispensées en cours du soir à partir du 17 février 1985

- Algèbre Matricielle A.
- T.P. Informatique appliquée au Calcul Scientifique A.
- Informatique Générale A.
- Mathématiques pour Informatique A.
- Structures et bases de données A.
- T.P. Recherche Opérationnelle B.

Lieux : La Défense, Courbevoie, Rueil, Nanterre, Les Mureaux. Droit d'inscription : 350 F par pers. Centre Ouest-Parisien associé au CNAM, 14, r. Mart-et-Roty, 92800 PUTEAUX. Tél. : 45-06-57-74.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

En systèmes informatiques. Formation théorique et pratique (1800 h. temps plein) pour l'obtention d'un diplôme d'ingénieur d'Etat. Diplôme d'enseignement supérieur (ou équivalent) obligatoire à Paris.

INSCRIPTION IMMÉDIATE
GFN 14, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 43-00-12-55.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée **FRANCE CARRIÈRES** (C 16) SP 402-08 PARIS - CEDEX 08.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée **MIGRATIONS** (C 16) SP 402-08 PARIS CEDEX 08.

DEMANDEURS D'EMPLOI candidats à un poste

PRÉPARATION A L'ENTRETIEN DE SÉLECTION

- Formation « à la carte » : individuelle et personnalisée.
- Double analyse : technique de communication orale et psychologie ; à partir d'enregistrements magnéto-cassés.
- C.V. et lettre d'accompagnement.

Pour tous renseignements : aux heures de bureau **Bianchi-Médioni 43-38-31-61.**

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE EXPORT
43 ans (J.C.I. + E.A.P.)

- 15 ans expérience export. Europe, Extrême et Moyen-Orient, produits de grandes consommations dans sociétés d'importance nationale et multinationales.
- Parfaitement quadrilingue : anglais, allemand, néerlandais + cour. parl. arabe.
- Homme de terrain avec forte motivation marketing et profit.

RECHERCHE : poste direction export (agro-alim. ou produits grande consommation) dans P.M.E. ou poste à responsabilité, division internationale, grand groupe Paris/r.p.

Ecrire sous le n° 3 469
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

PRESSE - COMMUNICATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Journaliste Économique et financier
Études supérieures, 15 ans d'expérience Finances, Bourse, Industrie. Rapprochement aux contacts haut niveau. Grandes capacités rédactionnelles. Créatif et discret.

SPÉCIALISÉ EN COMMUNICATION
(presse, économie, diffusion de stratégie, réalisation rapports annuels, journaux...)

Propose ses compétences à entreprises ou agences de communication. Missions acceptées. Étude toutes propositions.

Ecrire sous le numéro 6 631
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

Diplôme études internationales. 3^e cycle. Ex. Diplomatique, Madrid, Franco, espagnol, parfaits connaissances anglaises.
Téléphone : (1) 50-58-20-84.

FISCALISTE CONFIRMÉ
Grande expérience, rech. collaboration dans cabinet. Ecrire sous n° 314-820 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris 7.

AGENCE DE LETTRES
sachant lire et écrire cherche à travailler.
Tél. : 43-52-22-28.

38 ans architecte cherche emploi sur projet immobilier entreprise.
47-70-24-38.

J.F. 35 ans ch. emploi de bureau, classement, temps part. à Montparnasse. 30-58-84-10.

travail domicile
Artisan effectue tous travaux de traitement de bois et de sculpture. Tél. : 54-51-14-22.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
JARDIN DES PLANTES
54 m², 12 m², 340 m², vue calme, balcon, verdure - 43-53-44-45.

6^e arrdt
RUE DE LA VILLE
50 m², 12 m², 340 m², vue calme, balcon, verdure - 43-53-44-45.

7^e arrdt
CHAMP-DE-MARS
Imm. pierre de t. 8 P. IMPECCABLE, et ch. + ch. serv. 1^{er} et 2^e étages. 2.500.000 F. Poss. professionnelle. Sur place mardi 16 h à 18 h. 28, AVENUE DE LA VILLE - 43-53-44-45.

9^e arrdt
LUXEMBOURG 8 P. 3 s. de bain 185 m², ch. de serv. 1^{er} et 2^e étages. 1.700.000 F. 48-78-57-52.

11^e arrdt
BOULEVARD DE LA VILLE, de imm. rénové, BEAU DUPLEX 100 m², 1^{er} et 2^e étages, cour 800.000 F. 48-05-13-53.

18^e arrdt
2 P. CFT. 249.000 F.
Petit neuf, imm. pierre de t. Bon XVII^e Imm. Marceau. 43-53-01-82.

19^e arrdt
HAUT DES BUTTES
50 m², 12 m², 340 m², vue calme, balcon, verdure - 43-53-44-45.

94 Val-de-Marne
Bon Vieuxmarché. Construction près conventionnée, dans petit lotissement. Service 1^{er} trimestre 87, à vendre grande surface bruta de 600 m², à aménager. 5.000 F m² ou après déduction de 2 ou 6 P. 10.000 F m². Téléphone : A.P.P.E.L. 75 ou 43-50-23-30.

Province
Coursus par panorama sur et littoral, except. 6 pers standing 182 m² + terrasses nord-est, 4 ch. + 3 b. + 2 garages. Libre juin 1986, prix - 2.600.000 F. Mich. Buge - 50-58-84-10.

appartements achats

JEAN FUREL
54 m², 12 m², 340 m², vue calme, balcon, verdure - 43-53-44-45.

ORPI
1^{er} force de vente à PARIS recherche tous appartements pour clients. Réalisation rapide. 100 m² dans 15^e et 7^e arrts.

ORPI - 45-77-46-10.

PROPRIÉTAIRES VOUS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans ch. Adressez-vous à un spécialiste Imm. Marceau. 43-53-01-82.

immobilier information
Informations sur différents lots à louer, studio ou 6 P., de 2.000 F à 10.000 F. Nous ne sommes ni agence ni marchand de biens, mais une association sans but lucratif. Ecr. A.P.P.E.L. 75, 7, r. St-Anne 75001 Paris. Réponse assurée à tout courrier adressé.

meublées demandes

PARIS
SERVICES INTERNATIONAUX
pour la direction générale de la recherche et de la réalisation de tous services. Tél. : 45-26-18-08.

non meublées demandes

PARIS
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTE DE GDE CLASSE pour CLIENTS ÉTRANGERS corps diplomatique et cadres de l'Ind. Multinationale. TEL. 45-62-78-88.

Pour cause mutation, Personnel et familles supérieures GDE BANQUE FRANÇAISE rech. à leur offre une résidence, studio, imm. Paris, banlieue. 48-04-04-48.

Région parisienne
Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-50-58-58, 48-58-57-02.

bureaux

Locations
Votre agence commerciale ou **SIEGE SOCIAL**
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides. **ASPAC 42-93-60-50**

VOTRE SIEGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. **43-55-17-50**

BUREAU D'AFFAIRES
ou Domiciliation avec services **BUSINESS BUREAU**
Téléphone : (1) 48-48-00-88.

SIEGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. **SODEC SERVICE**
Champs-Élysées : 47-23-45-47
Région : 43-41-81-81.

ÉTOILE - GEORGE-V
Local imm. stand. 45-53-17-27.

VOTRE SIEGE A PARIS-17
Domiciliation RM - RC - SARL, constitution et 43-53-47-14.

bureaux

ÉTOILE BUREAUX
MEUBLES
TRES HAUT NIVEAU
SALLES DE REUNIONS
COMPTABILITE
Secrétariat-TELEX
Tél. (1) 47-27-15-38.

DOMICILIATION 8^e 2
Secrétariat, st. aff. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 43-59-77-55

fonds de commerce

Ventes
A BAKER
Cuisine française, école privée secondaire en expansion. Bureaux locaux, proche gare. Immeuble scolaire, studio. Ecrire sous le n° 314-789 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

Hôtel restaurant : 15 ch. + 2 s. dans part 1^{er} et 2^e étages. C.A. 2.800.000 F. Cède tout voir cause urgente. 1.500.000 F. Possibilité vente murs. Agel/Thiriot. Téléphone : 63-54-17-57.

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DU MONDE

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1985
Des dizaines de tableaux, de cartes et de graphiques.
Le document de référence sur l'économie française et mondiale.

LE Bilan économique et social 85 du Monde : un entracte, un temps de pause dans la crise. L'inflation régresse. L'Europe se trouve en meilleure position face aux États-Unis. De grands projets scientifiques et industriels se développent. En France souffle un petit vent de libéralisme, et le pays encaisse les dividendes des années de rigueur et d'austérité.

AU SOMMAIRE

La situation en France : l'évolution des grands indices, les conséquences de la déréglementation, l'emploi, la production, le budget, le commerce extérieur.

Le bilan chiffré et graphique de la législation : un dossier spécial en couleurs.

L'environnement international : la baisse du dollar, l'activité 1 mondiale, l'agriculture, les matières premières, l'industrie secteur par secteur, les échanges.

Cent quarante-six pays à la loupe : les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.

172 PAGES. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 40 F, OU PAR CORRESPONDANCE.

nom _____ prénom _____

adresse _____

code postal _____ localité _____

nombre d'exemplaires : ☐ x 45 F (frais d'expédition inclus) = ☐ F.

Pour l'étranger : ☐ DOM-TOM, nous consulter.

Commande à faire parvenir avec règlement à

Le Monde

Service des _____ au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

مكتبة من الأصل

Le Monde ECONOMIE

Le malaise des éleveurs

LES prix sur le marché de la viande dégringolent nettement au-dessous des prix officiels (prix d'orientation et prix d'intervention) dans chaque année par les ministères de l'Agriculture de la Communauté européenne, ce qui témoigne de l'inefficacité du régime de soutien mis en œuvre en vertu de la réglementation communautaire. Des stocks publics considérables - ils atteignent aujourd'hui 730 000 tonnes - résultent des achats d'intervention opérés pour tenter de raffermir les cours, mais avec un effet tout à fait banalisant. Le coût du soutien (frais de stockage, subventions à l'exportation des excédents) dépassait 2,5 milliards d'ECU en 1985, soit 17 milliards de francs.

Autant d'indices d'un marché en crise, d'une réglementation européenne qui ne joue pas son rôle et qu'il convient par conséquent d'améliorer. Personne ne le conteste, car la situation actuelle est déplorable tant pour les exploitants, qui voient leurs revenus baisser, que pour les gouvernements membres, qui sont contraints de payer une aide de plus en plus élevée.

Tel est le résultat d'une offre qui dépasse la demande. Mais cette surproduction a été considérablement aggravée depuis un an et demi par l'abattage massif de vaches après la décision prise par les Dix,

le 31 mars 1984, de contingentier la production laitière.

La Commission s'apprête à soumettre aux Douze, en même temps que ses propositions annuelles de prix, un plan de réforme de la réglementation applicable à la viande bovine. Mais, pour favoriser la concertation avec les administrations et les organisations professionnelles, elle en a déjà rendu publiques les grandes lignes.

Réduire les achats d'intervention

L'idée maîtresse est d'enlever à l'intervention le rôle central qu'elle occupe aujourd'hui parmi les mécanismes de régulation. Pourquoi garder l'intervention puisque, telle qu'elle fonctionne, elle ne remplit pas sa mission, qui est de soutenir les prix, et qu'elle concourt, en revanche, au développement des excédents, et donc des dépenses nécessaires pour stocker et exporter, explique en substance M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles.

En deux ans, les achats d'intervention ne seraient progressivement réduits pour ne plus devenir qu'une mesure exceptionnelle utilisée en cas de fluctuations brutales des prix. La Commission estime que le méca-

nisme est complètement dévicié et que bon nombre d'éleveurs ne cherchent pas à commercialiser leur bétail, mais qu'ils produisent avec, d'entrée de jeu, l'intention de vendre à l'intervention. Elle lui reproche également de s'appliquer de manière aveugle tant aux producteurs spécialisés dans la viande qu'aux producteurs de lait qui font abattre leurs vaches devenues trop vieilles. Or, fait-elle valoir, les seconds n'ont pas besoin d'être soutenus, car la viande n'est pour eux qu'un sous-produit.

À la place de l'intervention, la Commission propose, pour soutenir le marché, d'accroître l'aide au stockage privé, et surtout d'octroyer des primes aux exploitants spécialisés dans la production de viande. Cette prime serait fixée à 20 ECU par tête (136 F) et serait octroyée pour les cinquante premiers bovins de l'exploitation. La prime à la vache allaitante, qui est déjà accordée dans le même but d'aider les producteurs spécialisés et qui est également de 20 ECU par tête, serait maintenue.

Les Français contestent

La majorité des pays membres, accablés par l'accroissement des dépenses et par les difficultés rencontrées pour brader sur le marché mondial les stocks existants, ont accueilli plutôt favorablement

les idées de la Commission. Les Français, appuyés par les Irlandais, les contestent. Ils soutiennent que le marché est actuellement désorganisé, en raison de l'abattage des vaches laitières, et que ce n'est peut-être pas le meilleur moment pour décider une réforme en profondeur. A terme, font-ils valoir, l'abattage massif entrepris ne peut qu'accroître, et de manière durable, la reprise des cours attendus pour le courant de l'année. Evidences biologiques...

La crise actuelle, à leurs yeux, a un caractère exceptionnel et provisoire. Dans ces conditions, ils sont opposés à une quasi-élimination de l'intervention comme source de régulation des cours. Ils estiment que les formules de remplacement proposées par Bruxelles ne permettraient pas de soutenir au niveau des prix d'orientation, c'est-à-dire des prix considérés comme politiquement stables par les ministres, le revenu des agriculteurs.

Selon la France, le régime de primes combiné au renforcement des stockages privés contribuerait à perpétuer les graves difficultés rencontrées par les exploitants. Cela dit, Paris ne conteste pas la nécessité d'améliorer l'intervention en la rendant plus sélective. On doit constater qu'au moins à ce stade la démonstration française n'a guère trouvé d'écho.

Ph. L.

La passion des taurillons

« L'énigme de gauche augmente moins que celle de droite. » Ce slogan malheureux, paru ces jours-ci dans la presse (le Monde du 15 janvier), traîne droit au cœur des cent cinquante mille producteurs de viande bovine, dont la chute de revenu est telle depuis deux années que le gouvernement français a décidé, il y a peu, de leur attribuer une enveloppe de 350 millions de francs. Cette aide sera répartie à raison de 265 millions de francs pour l'ensemble des éleveurs spécialisés, 35 millions de francs pour les jeunes producteurs adhérents et 50 millions de francs pour la modernisation de la filière.

Dans la Vienne, autour de Poitiers, on cherche à vain les grands bovins blancs tachés de roux de la charron : le bœuf de trois ans est trop vieux. Les éleveurs ne peuvent plus se permettre de conserver ces coffres-forts à quatre pattes. Plus question de laisser dormir des dizaines de milliers de francs dans les champs. Aujourd'hui, l'argent est cher, les trésoreries sont exsangues, la monnaie doit tourner. Une seule solution, le taurillon.

Carthage : la ferme de M. et M^{me} Prioux a hérité ce nom d'un ancien camp romain, dit-on. A quarante-sept et quarante ans, ce sont de « jeunes » agriculteurs, puisqu'ils ont repris l'exploitation en 1976 seulement, après avoir été métayers. Mais ils produisent du taurillon depuis 1970. Leur voisin, M. Gaborit, qui, à La Chabossière, travaille avec ses deux frères, a construit, en 1974, une cathédrale de parpaings : la nef est occupée par deux travées de cinquante vaches charolaises, réparties par tranche d'âge. Sur les bas-côtés dorment les veaux nouveaux-nés.

Aujourd'hui, la génisse c'est un luxe

Le père de M. Gaborit faisait du taurillon, depuis 1963 déjà. Les plus jeunes éleveurs rencontrés dans le département se souviennent : il y avait bien, autrefois, deux ou trois bêtes hautes et lourdes sur la ferme, mais guère plus. L'adoption du taurillon, c'est déjà l'affaire d'une génération, « parce que, les anciens, ils n'étaient pas plus bêtes que nous ».

Le jeu consiste à faire grossir les veaux le plus possible dans le moins de temps possible. Pour obtenir un animal de 400 kilogrammes, on est passé de vingt à dix-huit mois, avec des techniques d'élevage de plus en plus sophistiquées. On est arrivé à calculer le gain de poids par jour d'élevage. La norme économique, c'est 1 300 grammes par jour. Plus le temps d'élevage est réduit, moins l'animal coûte cher à nourrir ; plus vite il est vendu, moins longtemps le capital est immobilisé.

De ce point de vue, M. Prioux a un problème avec ses génisses de viande. Bon an mal an, bien que, parait-il, on soit sur le point de

800 francs de moins par bête entre 1983 et 1985, mais un métier chevillé au corps.

Le choix du sexe des bovins, il y a autant de mâles que de femelles qui naissent sur l'exploitation. Les meilleures génisses sont conservées pour renouveler les vaches mères du troupeau ; les autres sont engraisées comme les taurillons, mais vendues à trente mois au lieu de dix-huit.

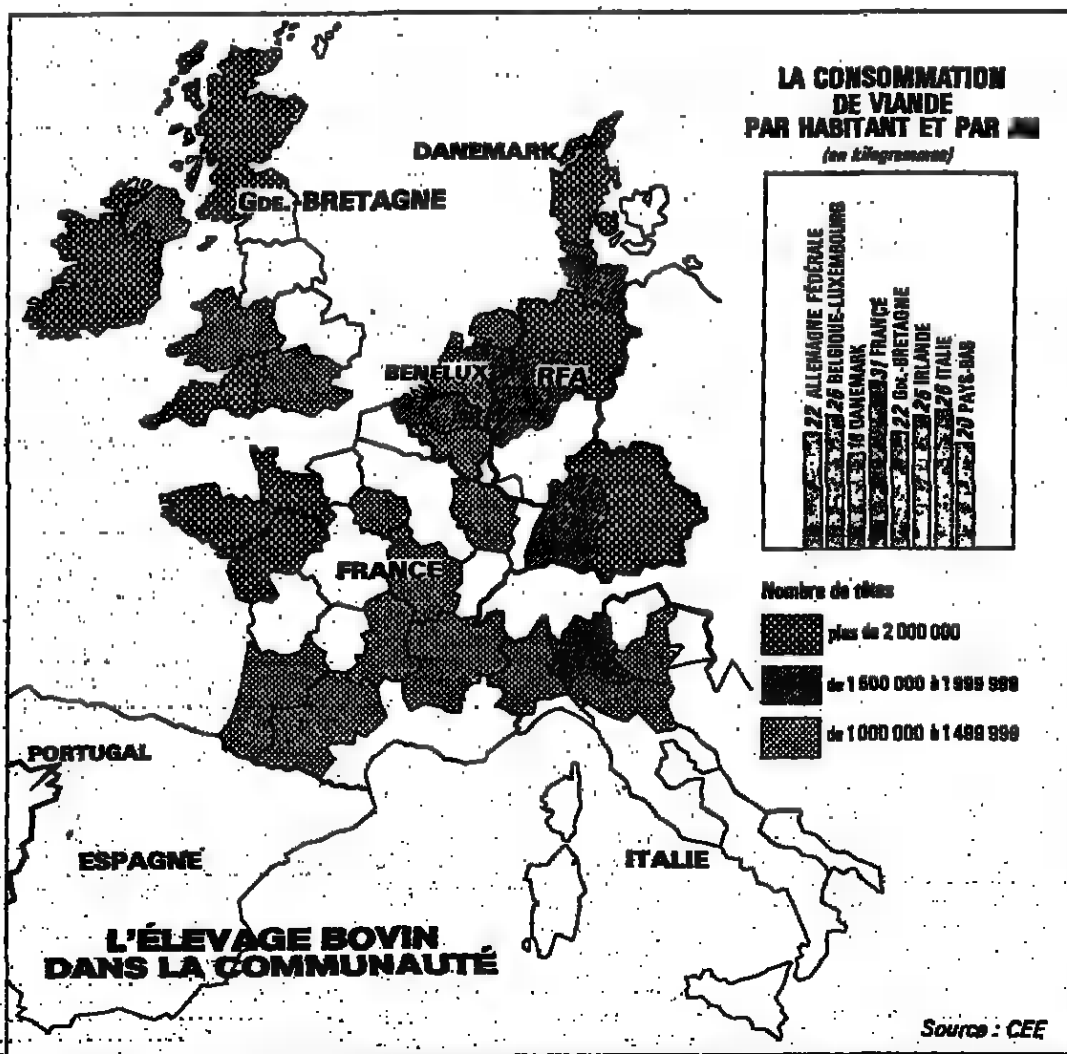
« La marge, explique-t-il, est nulle, voire négative. A 27 F du kilogramme, on passerait, mais pas à 21 F ou 22 F. Il vaut mieux les vendre à huit mois comme brouillards ou les échanger avec des mâles que j'engraisserai. Aujourd'hui, la génisse de viande, c'est un luxe. Le boucher de la commune a dit : « Achats par deux, pour cette qualité, entre 1983 et 1985, la population a augmenté. »

La qualité, c'est connu, ne paie pas. Mais de quelle qualité s'agit-il ? Membre du bureau de l'Unité de promotion de la race (les fameux Herd Book d'autrefois) maine-anjou, M. Guyot, trente-sept ans, éleveur à la Grange-des-Brandes, estime qu'aujourd'hui on ne peut « gérer une race sans tenir compte de la demande du consommateur ».

« La grille de conformation (1) n'a plus d'impact. Les éleveurs cherchent une standardisation des muscles et l'augmentation du gras. Depuis vingt ans, la sélection des mâles-anjou n'a été influencée que par les charolais et des limousins. Nous avons opté pour des qualités d'élevage, quand les autres ont privilégié la conformation, en fonction de la demande du marché italien, que nous jugeons artificielle. »

JACQUES GRALL
(Lire la suite page 40.)

(1) Les éleveurs sont classés selon une grille européenne baptisée EUROPA, chaque lettre de ce mot correspondant à une qualité, dans l'ordre décroissant.



Le troupeau bovin de la Communauté européenne est dispersé. Toutefois il se rassemble sur les herbages des régions du Nord-Ouest qui bordent la mer du Nord, la Manche ou l'Atlantique. Ce troupeau est également important dans les régions montagneuses d'Allemagne fédérale et de France. En revanche, l'élevage est faible dans les régions méditerranéennes, comme le Mezzogiorno et la Grèce, en raison de la longue sécheresse estivale.

En suivant le chevillard

A travers l'Europe une seule préoccupation : bien gérer le capital animal.

Tous sont frappés, mais de manière bien inégale ! Les cours de la vache laitière conduite à l'abattoir par l'exploitant - que la nouvelle réglementation communautaire contraint depuis le 1^{er} avril 1984 à réduire ses livraisons - ont assurément dégringolé. Mais ceux des races à viande ont tenu.

L'alimentation objet de tous les soins

« Je suis intégré dans un système de viande de qualité et, de ce fait, je ne subis pas la loi de l'offre et de la demande. La BBE se traite nettement au-dessus du prix d'intervention. Depuis dix-huit ans le chevillard revient ici tous les quinze jours. Seule manifestation de la crise, il ne m'achète actuellement que cinq ou six animaux à chacun de ses passages, au lieu de sept ou huit d'habitude à la même époque. Si l'alimentation persistait, j'achèterais peut-être moins d'animaux. » M. Pierre Reymond n'est pas inquiet.

Son exploitation, à l'entrée d'Ophain-Bois-Seigneur-Isaac, un bourg du Brabant wallon, près de Bruxelles, s'étend sur 35 hectares, dont 21 cultivés en maïs, 7 en blé et 7 en betterave. M. Reymond est

un engraisseur : il élève des bœufs qui pèsent autour de 150 kilos et les vend, huit à dix mois plus tard, lorsqu'ils atteignent environ 550 kilos. Il se fournit en animaux maigres auprès d'« assembleurs » des Ardennes ou dans le Condroz, à des prix d'achat au kilo en baisse : 101 FB en 1983, 99 FB en 1984 (1).

C'est un gestionnaire attentif. L'alimentation est l'objet de tous ses soins. « Les chaînes commerciales doivent avoir une viande standard : pour la ration alimentaire, où le maïs tient la place principale, est produite à la ferme, ce qui est rare. Mon kilo de matière sèche me revient ainsi à 7,5 FB, au lieu de 12 à 13 FB s'il me fallait comme c'est le cas pour les acheteurs hors sol, m'approvisionner dans le commerce. La différence me permet de rétablir l'équilibre par rapport à mes concurrents qui utilisent des hormones. » Il met en relief comme difficulté dans son métier, au moins pour ceux qui débutent, l'augmentation des besoins en capital. Presque un problème de luxe !

« M. Jean Gilot et son fils, dont la ferme - 90 hectares en prairie et culture - est située à l'autre bout du village - ne voient pas l'effet de la crise. En améliorant la qualité il y a toujours moyen de s'en sortir. La BBE est un peu votre charolaise. » M. Gilot est nourrisseur et engraisseur. Il a produit du lait jusqu'en 1979.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 40.)

(1) 1 franc belge = 0,69 F.

Le mensuel du commerce international

L'EXPORTATION

MAGAZINE

n° hors série : Bilan et perspectives des relations économiques franco-algériennes

France-Algérie

L'heure des choix

L'Exportation magazine
7, rue Gounod - 75017 Paris - 46.22.96.96

Le malaise des éleveurs

En suivant le chevillard

(Suite de la page 39.)

« On travailait 20 à 30 vaches. Cela demandait de la main-d'œuvre. On n'en avait pas. En 1972 j'avais 100 bêtes nourissantes ; mais l'impliquait trop de surveillance. Maintenant, j'ai 360 vaches allaitantes, j'éleve au total 150 têtes par an. Je les vends à un chevillard qui les écoule dans la région lyonnaise. Les « culards », M. Giot se vendent un bon prix : 135 FB le kilo vif, alors que le prix d'orientation est de 91 F. Cependant, moi, le revenu de la viande allaitante ne suffit pas ; il faut en plus les recettes du lait ou bien des cultures. »

Son problème : comment passer progressivement la main à celui de quatre enfants qui ne reprennent l'exploitation ? Pour tenir ce bétail-là, il faut être aidé. Une vache vaut 100 000 FB. Je ne vois pas un jeune reprendre une telle exploitation. Le problème est là, c'est la capitale.

A l'autre bout du Brabant wallon à Melin, autre village où la superie pierre de Gobertange remplace l'habituelle brique du Nord, M. Jules Ties qui exploite 50 hectares de culture et de prairie a une vache représentative 40 % du chiffre d'affaires, soit un certain montant du prix de ses taurillons, en moyenne 100 FB le kilo en 1985, au lieu de 107 en 1983.

Un Irlandais ambitieux

« On a une malaise. L'augmentation des prix ne compense plus l'inflation. Mais ce n'est pas catastrophique. Ce qui m'inquiète, c'est la réduction supplémentaire des quotas laitiers, qu'on nous impose et qui va pro-

voquer à nouveau l'abattage des vaches excédentaires, ce qui pèsera sur les coûts. »

Le tableau est sombre, sombre, très sombre, dans la ferme irlandaise. Les producteurs de viande avaient été épargnés en 1984. Le premier ministre, M. Garret Fitzgerald, avait obtenu à Bruxelles que le contingentement de la production laitière soit différé d'un an, ce qui avait retardé l'abattage des vaches excédentaires. En 1985, ce fut la catastrophe : des pluies diluviennes — un record absolu depuis quatre-vingt ans — ont ravagé la récolte des céréales et pourrissent l'herbe. L'Irlande, qui ne remet pas, cherche désespérément du fourrage. Les prix se sont effondrés en août.

C'est la première fois où l'on a vu une augmentation des abattages de vaches. Les gens n'avaient pas de quoi les nourrir et les vaches ont été sacrifiées. Les prix sont très loin les plus bas de la Communauté, autour de 65 % du prix d'orientation. Les éleveurs ont des handicaps naturels, la faible superficie de la production (85 % de la production doit être exportée), l'éloignement de nos marchés, la mauvaise structure des exploitations, l'insuffisance de la formation d'un grand nombre d'agriculteurs, l'insuffisance aussi des moyens financiers, nous raconte un jeune fermier de Wicklow-Hills, au sud-ouest de Dublin.

Un coin idéal où apparemment il est le seul agriculteur à avoir réussi. « Sur mes huit voisins, il n'y en a plus que deux qui exploitent à plein temps. Les autres ont dû prendre de petits

boulots ». Il gère 180 hectares « faits de montagne et de terres de mauvaise qualité ». On peut en tirer de la prairie, mais à condition de drainer, ce qui coûte cher. En 1974 il s'est lancé avec l'aide des pouvoirs publics et de l'argent communautaire dans un plan de développement ambitieux : augmentation de la production laitière et du troupeau de vaches.

« Nous avons atteint tous nos objectifs, sauf concernant notre revenu. Sans le salaire de ma femme, qui est interprète, on ne s'en serait pas sorti. Les taux d'intérêt sont élevés. La viande représente 20 % de nos revenus. Dans la région, comme dans les autres zones pauvres du pays, les agriculteurs achètent des vaches qu'ils élèvent pendant un an ou un an et demi, jusqu'à 350-400 kilos, puis, incapables d'aller plus loin, les revendent à des finisseurs. »

C'est ce qu'on appelle le « store cattle ». L'élevage du pauvre. Ceux qui en ont les moyens, les bâtiments, une exploitation d'une taille suffisante, — ils sont en minorité, — engraisent leurs vaches ou leurs taurillons jusqu'à maturité, environ 550 kilos.

Tel n'est pas le cas des éleveurs de la vallée de Shannon. Pour eux, une calamité supplémentaire, l'inondation qui se répète chaque année plus ou moins tôt. Comment pratiquer un élevage moderne sans eau de crue, en mai 1985. Avant chaque élection, les candidats promettent d'engager les travaux nécessaires pour régulariser le cours de la rivière, puis, les élections passées, oublient. Les éleveurs de la vallée réclament l'aide de la Communauté pour maîtriser leur rivière — c'est leur obsession, — mais aussi pour soutenir le marché.

« Sans la politique agricole commune, nous ne pourrions pas exister », nous dit l'un d'eux. C'est un complot que récite l'Irlande sans attente. La production de viande bovine y avait été négligée depuis 1973, l'année de l'entrée dans le Marché commun : le lait, le mouton promettaient une hausse du revenu, et rapidement. Le contingentement de la production laitière a provoqué un regain d'intérêt pour la viande. Mais les Irlandais demandent à Bruxelles plus de crédits pour s'équiper, plus de primes, plus de subventions pour exporter.

L'Allemand informé

Nous voici à quinze kilomètres de Munich. « Mes deux fils qui travaillent à l'exploitation, mais comme les choses se passent aujourd'hui, ça ne sera pas possible. Si les prix restent ce qu'ils sont, notre agriculture est condamnée. Les solutions ne peuvent être que politiques. » M. Pöttinger philosophe avec méfiance. L'homme est ouvert, curieux des choses, il connaît la PAC (politique agricole commune), ses règles et son évolution — une fois de plus un paysan doit l'information dépasse, et de loin, celle qu'on observe le plus souvent chez les chefs d'entreprise de l'industrie.

Son pouvoir d'achat est celui d'un prince comparé à celui des prolétaires qui s'écrit sur les bords de la rivière Shannon. Cependant, depuis deux ans, son revenu s'écroule sérieusement, bien que — la fiche signalétique qu'il nous montre en témoignage — il gère une exploitation modeste. Sa recette provient pour 85 % de la viande. C'est un engraisseur. Il achète des vaches à

70-80 kilos et revend la plupart d'entre elles lorsqu'elles ont atteint 550 kilos.

Faute de place, et par besoin de trésorerie, une cinquantaine sont livrées à des finisseurs à 160-200 kilos. Il produit son propre maïs (17 hectares), son bétail (8 hectares) et cultive 8 hectares de pommes de terre qui sont vendues à la brasserie. Il gère 18 hectares de forêt. Pour augmenter ses rentrées il a six chevaux en pension.

« Jusqu'en 1984 le gain sur un taurillon était de 500 marks (1 mark : 3 F). Aujourd'hui il est de 200 marks. La recette a diminué de plus de la moitié. » Cet écoulement des prix a, selon lui, une triple cause : l'abattage des vaches laitières ; la suppression depuis le 1^{er} janvier des montants compensatoires monétaires (MCM) qui joutaient comme subventions à l'exportation et permettaient d'écouler des quantités considérables ; les importations en provenance des pays tiers, et singulièrement de la RDA, qui pèsent sur les cours.

« Le problème des monnaies fortes et des MCM a été fixé en l'air. Cette situation où l'on ne peut pas exporter va se perpétuer. » De fait, les perspectives offertes par l'exportation, surtout vers le marché italien où la demande est considérable, expliquent pour une large part le développement spectaculaire de la production de viande en Bavière depuis quinze ans. Les MCM couvraient les Allemands imbatables, leur suppression, ressentie comme une injustice imposée par les Français, rétablit des conditions de concurrence où la Bavière n'a pas que des atouts : la viande modeste des exploitations (15 hectares en moyenne), le

manque de place constituent un vrai handicap.

Quinze kilomètres plus loin, la ferme des Stütz, moins sophistiquée. C'est une exploitation mixte, dont le revenu provient pour deux tiers du lait et pour un tiers de la viande. Quinze hectares d'orge et de maïs, 12 hectares de prairies pour faire de l'herbe et du foin, 3 hectares de pommes de terre. « Tous le fourrage vient de la ferme, on n'achète que le soja. »

Trente vaches laitières, une vingtaine de taurillons engraisés chaque année et vendus au boucher. Trois fils, dont un seul travaille sur l'exploitation. Ce qui frappe ici c'est l'exigüité : dans les deux étages les bêtes s'entassent. M. Stütz confirme : « Il n'y a pas de place, pas d'extension possible. L'activité est plafonnée. »

Depuis 1984 les recettes de l'exploitation ont diminué de 20 000 DM. Il y a eu d'abord, nous dit le fermier, la limitation obligatoire de la production laitière qui a coûté 10 000 marks, puis, à partir de 1985, le prix de la viande qui, de manière continue, s'est mis à baisser. « Tout ça, c'est la faute des Français, commente, avec un rire timide, M. Stütz. On ne peut plus exporter vers l'Italie. »

Son mari, comme elle, ne croit pas que les prix vont repartir. On achète à la RDA. « Les Italiens font des affaires sur notre dos. » Le couple ne se sent que très lointainement concerné par ce qui se passe à Bruxelles. « On peut encore vivre ; mais on ne peut plus investir. Pour deux familles, le revenu n'est plus suffisant. » Afin d'améliorer l'ordinaire, M. Stütz loue deux chambres à des ouvriers employés à Munich.

PHILIPPE LEMAITRE.

La passion des taurillons

(Suite de la page 39.)

« Aujourd'hui, on achète des taurillons italiens on tourne vers la production allemande et celle des pays de l'Est. La hausse de gamme perd du terrain au profit de la gamme intermédiaire. Pour les viandes de qualité, certains, comme les éleveurs limousins, cherchent à jouer le label. C'est une politique qui a ses limites : tout dépend de la différence de prix entre une entrecôte limousine et une entrecôte maine-anjou et de la perception aussi d'une éventuelle différence de goût. »

Le problème, précise un autre éleveur, M. Bujon, trente-quatre ans, qui a choisi la viande parce qu'elle se vend facilement et qu'il aime « pas trop se lever la nuit », c'est qu'entre le haut de gamme et la fourniture, ce sont les vaches âgées, réformées, et les animaux de qualité médiocre, qui fournissent d'excellents steaks hachés. Moins chère de 3 à 4 francs par kilo, cette qualité plaît à l'industrie de la transformation.

Avec les abattements importants (le fait des quotas) les vaches laitières en 1985, un peu moins nombreuses en 1985, l'offre est abondante, surtout si l'on ajoute les exportations en provenance des autres pays de la Communauté. L'Allemagne fédérale expédie ainsi les quartiers arrière de ses vaches, le consommateur germanique se contente des avant, moins charnus. Du coup, les viandes de gamme moyenne trouvent difficilement preneur, les prix sont tirés vers le bas. Le taurillon est court-circuité.

Les résultats sont probants : M. Prioux dégageait une marge brute par tête de taurillon de 1 361 F en 1982 ; elle n'atteint que 1 312 F en 1985 (voir encadré). M. Guyot chiffre depuis trois ans — de 1983 à 1985 — le résultat brut d'exploitation, à 370 000 F, après, concède-t-il, « les années euphoriques de 1970 à 1976 ». L'ensemble des témoignages concordent : en 1985, les cours en vif ont perdu 2 F par kilo, mais 800 F par tête environ, ce qui, dans le même temps, les charges continuaient à progresser.

M. Fournier, qui exploite 75 hectares aux Chaumes, regrette... de ne plus payer d'impôts. « On a eu des affaires, double entre 1977 et 1984, preuve que l'exploitation tourne. Depuis cinq ans, je payais des impôts sur le revenu. En 1985, il n'y a plus d'impôt sur le revenu, ce qui est une bien belle réclamation contre les négociants, qui, eux, paient

leur marge, ou les groupements producteurs, qui servent surtout à nourrir des techniciens », — on sent bien l'envie des uns et des autres pas contestée. Prioux, plus simplement, regrette qu'il n'y ait pas assez de concurrence entre les différents acheteurs.

Les marchands ne paient plus comptant

Fils et petit-fils de négociant à Asnelles, à la tête d'une prise qui emploie sept personnes, M. Rousseau chiffre d'affaires de 210 millions de francs en 1984. M. Rousseau confirme : « En dix ans, le nombre des marchands a diminué de moitié. Avec ce tri, il est resté les meilleurs. » Signe de la fragilité des temps, les marchands ne paient plus comptant comme autrefois, mais avec un délai de dix à vingt jours. « C'est, dit-on, la faute au marché italien. »

Parmi les arguments qui militent en faveur des groupements par lesquels les producteurs assurent eux-mêmes la vente, deux principaux sont à retenir : « On n'a plus le temps d'aller sur les marchés. L'époque du marchand-marchandage, c'est terminée ; » « Avec les marchands qui déposent la viande sans prévenir, on court le risque de ne jamais être payé. »

« Les implants, j'ai essayé... »

« Un groupe, déclare M. Guyot, certains utilisent les implants de substances hormonales. C'est mettre la charne devant les bœufs : on compense les difficultés par les implants au lieu de jouer l'amélioration génétique. En fait, on vendrait surtout les gains du vétérinaire et ceux des firmes pharmaceutiques. J'ai essayé sur trois bêtes : un taurillon, une génisse et une vache de réforme. Le résultat économique n'était appréciable que sur la génisse... »

« Quand les Italiens ont fermé leur frontière aux animaux gonflés aux hormones, on a été amené à signer une déclaration de garantie. La fraude existe, sur les vaches de réforme, pas sur les taurillons, mais elle est assez limitée. Par contre, les trois quarts des producteurs de taurillons utilisent un produit autorisé, le monensin sodium, qui améliore l'indice de consommation des fourrages. »

Le seul groupement originaire du département, Vienne-Viande, remonte de ses cendres après avoir fait faillite en 1978. L'abattoir de Poitiers, créé en 1960, a fermé ses portes le 7 février 1985, plus assez rentable, plus assez de vaches. La Vienne-Viande est passée par là, « au détriment du côté pratique et des bouchers traditionnels », note M. Rousseau.

Le GERSO (Groupement des éleveurs de la région Centre-Ouest), dont le siège est à Parthenay (Deux-Sèvres), vient de perdre son indépendance. Pour suivre son produit et pouvoir travailler aussi les vaches de réforme, le groupement avait créé une filiale de découpe (Viande-Ouest, à Bressuire) et repris une société de cheville, les Etablissements Bafou. Echec total et arrêt de l'activité en mai 1985.

« C'était soit de vouloir créer une structure supplémentaire, raconte M. Guyot. Le Crédit agricole n'a pas suivi. Il faut être intégré par SOCOA ou rejoindre Bocarande (respectivement la première et deuxième entreprises de viande), dont les difficultés sont connues, ou préférer adhérer à la LAVA (Coopérative agricole de la Vallée Ancenis), avec laquelle le groupement a des affinités syndicales et politiques. »

« Il faut, poursuit M. Guyot, qu'il y ait des groupements de producteurs ou des négociants, mais animaux n'ont pas énormément de débouchés. Le négociant, en fait, est un prestataire de services des grandes maisons, pour la mise en lot des bêtes et la négociation des prix. »

De là à dire que l'aval fait la loi, il n'y a qu'un pas. M. Rousseau affirme ainsi que tous les maux du taurillon viennent de la commercialisation par les grandes surfaces, qui ont occupé la majorité des consommateurs, portant préjudice à la boucherie traditionnelle. Dans le commerce, si on contrôle l'offre et la demande, vous êtes le roi. Il n'y a plus de fluctuations possibles, c'est une liberté déguisée à la liberté. » A l'appui de sa thèse, il cite la récente prise de contrôle (40 %) de la Société vivienne d'abattage par Inter-marché.

« Enfin, vous savez peut-être que le nombre de taurillons de bétail diminue. Les consommateurs, non. C'est inquiétant, sauf à voir la place prise par la viande argentine. » M. Rousseau ne doit pas une question grave : le cheptel bovin français rétrécit (9,87 millions de têtes en 1984 contre 10,29 millions en 1976).

Les coûts des stocks réfrigérés ne doivent pas faire perdre de vue que, pour produire dans l'avenir de la viande, il faut élever un troupeau de vaches mères.

« Dans le département, les petits élevages disparaissent », dit un producteur. M. Prioux avoue que, pour passer le cap de 1986, il sera « contraint de décapitaliser un peu » et de réduire son troupeau de cinquante à

Marge

Prix de vente	2 794
Prix de revient	1 482
Marge	1 312
(y compris amortissements et main-d'œuvre)	
— Achat de l'animal	4 900
Coût de l'alimentation	2 664
Pris financiers	530
Pris vétérinaires	40
Pris divers	40

quarante-quatre vaches, « en attendant que le marché s'améliore ». Pourtant, son exploitation est viable, moderne même.

On bazarde le troupeau

« Jusqu'alors, explique-t-il, j'ai pu me le faire à la baisse des prix par les gains de productivité. L'augmentation journalière de poids — tête de taurillon est passée de 1 171 grammes en 1981 à 1 435 grammes en 1985. Si les difficultés persistent, la viande sera grande de liquider le capital vache, ce qui me dériverait de mes emprunts, et de faire uniquement de l'engraissement. »

« Il ne faut pas rêver, renchérit un autre éleveur, M. Billy, trente et un ans, installé à Saint-Joseph, depuis l'an passé seulement à son compte, le volume de capitaux nécessaire est tel en bœufs à viande que, si l'on s'en défait, on ne peut pas y revenir. D'ailleurs, parmi les jeunes, s'ils ne prennent pas la succession de leurs parents, aucun ne choisit les bovins à viande. »

Ensemble, les éleveurs rencontrés sont sans illusion : « La crise va durer », car on mangera de moins en moins de viande bovine, et les primes (250 F par tête de taurillon), sur lesquelles ils s'interrogent, « ne dureront pas toujours ». D'ailleurs, dans leur esprit, il s'agit moins de primes que d'un remboursement des taxes parafiscales qu'ils acquittent. « Il y a cela comme de baisser, déclare de son côté M. Bujon, un bazarde le troupeau. » Mais les techniciens disent qu'il faut s'attendre à

une reprise, fin 1986-courant 1987. On compte là-dessus, lance-t-il en riant.

Le plus rigoureux pour eux, c'est qu'ils ont conscience d'avoir progressé et monté des entreprises équilibrées. La plupart cherchent à obtenir sur l'exploitation même la nourriture nécessaire : maïs, ensilage, orge et blé, transformés en farine sur la ferme. M. Gabouit estime qu'il est arrivé à un maximum de productivité, sauf peut-être, dans cette région humide, à investir dans le drainage, « mais ces investissements, pourrais-je les payer », se demande-t-il ?

Il a mis au point une astuce qui lui permet d'obtenir un prix stable de ses vaches à réforme. « Depuis dix ans, je livre quarante bêtes par an à un boucher, qui a devenu un ami. C'est le circuit le plus direct. On s'accorde sur un prix pour six mois, avec garantie de part et d'autre. Et attention ! on joue le jeu : nous n'avons pas de viande au frigo pour notre consommation personnelle. Tout est acheté chez le boucher. »

« Il y a, dit-il, une crise, les systèmes d'exploitation se diversifient. « Contrairement aux conseils des techniciens, on abandonne la polyculture. C'est plus de travail, plus de sécurité aussi », explique M. Billy. Sur ses 85 hectares, dont 11 en prairie, il produit, outre les céréales, des semences de graminées fourragères : il dispose ainsi du revenu des semences et de la repousse des graminées pour faire paître le troupeau en arrière-saison. La paille, enrichie à l'urée, devient un aliment nutritif de qualité.

Enfin, au troupeau de bovins à viande dont certains sujets sont vendus comme reproducteurs, s'ajoute une troupe de cent cinquante brebis, dont les besoins sont complémentaires. « Je dois changer le système, je chargerai plus en maïs. L'automne dernier, j'ai fait drainer 8 hectares. En fonction du résultat, on pourra peut-être faire plus de céréales. »

D'ici au printemps, M. Guyot doit décider de réorganiser son entreprise : en transformant plus de bêtes en orge produits sur la ferme en aliments pour les animaux, en supprimant le maïs, comme le tournesol et le foin. « Il faut s'adapter, sinon, dans quatre ans, on arrête », en tirant tranquillement sur sa pipe. Je ne vois pas de autre piste, sauf le lait, mais cela demande un investissement considérable. Ce n'est pas le moment de se reconstruire. »

Pour M. Bujon, la respiration indispensable pourrait bien venir du troupeau de chèvres, dont s'occupe sa femme : « Pour obtenir des prêts, il fallait autre chose en plus des bovins. »

Le calme des éleveurs est en général impressionnant. Moins astreignant que l'élevage laitier, la production de viande demande une attention de tous les instants. Certaines étables sont équipées d'un circuit de télévision pour suivre l'évolution des vaches du fond de son lit. Tous avancent des horaires de travail de soixante à quatre-vingt heures par semaine.

M. et M^{me} Prioux sont partis deux fois en vacances. Plus rien depuis 1979. « A quarante-deux ans, dit M^{me} Gabouit, on n'a pas vécu. On prenait des vacances de temps en temps ; mais plus depuis trois ans qu'on a fait construire la maison. » Les vacances, c'est le désir premier, « pour changer d'air et voir du monde. »

Pourquoi donc tant d'obstination pour un métier difficile ? La réponse est simple : « L'élevage, c'est passionnant », dit M. Prioux. « Avant, nous ne faisions que des céréales. Par goût, j'ai choisi les animaux », explique M. Bujon. « Tu aurais mal à te passer des bêtes », dit à son mari M^{me} Billy, venue de la ville, comme de plus en plus de femmes d'exploitants. En fait, ce qui fait tenir encore les producteurs de viande bovine, c'est la passion pour leur métier.

JACQUES GRALL.

Près de 80 millions de bêtes

	Cheptel (en millions de têtes)	Viande (en millions de tonnes)
Allemagne fédérale	15 552	1 609
Belgique-Luxembourg	3 183	319
Danemark	2 676	247
France	23 519	1 392
Grande-Bretagne	13 187	1 147
Grèce	769	85
Irlande	5 812	389
Italie	9 221	1 382
Pays-Bas	5 359	515
Aux	79 418	7 485

(Source : CEE pour 1984.)

Le malaise des éleveurs

Un sujet explosif : le beurre néo-zélandais

Saisissant contraste entre le cadeau de la CEE à Wellington et les sacrifices des producteurs européens.

par ROBERT PELLETIER (*)

maque de place comestible. C'est une exploitation pour deux tiers de la production de la viande. On ne trouve pas de viande de mouton dans les pays de l'Est. On ne trouve pas de viande de mouton dans les pays de l'Est. On ne trouve pas de viande de mouton dans les pays de l'Est.

Quinze kilomètres plus loin, la ferme de Shultz, elle aussi néo-zélandaise, est une exploitation pour deux tiers de la production de la viande. On ne trouve pas de viande de mouton dans les pays de l'Est. On ne trouve pas de viande de mouton dans les pays de l'Est. On ne trouve pas de viande de mouton dans les pays de l'Est.

Son mari, comme elle, ne peut pas que les prix vont baisser. C'est la seule chose qui est sûre. Les prix vont baisser. C'est la seule chose qui est sûre. Les prix vont baisser. C'est la seule chose qui est sûre.

Philippe Lemaire. Les accidents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de la Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation, tournent même autour de 300 dollars la tonne.

Au même moment, la CEE offre à la Nouvelle-Zélande le prix garanti à l'exportation, soit, après un prélèvement forfaitaire, de 1 200 000 tonnes de beurre, dont les autres pays tiers, un peu plus de 2 000 dollars la tonne.

Si l'on additionne tout le beurre importé inutilement dans la CEE depuis le fameux accord sur la Nouvelle-Zélande, on atteint le volume de stock de beurre actuellement dans les frigos communautaires. Certes, ce n'est pas forcément le cas.

Philippe Lemaire. Les accidents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de la Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation, tournent même autour de 300 dollars la tonne.

Le gaspillage que représente l'importation de beurre néo-zélandais prend des allures burlesques. Lors de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, il avait été convenu par le protocole annexe numéro 18 que le Royaume-Uni serait autorisé jusqu'en 1977 à importer de Nouvelle-Zélande les mêmes quantités de beurre et de fromage qu'avant son adhésion au Marché commun. Il était expressément prévu, par l'article 2 de ce protocole, que ces importations devaient s'effectuer à des conditions ne mettant pas en danger l'équilibre du marché de la viande de la Communauté.

Ce cadeau fait à la Nouvelle-Zélande faisait partie du paquet très lourd des conditions dérogatoires que la Grande-Bretagne avait réussi à imposer à ses partenaires lors de son adhésion, de façon à cumuler les avantages du Commonwealth, ceux de la zone de libre échange et ceux de son entrée dans le Marché commun. L'habileté manœuvrière du Foreign Office, ajoutée aux pressions de la Nouvelle-Zélande, dont les exportations de beurre représentent 30 % des ressources d'exportation, expliquent ces concessions qui devaient être pour date limite d'application le 31 décembre 1977.

Finalement, de prolongation en prolongation, la Communauté a encore reçu, via la Grande-Bretagne, en 1985, environ 81 000 tonnes de beurre, même que l'Europe croule littéralement sous les réserves de beurre, de 1 200 000 tonnes, est stockée dans des frigos surchargés dont les seuls frais de fonctionnement représentent une énorme dépense.

Les accidents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de la Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation, tournent même autour de 300 dollars la tonne.

Au même moment, la CEE offre à la Nouvelle-Zélande le prix garanti à l'exportation, soit, après un prélèvement forfaitaire, de 1 200 000 tonnes de beurre, dont les autres pays tiers, un peu plus de 2 000 dollars la tonne.

Si l'on additionne tout le beurre importé inutilement dans la CEE depuis le fameux accord sur la Nouvelle-Zélande, on atteint le volume de stock de beurre actuellement dans les frigos communautaires. Certes, ce n'est pas forcément le cas.

Philippe Lemaire. Les accidents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de la Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation, tournent même autour de 300 dollars la tonne.

Philippe Lemaire. Les accidents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de la Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation, tournent même autour de 300 dollars la tonne.

Philippe Lemaire. Les accidents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de la Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation, tournent même autour de 300 dollars la tonne.

ment le même beurre, car, pour des raisons de conservation évidentes, la Communauté liquide chaque année, parfois la forme de « beurre » (beurre concentré, destiné aux usages industriels) (1), le beurre impropre à une consommation en l'état. Mais il reste que la coïncidence entre le volume des importations de beurre néo-zélandais et les 1 200 000 tonnes de beurre livrées montre l'absurdité de la situation actuelle.

Secret d'Etat

Le coût final du cadeau à la Nouvelle-Zélande est presque un secret d'Etat. On n'en trouve nulle part la trace en clair dans le budget de la CEE, comme si un consensus existait au sein du Conseil pour éviter que ne soit mis sur la place publique un sujet dont on devine le caractère explosif, tout particulièrement pour le monde agricole, actuellement durement secoué par la politique européenne de restriction de la production laitière.

On peut arriver néanmoins à une évaluation convenable du coût du cadeau fait à la Nouvelle-Zélande. L'importation de beurre néo-zélandais oblige la CEE à exporter, dans les conditions de prix analysées plus haut, une quantité équivalente de beurre. En admettant que ce beurre soit vendu à l'Union soviétique — hypothèse la plus vraisemblable puisque ce pays est de loin le plus grand client, sinon le seul, de la CEE dans ce domaine — au prix de 450 dollars la tonne, la Communauté perd par tonne livrée la différence entre 2 000 dollars et 450 dollars, soit 1 550 dollars.

Toutefois, ce calcul sous-estime considérablement le coût réel de l'opération. En effet, il néglige le qu'avant d'être exporté le beurre a été manipulé, stocké, puis conditionné... Or, les frais de stockage sont de 1 ECU par tonne et par jour. Les 1 200 000 tonnes de beurre en stock ont jusqu'à trois ans et demi d'existence. En admettant que le beurre néo-zélandais soit stocké pendant une durée de trois ans (1), on peut reconstituer sans grave risque d'erreur le coût de l'opération, soit 220 millions de dollars (voir notre tableau).

Le niveau considérable de l'aide de la CEE à la production laitière néo-zélandaise forme un contraste saisissant avec les sacrifices demandés par ailleurs aux producteurs européens dans ce même domaine. En effet, depuis 1977, face à une surproduction laitière de la Communauté, une politique de réduction de la production a été imposée avec un mécanisme de « corresponsabilité », c'est-à-dire un prélèvement payé par les producteurs de lait.

En 1984, le système a été considérablement renforcé avec l'établissement de seuils et de « seuils » au sein des exploitations individuelles ou des exploitations individuelles, ce qui a provoqué une réduction de 3 % en 1985 du revenu des producteurs et a pratiquement condamné tout progrès de productivité des exploitations laitières. En France a été mis en place un système de primes à la cessation complète de production de lait entraînant la disparition de 85 000 exploitations depuis 1983.

Il s'agit de deux productions qui n'ont aucune tradition au Japon et sont nées en tant qu'activité de substitution, aux importations. D'ailleurs, le coût de production locale tant du vin que du whisky ne correspond à aucune rationalité économique. Il ne s'agit ni d'un secteur « stratégique » ni d'une industrie traditionnelle et encore moins d'un domaine où le savoir-faire japonais garantit une qualité supérieure à celle des produits importés. Mais

Pendant la même période, la Nouvelle-Zélande augmentait allégrement sa production en maintenant le prix du lait. La hausse du prix du lait a été de 34 % pour la campagne 1984-1985 par rapport à la campagne 1981-1982. En 1984, les livraisons ont augmenté de 15 %. Depuis 1980, la production laitière a pratiquement doublé.

La Nouvelle-Zélande est en voie de développement qui justifierait une aide de l'Europe de type de celle accordée aux pays ACP à travers les importations de sucre. Les exploitations laitières de Nouvelle-

Zélande ont en moyenne 150 vaches sur une surface immense, compte tenu de la faible valeur de la terre. En Europe, la moyenne des exploitations se situe entre 15 et 16 vaches sur des terres exigües et chères.

En 1982-1983, dernières statistiques connues, 56 % des exploitations laitières avaient un revenu supérieur à 100 000 dollars néo-zélandais, soit nettement plus de 100 000 francs de l'époque. En France, le revenu des exploitations laitières n'a pas varié en

(*) Membre du comité économique et social des Communautés européennes.

Une perte de 1,7 milliard de francs

	En millions de dollars
Importation de 87 000 tonnes (2 800 dollars/t)	174
Exportation de 87 000 tonnes (450 dollars/t)	- 39
Perte pour la vente	135
Frais de stockage sur trois ans	+ 85
Perte totale	220

PROTECTIONNISTE JAPONAIS

Le lobby du vin contre les bonnes bouteilles

« Le beaujolais nouveau est arrivé ». Cette inscription en japonais dans des supermarchés de Tokyo, apparue pratiquement au même temps — milieu novembre — qu'en France, a de quoi surprendre. Il s'agit certes d'une opération promotionnelle, réalisée à grande échelle, par le fait Air France — fondée sur le goût des japonais de passer à l'étranger.

Son succès commercial témoigne cependant des potentialités du vin étranger sur le marché japonais. Pour l'instant, il ne répond qu'à 20 % de la demande, la majorité du marché étant contrôlée par les producteurs locaux. Avec cette précision : 80 % du vin vendu comme étant d'origine japonaise est fabriqué à partir d'importations de moût et de vin en vrac.

Selon la loi, en effet, un vin peut être considéré comme japonais s'il contient 5 % de vin produit localement et par conséquent 95 % de mélange. Le moût et le vin en vrac bénéficient d'ailleurs de droits de douane faibles par rapport à ceux frappant les vins en bouteille. Aussi les producteurs étrangers s'estiment-ils discriminés et réduits au rôle de pourvoyeurs de matières premières.

Le vin et le whisky, logés à la même enseigne, sont des exemples limites de produits dont la pénétration au Japon est pratiquement bloquée par un jeu de taxes et de tarifs douaniers qui les placent d'emblée hors du marché de la grande consommation. Les fabricants de whisky écossais estiment qu'ils sont victimes sur le marché japonais d'un manque à gagner de 200 millions de dollars par an.

Il s'agit de deux productions qui n'ont aucune tradition au Japon et sont nées en tant qu'activité de substitution, aux importations. D'ailleurs, le coût de production locale tant du vin que du whisky ne correspond à aucune rationalité économique. Il ne s'agit ni d'un secteur « stratégique » ni d'une industrie traditionnelle et encore moins d'un domaine où le savoir-faire japonais garantit une qualité supérieure à celle des produits importés. Mais

ce sont des industries fortement protégées par des groupes de pression politiques en contact avec les producteurs locaux.

Longtemps somnolent, le problème du marché des vins et spiritueux étrangers au Japon est en train de devenir l'un des terrains de confrontation entre Tokyo et ses partenaires commerciaux. Ce n'est pas en effet que les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de son programme d'action, non seulement aggravent la disparité entre les coûts des vins dits japonais et ceux des vins importés.

La CEE vient de publier une volumineuse étude mettant en lumière ce qu'elle estime être les pratiques discriminatoires dont sont victimes les vins et le whisky étrangers au Japon. Quant au Japon, il est également concerné, il s'agit d'avoir recours à l'article 301 du GATT sur les pratiques protectionnistes.

Près du mont Fuji

La fabrication du vin a commencé au Japon dans les années 50. Il y a actuellement quatre grands producteurs qui se partagent le marché : Suntory, Mann's Wine, Morican et Sainte Neige. Tous sont implantés dans la préfecture de Yamaguchi, près du mont Fuji, dont le climat est le moins favorable pour le vignoble. D'une manière générale, les conditions climatiques au Japon, en particulier une forte humidité en été, ne sont pas favorables à la vigne.

Les producteurs japonais ne peuvent répondre qu'à 18 % de la demande nationale. Mais ils contrôlent les trois quarts du marché, bien que leurs coûts soient 500 % plus élevés qu'en Europe ou aux Etats-Unis, avance le document de la CEE.

Le vin ne représente actuellement que 1 % du total du marché des boissons alcoolisées au Japon (les Japonais consomment par tête 0,8 litre de vin par an, contre 80 litres dans le cas des Français). Mais la consommation devrait passer de 70 millions de litres à 300 millions de litres en 1993 en raison d'une demande de plus en plus grande pour les boissons à faible teneur en alcool.

Le marché de l'alcool est dominé actuellement par la bière et le saké qui représentent respectivement 65 et 19 % de la consommation totale. La vente du shochu (alcool fait à partir de féculents) a brutalement augmenté en 1984, passant de 4 à 8 % du total de la consommation d'alcool.

L'arrivée des femmes sur le marché des boissons alcoolisées explique le phénomène : elles veulent en effet des boissons à faible teneur en alcool et que l'on peut couper d'eau. Les experts esti-

moyenne depuis cinq ans. Pour la moitié d'entre elles, le revenu annuel moyen est de l'ordre de 50 000 F, c'est-à-dire très nettement en dessous du SMIC. En France constants, le revenu de l'ensemble des exploitations agricoles françaises a baissé de 7,8 % en 1985, d'après la commission des comptes de l'agriculture.

Sacrifice

Comment expliquer à des agriculteurs durement touchés que leur sacrifice sert en réalité à favoriser une concurrence parfaitement artificielle et à subventionner sur leurs propres ressources des agriculteurs dont le revenu est plus du double du leur ? Les gouvernements japonais, cette distinction d'appartenance politique, ont fait preuve d'une détermination faiblesse à un problème depuis l'année 1977 qui devait marquer le terme des importations faites à la Nouvelle-Zélande.

Les données du problème sont aujourd'hui parfaitement claires : en principe, l'accord prolongeant les importations de beurre de Nouvelle-Zélande jusqu'en 1986-1987. En fait, il serait sans doute possible de remettre en question les importations pour 1986. Mais, en toute hypothèse, les importations de beurre de Nouvelle-Zélande doivent cesser en 1987, si le conseil

des ministres de la CEE ne décide pas à l'unanimité de le reconduire par une année qui doit être prise avant le 1^{er} août 1986.

Personne ne comprendrait que la CEE accepte une telle reconduction. D'autres pays, telle l'Irlande, partagent largement ce point de vue. Les organisations professionnelles européennes représentatives des agriculteurs, y compris les Britanniques, ont renouvelé tout récemment auprès de la Commission, par l'intermédiaire du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE), leur condamnation d'une concurrence déloyale débouchant sur un pillage pur et simple des ressources du budget agricole.

La même méconnaissance des intérêts des agriculteurs se voit avec le problème de la portation de 245 000 tonnes de viande de mouton de Nouvelle-Zélande. Les effets sur le marché européen, et particulièrement français, sont également catastrophiques.

(1) Cette hypothèse est modérée, car le beurre en provenance de Nouvelle-Zélande est vendu au prix de 450 dollars la tonne, ce qui est nettement inférieur au prix de 2 000 dollars la tonne d'acheminement de la Nouvelle-Zélande vers l'Angleterre. De ce fait, le beurre néo-zélandais est davantage soumis à l'intervention que le beurre français.

PHILIPPE PONS.

CAPTEZ L'INFORMATION A LA SOURCE DES NOTES BLEUES

VIENT DE PARAÎTRE

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

répertoire permanent de l'administration française 1986

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

SOYEZ LE PREMIER A SAVOIR

LES NOTES BLEUES DE AUX SOURCES DE L'INFORMATION.

Les Notes Bleues, la publication hebdomadaire de l'Economie, des Finances et du Budget. Une source unique de renseignements, qui vous un privilège de l'information dans le domaine économique et financier.

BULLETIN D'ABONNEMENT

La chronique de Paul Fabra

Au bout du tunnel

On a tellement dit que la décision de construire un tunnel sous la Manche prise par le président Mitterrand et M^{rs} Thatcher est « historique », et ce jugement flatteur paraît effectivement, en l'occurrence, tellement justifié, qu'on est à première vue, mais bien à tort, surpris de l'extraordinaire bataille de chiffonniers à laquelle a donné lieu l'attribution de cet énorme contrat, dont les caractéristiques économiques et financières sont aussi remarquables que la signification politique. Ce n'est pas rebaisser les grandes choses, ni les hommes qui les font, que de regarder aussi les petites choses auxquelles ils se livrent, avec d'autant plus d'aplomb que l'enjeu est considérable.

A se fier aux déclarations contradictoires des ex-concurrents, le public a le plus grand mal à se faire une idée des projets qui étaient en compétition, et de la qualité propre à celui qui a été choisi de concert par le chef de l'Etat français et le premier ministre britannique. Tant sur le plan technique que sur le plan financier, on aura entendu jusqu'au dernier moment de la décision les arguments les plus extrêmes. Et même après — la querelle ne risque-t-elle pas de rebondir tant que les ratifications parlementaires, prévues pour octobre prochain, n'auront pas été acquiescées ?

Fallait-il, comme cela a été convenu, renvoyer la solution du tunnel purement ferroviaire préconisée par les sociétés françaises (France-Manche) et britannique (Channel Tunnel Group - CTG) ?

A l'heure des représentants du projet Eurotunnel, présenté du côté français par un groupement qui rassemblait notamment la Société générale, Paribas, la CGE, Alsthom, Usinor, répondent sans nuances. « Les intérêts en jeu, qui ont été si souvent évoqués, ont poussé à une solution médiane », dit l'un d'eux (banquier de son état). A la voie ferrée, « qui était, et pour cause, le moyen auquel pensaient déjà les ingénieurs du dix-neuvième siècle », les partisans d'Eurotunnel reprochent deux graves défauts : elle ne permet pas d'assurer un service permanent (au contraire de l'autoroute) et elle entraîne, par nature, une rupture de charge. Ils en concluent que « la concurrence des nouvelles ferries sera redoutable ».

Leurs adversaires de France-Manche, société qui regroupe le Crédit lyonnais, la Banque Indosuez, la BNP, le Crédit agricole et, du côté des industriels,

Bouygues, Dumez, auxiliaire d'entreprises, SPIE-Batignolles, rétorquent : « Prendre place sur la navette ne sera pas plus difficile au conducteur d'un véhicule que de changer de file sur une autoroute ; l'opération d'embarquement se fera en six secondes pour une voiture, en douze secondes pour un camion. Peut-on encore parler de « rupture de charge » ? Et de préciser : « La navette ne sera pas autre chose qu'un immense tapis roulant à 160 km/h qui permettra de traverser la Manche en trente minutes. Les navettes pourront se succéder toutes les trois minutes ; aux temps creux, les départs auront lieu toutes les vingt minutes. Les techniques que nous allons mettre en œuvre (conduite automatique, signalisation, etc.) sont les plus modernes, elles n'existent pas il y a trente ans ».

C'est pourquoi, dit-il, le projet est plus permanent que le projet de ferries, lequel prévoit la construction d'une voie routière empruntant d'abord de chaque côté un pont gigantesque pour descendre ensuite sur 20 kilomètres un tunnel (1). Jean-Paul Parayre, président de France-Manche (et aussi directeur général chez Dumez, où il est entré après avoir quitté Peugeot), est un ingénieur des ponts et chaussées. Il est à ce titre ancien constructeur d'autoroutes : « Là où il n'y a pas d'homogénéité, dit-il, il n'y a pas d'autoroute à proprement parler. Dans les deux spirales de descente vers le tunnel central, on n'aurait pas pu circuler à plus de 40 kilomètres à l'heure : le risque d'embouteillages, sans parler des risques d'accidents ».

France-Manche avait aussi étudié la possibilité d'un tunnel routier ; mais Jean-Paul Parayre, techniquement préempté.

On a d'autant plus de mal à s'y retrouver que Francis Bouygues, qui, tant que membre de France-Manche, sera un des constructeurs du tunnel, se moquait naguère de cette solution : « Un pont aurait l'avantage d'être un ouvrage d'art exceptionnel qui marquerait son époque alors qu'un tunnel n'est jamais qu'un trou noir... Il n'y a d'ailleurs aucun problème technique pour le réaliser... », disait-il il y a moins de deux ans à un journaliste de Match.

L'incertitude inhérente à toute entreprise de cette envergure n'aura cessé d'être exploitée, dans un sens ou dans un autre, à des fins de propagande, et de façon décourageante pour le profane. Pour éviter une trop forte pente dans les colimaçons de descente, Eurotunnel avait prévu de poser le tunnel au fond de la mer, et non pas de le creuser au-dessous comme le ferait France-Manche et CTG. Ses tenants disent : « Les techniques sont éprouvées : ce sont celles des plates-formes pétrolières de la mer du Nord, posées dans des conditions infiniment plus dangereuses. » « Pas du tout », répondent les experts de France-Manche, car le degré de précision n'est absolument pas du même ordre ; pour le tunnel, il aurait fallu poser des blocs pesant chacun 90 000 tonnes sans s'écarter du tracé de plus de quelques centimètres. La croûte bleue du sous-sol marin se prête au contraire au creusement grâce à sa grande imperméabilité ».

Il ne puis m'empêcher, malgré la grandiose beauté d'art évoquée (cela vaut tout autant d'ailleurs, pour la navette super-rapide et leur système démurrage), de penser que ces investissements apparemment savants aux propos vénéreux tenus par un simple vendeur d'automobiles sur le marché concurrent.

Au lieu de leur inspirer une certaine circonspection de paroles, l'importance des sommes en jeu a, au contraire, comme enflammé les protagonistes, qui, dans leurs critiques réciproques, prennent à leur aise avec les chiffres, pratiquent l'amalgame et les comparaisons forcées. France-Manche fait grief, sans autre forme de procès, à Eurotunnel (qui se targue au contraire de la précision de ses évaluations et de leur caractère « ferme ») d'avoir pour les besoins de la cause ramené, à l'approche de la décision, son budget prévisionnel de 11 milliards de francs à 81 milliards. Eurotunnel, dans un communiqué publié le 22 janvier (après la décision) par l'Agefi, accuse France-Manche d'avoir minoré le montant de ses dépenses d'un bon tiers (40 milliards pour un chiffre réel de l'ordre de 60 milliards). Le choix du tunnel ferroviaire ne résulterait-il pas, entend-on, de la conjonction de deux facteurs : la volonté de ménager les intérêts futurs du puissant M. Sherwood (auteur

d'un projet routier), concessionnaire de la plus importante société de ferries, et de l'accordé par l'Elysée à un projet patronné par les banquiers socialistes les plus en vue : Jean Deffassieux (Crédit lyonnais), Jean Peyronnet (Indosuez), Jean-Paul Huchon (Crédit agricole) ?

Ces querelles, qui témoignent de l'importance de la bataille, ne prouvent finalement qu'une seule chose qui est une bonne chose : les protagonistes disent au moins ce qu'ils pensent quand ils se disputent. D'un « lien fixe » entre les deux rives sera une opération rentable, faite, qu'on comprendrait mal l'acharnement dont ils ont fait preuve pour emporter la concession.

L'important, dans ce magnifique projet, est que, en dépit de tout ce qu'on dit sur les multiples dérangements au système financier, un groupe d'entreprises françaises et anglaises puisse s'engager à long terme, en comptant sur les seules ressources du marché, un volume considérable d'épargne en vue de financer un investissement à long terme. C'est que les deux gouvernements concernés, le socialiste à Paris et le conservateur à Londres, avaient en lançant leur « consultation » (en réalité une sorte d'appel d'offre) au mois de mars dernier posé des conditions très strictes : pas de fonds publics, pas de garantie de l'Etat, pas de subventions. Les malheurs du temps ont fait redécouvrir de vieux principes (souvent méconnus pendant l'époque de la folle expansion des crédits qui prit fin en 1982) qu'on applique grâce à la loi au point de vue des modalités modernes.

Telle est la formule du « financement de projet » fondée sur l'idée, la première vue très simple, selon laquelle on ne finance que des projets dont le rendement est jugé largement suffisant pour assurer le paiement des intérêts et le remboursement. De là, on passe à une autre idée selon laquelle les banques acceptent de limiter leurs voies de recours contre le promoteur, les garanties étant en principe fournies par les seuls actifs du projet lui-même (le gisement de pétrole en cas de financement de son exploitation, par exemple).

La loi entraîne, entre autres, conséquences : les banques

n'acceptant plus de s'engager que dans des pays où le risque politique est minime ou nul ; elles exigent que le taux de rentabilité soit calculé en tenant compte largement des aléas de l'entreprise. Cet ensemble d'exigences financières ne rendait-il pas quasi inévitable pour l'établissement du « lien fixe » à travers la Manche, l'adoption de la solution la plus prudente ?

Le coût du projet de France-Manche-CTG est évalué à 27 milliards de francs d'aujourd'hui ; ce coût a majoré (« inflaté ») de 10 à 15 % par an pour la période de construction afin de tenir compte de la possible dévalorisation. Un pourcentage paraît très élevé aujourd'hui, du franc et de la livre. Cela porte le coût « inflaté » à 42 milliards de francs, il quoi on ajoute le paiement des intérêts pendant la période de construction, soit environ 8 milliards de francs, calculés sur la base d'un taux moyen nominal de 12 %. Compte tenu d'autres frais, on est arrivé à un besoin de financement total qualifié de « maximum » de 52 milliards de francs. Pour financer ce montant, on compte réunir un capital qui sera situé entre 7,7 et 11,7 milliards de francs, plus des versements de la somme devant être fournie par l'emprunt bancaire (entre 39 et 45 milliards de francs). Cependant, à ce « maximum », on prévoit une rallonge pour faire face à toute éventualité qui pourrait retarder la mise en exploitation, une seule année de retard peut coûter 5 milliards de francs d'intérêt. C'est pourquoi le projet prévoit l'engagement par les banques de prêter, en cas de besoin, 11,7 milliards de francs en plus, ce qui le total à 63 milliards de francs cités par le concurrent Eurotunnel.

Les promoteurs du plus grand ouvrage européen du vingtième siècle (1987-1993) du canal de la Manche (1858-1869), une interruption de trois ans entre 1863 et 1866) ? Le coût de ce dernier ouvrage était monté à plus du double des prévisions. Les actions, à 500 F-or, ne valaient plus que 100 F au moment de l'ouverture (1869). Mais elles devaient connaître une brillante carrière, puisqu'elles étaient cotées 1 000 F en 1880 et 5 000 F (des mêmes francs-or) en 1914.

(1) Le projet d'Eurotunnel comportait aussi un tunnel ferroviaire, mais, bien sûr, seulement pour trains (pas de navette).

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur

LES GROSSISTES RÉPARTITEURS EN PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Les grossistes répartiteurs en produits pharmaceutiques occupent une place prépondérante et grandissante au sein de la filière de la distribution des produits de l'industrie pharmaceutique. Plus de 4/5^{es} du chiffre d'affaires des spécialistes pharmaceutiques à usage humain en France transitent par eux. Les exportations restent marginales. Si les deux secteurs (Laboratoires et GRPP) sont économiquement liés, ils n'ont cependant aucun lien financier direct : la préférence de l'industrie pharmaceutique dans la distribution est en faveur de l'intermédiaire de ses filiales, les courtiers de vente.

Les grossistes répartiteurs en produits pharmaceutiques répondent à la triple obligation de livrer très rapidement (24 heures) des quantités souvent limitées de médicaments dans une vaste collection (les 2/3 des produits autorisés - AMM) aux pharmacies d'officine dispersées dans l'ensemble du territoire national. Pour satisfaire à ces contraintes, les entreprises du secteur ont une implantation décentralisée de leurs points de vente (« de 200 pour la profession ») et sont tenues de posséder les équipements nécessaires tant en moyens de transports que de communication (téléphone, informatique).

Par rapport au commerce de gros non alimentaire, le secteur des grossistes répartiteurs se distingue par :

- une taille moyenne des entreprises plus élevée ;
- un taux de marque plus faible et qui s'est encore amoindri au cours de la période analysée (1980-1984) ;
- par contre, un taux de valeur ajoutée et des résultats plus performants qui se sont appréciés en fin de période et notamment en 1983 ;
- des frais financiers importants partiellement compensés, il y a, par des produits financiers élevés ;
- une rotation des stocks plus rapide : les répartiteurs s'en tiennent en moyenne au stock minimum qui leur est imposé (un mois) ;
- des caractéristiques particulières aux fonctions propres au secteur : les frais de livraison, téléphone, informatique, représentent plus de 30 % de la marge commerciale brute.

La concentration est l'un des traits dominants. Compte tenu des opérations de fusion et d'absorption intervenues depuis 1982, trois groupes représentent 70 % du marché en 1984. Le secteur est dominé par l'OCF (1 entreprise), qui détient 40 % du marché, suivie de l'IFP (3 entreprises) et de CERP Rouen (1 entreprise).

Dans cette étude, les 31 entreprises étudiées ont été classées dans le secteur ont été présentées en intégralité et toutes les données dont les comptes étaient accessibles (28) ont été analysées. Elles ont été classées en trois catégories en fonction des modalités d'appropriation du capital. On a ainsi distingué :

- les sociétés de type capitaliste à multi-actionnaires, dont le nombre a été renforcé au cours de la période, et qui, réunies en trois groupes (OCF-IFP-Thomas), représentent 65 % du marché national ;
- les sociétés de type capitaliste à caractère familial, dont le nombre, au contraire, a diminué (4 % du marché) ;
- les sociétés coopératives, représentant 1/3 du marché. A l'intérieur de cette catégorie, le phénomène de concentration s'est traduit par des absorptions.

Si l'analyse des sociétés a permis de faire apparaître une différence dans la rapidité de rotation des stocks, le type d'entreprise (capitaliste ou coopérative), elle n'a pas permis d'observer une corrélation directe entre le taux de marque ou le niveau des résultats et l'appartenance à l'une des catégories de sociétés. L'effet taille joue un rôle important dans tous les cas.

Cette étude est en vente à DAFSA
7, rue Bergère, 75009 PARIS. Téléphone : 42-33-21-23

ENRICHISSEZ
VOTRE
CAPITAL-
INFORMATION
3 NOTES
BLEUES
l'information au complet.

A LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE

Le nouveau président, H. Gaulandeau, en campagne

« Dans le paysage politique, je ne vois aucune formation, aucun responsable capable de s'attaquer aux vrais problèmes de l'agriculture. La baisse du revenu agricole est une réalité depuis 1974. Un agriculteur a été juste payé pour le passage d'Edith Cresson, qui a été le ministre de l'Agriculture le moins médiocre parce qu'elle a su bailler ferme à Bruxelles ».

M. Henri Gaulandeau, le nouveau président de la Fédération française de l'Agriculture - née d'une scission de la FNSEA à Tours en 1969, - n'appel-

lera pas sa formation à chasser M. Mitterrand comme elle a appelé à chasser M. Giscard d'Estaing en 1981. « Il faudrait sanctionner ceux qui ont fait baisser le revenu agricole », se contente-t-il d'affirmer. Mais peu trouvant grâce, car pour ce Tourangeau de trente-trois ans, qui exploite 100 hectares près de Richelieu, il n'est pas encore né celui qui pourra s'opposer à la volonté des sept grands trusts agro-alimentaires.

Le successeur d'Alexis Arette - démissionnaire pour cause de candide-

ture aux législatives - a choisi la FFA en 1974 « parce qu'elle parlait le juste langage des agriculteurs en fonction du prix des produits et non pas de l'augmentation des rendements ».

Pas plus tendre avec le pouvoir actuel qu'avec les précédents, le président de la FFA se félicite pourtant du rapport Gouze sur le statut juridique des entreprises agricoles, qui tend à dissocier les biens de l'exploitation de ceux des exploitants.

La FFA, qui a obtenu 7 % des voix aux élections professionnelles de 1983 et qui est surtout implantée dans l'Ouest, l'Est et le Nord-Est, voit, selon son nouveau responsable, son développement bloqué par le gouvernement, qui, comme ses prédécesseurs, ne veut traiter qu'avec un syndicat unique.

ALEXIS BODDAERT.

(Publié)

LANGUE DES AFFAIRES
ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL
ITALIEN - RUSSO - GREC
Apprenez rapidement chez vous une langue ou préparez un examen spécialisé : Chanciers de commerce étrangers, Université de Cambridge, BTS traducteur commercial, etc.
Enseignements par correspondance : cassettes et stages aux correspondants. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix.
Re. get. : LANGUES & AFFAIRES, Service 4437, 35 rue Collonge, 92303 Paris-Levallois.
Tél. : (1) 42-76-81-88 (téléx. privé).

1986. Et si c'était le bon moment pour entrer en Bourse ?

La réponse à cette question est à toutes celles que vous posez vous serez données au Bureau d'Accueil des Agents de Change. N'hésitez pas.
Venez, écrivez ou téléphonez : Bureau d'Accueil des

Agents de Change, 4, place de la Bourse PARIS 2^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Paris 42.97.55.55 / Bordeaux 56.44.70.91 / Lille 20.55.68.90 / Lyon 78.42.54.71 / Marseille 91.90.70.32 / Nancy 83.36.56.97 / Nantes 40.48.41.96.

RENSEIGNEZ-VOUS :
BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, place de la Bourse PARIS 2^e - 42.97.55.55.

BRANCHEZ-VOUS SUR L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
3 NOTES BLEUES
l'information branchée.

économie

AFFAIRES

UN RAPPORT DU PLAN SUR LES PERTES DE COMPÉTITIVITÉ

L'industrie c'est du commerce

Les grands équilibres économiques du pays semblent en voie de réajustement, l'inflation se réduit, les entreprises retrouvent le chemin du profit, l'investissement repart, et pourtant, la France perd des parts de marché dans le commerce mondial. Cette dégradation inquiétante jette une ombre sur les autres bons résultats.

Pourquoi le commerce extérieur, « point noir » de la politique gouvernementale, reste-t-il déséquilibré en dépit des efforts de « modernisation » ? C'est tout l'intérêt d'un rapport du Plan (groupe de stratégie industrielle n° 7) intitulé « Produits et marchés en France », que d'apporter des réponses à cette question trop souvent laissée dans l'ombre de côté. Gauche et droite, l'approche des élections, préfèrent rivaliser sur les grands thèmes de la dénationalisation ou de la déglobalisation alors que les réels blocages de l'industrie française, selon le rapport du Plan, sont spectaculaires sans doute, mais plus profonds.

Le texte note une dégradation « tendancielle » des parts de marché de l'industrie française dans le commerce mondial, passées de 8,3 % en 1979 à 6,8 % en 1983. Ce recul s'inscrit certes dans celui, plus général, de l'Europe face aux États-Unis et au Japon. Mais « la France ne dispose pas de vastes pôles de compétitivité comme ceux d'autres pays », arguent les industriels allemands et japonais. Sa spécialisation est plus diffuse et faite à travers toutes les grandes branches d'activité (...). Les pôles de compétitivité se sont déplacés vers les biens d'équipement professionnel, entraînant une forte complémentarité avec l'Italie, mais exposant l'industrie française à une concurrence accrue de la RFA. Cette évolution affecte aussi bien sa part de marché sur son propre marché intérieur que dans le monde.

Les exemples détaillés de la machine-outil et du meuble montrent comment s'opère le processus de dégradation. Le mauvais « positionnement » de l'industrie française

provient d'une trop forte spécialisation sur les produits basés, fortement sensibles à la concurrence par les prix. Devant l'attaque des importations provenant de pays à bas coût de main-d'œuvre, « les producteurs nationaux sont amenés à remonter dans la gamme des produits et à abandonner les importations », parité du marché national. Ensuite, réajustés sur le très haut de gamme, les Français subissent cette fois-ci les assauts de l'industrie ouest-allemande dont l'image de marque est bien meilleure.

Prix, schématiquement, comme dans un duel entre Hongkong et Munich, l'industrie française manque aussi pour se défendre d'une organisation commerciale cohérente. « On ne vend plus un produit isolé mais une fonction globale, un service, un système », explique le rapport du Plan. Or « c'est peu dire que les transformations dans la distribution ont été insuffisamment maîtrisées par l'industrie ». Le tissu industriel du pays est trop peu adapté à la vente. « Il ne suffit pas d'assurer un développement

l'investissement technique pour que les produits se retrouvent positionnés correctement face à la demande.

En difficulté, l'industrie se tourne alors vers l'État. Mais celui-ci, lorsqu'il s'agit de restructurer, ne veille pas assez aux pertes de savoir-faire commercial.

Toute reconquête ne peut passer, estime le rapport du Plan, que par le repositionnement de l'industrie française. Cette politique « dépend fondamentalement des entreprises, mais elle implique que les pouvoirs publics aient une stratégie en termes de produits et de marchés ». Les efforts doivent porter dans cinq directions : la qualité, la coopération au sein des filières, l'information, la formation et le financement des coûts de commercialisation. « Moins que jamais la compétitivité ne peut se réduire à une question de prix. Elle est d'abord la satisfaction globale d'un besoin qui évolue dans le temps. »

Les investissements de modernisation ne prennent leur sens que s'ils répondent à une meilleure adéquation aux marchés. Les entreprises ont donc cette responsabilité de concevoir leur stratégie en tenant compte de leur environnement commercial. L'État, pour sa part, « ne doit pas se contenter de parler de filières de fabrication, mais aussi veiller à préserver les filières de vente », conclut le rapport. Investir ne suffit pas, dévaluer non plus, sans doute encore moins dénationaliser le redressement du commerce extérieur français proviendra d'efforts plus soutenus, mais aussi plus difficiles et plus longs. On l'oublie trop souvent : l'industrie, c'est d'abord du commerce quotidien.

A. D.

E. L. B.

REPÈRES

Carburants : les prix (HT) français les moins chers d'Europe

Le prix français hors taxes de l'essence, du super et de l'ordinaire sont les moins élevés de l'Europe des Dix. Selon le dernier bulletin pétrolier de la Commission européenne, le prix (HT) du super, calculé en monnaie de compte européenne, n'atteignait, le 6 janvier dernier, dans l'Hexagone, que 264,38 ECU, soit 10,5 % de moins que la moyenne européenne et 13 % de moins qu'en Allemagne fédérale. En revanche, les prix français du gasoil et du fuel domestique, produits sur lesquels la concurrence est moins vive, n'arrivent qu'au cinquième et au sixième rang européen, le prix du fuel domestique étant même supérieur de 4,5 % à la moyenne européenne.

Chômage : augmentation

En décembre dernier, le nombre des chômeurs dans la Communauté économique européenne moins la Grèce, l'Espagne et le Portugal a augmenté de 1,4 % par rapport à novembre, atteignant 12,9 millions, contre 12,7 millions, soit 11,3 % de la population active, contre 11,2 %. Cette augmentation, essentiellement saisonnière, du nombre des chômeurs, constatée dans tous les pays, sauf la France. Elle est supérieure à la moyenne en RFA (+ 0,2 %), en Irlande (0,2 %) et au Danemark (+ 0,2 %). Fin décembre, le taux de chômage était de 18,5 % en Irlande, de 13,3 % en Italie, de 13,2 % aux Pays-Bas, de 13,1 % en Belgique, de 12,3 % en Grande-Bretagne, de 10,5 % en France, de 8,7 % en RFA, de 8,1 % au Danemark et de 1,6 % au Luxembourg. Sur l'ensemble de l'année 1985, le nombre de chômeurs a atteint 12,7 millions en moyenne, soit 11,2 % de la population active, en augmentation de 3 % par rapport à l'année 1984 (12,6 millions) et 15,8 millions avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Signe encourageant : le chômage a diminué de 10,9 % au Danemark, de 7,5 % aux Pays-Bas, de 6,3 % en Belgique et de 4 % au Luxembourg. Mais il a continué à augmenter en Italie (de 8,9 % en 1984 à 9,7 % en 1985) et en RFA (de 8,1 % à 8,7 %).

Augmentation de la rémunération des TUC. — La rémunération des TUC (travailleurs d'utilité collective) est augmentée de 50 F à compter du 1^{er} janvier, passant de 1 200 F à 1 250 F par mois. Les allocations d'insertion des femmes seules chargées de famille passent de 2 580 F par mois à 2 622 F. Celles pour les catégories particulières d'allocation (réfugiés, rapatriés, etc.) passent de 1 340 F par mois à 1 311 F; elles atteindront 1 332 F par mois au 1^{er} juillet. Les prestations de la sécurité sociale de référence revalorisées de 1,3 % au 1^{er} janvier et de 1,1 % au 1^{er} juillet. Enfin, les rémunérations forfaitaires des stagiaires de la formation professionnelle sont revalorisées de 1,7 %.

La chimie française en 1985 : lanterne rouge en Europe

Encore à la traîne il y a deux ans, la chimie française n'a pas réussi en 1985 à recueillir un peloton en concurrence européenne, dont l'honneur s'est pourtant réparti. De nouveau, elle s'est fait distancer pour arriver à la dernière place.

Le bilan dressé par M. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques, n'est pas très brillant : si l'augmentation du chiffre d'affaires (+ 8,5 %), qui s'est élevée à 280 milliards de francs, est encore honorable — elle avait été de 11,7 % en 1984 —, la croissance en volume est assez décevante (+ 1,9 % contre 3 %), tout au moins inférieure à la hausse de la production industrielle française (+ 1 %).

Bien qu'en progression moins forte, les grandes industries chimiques du Vieux Continent ont enregistré des taux plus élevés : + 4 % en Grande-Bretagne (contre 4,5 %), 3,5 % en Italie (contre 5,5 %), 3 % en RFA (contre 6 %), 3 % en Belgique (contre 7 %), 2,5 % aux Pays-Bas (contre 8 %).

L'évolution sectorielle par secteur donne un meilleur aperçu de la situation et du ralentissement de l'activité : + 0,3 % de croissance en volume pour la chimie organique (contre 1,7 %), - 0,5 % pour la chimie minérale (contre + 6,3 %), 1,7 % pour la parachimie — peintures, encres, détergents, etc. — (contre 2,6 %). Seule la pharmacie, grâce aux affections hivernales, a pu résister à la baisse supérieure (+ 7,5 % contre 3,5 %).

Comme l'a expliqué M. Achille, la stagnation de la chimie organique et de la chimie minérale a été due, pour l'une, à la conjonction très médiocre en France dans la pétrochimie et les plastiques, pour l'autre à la baisse des ventes d'engrais notamment. La parachimie a dû sa résistance à la reprise de la consommation des ménages et au meilleur comportement du bâtiment.

Même le commerce extérieur, en pointe l'année précédente, s'est détérioré : les exportations ont seulement augmenté de 4 % en volume (contre 8,4 %), alors que les importations ont progressé de 6 % (contre 7 %). Si l'excédent commercial n'a guère varié (25,7 milliards de francs contre 26 milliards), en revanche, le taux de couverture a légèrement fléchi (128 % contre 132 %), en raison de la réactivation de la concurrence asiatique.

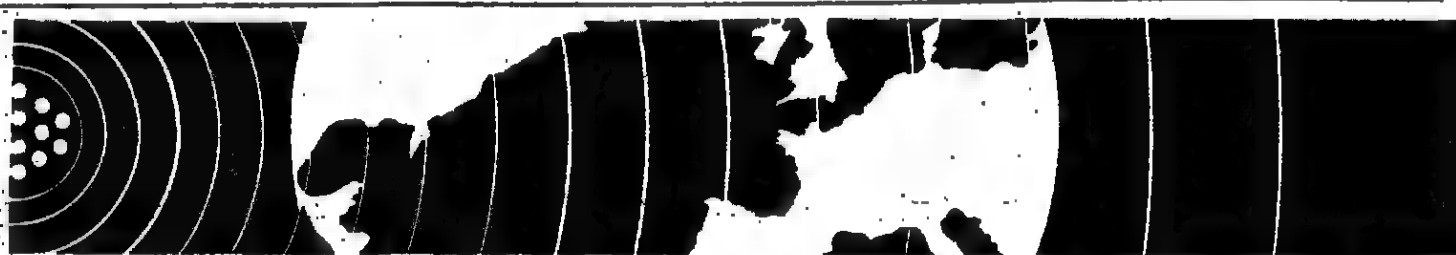
Bref, la chimie française n'a pas administré la preuve d'une grande vigueur, si ce n'est dans les investissements (plus de 10 milliards de francs, en hausse de 12 %). Du reste, ses bénéfices sont légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente. Ainsi, Rhône-Poulenc n'en dégagera guère plus qu'en 1984 (près de 2 milliards).

Malgré consolation : les chimistes américains ont été mis à la portion congrue, avec un chiffre d'affaires stagnant (214 milliards de dollars) et des profits en chute libre (18 % contre 10,6 milliards de dollars). Mais les affaires, par ailleurs, iront mieux cette année pour eux (+ 10 %).

La chimie européenne, elle, ne doit pas s'attendre à des miracles. Sa croissance serait limitée (de 1 % à 2 %). Pour la France, M. Achille avance un taux de 1,3 %, mais cette progression viendra surtout des activités en aval (parachimie, pharmacie). A cause des pressions exercées par les producteurs du golfe Persique, la pétrochimie et la chimie minérale marqueront le pas.

A. D.

E. L. B.



DE PARIS, LONDRES, AMSTERDAM, MILAN, DÜSSELDORF, MADRID PHONE MARKETING communiqué avec L'EUROPE

LA DIMENSION INTERNATIONALE

Les clients de PHONE MARKETING "leader incontesté du téléphone en France" (STRATÉGIES janvier) demandent désormais dans les principaux marchés européens, des services de qualité identiques et les résultats que ceux obtenus en France par PHONE MARKETING.

PHONE MARKETING International à travers une structure intégrée dans chaque pays, conseille, crée et réalise les programmes de Marketing téléphonique les mieux adaptés aux demandes spécifiques d'entreprises à vocation européenne.

PHONE MARKETING est ainsi la seule société de « phoning » installée directement dans les principaux pays européens au service des annonceurs internationaux.

LA MAÎTRISE D'UNE TECHNOLOGIE UNIQUE

PHONE MARKETING a prouvé en France son avance technologique dans le domaine de l'utilisation commerciale du téléphone en devenant « la première société de conseil en marketing téléphonique » (Médias novembre 1985).

Bernard CAIAZZO, Président de PHONE MARKETING, a écrit pour la France, l'ouvrage de

référence du « phoning » "TELEPHONE MARKETING" (édit. BORDAS) qui décrit les méthodes uniques de travail de PHONE MARKETING.

PHONE MARKETING compte aujourd'hui 500 personnes en France réparties sur PARIS et les 12 principales régions françaises.

Les effectifs de la société — l'ensemble de l'EUROPE — dépassent les 1000 personnes ce qui représente le plus important nombre de spécialistes du « phoning » sur le plan international.

L'UTILISATION STRATÉGIQUE DU PHONING®

Utilisé avec rigueur et professionnalisme, le « phoning » — le plus souvent associé avec d'autres médias — est devenu un support stratégique de la communication commerciale.

Pour améliorer son efficacité, PHONE MARKETING est organisé en douze départements spécialisés par marché vertical dirigés par un expert en stratégie commerciale sur chaque marché (industrie, bancaire, médical, service, distribution, automobile, biens d'équipement...).

Les clients de PHONE MARKETING ont la garantie d'avoir un interlocuteur solide connaissant leur secteur d'activité.

PHONE MARKETING S.A.	48, rue de Valenciennes 75015 PARIS	Tél. : (1) 45 54 95 96
PHONE MARKETING SYSTEMS (UK) LTD	Chesham House, 135 Regent Street LONDRES - W1R 5 DA	Tél. : (1) 437 49 89
PHONE MARKETING SYSTEMS (NL) B.V.	Kalmweg 62 AMSTERDAM 1015 CB	Tél. : (31) 227 205
PHONE MARKETING SYSTEMS (Italia) S.p.A.	Via G. Boccadoro 2 MILAN	Tél. : (39) 498 22 51



ENTREPRISES

Société générale :

progression des bénéfices — plus de 30 %

Le bénéfice de la Société générale, troisième banque française de dépôt, devrait progresser de plus de 30 % pour l'exercice 1986. La progression sera importante en métropole où la forte demande de crédits en provenance des particuliers et le développement de nouveaux produits ont pris le relais des crédits aux entreprises, en voie de contraction. A l'étranger, cette progression a été moindre, en raison de la baisse du dollar, qui, toutefois, masque une amélioration des conditions d'exploitation, notamment celles de la filiale en participation European American Bank (EAB), redevenue bénéficiaire. En 1984, les pertes de cette filiale avaient pesé à hauteur de 255 millions de francs sur les résultats consolidés de la Société générale (827 millions de francs de bénéfices).

Jardine Matheson va créer un géant mondial de courtage d'assurance

Le groupe financier et commercial Jardine Matheson, basé à Hongkong, s'apprête à créer un géant de l'assurance, qui figurera au huitième rang mondial en prenant le contrôle d'une des plus grosses sociétés américaines de courtage d'assurance, Jardine Matheson Holdings Ltd., associée à Hongkong qu'il avait racheté Emmett and Chandler Companies Inc. — douzième firme américaine de courtage d'assurance, en vertu d'un accord de rachat portant sur 7,54 millions de dollars et signé le 15 décembre à Los Angeles. Cet accord est l'aboutissement de l'approbation des actionnaires d'Emmett and Chandler. Jardine a annoncé dans un communiqué qu'Emmett and Chandler serait fusionné avec Jibi, la filiale américaine de la branche assurance de Jardine, qui occupe actuellement le onzième rang aux États-Unis. Avec des revenus d'environ 170 millions de dollars, le nou-

veau géant se situera au huitième rang mondial, a précisé Jardine.

CGEE-Alsthom prend une participation dans une firme américaine de contrôle industriel

CGEE-Alsthom, filiale du groupe nationalisé CGE (Compagnie générale d'électricité), spécialisée dans les systèmes de contrôle des procédés industriels, a pris une participation minoritaire (35 %) dans la firme américaine Setpoint Inc., elle-même spécialisée dans le développement de logiciels de contrôle et de commande, notamment pour les procédés de raffinage pétrolier et de la pétrochimie. Basée à Houston (Texas), Setpoint a réalisé, au cours de l'année fiscale 1984-1985, un chiffre d'affaires de 11,3 millions de dollars et a enregistré sur les cinq dernières années une croissance annuelle supérieure à 30 %. L'accord prévoit que CGEE-Alsthom pourra accroître sa participation dans Setpoint.

DE L'AGRICULTURE

Landeau, en campagne

Le groupe Landeau, spécialisé dans la distribution de produits agricoles, a lancé une campagne de promotion pour ses produits. Les clients sont encouragés à acheter en gros pour bénéficier de tarifs réduits.

Le groupe Landeau est basé à Paris et dispose d'un réseau de distribution dans toute la France.

Le groupe Landeau est membre de l'Association des producteurs agricoles de France.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Union européenne pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation mondiale du commerce pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la promotion de ses produits.

Le groupe Landeau est partenaire de l'Organisation pour la sécurité

ÉTRANGER

LES NÉGOCIATIONS SUR L'AID

Nouveau test de l'assouplissement de la politique américaine

Coup d'envoi aux négociations sur les moyens financiers de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale chargée de l'aide à très long terme aux plus démunis des pays du tiers-monde, la réunion de trente-trois pays donateurs, le lundi 27 et le mardi 28 janvier, à Paris, constitue un test nouveau de l'assouplissement de la politique de Washington à l'égard de l'aide au développement.

La volonté des Etats-Unis d'éviter une crise majeure de la dette désastreuse pour leur système bancaire comme pour les jeunes démocraties surendettées d'Amérique latine ne fait pas de doute. Même si le « plan Baker » visant à assurer une dette des pays développés d'une reprise de leurs croissances laisse nombre de banques perplexes et a quelques difficultés à se mettre en place, le souci de Washington de voir la Banque mondiale renforcer son rôle dans cette recherche d'une meilleure stabilité mondiale, n'est pas réaffirmé. De plus, l'administration Reagan manifeste un souci accru pour les difficultés économiques accumulées par l'Afrique.

Jusqu'où les responsables américains veulent-ils ou peuvent-ils aller sur cette voie nouvelle, ouverte au grand soulagement de leurs partenaires des pays industriels ?

Tout en soulignant que les premières discussions sur la reconstitution des fonds dont l'AID disposera entre 1988 et 1990 (AID VIII) s'ouvrent dans un climat nettement plus favorable, les participants sont conscients de l'importance des difficultés, ne serait-ce que parce que les Etats-Unis, qui contribuent pour 25 % à ces fonds, doivent tenir compte à la fois de la nécessité de réduire leur déficit budgétaire et de l'opposition de nombreux parlementaires ou fonctionnaires à l'aide multilatérale dont l'application, contrairement à l'aide bilatérale, échappe aux donateurs.

A priori, tout le monde est d'accord pour donner la priorité à l'Afrique. Ce continent abrite la grande majorité des pays les plus pauvres de la planète et a déjà bénéficié d'une bonne part des prêts sur cinquante ans accordés par l'AID aux nations dont le revenu par tête est inférieur à 790 dollars par an. C'est d'ailleurs pour parer au plus urgent et compenser en faveur des pays africains la diminution des fonds dont dispose l'Association pour la période 1985-1987 - 9 milliards contre 12 milliards durant les trois années précédentes - qu'a été créé, en juillet 1985, un Fonds spécial pour l'Afrique, doté de 1,2 milliard de dollars pour trois ans. Paradoxe de l'évolution de l'attitude américaine, le gouvernement fédéral n'a pas participé à ce fonds, mais les parlementaires viennent de lui attribuer une somme symbolique de 75 millions de dollars.

Un faible intérêt ?

Avant même de décider des modalités d'offrir à l'AID, il s'agit de chercher à s'entendre sur les conditions d'application aux Etats-Unis de l'Association. Assimilables à des dons, puisqu'ils ne sont assortis que d'un agio de 0,75 % sur les sommes déboursées et de 0,50 % supplémentaire pour couvrir les dépenses administratives de l'Association, ces prêts devraient, selon les Américains, porter un taux d'intérêt faible, mais réel. Leurs partenaires y sont, pour le moment, opposés, n'envisageant à la rigueur qu'une réduction de cinquante à (peut-être) quarante ans de leur durée. Et même si ce sujet n'est pas directement abordé à la réunion de Paris, le montant de l'enveloppe nécessaire à l'AID sera précisé dans tous les esprits.

Echoués par la leçon de l'interminable histoire qui a abouti à limiter à 9 milliards de dollars les fonds 1983-1987 de la dernière AID, les responsables de l'Association se sont, jusqu'à présent, abstenus de mettre un chiffre quelconque sur la

table. Assurer le simple maintien des opérations tout en tenant compte des besoins de l'Inde et surtout du dernier venu de la Banque mondiale et de ses filiales, la Chine, exigeait sans doute quelque 16 milliards de dollars.

Le Fonds spécial pour l'Afrique étant une opération ponctuelle de trois ans, non renouvelable, il convient également d'en tenir compte pour que l'AID puisse poursuivre, au sud du Sahel, sur sa lancée.

Aussi le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, avait, dès octobre dernier, devant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, préconisé un montage où se retrouveraient des prêts de l'AID, un cofinancement avec des banques privées, ainsi que l'attribution d'une part du fonds fiduciaire du FMI (2,8 milliards de dollars sur six ans) dont l'Inde et la Chine ont accepté de ne pas être bénéficiaires.

D'autres envisagent un cocktail où le renouvellement des 9 milliards de la dernière AID se verrait augmenté de l'équivalent du Fonds spécial pour l'Afrique et d'une part du fonds fiduciaire. Au mieux, l'Association se verrait ainsi dotée de quelque 12 milliards de dollars. Avant même d'aborder l'importance des efforts consentis par chacun, il faudra faire le point de la marge de manœuvre politique et budgétaire des pays donateurs.

En cette période d'austérité généralisée, l'exercice d'annonce délicat. D'autant plus délicat pour les Américains que la loi Gramm-Rudman sur la réduction du déficit budgétaire américain pourrait aboutir à des coupes automatiques si la Maison Blanche et le Congrès ne parviennent pas à s'entendre sur les économies à réaliser dès 1987. Autant dire que le dossier de l'AID, après un premier défrichage à Paris, sera à reprendre lors de chacune des grandes réunions internationales qui vont se succéder au cours des prochains mois.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

LES SURPLUS AGRICOLES ET LA PÉNURIE ALIMENTAIRE

Le Conseil économique propose un plan de développement euro-africain

La Commission européenne a proposé, lundi 26 janvier, un plan de réhabilitation de l'agriculture pour les huit pays africains les plus touchés par la famine. D'une durée de trois ans, il sera doté de 100 millions d'ECU (670 millions de francs). Le commissaire au développement, M. Lorenzo Natali, a indiqué qu'un plan à long terme pour lutter contre la désertification était également envisagé. De son côté, le Conseil économique et social suggère la mise en place d'un programme de développement concerté entre l'Europe et l'Afrique.

« Les surplus agricoles et la pénurie alimentaire » : le Conseil économique et social (CES) vient de consacrer un rapport au plus choquant des paradoxes de notre temps. Ce travail avait confié à M. René Raimbaud, agriculteur, militant de la coopération, engagé dans l'action avec le tiers-monde, puisqu'il préside l'association Agriculteurs français et développement international (AFDI).

Le CES avance diverses propositions. A propos des solutions d'urgence d'abord, il reconnaît la nécessité de l'aide, plaidant pour la rapidité de son achèvement et pour son articulation avec le développement des productions locales. Il faut pousser les recherches dans plusieurs directions : l'utilisation des fonds dégagés par la vente des produits destinés à l'aide alimentaire pour le financement de projets locaux, l'emploi direct des produits pour le démarrage d'unités de transformation, la réalisation d'opérations triangulaires (achat et transfert d'excédents locaux vers les zones déficitaires), les aides en nature (semences, engrais, etc.) ou en crédit pour favoriser la reprise après un aléa climatique.

Au-delà de l'urgence, les pays en voie de développement (PVD) doivent conduire des politiques agricoles volontaristes avec un minimum de 20 % des dépenses publiques en faveur de l'agriculture, des politiques de prix et de marchés cohérentes. Ce développement, poursuit

le rapport du CES, doit s'appuyer sur une base sociale. Cela signifie notamment que « les gouvernements ne doivent pas s'opposer à l'organisation libre et indépendante de leurs paysannes ». Les organismes socio-professionnels des pays industrialisés devront, selon le rapport, voir leur participation renforcée dans les instances nationales et internationales traitant de développement et d'alimentation et dans les actions de coopération. Une formule de détachements d'experts rémunérés sans but lucratif pourrait être adoptée.

Au plan financier, le rapport insiste sur l'encouragement, fiscal notamment, à donner pour la mobilisation de l'épargne privée et des dons vers les pays en voie de développement et sur celle de l'épargne des PVD pour les PME et PMI. Il insiste sur la stabilisation des recettes d'exportation des PVD.

Face à l'endettement, le CES suggère un moratoire pour les pays les moins avancés et un réajustement pour les pays en développement à revenu intermédiaire. Pour favoriser la stabilité de l'environnement économique, le rapport pro-

pose l'établissement de « contrats de codéveloppement » donnant la priorité à l'autosuffisance alimentaire et à la valorisation des ressources locales dans les PVD et à la création d'emplois dans les pays développés. L'Europe pourrait, pour sa part, mettre en place un plan de développement agricole et rural européen d'une durée de dix ans. Quoi qu'il en soit de l'autodéveloppement, l'accroissement des importations alimentaires par les PVD est inévitable. On prévoit un doublement d'ici à l'an 2000. « Le CES ne peut et ne doit pas laisser les Etats-Unis répondre seuls à ce surcroît de demande ». Dès lors elle doit se doter d'une politique commerciale authentique. Mais, poursuit le rapport, des réponses alternatives sont nécessaires, puisque, bien que considérable, le potentiel commercial a ses limites. D'où quatre pistes : meilleure maîtrise (en fait limitation) de certaines productions, reconquête des marchés internes (protéines pour animaux, oléagineux, huiles végétales), recherche de la qualité et débouchés industriels pour les produits agricoles.

J. G.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

● Israël : ralentissement de l'inflation. - Six mois d'austérité draconienne ont permis de réduire sensiblement l'inflation galopante dont Israël souffre depuis des années. Les prix à la consommation ont en décembre 1985, augmenté de 1,3 %, la poussée mensuelle la plus faible depuis dix ans. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation a été ramenée à 185,2 % - ce qui reste impressionnant - contre 444,9 % en 1984 et 190,7 % en 1983.

Transporte

● L'atombus renétre à diminuer de 16,7 % en 1985. - Selon les chiffres publiés par le ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports, le nombre des tués dans les accidents de la route s'est élevé, en 1985, à 10 432, contre 10 685 l'année précédente (- 10,7 %). Le nombre des blessés a été de 269 697

contre 284 907 (- 5,3 %). La poussée d'accidents enregistrés au mois d'août 1985 n'est donc pas confirmée. Il semble que la menace du retrait immédiat du permis de conduire en cas d'état alcoolique du conducteur et la répression accrue des excès de vitesse, décidés par le premier ministre, aient porté leurs fruits : la diminution du nombre des tués a été de 17 % au mois de novembre 1985 et de 18 % au mois de décembre.

● Un contrat de 15 millions de francs pour McDonnell Douglas. - La compagnie aérienne Delta Air Lines achètera quatre-vingts bi-réacteurs MD 88, un nouveau modèle dérivé du DC9, au constructeur américain McDonnell Douglas. Le montant du contrat est de 2 milliards de dollars (15 milliards de francs). Le MD 88 sera équipé de réacteurs Pratt & Whitney JT8D. Il transporterait cent quarante-deux passagers et sera livré au transporteur à partir de 1987.

You'll sometimes swear at The Economist. But you can always swear by it.

The Economist

Your weekly view from London of World Affairs, Finance, Science.

« Vous aurez parfois envie d'injurier l'Economist. Mais vous pourrez toujours jurer par l'Economist. De Londres, chaque semaine, votre aperçu du monde, de la science, de la finance ».

هكذا من الأصل

SOCIAL

POUR MAINTENIR L'EMPLOI

Les syndicats de la FIOM approuvent la modernisation de Renault

Tous les syndicats de la région Renault, sauf la CGT, vont signer le protocole sur l'indemnisation du chômage partiel. Celui-ci prévoit, d'une part, un aménagement des horaires et, d'autre part, un nouveau système de cotisation pour assurer cette indemnisation, le fonds de réserve constitué par la firme arrivant à épuisement. La CFDT, FO, la CGC, la CFTC, ont décidé de signer pour assurer une indemnisation des journées chômées, malgré leur réserve générale sur la politique salariale de l'entreprise, et bien que certains, notamment la CFDT, jugent la réduction du temps de travail prévue insuffisante pour préserver les emplois. Cette priorité à l'emploi a aussi été exprimée par les syndicats Renault de la FIOM (fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie) réunis à Paris du mercredi 22 au vendredi 24 janvier (1).

« La politique de mondialisation de Renault est une nécessité. Nous n'accepterions pas et nous ne comprendrions pas un arrêt de la politique mondiale de Renault. » Après l'offensive lancée par la CGT en faveur du repli des investissements de Renault sur la France en priorité, un tel langage surprend, d'abord, de la part de syndicalistes. C'est pourtant la position très nette prise par la conférence des syndicats Renault de la FIOM, dont font partie en France FO et la CFDT. Pour ceux-ci, la survie de la Régie exige un minimum d'intégration dans l'appareil industriel des pays où elle vend. Cela correspond pour eux à une solidarité et les amène à des positions opposées à celles de la CGT : ils ont exprimé

leur refus d'un désengagement de Renault à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, sans négociation préalable avec les syndicats. Ainsi un délégué de l'usine AMC de Kenosha (Wisconsin), où 875 emplois viennent d'être supprimés et où résident plus de 2 700 salariés (4 000 ayant été licenciés les années précédentes), soulignant ses inquiétudes sur l'avenir du site, a souhaité que l'on remplace la R 9 et la R 11, actuellement montées dans l'usine, par la R 25 plus adaptée au marché américain (un fait une version de celle-ci sera construite dans la nouvelle usine de Brampton au Canada) et que AMC trouve un partenaire pour maintenir l'usine de Kenosha. Il a aussi exprimé l'espoir qu'une autre usine AMC soit construite aux Etats-Unis : cinq Etats sont déjà sur les rangs.

Enfin la conférence a apporté un appui à la CFDT ainsi qu'à FO face à une CGT encore dominante chez Renault. Les syndicalistes de la FIOM ont réaffirmé la priorité absolue attachée à la sauvegarde de l'emploi, par une réduction « importante » de la durée du travail, l'élimination des heures supplémentaires obligatoires, la possibilité pour les salariés d'intervenir sur les conditions et l'organisation du travail.

GUY HERZLICH.

(1) Des représentants des syndicats français, belges, espagnols, portugais, argentins, colombiens, américains et canadiens ont participé à cette conférence.

Un rapport de M. Jeantet sur les mutations de l'économie sociale

L'économie sociale a-t-elle la capacité d'affronter les mutations qui lui sont imposées ? Tel est le thème d'un rapport que M. Thierry Jeantet (1) vient de remettre à M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale.

Comblant certaines lacunes de l'économie de marché, l'économie sociale s'est aussi développée dans le secteur non lucratif pour répondre à

des besoins sociaux. Elle a alors pris la forme d'associations. Elle a également un aspect philosophique, voire politique. Les sociétés mutualistes organisaient la solidarité, les coopératives de consommateurs y voyaient un moyen de sortir d'un système traditionnel de distribution.

L'économie sociale, c'est aujourd'hui treize millions de familles adhérentes à la Mutualité française, vingt millions de membres d'associations, des milliers de clients de banques : 1,2 million de salariés (soit 6 % de la population active). Qui ne connaît UNICO, CODEC ou La Hutte ?

L'économie sociale traverse actuellement une période de turbulences. Le rôle traditionnel des coopératives (dans le bâtiment notamment) est remis en cause. Elles n'ont pas échappé aux impératifs économiques. Les salariés ont découvert à la fois la crise et le rôle du « patron ». D'autre part, de nou-

velles formes de participation ont fait leur apparition, et les salariés ont la possibilité d'investir leurs indemnités de chômage capitalisées en choisissant ainsi leur patron et en participant à la gestion de leur entreprise. Une loi permet également l'actionnariat ouvrier.

Les associations ont aussi des difficultés de recrutement. Les mères de famille sont sollicitées par leurs propres enfants. Les jeunes et les préretraités ne pensent pas spontanément au bénévolat. Les pouvoirs publics interviennent dans le champ traditionnel de l'économie sociale. Les entreprises intermédiaires (créées pour les jeunes) sont gérées par le ministère du travail. La coopération entre les jeunes et les préretraités est organisée par les missions locales pour l'insertion des jeunes.

L'économie sociale a un avenir. Elle se développe en répondant à des problèmes locaux. M. Gatel mise sur la « micro-économie ». La décentralisation est un atout pour ce

type d'économie. La souplesse qu'elle prône est réclamée par les chefs d'entreprise.

Il reste que, en dépit de réformes récentes (1985 pour les coopératives, 1982 pour les SCOP), l'économie sociale doit trouver sa place et faire ses preuves. Elle s'oriente vers les nouvelles technologies mises en place par les pouvoirs publics. Il s'agit pour elle d'évoluer pour survivre. M. Jeantet en est bien conscient, qui craint pour l'économie sociale la « banalisation ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) M. Thierry Jeantet, longtemps secrétaire général d'une banque coopérative, est l'auteur de livres et d'études sur l'économie sociale, notamment la *Revue coopérative et l'Economie sociale* (en collaboration avec Roger Verdier), édités par la Coopérative d'information et d'édition mutualiste, 26, boulevard Sébastopol, 75004 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

En remerciement de la confiance accordée par les emprunteurs

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

a dirigé en 1985

26 émissions sur le marché euro-obligataire pour :

ECU 289 MILLIONS

DOLLARS U.S. 1 790 MILLIONS

FRANCS FRANÇAIS 2 200 MILLIONS

DOLLARS CANADIENS 475 MILLIONS

Pour le compte de :

- CRÉDIT NATIONAL
- PROVINCE DE QUÉBEC
- AUTOMOBILES PEUGEOT
- GAZ MÉTROPOLITAIN, INC.
- ANDELSBANKEN DANEBANK
- MITSUI FINANCE ASIA LIMITED
- SOFTBER LTD. (SOLVAY & CIE, S.A.)
- ARAB BANKING CORPORATION (B.S.C.)
- BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
- CENTRALE NUCLEAIRE EUROPÉENNE A NEUTRONS RAPIDES S.A. - NERSA
- ENTE NAZIONALE PER L'ENERGIA ELETTRICA (ENEL)
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE
- CHRYSLER FINANCIAL CORPORATION
- SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE
- EUROPEAN INVESTMENT BANK
- SUMITOMO CORPORATION
- MONTRÉAL TRUSTCO INC.
- MOBIL CORPORATION
- VILLE DE MONTRÉAL
- GAZ DE FRANCE

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-LL	7,3878	7,3980	+ 35	+ 50
\$ can.	5,2279	5,2356	- 90	- 72
Yen (100)	3,7612	3,7646	+ 58	+ 72
DM	3,8722	3,8747	+ 99	+ 112
Franc	2,7228	2,7269	+ 63	+ 72
R. (100)	16,0112	16,0234	- 24	- 196
S.	3,6335	3,6368	+ 127	+ 143
L. (1 000)	4,5015	4,5061	- 373	- 338
F. franc	16,1467	16,1708	- 388	- 338

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 3/4	8	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
SE-LL	4 5/8	4 5/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
R. (100)	9	10	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
S.	1	2	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4
L. (1 000)	15	17	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
F. franc	11 1/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

FINANCES

Un nouveau rôle pour les banques : la désintermédiation

Changement de rôle pour la banque : de distributrice de crédit, elle devient peu à peu distributrice de conseil en orientant sa clientèle sur les divers marchés de capitaux. C'est cette évolution, importante mais mal connue, qu'a entreprise d'étudier le dernier numéro de *Science et Vie Économie*.

L'essor prodigieux du marché financier et l'ouverture du marché monétaire à l'ensemble des agents économiques ont une conséquence dont les banques prennent peu à peu conscience : entreprises et particuliers laissent de moins en moins d'argent dormir sur des comptes bancaires.

Entre 1980 et 1984, les liquidités représentées par les dépôts à vue ou à terme (livrets) n'ont progressé que de 16,5% alors que les placements en valeur mobilière ont augmenté de près de 60%. Donc, les particuliers comme les entreprises, qui avant n'hésitaient pas à laisser sur leurs comptes des liquidités non rémunérées pendant quelques semaines sont maintenant enclins à les placer, par exemple, auprès de SICAV ou de Fonds communs de placement (FCP), cherchant ainsi à obtenir pour eux-mêmes la rémunération de l'argent actif.

Ce transfert a entraîné une progressive redistribution du rôle des agents économiques et la banque est désormais contrainte de jouer une partition nouvelle : la désintermédiation. Derrière ce néologisme barbare se cache le travail d'intermédiaire assuré désormais par les banques entre prêteurs et emprunteurs sur les marchés des capitaux, financier ou monétaire. Voilà petit à petit la banque

contrainte d'abandonner sa fonction traditionnelle de contrepartie d'un prêteur ou d'un emprunteur au « profit » de celle de simple intermédiaire et de conseil.

Les banques, au lieu de distribuer du crédit, vendent des conseils et, conséquence capitale, ne touchent donc plus d'intérêts mais des commissions. Et ces sommes n'apparaissent pas à leur bilan, ni en ressources (dépôts), ni en emploi (crédits), entraînant un pénible gonflement des postes « hors bilan ».

Cette amorce de révolution est en train, selon *Science et Vie Économie*, de modifier en profondeur le paysage bancaire français... Paul Louis

TOUT SUR SCIENCE ET VIE ÉCONOMIE

Si vous voulez en apprendre davantage, courez acheter *Science et Vie Économie* chez votre marchand de journaux et n'hésitez pas à appeler le 45.44.10.20 pour poser vos questions. Profitez également de « Quatre jours de rendez-vous à l'antenne » avec Gilles Coville, rédacteur en chef de *Science et Vie Économie*, sur Europe n° 1 du mardi 28 au vendredi 31 janvier juste avant 19 heures et, pour les couchés, ce rendez-vous est reporté un peu avant 22 h 30.

SOCIAL

Le régime local d'assurance-maladie d'Alsace-Moselle tend à s'aligner sur le régime général

De notre correspondant

Metz. — Le régime local d'assurance-maladie d'Alsace-Moselle (MA-BIS), différent du régime général, est en déficit de 130 millions de francs pour 1985, soit près de 17 % des ressources (770 millions de francs). Pour tenter de retrouver l'équilibre cette année, la cotisation de 1,5 % acquittée par les ressortissants actifs sera prélevée sur la totalité des rémunérations versées à compter du 11 janvier. Elle était, jusqu'à présent, calculée sur le plafond de la Sécurité sociale (9 220 F par mois depuis le 1^{er} janvier 1986).

Ce décalage devrait être comblé par le régime local de 120 millions de francs par an. Le ministre des affaires sociales a suivi la recommandation émise par six des huit conseils d'administration des caisses primaires d'assurance-maladie des départements de Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Le décret entérinant cette mesure (*Journal officiel* du 4 janvier 1986) stipule, en outre, que la prime en charge du forfait hospitalier (23 F par jour) jusqu'à la provision devient une prestation légale du régime local d'Alsace-Moselle.

Elles étaient jusqu'à présent financées par un fonds de réserve qui a littéralement fondu. Ce dernier dépassait, à la fin de la dernière décennie, 500 millions de francs ; il est à présent ramené à quelque

80 millions de francs, les comptes définitifs n'étant pas encore arrêtés.

Cette situation entraînera pour 1986 la suppression des prestations supplémentaires traditionnellement accordées par le régime local à ses ressortissants les plus défavorisés. Déjà réduite en 1985, l'enveloppe affectée à ces actions (indemnités funéraires, compléments aux pensions d'invalidité, aides ménagères aux invalides et aux retraités...) représentait 50 millions de francs en 1985. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier une cinquantaine des cinquante-sept assurés mosellans infirmes de moins de soixante ans ne bénéficient plus d'aides ménagères.

Le versement de prestations supplémentaires ne peut en effet être autorisé aux termes d'un arrêté de janvier 1975 que si le fonds de réserve du régime local est supérieur à 20 % du montant des prestations obligatoires. Or, cette année, il dépassera à peine le seuil minimal autorisé de 10 % au-dessous duquel le taux de cotisation de 1,5 % doit être relevé.

JEAN-LOUIS THIS.

[Le régime local d'Alsace (Haut-Rhin et Bas-Rhin) et de Moselle résulte de la rencontre entre le régime général des salariés, créé en France en 1945, et un régime d'assurances sociales allemand qui avait subsisté après 1918.]

Moyennant une cotisation supplémentaire de 1,5 % (payée exclusivement par les salariés), les salariés des trois départements ont droit à des remboursements complémentaires de l'assurance-maladie.]

EN BOURSE

Morgan Stanley va mettre 20 % de son capital dans le public

Morgan Stanley Group Inc., l'une des principales banques américaines d'investissement (les banques commerciales et les banques d'affaires constituent encore deux catégories séparées aux États-Unis), va ouvrir son capital au public, afin de renforcer sa situation financière et de mieux résister à la concurrence des grandes firmes de courtage new-yorkaises. A cet effet, Morgan Stanley va procéder à une émission d'actions nouvelles de quelque 200 millions de dollars, réservées au public, ce qui devrait représenter environ 20 % de la valeur de l'entreprise évaluée à 1 milliard de dollars, selon certains spécialistes.

Le reste du capital de ce groupe privé continuera à être détenu par les actionnaires (les deux cent soixante dirigeants de l'entreprise), lesquels ne présenteront pas leurs titres à l'offre. Cet élargissement du capital marque « une étape importante » dans la stratégie de la firme, précise le président du groupe, M. S. Parker Gilbert. Elle lui permettra de renforcer ses fonds propres et d'accéder par la suite aux marchés financiers et

de capitaux dans le monde entier, a-t-il fait valoir.

On notera sur ce sujet que Morgan Stanley est l'une des six firmes d'investissement étrangères (quatre américaines et deux britanniques) à avoir obtenu récemment l'autorisation d'opérer sur le marché financier japonais. La plupart des concurrents de Morgan Stanley ont également fait appel au public pour augmenter leur capital au cours des dernières années ou ont été rachetés par des groupes plus importants. Ainsi, Merrill Lynch, le numéro un de la profession, une société cotée en Bourse, est détenu par une quantité de petits actionnaires (dont Paribas depuis la cession de Becker). Morgan Stanley, dont la valeur représentée par un quart de celle de Merrill Lynch et sans doute la moitié de celle de Goldman Sachs et Drexel Burnham Lambert, deux autres grandes banques d'investissement non introduites en Bourse, avance, pour sa part, une rentabilité nette annuelle égale ou supérieure à 30 % des capitaux investis pour la plupart de ses derniers exercices.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNITED TECHNOLOGIES

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE 1985

UTC vient d'annoncer pour le quatrième trimestre 1985 un revenu dégagé des activités opérationnelles de 165,9 millions de dollars contre 160,1 millions pour le quatrième trimestre 1984, en progression de 4 %. Le chiffre d'affaires a augmenté de 6 %, passant de 4 milliards de dollars au quatrième trimestre 1984 à 4,2 milliards.

Pour l'ensemble de l'année 1985, le revenu dégagé des activités opérationnelles s'élève à 636,4 millions de dollars, contre 608,9 millions en 1984, en progression de 5 % (excluant un crédit d'impôt de 44,6 millions de dollars). Le chiffre d'affaires est passé de 14,8 milliards de dollars en 1984 à 15 milliards en 1985.

Le bénéfice dilué par action dégagé des activités opérationnelles a progressé de 2 % et s'élève, au quatrième trimestre 1985, à 1,19 dollar, calculé sur la base de 139 308 000 actions, contre 1,17 dollar sur la base de 137 778 000 actions, au quatrième trimestre 1984.

Le bénéfice par action au quatrième trimestre 1985 est de 1,25 dollar, calculé sur la base de 122 850 000 actions, contre 1,21 dollar sur la base de 121 319 000 actions, au quatrième trimestre 1984.

Le carnet de commandes se chiffrait à 11,7 milliards de dollars au 31 décembre contre 11,8 milliards l'année précédente à la même date.

Pour l'ensemble de l'année 1985, le bénéfice dilué par action des activités opérationnelles s'élève à 4,58 dollars calculé sur la base de 133 997 000 actions contre 4,76 dollars sur la base de

137 368 000 actions en 1984. Le bénéfice par action ressort pour 1985 à 4,76 dollars sur la base de 122 539 000 actions, contre 4,97 dollars sur 120 795 000 actions en 1984.

dauphin o.l.a.

Les informations comptables à fin novembre et les prévisions pour décembre permettent d'estimer que le chiffre d'affaires de la société pour 1985 sera en progression de plus de 12 % par rapport à 1984.

Le quatrième trimestre a eu effet largement composé le retrait conjoncturel observé pendant les mois d'été. L'évolution ainsi constatée serait donc supérieure de deux points à celle prévue par l'IREP (Institut de recherche et d'étude publicitaire) pour l'ensemble de la branche publicité extérieure en 1985, évolution prévue à 10 %.

Elle est également supérieure au budget prévisionnel de la société établi sur la base d'un accroissement de 11 %.

Compte tenu d'un taux d'inflation de 5,7 % en 1985, la progression en volume ressortirait donc à plus de 6 %.

Les résultats quant à eux seront supérieurs d'environ 13 % à ceux enregistrés en 1984, qui étaient, rappelons-le, de 20,8 millions après déduction de la participation du personnel.

L'exercice 1986, compte tenu des ordres déjà enregistrés, peut être envisagé avec confiance.

ÉNERGIE

Le contre-choc pétrolier

L'IRAN BAISSE SA PRODUCTION ET M^{rs} THATCHER N'EXCLUT PAS DE FAIRE DE MÊME

L'érosion, la semaine passée, des prix du pétrole — aujourd'hui stoppée à un cours légèrement inférieur à 20 dollars le baril pour le brut de la mer du Nord — continue de susciter réactions et commentaires.

● A TEHERAN, le président de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a violemment dénoncé « le grand complot de l'oppression mondiale contre les pays de l'OPEP », et le vice-président du pétrole est allé jusqu'à annoncer « des sanctions » contre l'Angleterre et la Norvège si la tendance baissière se poursuivait.

Pour enlever ce mouvement et parce qu'elle n'accepte pas la réduction des cours internationaux du brut, la République islamique affirme qu'elle s'est abstenue de vendre sur le marché libre depuis dix jours et qu'elle n'a fourni de pétrole qu'aux titulaires de contrats à long terme. Son offre de brut aurait ainsi diminué de moitié.

● A MASQATE, dans le sultanat d'Oman, le conseil des ministres a décidé le 25 janvier de dévaluer de près de 10 % le ryal omanais, par rapport au dollar, « pour maintenir l'équilibre de la balance des paiements à la suite de la chute des prix du pétrole ». C'est la première dévaluation de la devise omanaise depuis 1973.

● A LONDRES, dans un entretien télévisé, M^{rs} Thatcher a répété que le niveau des prix du pétrole devait dépendre de l'offre et de la demande, mais elle n'a pas complètement exclu la possibilité d'intervenir sur le niveau de production de la mer du Nord. « On ne doit recourir à une telle action qu'en cas de circonstances très très rares », a-t-elle cependant souligné.

● A CARACAS, une réunion entre le président Jaime Lusinchi et son collègue mexicain, Miguel de La Madrid, « pour s'entretenir de la situation incertaine que connaît actuellement le marché pétrolier », aura lieu cette semaine.

● A PARIS enfin, alors que le président d'Elf-Aquitaine, M. Michel Pequeux, estime qu'un baril à 20 dollars « reste encore dans des limites acceptables », M. Bérégovoy a affirmé, le 26 janvier, que « le prix du super pourrait baisser jusqu'à 4,30 F en France si la baisse des cours du pétrole se poursuit ». Le prix moyen du super est actuellement de 5,11 F selon le ministère des finances. — (AFP, Reuters.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

Emprunt 10,70% janvier 1986 de 2 Milliards de Francs

GARANTI PAR L'ÉTAT

Émission de 400 000 obligations de F 5 000 nominal

- Prix d'émission: 97,30%, soit F 4 865 par obligation.
- Date de jouissance et de règlement: 10 février 1986.
- Intérêt annuel: 10,70%, soit F 535 par titre, payable le 8 août de chaque année. 1^{er} coupon: F 178,70 payable le 8 août 1986.
- Durée totale: 14 ans et 179 jours.
- Taux de rendement actuariel brut: 10,88% au 10 février 1986.
- Amortissement normal en quatre tranches égales à partir du 8 août 1996 — soit par remboursement au pair, — soit par rachats en Bourse.
- Remboursements le 8 août des années 1997, 1998, 1999 et 2000.
- Cotation: Bourse de Paris.
- Assimilation: à partir du 8 août 1986, ces obligations seront entièrement assimilées aux obligations qui pourront être émises par exercice des bons de souscription dont les obligations octobre 1985 étaient assorties.

Une fiche d'information (voir COB N° 86-20 du 20 janvier 1986) est mise gratuitement à la disposition du public au siège social de la Caisse Centrale de Coopération Économique: CCE de Paris, 35-37, rue Bolivar-Anglais 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 27 janvier 1986.

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



EUTELSAT

Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite

ECU 50.000.000

Emprunt 9% 1986-1993

Crédit Lyonnais

Istituto Bancario San Paolo di Torino

Kredietbank International Group

Algemene Bank Nederland N.V.

Banca Commerciale Italiana

Banco di Roma

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Banque Nationale de Paris

Caisse des Dépôts et Consignations

Commerzbank Aktiengesellschaft

Creditanstalt-Bankverein

Crédit Communal de Belgique S.A./Gemeentekrediet van België N.V.

Dresdner Bank AG Reuscher & Co.

Lloyds Merchant Bank Limited

Generale Bank

Kleinwort, Benson Limited

Société Générale

Morgan Grenfell & Co. Limited

PK Christiania Bank (UK) Ltd.

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

le 9 janvier 1986

مكتبة جامعة القاهرة

**BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE**

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)		Au 15 janvier
ACTIF		
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		379 708
dont :		
Or		210 163
Disponibilités à vue à l'étranger		89 057
ECU		83 254
Autres au Fonds de stabilisation des changes		17 320
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR		31 734
dont :		
Comptes au Trésor public		25 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT		166 302
dont :		
Effets escomptés		83 659
4) OR et AUTRES ACTIFS DE CRÉANCES PROVENANT DE REVENUS DU FÉDÉRAL		82 168
5) DIVERS		8 232
	Total	638 391

PASSIF	
1) BILLET EN CIRCULATION	
2) COMPTES CRÉDITEURS	257 057
EXTERIEURS	
3) COMPTÉ COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 095
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	16 758
dont :	
Comptes courants des établissements soustraits à la constitution de réserves	86 400
5) ECU A LIVRER AU FOMC	27 890
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	59 957
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	242 885
8) DIVERS	3 030
	11 122
	Total
	639 331

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES		
Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1986		
	17 jan. 1994	24 nov. 1994
Valeur franc, à revenu variable	103,6	104,4
Valeurs industrielles	102,9	103
Valeurs étrangères	105,1	102,7
Pétrole-Energie	108,1	99,8
Chimie	98,0	98,2
Métallurgie, métalliques	104,1	102,7
Alimentaire, électronique	102,8	102,7
Bâtiment et travaux	102,9	102,7
Ind. de consommation non alimentaire	103,3	102,7
Agrico-alimentaire	102,0	103,5
Distribution	104,4	99,8
Transports, loisir, services	102,5	100,9
Assurances	114,4	101,4
Ind. bancaires	107,1	112,9
Services	106,7	102,9
Immobilier	101,1	102,2
Investissements et portefeuille	106,5	102,1

Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe	100,9	101,1
Emprunts d'Etat	100,3	100,4
Emprunts garantis et assimilés	101,1	101,4
Sociétés	100,6	101
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable ..		
Valeurs étrangères		
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable ..		
Valeurs étrangères		
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe		
Emprunt d'Etat		
Emprunts garantis et assimilés		

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1951		
Indice général	276,5	277,3
Produits de base	190,5	182,5
Construction	227,6	230,2
Biens d'équipement	267,6	264,8
Biens de consommation	239,8	239,8
Biens de consommation, non durables	327,1	324,9
Biens de consommation, alimentaires	288,2	293,7
Services	243,9	246,7
Sociétés financières	436,2	446,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	271,2	281,2
Valeurs industrielles	252,2	246,7

BOURSES REGIONALES	
Base 100 : 31 décembre 1951	
Indice général	276,5
Paris	277,3
Strasbourg	182,5
Lyon	230,2
Marseille	264,8
Nantes	239,8
Bordeaux	324,9
Montpellier	293,7
Alger	246,7
Tunis	446,9
Algiers	281,2
Oran	246,7

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CRÉDIT NATIONAL : RÉSULTAT NET EN HAUSSE DE 20 % EN 1985. — Le résultat net de cet établissement en 1985 a progressé de 20 % par rapport à celui de 1984, passant de 20,9 à 25,1 milliards de francs. Les résultats de 1985 avant impôts, amortissements et provisions, devaient être en augmentation de l'ordre de 15 % sur les mêmes bases de comparaison. Ces commentaires ont été faits lors que le titre de crédit national a été coté à la Bourse de Paris. Au cours de la semaine du 20 au 24 janvier, l'action a gagné près de 13 % pour s'établir vendredi à 1 100 F.

BOLLORE TECHNOLOGIES LANCE UNE OPE SUR SOFICAL. —

Spécialisée dans l'ultra-miniature, la société Bollore Technologies, dont les titres sont cotés au second marché de la Bourse de Paris (le *Monde* du 5 novembre 1985), vient de lancer une offre publique d'échange (OPE) sur les actions Sofical, société de financement industriel, commercial et agricole, dont la cotation était suspendue depuis le 18 décembre dernier, sur un dernier cours de 625 F. Bollore propose l'échange de deux de ses actions contre une action Sofical. L'OPE devant être considérée positive si le nombre de titres présenté à l'OPE est supérieur ou égal à cette offre. Sofical est une société holding qui contrôle diverses entre-

INDICES QUOTIDIENS

	(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	23 janv.	24 janv.
Valeurs françaises		103,7	107,1
Valeurs étrangères		100,3	102,9

DES AGENTS DE CHASSE
(Page 109 : 31 déc. 1981)

	23 janv.	24 janv.
Indice général	771,3	777,3

X DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 27 janvier		83/4 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	24 janv.	27 janv.
1 dollar (en yen)	196	196.15

(2) \mathcal{C}_1 is a \mathcal{C}_2 -subalgebra of \mathcal{C}_1 .

Dans la quatrième colonne, figurent :

BOURSE DE PARIS Comptant 24 JANVIER

[illegible]

SECOND MARCHÉ

Paracelsus R.D.	2822	2825	A.G.P. S.A.		
MT - Marouliou	490	490	Cochery	60	60
ATP	775	805	Copres	510	495
S.P.P.	716	719	Excat-Meun		
Johnson Technologies	520	520	Hydro-Energie	252	282
Colson	358	365 30	Romato N.V.	128	129 30
Condit	1300	1300	S.P.R.	169	165
Van Garen Sogem	1332	1350	Utrics	321	
			Union Brasseur	180	153

SICAV 24/1

Industrial	267 62	258 74	Panacorp	710 86	678 61
Insulator	234 49	237 02	Panbas Spangne	14152 81	14098 44
Iron/Steel	626 45	590 68	Panbas Gertone	559 57	534 28
Iron/Steel	731 58 94	727 56 70	Panbase-Vale	1065 47	1054 43
Iron/Steel	11815 91	11641 29	Panbase-Retorta	1495 98	1427 68
Iron/Steel	19412 15	19263 99	Panbas Placamentos	257 74	256 40
Iron/Steel	128 30	125 17	Panbas Investica	619 21	581 11

West. Sal. Frisco	535 28	559 6
-------------------	--------	-------

[illegible]

Règlement mensuel

du jour par rapport à ceux de la veille.

	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation						
4170	A.S. 1973	4175	4175	4175	0	200	BL Aquitaine	201	205	205	+ 1 99	320	OLY-City	200	224	219 90	+ 9 95	2280	T.R.T.	2281	2345	2370	+ 3 90	28	Hesselt	28	28 98	28 90	+ 2 85	10
4175	C.N.E. 3%	4175	4175	4175	0	190	— Iberdrola	190	190	190	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4180	C.N.E. 5%	4180	4180	4180	0	150	— Iberdrola	150	150	150	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4185	C.N.E. 7%	4185	4185	4185	0	150	— Iberdrola	150	150	150	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4190	Electricité T.P.	1778	1778	1778	0	148	— Iberdrola	148	148	148	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4195	Thomson T.P.	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4200	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4205	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4210	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4215	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4220	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4225	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4230	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4235	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4240	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4245	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4250	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4255	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4260	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4265	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4270	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4275	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4280	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4285	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4290	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4295	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4300	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4305	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4310	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4315	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4320	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4325	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4330	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4335	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4340	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4345	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4350	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4355	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4360	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4365	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4370	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4375	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4380	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4385	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4390	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 13	83	— Agip	83	83 00	83 00	0	10
4395	— Iberdrola	1038	1114	1114	+ 7 36	2240	— Iberdrola	2240	2240	2240	0	260	Orléans	260	260	260	+ 0 22	860	— Agip	860	720	715	- 1 1							

Le Monde

En URSS

Le remplacement du ministre de l'intérieur pourrait être lié à un prochain remaniement à la tête du parti en Ukraine

De notre correspondant

Moscou. — Le ministre de l'intérieur, M. Vitali Fedortchouk (soixante-sept ans) a été libéré de ses fonctions et remplacé par M. Alexandre Vlassov (cinquante-quatre ans) qui était jusqu'à présent chef régional du parti à Rostov-sur-le-Don. Le quotidien ajoute que M. Fedortchouk va recevoir une autre affectation, sans préciser laquelle.

L'événement serait banal si M. Fedortchouk « partait à la retraite », comme d'autres hauts personnages ces derniers mois. M. Gorbatchev a, en effet, systématiquement remplacé par des hommes de sa génération les principaux responsables du pays, dont l'âge oscille généralement autour de soixante-dix ans. M. Fedortchouk ne rentre pas dans ce cas de figure : il a, certes, l'âge de la retraite, mais ne la prend pas, il n'est pas limogé, puisqu'on lui promet un autre poste.

Mais il n'est vraisemblablement pas sur le point de recevoir une promotion majeure, car celle-ci aurait alors été annoncée avant que la Pravda ne fasse état de son départ du ministère de l'intérieur. Les usages protocolaires de la nomenclature ont le mérite d'être précis, même s'ils ne résolvent pas toutes les énigmes. M. Fedortchouk, à défaut d'accéder au paradis ou à l'enfer, entre donc dans les limbes.

Ce statut atypique s'explique peut-être par la situation autrement plus critique d'un membre du bureau politique âgé comme lui de soixante-sept ans. M. Vladimir Tchitcherbitsky, premier secrétaire du PC pour l'Ukraine. Les carrières des deux hommes apparaissent inextricablement liées. A travers le premier, c'est le second qui semble être visé.

M. Fedortchouk naît en 1918 en Ukraine et fait la guerre dans les services de renseignements avant de diriger l'antenne ukrainienne du KGB de 1970 à 1982. A ce titre, il joue un rôle majeur en 1972 dans la nomination de M. Tchitcherbitsky à la tête du PC ukrainien. C'est en effet M. Fedortchouk qui, tenant le vent, a « déstabilisé » le premier secrétaire ukrainien d'alors, Piotr Chelost. La mise à l'écart de M. Chelost s'est faite avec la bénédiction évidente de M. Brejnev, qui sera désormais le protecteur sans faille de M. Tchitcherbitsky.

Le remplaçant d'Andropov

En mai 1982, M. Fedortchouk « monte » à son tour à Moscou pour remplacer Andropov à la tête du KGB de l'URSS. Est-il le choix de ce dernier pour tenir la maison ? Ou peut-être, car, un mois à peine après son arrivée au pouvoir suprême, en décembre de la même année, Andropov rétrograde M. Fedortchouk au rang inférieur de ministre de l'intérieur de l'URSS. M. Fedortchouk aura « régné » que sept mois sur le pays.

M. Fedortchouk apparaissait comme un des derniers rompus de M. Tchitcherbitsky, dont les positions sont de plus en plus menacées. Les rangs des « vieux brejnéviens » ne cessent de s'éclaircir au bureau politique. M. Grichine, qui a déjà perdu le 24 décembre ses fonctions prestigieuses de chef du parti pour la ville de Moscou, ne devrait plus demeurer longtemps dans cet organisme, saint des saints du système. Le processus pourrait être le même pour M. Tchitcherbitsky. Il perdrait d'abord la direction du PC ukrainien, le reste viendrait ensuite. Le prochain congrès du PC ukrainien a lieu le 6 février. M. Tchitcherbitsky sera-t-il réélu à sa tête ?

Le dirigeant ukrainien n'est pas en odeur de sainteté auprès de M. Gorbatchev : il se serait pro-

noncé contre lui en plusieurs occasions ces dernières années, lors des réunions du bureau politique. M. Tchitcherbitsky n'a en tout cas été associé à aucune des grandes initiatives du secrétaire général en politique intérieure. Il s'est permis en outre d'exprimer au public des réserves à l'égard de l'ouverture pratiquée par M. Gorbatchev en direction des Etats-Unis. M. Tchitcherbitsky fait même figure, selon certains, de porte-parole de la fraction « dure » de l'armée, peu satisfaite de mesures telles que le moratoire unilatéral soviétique sur les essais nucléaires.

M. Gorbatchev pourrait avoir recours à une des plus vieilles ficelles du système soviétique en proposant à M. Fedortchouk le poste de M. Tchitcherbitsky ; cela aurait du piquant. Il est plus vraisemblable qu'il souhaite seulement isoler un peu plus ce dernier en attendant l'estocade finale. Quoi qu'il en soit, l'hypothèse généralement admise à Moscou est que M. Tchitcherbitsky va être prochainement mis à l'écart.

Le nouveau titulaire du ministère de l'intérieur, M. Vlassov, a le même âge que M. Gorbatchev et a com-

mené sa carrière en Sibirie (à Irkoutsk, puis en Yakoutie) : il a ensuite été responsable régional du parti pendant neuf ans chez les Tchétchènes-Ingouches, dans le Caucase du Nord, avant d'être nommé en juillet 1984 à Rostov-sur-le-Don.

Chez les Tchétchènes-Ingouches, il s'est acquis une réputation de pourchasseur de la corruption qui sied bien à un futur ministre de l'intérieur. Ce « profil » n'a pas toujours été celui du titulaire de ce poste. Le prédécesseur de M. Fedortchouk et Vlassov au ministère de l'intérieur s'est en effet suicidé en décembre 1984 après un règne de seize ans sous Brejnev. Nikolai Tchicholov s'était donné la mort à la veille de l'ouverture de son procès, qui promettait de faire du bruit. On aurait trouvé chez lui une quantité de lingots d'or et de bijoux de provenance inexplicable. Son épouse s'était également suicidée quelques mois auparavant. La lutte contre la corruption fait partie des thèmes obligés de tout discours du ministre de l'intérieur en URSS, surtout depuis Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La CIA protégerait un important transfuge du KGB

Washington. — Un espion soviétique de très haut niveau a fait défection au printemps 1985 et se trouve actuellement aux Etats-Unis, où la CIA l'entoure du plus grand secret, affirme l'hebdomadaire américain US News and World Report, dans son dernier numéro publié samedi 25 janvier et daté du 3 février. Le magazine, qui cite des sources non identifiées des services de renseignements américains, indique que ce membre du KGB, qui est de nationalité soviétique et a le grade de général, fournissait des informations secrètes à Washing-

ton. Il aurait été évincé clandestinement d'Allemagne de l'Est « en hélicoptère », écrit l'hebdomadaire. — fin avril ou début mai 1985. Il n'aurait été conduit aux Etats-Unis qu'après le sommet de Genève en novembre et plusieurs mois de « débriefing » en République fédérale. La CIA s'est refusée à tout commentaire à ce sujet, mais une source proche de l'organisation a déclaré n'avoir jamais entendu parler d'un tel personnage. — (AFP, AP.)

LE FACE-A-FACE AMERICANO-LIBYEN Les « baleines humaines » du colonel-amiral

En dépit de menaces de représailles qu'il a proférées par le colonel Kadhafi, des navires de guerre américains ont effectué, dimanche 26 janvier, sans incident, une série de manœuvres dans le golfe de Syrie, que le Libye considère comme faisant partie de ses eaux territoriales. Des journalistes d'une chaîne de télévision américaine ont filmé plusieurs bâtiments de la 6^e flotte en manœuvre en Méditerranée, au sud du parallèle 32,5 marquant le limite nord du golfe de Syrie.

La veille, le colonel Kadhafi avait tenu à pettoir sur en personne dans le nord du golfe de Syrie à bord d'une vedette équipée de missiles. Le dirigeant libyen, coiffé à cette occasion d'une large casquette d'amiral, a déclaré à des journalistes américains, récemment convoqués à bord, qu'il entendait ainsi « visiter la ligne de la mort » (le parallèle 32,5). « Le Libye, a-t-il dit, ne peut plus vivre sous le règne

du terrorisme des Etats-Unis », et des « combats américano-libyens peuvent survenir à n'importe quel moment » de ces manœuvres de la 6^e flotte. Les officiers libyens — à en croire l'agence libyenne Jans — sont d'ailleurs formés aux formes les plus originales de lutte sous-marine. Un officier « révolutionnaire » a ainsi expliqué samedi qu'il était prêt avec ses collègues à se « transformer en baleine humaine explosive pour détruire les bâtiments de la 6^e flotte ».

Le roi Hassan II du Maroc a estimé la situation suffisamment inquiétante pour proposer ses bons offices à Washington et à Tripoli. Dans un message adressé au président Reagan, le souverain — dont le pays est lié à la Libye par un traité d'alliance depuis 1984 — relève que la tension approche de dangereusement un point de non-retour « aux conséquences imprévisibles ». — (AFP, Reuters.)

UN BIMOTEUR ITALIEN S'ÉCRASE SUR LES ALPES

(De notre correspondant.) Grenoble. — L'épave d'un avion italien, un bimoteur Cessna 310, qui était porté disparu depuis l'après-midi du dimanche 26 janvier au-dessus de Grenoble et localisé, lundi matin, à la suite d'un vol hélicoptère. L'avion, qui avait décollé de Milan, dimanche en fin de matinée, avec quatre personnes à bord, et qui se rendait à Lyon, s'est écrasé sur la face ouest du Rocher blanc (2900 mètres), dans le massif des Sept-Laux.

A B C D E F G

L'AVION PAS CHER

Tarif dates creuses

New York : 2.700 F. Chicago : 3.100 F. Atlanta : 3.200 F.
Toronto : 3.500 F. Los Angeles : 4.400 F. Mexico : 4.700 F.
Singapour : 5.700 F. Jakarta : 6.850 F. Manille : 6.850 F.
Séoul : 6.850 F. Taipei : 6.850 F. Tokyo : 7.200 F.

Prix aller-retour au départ de Paris
A dates imposées. Sur compagnies régulières
Passeports autorisés. Prix garantis à l'inscription
Renseignements : répondeur, 42.65.08.00
Minitel 36.15.91.77 code PL rubrique CHARTER

INTER CHART'AIR

9, boulevard des Capucines, Paris (2^e), tél. 42.66.42.44
Bordeaux 82.23.21 - Lille 55.54.56 - Lyon 08.56.16.40 - Toulouse 21.16.75
ou votre agence de voyages

POUR LES OTAGES FRANÇAIS DU LIBAN, J'AI PU RELANCER L'INITIATIVE, déclare M. Roland Dumas.

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, était l'hôte du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 26 janvier. Il a abordé notamment les points suivants :

● **Les relations avec l'URSS :**
A propos des cas humanitaires en suspens avec l'URSS, M. Dumas a précisé qu'« autant de personnes » vingt-huit dans un cas, vingt-huit dans l'autre, ont pu quitter l'URSS depuis la visite à Moscou de M. Mikhaïlov en juin 1984 pendant la période 1981-1984.

● **Les otages français au Liban :**
« Notre action ne s'arrête pas. Les fils passent par deux ou trois capitales, car il n'est pas question de négocier avec les ravisseurs, mais avec les Etats responsables (Liban, Syrie, Iran). Nous sommes passés assez près d'une solution il y a quelques semaines. Les revendications des ravisseurs ne sont alors transformées. J'ai pu relancer les initiatives. Aujourd'hui, j'ai bon espoir (...). Permettez-moi de vous demander de me faire confiance. »

● **Les sanctions contre la Libye :**
« Nous n'entendons en rien gêner ce que veulent faire les Etats-Unis. Nous ne faisons pas, sous prétexte d'aller faire « de la gestapol » dans la zone, réussir à renforcer celui qui l'on voudrait atteindre. »

Sur le vif

Ça va, la tête ?

Vous savez ce que c'est, vous, un Bragard, un Dagobert, un Névien ? Ou ? Je ne vous crois pas. Moi, je n'en salue rien. J'ai regardé dans le dictionnaire : c'est un mec qui habite Saint-Denis, Ville-d'Avray, Saint-Omer ou Neuilly. Si vit un Ile-de-France, il peut dire : moi, qui suis français, j'emmerde les Carolingiens. Si, si, si, il a le droit. Il l'a dit, mais maintenant, il l'a. L'Académie française vient de le lui donner. Il paraît qu'ils sont fous de joie à Gargues-Ménestrie.

C'est à se cogner la tête sur le mur, avouez. Quel sera ce à de former tous ces noms ridicules, invraisemblables, impossibles à retenir, à prononcer, à écrire sans se gourer ? A qui c'est destiné ? Il y a vraiment des jours où on croit rêver, on se dit, on se dit : Enfin, c'est pas croyable ! Elle a perdu la tête, l'élite. Elle décolla, elle plane, elle est complètement coupée de la réalité.

C'est quoi, la réalité ? C'est le Soleil qui tourne autour de la Terre, aux yeux de près d'un quart des Français. C'est des élections législatives à un tour ? A deux tours ? On nous a posé la question cette semaine dans l'« Oly » On était encore près de la moitié à donner une mauvaise réponse ou pas de réponse du tout. Je ne vous parle pas des régionales. Alors, là, c'est le noir total. Moi qui travaille dans un journal, moi qui suis toujours pas pourquoi il faut que je me tienne à la communauté de mon quartier le 16 mars. J'ai demandé aux copains, ils m'ont envoyé promener : C'est trop long à l'expliquer. T'es tellement bête, tu comprendrais jamais.

Je ne suis pas plus bête qu'un autre. Pas plus bête que Martine, la jeune chèreuse qui a interrompu le père Barre, l'autre soir, sur FR 3 en le traitant de « gros cul ». Elle n'aurait pas dû. C'est pas poli. C'est dit, c'est dit. Il y en a marre de ces discours politiques roborants, lapidaires — les l'ont dépliés hier matin à « l'oreille en coin », à écrire sans se gourer ? A qui c'est destiné ? Il y a vraiment des jours où on croit rêver, on se dit, on se dit : Enfin, c'est pas croyable ! Elle a perdu la tête, l'élite. Elle décolla, elle plane, elle est complètement coupée de la réalité.

C'est quoi, la réalité ? C'est le Soleil qui tourne autour de la Terre, aux yeux de près d'un quart des Français. C'est des élections législatives à un tour ? A deux tours ? On nous a posé la question cette semaine dans l'« Oly » On était encore près de la moitié à donner une mauvaise réponse ou pas de réponse du tout. Je ne vous parle pas des régionales. Alors, là, c'est le noir total. Moi qui travaille dans un journal, moi qui suis toujours pas pourquoi il faut que je me tienne à la communauté de mon quartier le 16 mars. J'ai demandé aux copains, ils m'ont envoyé promener : C'est trop long à l'expliquer. T'es tellement bête, tu comprendrais jamais.

CLAUDE SARRAUTE.

AVANT LE DÉBAT AUX COMMUNES SUR L'AFFAIRE WESTLAND

M^{me} Thatcher annonce qu'elle entend toujours briguer un troisième mandat

De notre correspondant

Londres. — Dans une interview, diffusée dimanche 26 janvier par la quatrième chaîne de télévision britannique, M^{me} Thatcher a rejeté la responsabilité de la crise que traverse son gouvernement sur son ancien ministre de la défense,

M. Michael Heseltine. A plusieurs reprises, le premier ministre a souligné que le « tréfil d'équipe » du cabinet avait été gravement perturbé pendant plusieurs semaines parce que M. Heseltine « n'agissait plus vraiment comme doit le faire un membre d'une équipe ».

M^{me} Thatcher a ainsi donné le ton de la défense qu'elle entendait présenter lors du nouveau débat extraordinaire consacré à l'affaire Westland, lundi après-midi, devant la Chambre des communes. Elle a indiqué qu'elle entendait répondre avec précision aux questions sur son propre rôle dans l'organisation de la fuite d'un document destiné à discréditer M. Heseltine avant sa démission, une manœuvre qui vient de coûter à M. Leon Brittan son poste de ministre de l'Industrie et du Commerce. Les députés conservateurs ont, semble-t-il, décidé de serrer les rangs. Lundi matin, on s'attendait que la majorité d'entre eux se prononcât dans la soirée en faveur du gouvernement lors d'un scrutin que l'opposition envisage comme un vote de « défiance ».

Cependant, les résultats d'un sondage publié dimanche par l'« Observer » indiquent que le Parti travailliste, avec 36 %, précède de cinq points le Parti conservateur et que 43 % des personnes interrogées estiment que M^{me} Thatcher devrait se retirer. Telle n'est pas l'intention du premier ministre qui a déclaré à la télévision qu'elle briguerait un troisième mandat lors des prochaines élections.

En remplacement de M. Brittan, le premier ministre a nommé M. Paul Channon au ministère de l'Industrie et du Commerce. M. Channon était depuis trois ans secrétaire d'Etat à ce ministère. C'est un « modéré » modeste, peu enthousiaste à l'égard de la politique monétariste du premier ministre.

FRANCIS CORNU.

GRÈVE DES OUVRIERS DU LIVRE

La Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT), le Comité interyndical du Livre paritaire CGT et le Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT) organisent, lundi 27 janvier, une « journée d'action et de mobilisation » à propos des négociations en cours sur l'introduction et la mise en œuvre de nouvelles techniques (notamment l'informatisation des rédactions) dans la presse de province. Un arrêt de travail de deux heures est prévu, qui devrait perturber l'édition des journaux.

Les délégués CGT des entreprises de presse avaient adopté, le 21 janvier, une résolution concernant ces nouvelles techniques et décidée de cette « journée d'alerte » du 27, en raison « du danger imminent de la signature d'un accord entre le patronat de la presse régionale et certains syndicats de journalistes », accord qui pourrait « transférer vers d'autres catégories de salariés les attributions revenant aux ouvriers du Livre ». Les délégués exigeaient « la reprise immédiate des négociations, sur la base des propositions de la FFTL pour la conclusion d'un accord-cadre national concernant toutes les catégories de travailleurs de la presse et de l'information ».

Dans un communiqué, l'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale (USPQR) a précisé que les négociations sur la modernisation des entreprises de presse avaient toujours eu lieu avec l'ensemble des organisations représentatives « des journalistes et des ouvriers et qu'aucun accord n'a encore été signé, ni avec les uns ni avec les autres ». L'USPQR a en outre fait remarquer qu'elle avait « jamais considéré qu'il y avait rupture des négociations, ni sur le problème de la modernisation, ni sur le problème des salaires ».

[Un fait de cet arrêt de travail, la justification du thème de ce jour repose d'être perturbée. Nous prions nos abonnés et nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.]

Le numéro de « Monde » daté 26-27 janvier 1986 a été tiré à 423 518 exemplaires

STAGE LECTURE RAPIDE

11-12-13 février 1986

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Du 25 Janvier au 8 Février

BRADERIE EXCEPTIONNELLE

Pianos d'occasion, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...

hamm

135-139, rue de Rennes, Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66.
Parking à proximité.

un parcours sans faute!

Vous voulez devenir aujourd'hui responsable

des études informatiques

● Vous avez entre 30 et 35 ans ● 3 ans comme Analyste
● 5 ans comme Chef de Projet ● Un diplôme d'Ingénieur

Nous sommes une importante société du secteur industriel, située à Paris. Si ce poste enrichissant et plein d'avenir vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la réf. MPL à notre Conseil

Hommes et Communication
Département Ressources Humaines
104, avenue de Villiers
75017 PARIS.

مركز من الأصل